



communauté
de l'auxerrois

Envoyé en préfecture le 21/11/2025

Reçu en préfecture le 21/11/2025

Publié le

ID : 089-200067114-20251121-DEL2025_273_1-DE

S²LOW



PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL, HABITAT ET MOBILITES (PLUiHM)

BILAN DE LA CONCERTATION

31 MARS 2022 - 10 NOVEMBRE 2025

www.agglo-auxerrois.fr



Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat, Mobilité

SOMMAIRE

1) Préambule et contexte.....	3
Introduction et statut du document	
Contexte	
2) Enjeux et déroulé de l'élaboration du PLUI HM.....	6
Les enjeux du PLUI HM	
Les acteurs du PLU IHM	
Le calendrier d'élaboration du PLUIHM	
3) Déroulement de la concertation.....	14
a. Le cadre réglementaire	
Rappel du cadre réglementaire et des objectifs de la concertation	
Rappel des modalités définies au titre de la délibération	
b. Modalités de concertation mises en œuvre	
Calendrier de la démarche	
Les modalités de concertation effectives déployées	
Les outils d'annonce et d'information déployés et leur diffusion	
Les modalités de participation du grand public	
Zoom sur les temps de contribution et d'échange du grand public	
Les modalités de participation des acteurs et des élus	
Bilan quantitatif	
4) Synthèse des avis exprimés.....	36
5) Annexes.....	67

1 - PRÉAMBULE ET CONTEXTE



Introduction et statut du document

Par délibération en date du 31 mars 2022, le Conseil Communautaire a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, Habitat et Mobilités (PLUIHM).

À cette occasion, et conformément aux articles L.103-2 à L.103-6 et L.600-11 du Code de l'urbanisme, le Conseil Communautaire a délibéré sur les objectifs poursuivis et sur les modalités de la concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de PLUI-HM, les habitants et toutes les autres personnes concernées (dont les acteurs institutionnels prévus à l'article L. 132-7).

Le présent bilan énonce les moyens de concertation mis en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration, et relate d'une part, les remarques émises par les personnes ayant participé à la concertation et d'autre part, les analyses au regard du projet global de la collectivité.

Qu'est ce qu'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat et Mobilités ? Et pourquoi ce choix de planification ?

Pour faire face aux questions d'étalement urbain, de préservation de la biodiversité, d'économie des ressources, d'adaptation aux changements climatique, de production de logements, de développement économique et de mobilité, l'échelle communale n'est plus appropriée. L'intercommunalité est l'échelle la plus pertinente pour répondre à ces enjeux et coordonner les politiques d'urbanisme, d'habitat et de déplacements.

Ainsi, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) est un document stratégique qui traduit l'expression du projet de territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Il est

également un outil réglementaire fixant les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant les règles d'utilisation des sols sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a fait le choix d'y intégrer son Programme Local de l'Habitat (PLH), approuvé en 2022 en profitant de cette procédure pour en faire le bilan à mi-parcours. Elle a également souhaitée intégrer à ce travail la réalisation d'un Plan de Mobilité découlant de la stratégie mobilité mise en place par la collectivité.

L'ensemble de ces trois documents (PLUi, PLH et PdM) permettant une vision coordonnée et cohérente, permettant de répondre au mieux aux enjeux à venir pour le territoire.

Quelques éléments techniques sur le PLUIHM et son périmètre d'application (pour une définition plus détaillée, cf la délibération en annexe du bilan) :

Le PLUiHM, document unique, a vocation à couvrir le territoire des 29 communes membres et à se substituer aux documents d'urbanisme communaux existants. A noter que les documents d'urbanismes communaux restent en vigueur jusqu'à l'approbation du PLUiHM.

Il intégrera le Programme Local de l'Habitat (PLH), volet « H » et un Plan de Mobilité (PdM), Volet « M ».



Contexte territorial

Forces et faiblesses du territoire

En préambule de l'élaboration du PLUiHM, 4 ateliers à destination des maires et élus en charge de l'urbanisme des 29 communes (juin, juillet, octobre et novembre 2021) ont permis d'établir les bases de travail et objectifs à fixer pour l'élaboration du PLUiHM, animés par un prestataire extérieur. Il avait pour objectifs de définir les forces et points de vigilance du PLUiHM de l'auxerrois.



Les forces du territoire :

- Une agglomération stratégiquement située entre la Bourgogne et l'Île-de-France
- Une agglomération caractérisée par sa richesse et sa diversité patrimoniales architecturales (habitat et monument) et paysagères (la rivière Yonne et les vignobles)
- Une agglomération synonyme de qualité de vie
- Une agglomération qui souhaite préserver son habitat rural
- Une agglomération engagée dans la transition énergétique et écologique

Les points de vigilance du territoire :

- Dynamiser le territoire pour une agglomération attractive pour les entreprises et pour les jeunes actifs
- Attirer et diversifier l'offre de santé en réponse à la désertification médicale
- Proposer un service de mobilité ambitieux sur l'offre de service en transport en commun et en déplacements doux
- Unifier l'offre de service culturelle, de loisirs et de tourisme

2. Enjeux et déroulé de l'élaboration du PLUI HM



Les enjeux du PLUiHM

Les enjeux du PLUiHM se déclinent en 6 axes principaux, dont découlent des objectifs spécifiques. Ils sont présentés ci-après de façon synthétique. La version détaillée des enjeux et objectifs du PLUiHM est accessible dans la délibération en annexe du document.

1. L'auxerrois, un territoire attractif

- **Réinventer l'auxerrois :** regroupe les objectifs de maîtrise de l'urbanisation, de reconquête des friches et de maillage territorial.
- **Valoriser une identité paysagère et une qualité paysagère :** réuni les objectifs de préservation des espaces naturels, de la biodiversité, du paysage de l'Auxerrois. Il s'agit également de penser la mise en valeur touristique des atouts naturels du territoire ainsi que l'enrichissement des connaissances liées au paysage et aux espaces naturels du territoire.
- **Favoriser le développement des entreprises et attirer investisseurs, talents et entrepreneurs :** cet enjeu recouvre les objectifs de renforcement des grands équipements du territoire ainsi que de l'attractivité du cœur d'Auxerre, de valorisation des zones d'activités industrielles et commerciales existantes tout en anticipant le développement de futures zones. Enfin, il s'agit de soutenir le développement des commerces dans les villages ainsi que les entreprises du territoire.
- **Attirer de nouveaux habitants et favoriser le parcours résidentiel :** les objectifs de cet enjeu sont l'adaptation de l'offre de logements d'une part, l'encouragement de développement d'une variété de logements à destination de nouveaux arrivants d'autre part.
- **Développer une offre de services à destination de tous les citoyens de l'agglomération :** cet enjeu englobe les objectifs de diversification de l'offre culturelle, de développement de l'offre de santé et d'enseignement supérieur du territoire, d'optimisation et de facilitation de l'accès des services à la population, d'encouragement au maintien des écoles existantes et au développement d'offres multiservices innovantes.

2. L'auxerrois, un territoire libéré de ses contraintes

- **Tendre vers un territoire autonome en énergie,** en favorisant le développement des énergies décarbonées.
- **Améliorer, fluidifier et optimiser les déplacements en s'appuyant sur :** le développement des déplacements doux et des transports partagés, s'ouvrant sur les nouvelles mobilités, favorisant la création de voies de liaisons en lien avec le contournement d'Auxerre.



3. L'auxerrois, un territoire ouvert sur demain

- **S'inscrire dans la transition énergétique et écologique**, au travers d'un développement stratégique de la filière énergie, d'un investissement dans l'efficacité énergétique et d'une limitation de l'emprunte carbone du territoire.
- **Conforter la place de l'agriculture dans le territoire auxerrois** en préservant les ressources en eau et les espaces agricoles, accompagnant l'approche

environnementale de la filière et l'installation de nouveaux agriculteurs, soutenant les filières agricoles de proximité.

- **Impulser un changement durable de l'auxerrois** en optimisant la gestion des ressources, allant vers des mobilités plus durables, engageant une démarche de transformation digitale du territoire et en luttant contre le gaspillage alimentaire.

4. L'auxerrois, la fierté d'un territoire

- **Créer la destination « Auxerre » pour le développement touristique de l'ensemble de l'agglomération.** Les objectifs liés à cet enjeu sont les suivants : la valorisation de la richesse patrimoniale du territoire et de son patrimoine paysager, ainsi que le

développement de l'offre en hébergement touristique.

- **Reconquérir l'Yonne et ses abords** en modernisant la capacité portuaire de la rivière, et en développant le tourisme fluvial et fluvestre.

5. Enjeux spécifiques à l'Habitat

- **Soutenir l'attractivité de l'auxerrois**, en valorisant sa qualité de vie et d'habiter à travers la réponse à la diversité des besoins, la régulation de la libération du foncier et le soutien à la production de logements locatifs abordables.
- **Requalifier et rééquilibrer l'habitat social à l'échelle de l'auxerrois** en répondant aux objectifs règlementaires en termes de mixité sociale, requalifiant le parc social existant, soutenant la production de logements sociaux abordables.
- **Promouvoir des centres anciens durables et renforcer l'attractivité du parc existant** en effectuant la transition énergétique du parc, confortant la

vitalité des cœurs de bourgs, intensifiant la lutte contre l'habitat indigne.

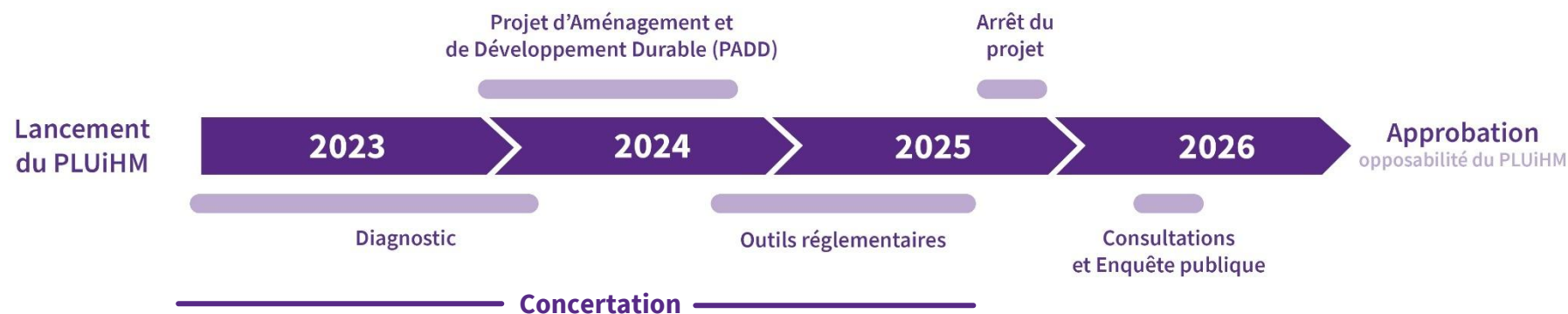
- **Conforter la prise en compte des publics vulnérables face au logement** en accompagnant l'adaptation des logements à la vieillesse et au handicap (et constructions de logements adaptés), favorisant l'accès au logement des jeunes et des étudiants, diversifiant l'habitat des gens du voyage et en accompagnant l'accès au logement des publics les plus fragiles.
- **Animer et suivre la mise en œuvre du PLH** en consolidant le partenariat et l'animation de la stratégie habitat.



6. Enjeux spécifiques à la mobilité

- **Améliorer l'accès aux services de mobilité** de l'ensemble des citoyens et notamment les plus fragiles
- **Assurer l'équilibre entre les besoins en matière de mobilités, de facilités de déplacement et la protection de l'environnement et la santé**
- **Développer les mobilités douces** et les infrastructures afférentes
- **Développer l'usage de l'hydrogène**
- **Assurer la sécurité des déplacements**
- **Favoriser les nouvelles mobilités**
- **Organiser le stationnement**

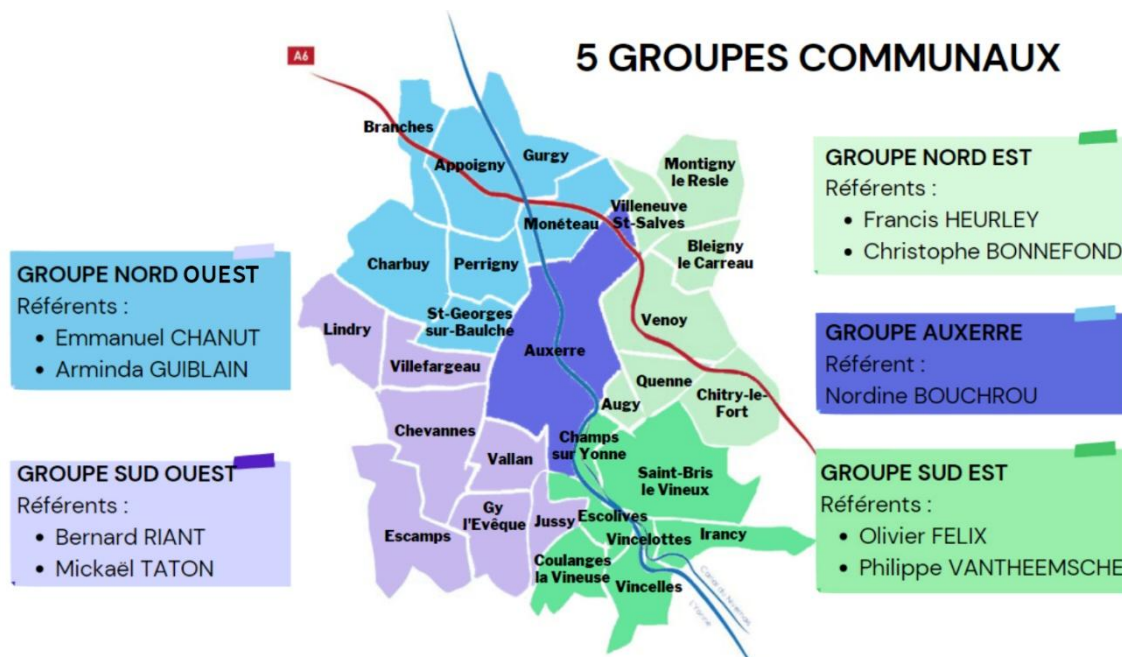
Le calendrier général d'élaboration du PLUiHM



Les élus et acteurs du territoire

Le PLUiHM est le fruit d'une ambitieuse démarche de concertation avec les habitants, mais aussi d'une concertation et d'échanges sur le long cours avec, et entre, tous les acteurs du territoire.

L'organisation mise en place à créer un comité de suivi, composée d'élus référents du territoire, chargés de suivre « au quotidien » l'élaboration du PLUiHM. Cette instance a permis une plus grande implication des élus et d'assurer un travail collaboratif avec l'ensemble des communes du territoire.



Ce Comité de suivi s'est réuni régulièrement afin d'accompagner l'élaboration du PLUiHM et d'arbitrer certaines questions lorsque cela était nécessaire. Elle s'est réunie 4 fois en 2023 (phase diagnostic), 6 fois en 2024 (phase PADD) et 8 fois en 2025 (phase des outils réglementaires).

Par ailleurs, plusieurs temps de travail ont permis d'associer, en atelier, les élus, les associations, les institutions et les professionnels du territoire, afin de partager et alimenter les réflexions sur l'élaboration du PLUiHM.

L'association des élus communaux et intercommunaux

A chaque phase d'élaboration du PLUiHM, l'ensemble des élus du territoire ont été sollicité afin d'apporter leur expertise et leur connaissance du territoire. Ces échanges ont eu lieu lors de moments formels (ateliers et réunion, généralement à l'échelle intercommunale ou par groupes de communes) ou de manière plus informelle par des échanges directs avec les communes.

Pendant la phase diagnostic

- Les maires des communes ont été sollicité par l'intermédiaire d'un questionnaire en ligne portant sur leur commune et son évolution, sur la place de leur commune dans la communauté d'agglomération, sur le positionnement de leur commune dans les enjeux identifiés lors de la phase préliminaire de 2021 et sur le positionnement de leur territoire au regard de différente thématique, en particulier de l'offre de transport collectif et du Programme Local de l'Habitat,
- **Le 25 septembre 2023**, atelier de travail avec l'ensemble des élus, portant sur l'ensemble des thématiques
- **Le 27 septembre 2023**, atelier de travail portant sur le PLH avec l'ensemble des élus et les acteurs habitat du territoire,
- **Le 23 novembre 2023**, restitution sur les éléments du diagnostic,
- **Le 6 février 2024**, restitution complémentaire sur le diagnostic agricole.



Pendant la phase Projet d'Aménagement et de Développement Durable

L'ensemble des élus des communes et de la communauté d'agglomération ont été invité à participer à 3 ateliers :

- **Le 13 mars 2024** était consacré à un retour des ateliers menés avec les habitants, suivi d'une priorisation et d'une hiérarchisation de composantes thématiques (répondre aux besoins en logements, attractivité et centralités, tourisme et loisir, l'offre commerciale, les risques naturels, les mobilités, le patrimoine et les paysages...)
- **Le 20 mars 2024** était consacré à un atelier mobilité devant permettre de définir les orientations du volet mobilité du PADD,
- **Le 23 mai 2024**, destiné à spatialiser et coordonner les orientations issues des travaux précédents dans les thématique Urbanisme / Habitat / Mobilités / Environnement et Agriculture.



Pendant la phase d'élaboration des outils réglementaires

L'ensemble des élus ont été conviés à participer à XXX atelier :

- **Le 6 février 2025**, portant sur certains aspects du règlement écrit (quelle constructibilité selon les espaces urbains, naturels, agricoles ; quelles formes urbaines ; quelle intégration environnementale ; ...)
- **Le 13 février 2025** afin de travailler sur les Orientation d'Aménagement et de Programmation thématiques sur le territoire,
- **Le 27 mars 2025** sur un atelier consacré à l'évaluation à mi-parcours du PLH,

- **Le 15 avril 2025**, sur le Plan de Mobilité dans le cadre de la Commission Mobilité,
- **Les 23 et 24 avril 2025**, un atelier de travail sur le règlement écrit et graphique par groupe de communes.

Par ailleurs, en parallèle de ces temps forts, les communes ont été sollicitées de manière plus informelle lors de réunions de travail (commune par commune ou par groupe de communes) ou d'échanges par courrier électronique afin de faire remonter aux services et aux bureaux d'études des informations plus spécifiques sur des sujets particuliers, par exemple sur la question foncière.

Autres moments d'association des élus

Par ailleurs, les élus ont également été tenus informés et amenés à réagir aux moments clefs de l'élaboration du PLUiHM :

- **Le 6 mars 2023**, Conseil des Maires, présentation de la démarche et des bureaux d'études accompagnant l'élaboration du PLUiHM,
- **Le 24 avril 2023**, Conseil des Maires, présentation des documents PLUiHM et du déroulement du travail,
- **Le 15 juin 2023**, Commission Mobilité, présentation du volet Plan de Mobilité du PLUiHM,
- **Le 23 novembre 2023**, Conseil des Maires élargi à l'ensemble des élus, présentation du diagnostic,
- **Le 7 décembre 2023**, Commission Environnement, présentation des outils de prise en compte de l'environnement dans le PLUiHM
- **Le 3 juin 2024**, Conseil des Maires, présentation des enjeux foncier et de la loi Zéro Artificialisation Net,
- **Le 7 octobre 2024**, Conseil des Maires, présentation du Projet d'Aménagement et de Développement Durable.
- **Le 8 avril 2025**, Comité des Partenaires, travail sur le plan d'actions du Plan de Mobilité,
- **Le 15 avril 2025**, Commission Mobilité, présentation du Plan de Mobilité,
- **Le 15 mai 2025**, Commission Générale (ensemble des élus du territoire), présentation des outils réglementaire (zonage, règlement, OAP),
- **Le 26 mai 2025**, Conseil des Maires, présentation du bilan à mi-parcours du Programme Local de l'Habitat,
- **Le 28 mai 2025**, Comité de Pilotage du Programme Local de l'Habitat,
- **Le 8 septembre 2025**, Conseil des Maires, présentation du dossier avant arrêt du PLUiHM



3. Déroulement de la concertation

a. Cadre réglementaire



Rappel du cadre réglementaire et des objectifs de la concertation

Cadre réglementaire de la concertation

L'article L 103-2 du code de l'urbanisme créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 précise : « Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1° L'élaboration ou la révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme. »

L'article L 103-3 du code de l'urbanisme créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 précise : « Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

1° L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'Etat ;

2° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas ».

L'article L 103-4 du code de l'urbanisme créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 précise :

« Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente ».

L'article L 103-6 du code de l'urbanisme créé par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 précise : « A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L103-3 en arrête le bilan. Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête ».

Dans le cadre de l'élaboration du PLU intercommunal Habitat et Mobilités de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, et conformément aux articles L.103-2 à L.103-6 et L.600-11 du Code de l'urbanisme, la concertation a été organisée selon les modalités définies par la délibération du Conseil Communautaire du 31 mars 2022.

Les modalités de concertation du public définies par la délibération sont les suivantes :

- Organisation de réunions publiques
- Registre de concertation mis à disposition du public au siège de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois et dans chaque mairie des communes membres
- Page sur le site internet de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois et lien avec les sites internet des communes, pour les communes disposant d'un site internet

- Articles dans l'Auxerrois Magazine et dans les revues communales pour les communes disposant de publication communale
- Un bilan de cette concertation, effectué à l'arrêt du PLUiHD, conformément à l'article L.103-6 du code de l'urbanisme et joint au dossier mis à l'enquête publique.

Le projet d'élaboration du PLUIHM a fait l'objet d'une concertation plus ambitieuse que celle définie au titre de la délibération, et a notamment permis aux habitants d'exprimer attentes, propositions et avis sur l'élaboration du document.

La concertation a également encouragé la participation des élus, personnes publiques associées et acteurs du territoire.



Les objectifs complémentaires de la démarche de concertation habitants

Au-delà des modalités et objectifs réglementaires définis par la délibération, la CAA a souhaité mener une concertation large et plus ambitieuse que les seules modalités obligatoires. A ce titre, les réunions publiques ont été organisées par l'agence Palabreo, dans le cadre d'une démarche plus ambitieuse, sous un format d'ateliers-débats.

L'objectif de cette démarche complémentaire de concertation menée est double :

- Eclairer la décision en tenant compte des ressentis, du subjectif, de l'image que l'on se fait du territoire,
- Permettre la projection dans un destin commun et renforcer la capacité à prendre et mettre en œuvre les décisions ultérieures.

Les modalités de concertation habitants déployées pour répondre aux demandes de la délibération et aux ambitions des objectifs complémentaires de la concertation

- Une enquête en ligne et sur le terrain auprès des habitants du territoire,
- Une enquête en ligne auprès des salariés et RH du territoire,
- Organisation de réunions publiques : 2 atelier-débats de concertation (l'un sur le diagnostic, le second sur les outils réglementaires) et d'une exposition itinérante de restitution,
- Série d'ateliers avec les acteurs du projet
- Registre de concertation mis à disposition du public et adresse électronique dédiée,
- Page sur le site internet de la Communauté d'agglomération et lien avec les sites internet des communes,
- Articles dans l'Auxerrois Magazine et dans les revues communales, article dans l'Yonne Républicaine,
- Un bilan de concertation.



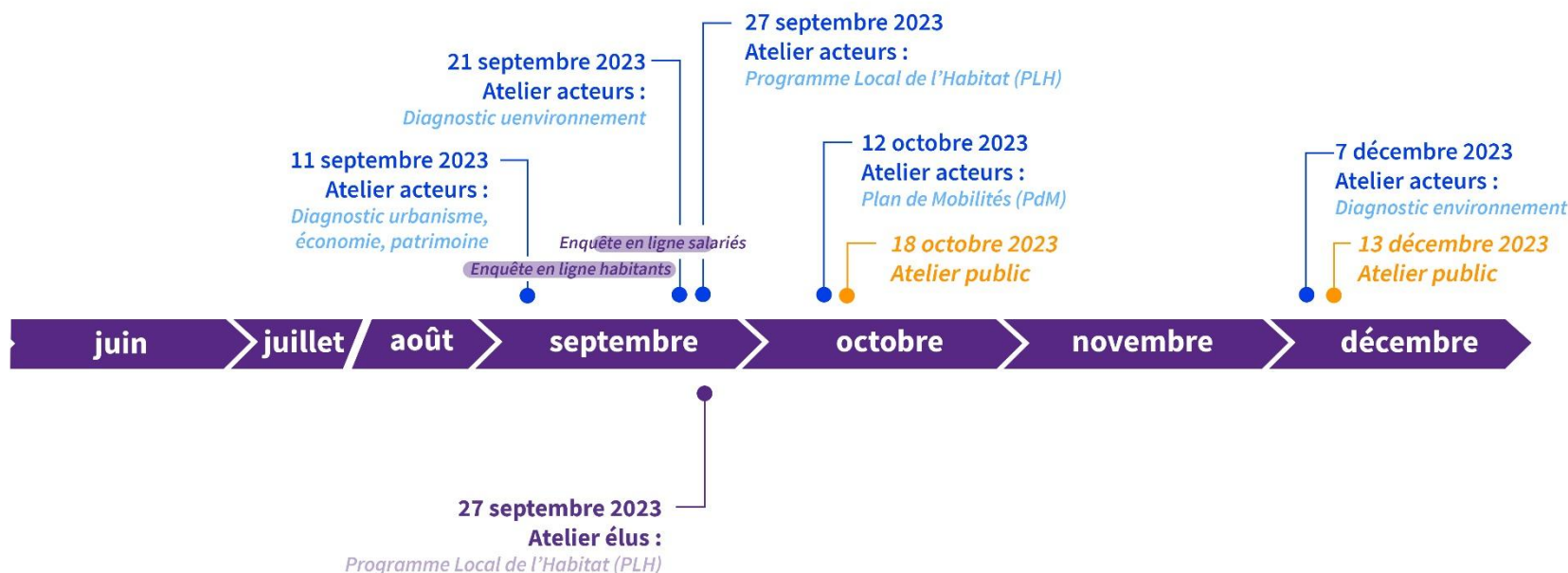
3. Déroulement de la concertation

b. Modalités de concertation mises en œuvre

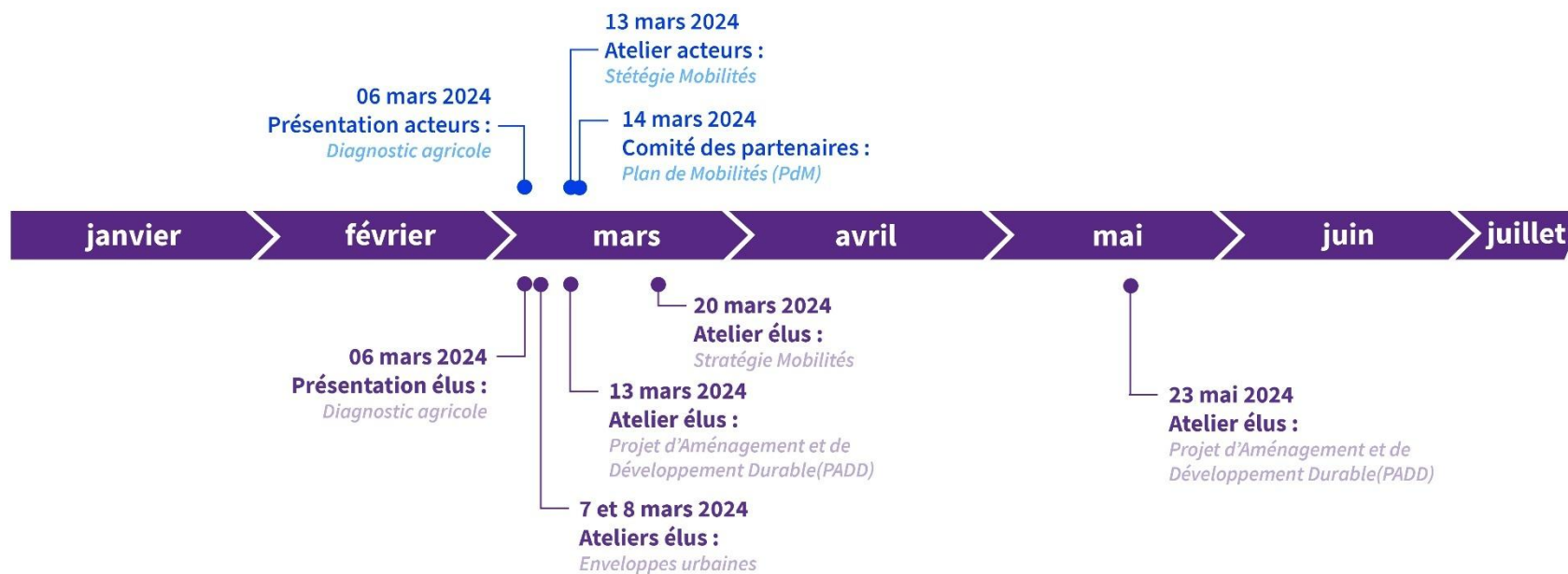


Le calendrier de concertation des élus, acteurs et habitants du territoire - 2023

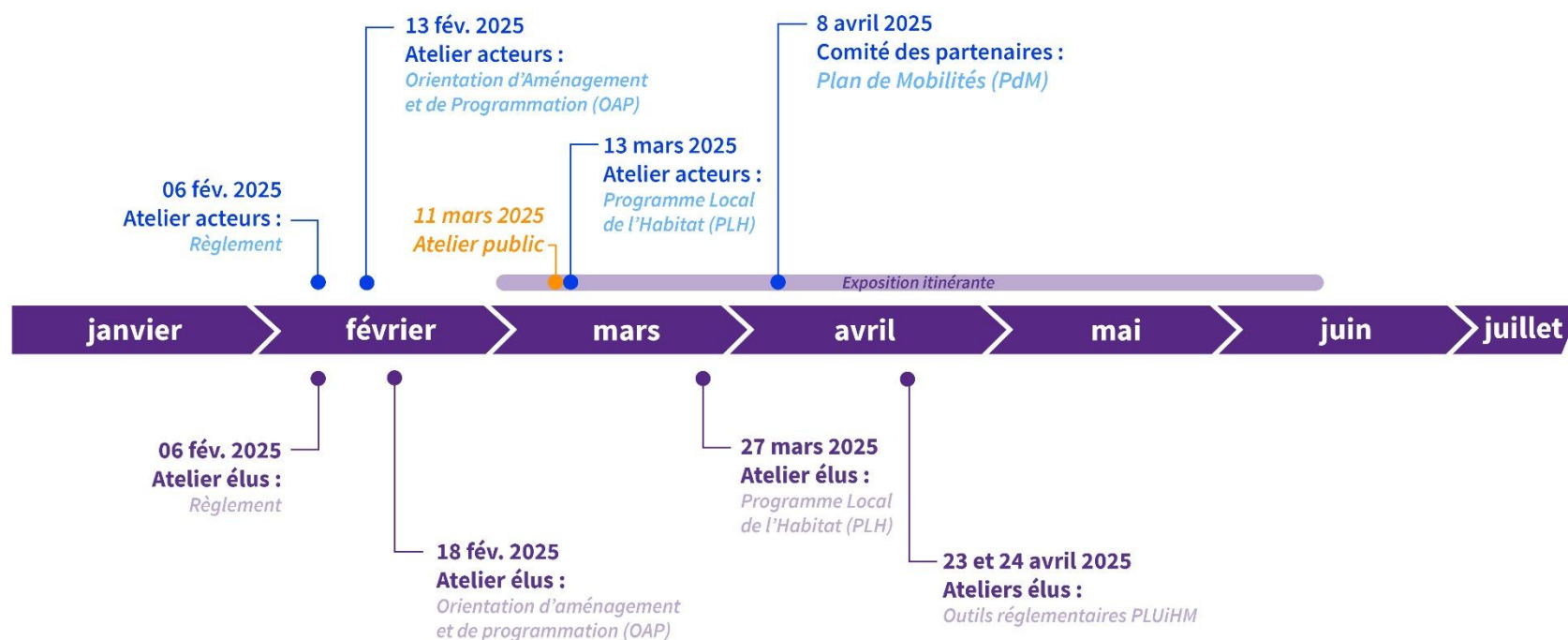
Le PLUIHM est le fruit d'une ambitieuse démarche de concertation habitants, mais aussi d'une concertation et d'échanges sur le long cours avec et entre les acteurs et élus du territoire.



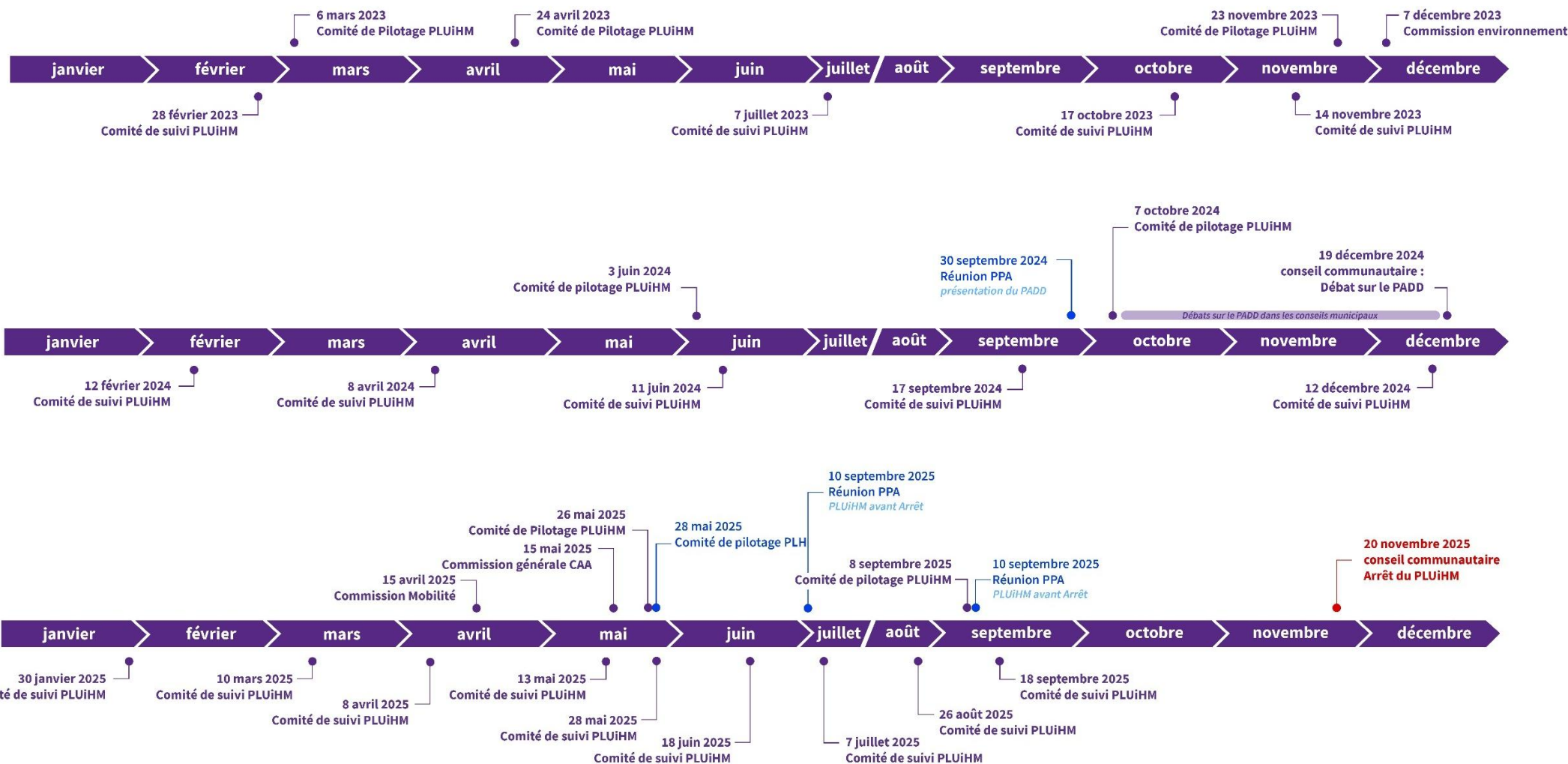
Le calendrier de concertation des élus, acteurs et habitants du territoire - 2024



Le calendrier de concertation des élus, acteurs et habitants du territoire - 2025



Instances de suivi et de validation



Les outils d'annonce et d'information déployés et leur diffusion

Les outils d'annonce et d'information préalable déployés au titre de la délibération

- La concertation pour l'élaboration de PLUiHM a été annoncée au grand public sur le site de la CAA et les différents sites des communes pour celles disposant d'un site internet, ainsi que sur les panneaux administratifs du territoire.
- De même que dans des articles dans l'Auxerrois Magazine et dans les revues communales des communes en disposant.
- Des lettres d'information du démarrage de la procédure ont été émises auprès des élus et partenaires institutionnels.

L'information sur la délibération

- Sur le site de la CAA, annonce légale dans la presse locale et affichage sur les panneaux administratifs de la CAA et des communes.
- Lettre aux acteurs institutionnels pour les informer du démarrage de la procédure.

Information tout au long de la procédure

- **Communication aux habitants** : Site de la CAA, articles dans les bulletins de communication de la CAA et des communes.



Vidéo d'information disponible sur le site Internet de la CAA



4 pages distribué sur le territoire de la CAA – mars 2025

- **Communication auprès des élus du territoire** : lettre de suivi aux élus et livrets thématiques.

Lettre d'information destiné aux élus



Article dans l'Yonne Républicaine – septembre 2023



Information et canaux de publicisation des rencontres

- Une information sur les étapes de la concertation, les supports de réunions et les comptes-rendus disponibles sur le site de la CAA : <https://www.aggloauxerrois.fr/Missions/Urbanisme/Plans-Locaux-d-Urbanisme/PLUiHM-Plan-Local-d-Urbanisme-intercommunal-Habitat-Mobilité/Contribuer-a-l-elaboration>



Pages internet dédiées au PLUiHM

- Une information sur la concertation lors de la phase d'enquête, indiquant les dates de présence sur le terrain et avec un renvoi vers le questionnaire en ligne (sous forme de QR code selon les supports), sur le site de la CAA et les sites des communes, ainsi que sur les panneaux pocket du territoire et sur les affichages sucette en zone urbaine dense.



Information sur panneaux d'affichage – septembre 2023

- Une démarche également relayée sur les réseaux sociaux et panneaux pocket de la CAA et des communes
- Une campagne de communication dans la presse communale, intercommunale et régionale avec un communiqué de presse relayé par des articles tout au long de la procédure.



Relais d'information dans la presse institutionnelle des communes - octobre 2023

- Une communication (mails) auprès de 650 associations et 940 institutions et entreprises pour qu'elles relaient l'information auprès de leurs adhérents, salariés, ...
- Des envois SMS et mailing ont été effectués (dans le respect du RGPD) sur la base des coordonnées laissées par les répondants à l'enquête grand public et participants, pour leur rappeler l'organisation des réunions et/ou leur inscription.
- Une communication auprès des partenaires institutionnels pour les informer et les mobiliser concernant les ateliers organisés auprès d'eux.

Zoom sur l'information et la mobilisation en ligne via le tirage au sort sur listes électorales

Afin de compléter les modes de mobilisation et d'information déployés par la CAA, il a été choisi d'effectuer un tirage au sort sur listes électorales. Il s'agit d'un procédé de mobilisation autorisé par la CNIL. Ce tirage au sort a été effectué de façon aléatoire par un logiciel informatique.

Ce procédé a été retenu par la CAA sur les conseils de Palabreo qui en fait l'usage quasi systématique dans ses démarches de concertation, comme outil complémentaire de mobilisation particulièrement efficient.

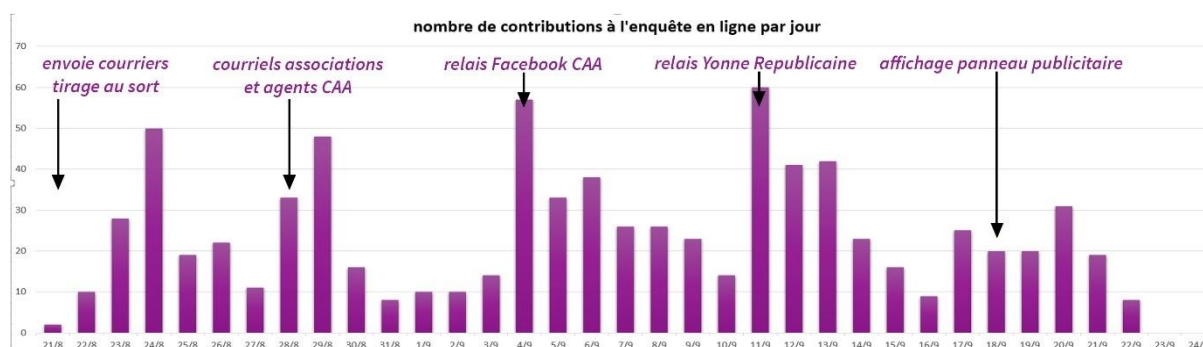
Naturellement, tous les participants mobilisés via d'autres modes de communication et d'information étaient les bienvenus, pour répondre à l'enquête et participer aux ateliers.

Afin de s'assurer d'un grand nombre de répondants à l'enquête en ligne, il a été convenu de tirer au sort 7 000 personnes réparties sur l'ensemble des communes.

Chaque tiré au sort a reçu un courrier signé par Monsieur le Président et a été invité à répondre à l'enquête. Au sein de l'enquête en ligne, il était proposé aux répondants de s'inscrire pour les ateliers de concertation grand publics à venir.

Cette large enquête en ligne a été déployée pour informer, recueillir l'avis et le point de vue des habitants sur divers sujets relatifs à l'élaboration du PLUIHM.

Organisée sur la période du 4 au 25 septembre 2023 elle a permis de réunir 858 réponses des habitants toutes les communes de l'agglomération.



Zoom sur la mobilisation via l'enquête de terrain

Une enquête de terrain a été organisée (en parallèle de l'enquête en ligne, en septembre 2023).

Cette enquête a été réalisée du 13 au 16 septembre 2023 auprès de 171 personnes par deux intervenantes de Palabreo sur les communes de :

- Champs sur Yonne (13 septembre après-midi),
- Vincelles (13 septembre après-midi),
- Charbuy (14 septembre après-midi),
- Chevannes (14 septembre après-midi),
- Auxerre, (15 septembre matin),
- Monéteau (16 septembre matin),
- Venoy (16 septembre matin),
- lors de la manifestation « Auxerre, 800 ans de liberté » 1(6 septembre après-midi).

Elle a permis une mobilisation in situ des habitants, dans une démarche « d'aller vers ».



411 connexions au questionnaire et

**348 réponses
complètes**

**1,0 % des actifs travaillant
sur la CAA**

63% habitent l'Auxerrois

cohérent avec les flux globaux d'actifs en
lien avec l'Auxerrois

Zoom sur la mobilisation en ligne via une enquête sur les mobilités

En parallèle de l'enquête en ligne grand public, une seconde enquête ciblée sur les mobilités a été mis en place avec le bureau d'étude mobilités accompagnant la collectivité.

Un courrier et un courrier électronique a été adressé à plusieurs centaines de structure (entreprises, association...) afin de mobiliser leurs salariés.

Dans le même temps, une enquête plus ciblée auprès des entreprises et institutions publiques représentant les plus grands employeurs du territoire a été menée. Par un contact direct avec ces grandes entreprises, une étude de déplacement des salariés au travers des fichiers RH anonymisés a permis d'évaluer les besoins en déplacements des salariés de ces entreprises, de les informer et de les mobiliser sur l'élaboration du PLUiHM.



Les modalités de participation du grand public

Les modalités de participation du grand public : une démarche en plusieurs temps

La concertation s'est organisée sur plusieurs temps et selon plusieurs modalités, à partir du 4 septembre 2023, afin de recueillir le plus grand nombre d'avis et de propositions. Chacune des phases de rencontre est venue nourrir la suivante.

Au total 4 temps principaux de concertation ont été organisés : 1 enquête (en ligne et sur le terrain), suivie de 2 ateliers-débats et d'une exposition-forum de restitution.

- **Du 4 au 23 septembre 2023, une enquête a été diffusée auprès des habitants :** à travers les canaux de communication précités dont une dimension de terrain. Cette enquête portait sur l'ensemble des thématiques relatives à la construction du PLUiHM (urbanisme, habitat, environnement, mobilités, tourisme, agriculture...) et avait vocation à recueillir la vision des habitants de leur territoire en 2023 et pour l'avenir (à horizon 2050).
- **Le mercredi 13 décembre 2023, de 18h30 à 21h30, à l'espace d'animation des Joinchères à Venoy :** Ce second atelier, organisé sous le format d'un « jeu sérieux du PLUiHM », a permis aux participants de travailler, sur plan, à la spatialisation des enjeux identifiés, dans le cadre des possibilités offertes par le PLUiHM.
- **Le mardi 11 mars 2025 de 18h00 à 21h00 à l'espace d'animation des Joinchères à Venoy :** Cette soirée été l'occasion de rappeler les principaux éléments de l'urbanisme et du PLUiHM et de travailler avec les habitants sur les éléments à prendre en compte pour la construction des outils réglementaires.
- **Un registre** a également été mis à disposition des habitants dans chaque mairie et au siège de la CAA, à partir de janvier 2023 ainsi qu'une adresse électronique dédiée (pluihm-auxerrois@auxerre.com).



Zoom sur l'exposition itinérante à destination du grand public

Exposition itinérante

De mars à juin 2025, plusieurs exemplaires d'une exposition itinérante à circulé sur l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération.

L'exposition était composée de sept panneaux de type « Rollup » (voir en annexe) :

- 1 panneau généraliste rappelant l'objet, la procédure et le calendrier,
- 1 panneau consacré aux principaux éléments du Programme Local de l'Habitat,
- 1 panneau portant sur le Plan de Mobilité,
- 1 panneau portant sur les voltes économique et agricole,
- 1 panneau présentant les principaux éléments environnementaux,
- 2 panneaux présentant les 4 axes du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, débattus dans les instances communales et communautaire fin 2024.

Elle a été installée :

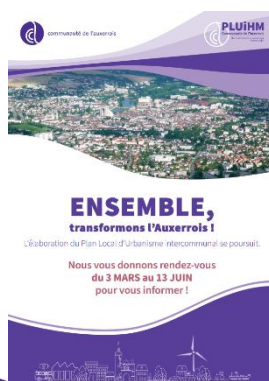
- 1 permanente à Auxerre à partir du 3 mars 2025 en salle des gardes, place du Maréchal Leclerc, à Auxerre,
- 1 à Auxerre, qui a circulé sur plusieurs équipements entre le 3 mars et le 28 juin 2025 :
 - Sur les 3 maisons de quartier : « La Ruche », « Confluence », « La Boussole »,
 - Au conservatoire de Musique et de danse,
 - Sur les gymnases Serge Mésonès et AJA Gym,
 - A la Bibliothèque municipale.
- 4 exemplaires, circulant en parallèle sur les 4 groupes de communes entre le 3 mars et le 16 juin 2025.

Chaque commune a pu mettre à disposition de leur habitant cette exposition pendant au moins deux semaines.

Par ailleurs, deux permanences se sont tenues sur le marché de l'Arquebuse à Auxerre les 9 mai et 13 juin 2025.



Fascicule d'information



Pour accompagner cette exposition, inciter les habitants à la consulter et les inviter à participer à la 3^{ème} réunion publique, un fascicule a été distribué, la première semaine de mars 2025, dans les boîtes aux lettres sur l'ensemble des communes du territoire.

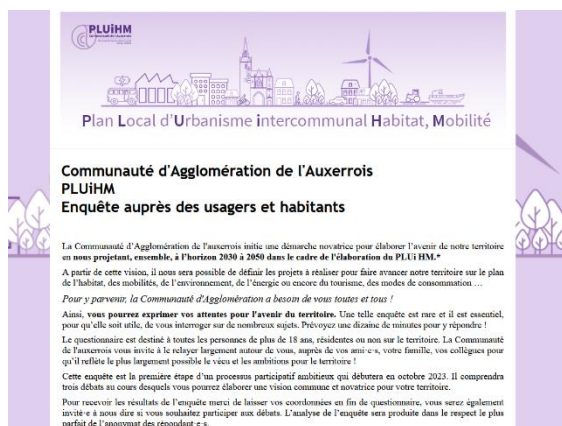
Il avait vocation à rappeler les fondamentaux de l'élaboration du PLUiHM, informer sur la période de présence en communes de l'exposition et de la date de la 3^{ème} réunion publique. Il rappelait également les outils mis à disposition du public pour qu'il puisse se renseigner ou s'exprimer.



Zoom sur les temps de contribution et d'échange du grand public

L'enquête en ligne et sur le terrain du 4 au 25 septembre 2023

L'enquête a été organisée en ligne, sur la période du 4 au 25 septembre 2023, et sur le terrain avec deux enquêtrices présentes à différents points du territoire du 13 au 16 septembre : dans les communes de Champs sur Yonne, Vincelles, Charbuy, Chevannes, Auxerre, Monéteau, Venoy, et lors de la manifestation « Auxerre, 800 ans de liberté ».



Page d'accueil de l'enquête en ligne

Au total 1029 personnes ont répondu à l'enquête (858 en ligne, 171 sur le terrain), habitant toutes les communes de l'agglomération.

L'enquête en ligne comportait des questions fermées portant sur l'ensemble des thématiques du PLUiHM, et une question ouverte portant sur la vision du territoire en 2050.

L'enquête de terrain s'est appuyée sur des « cartes questions » plus ouvertes sur les différents sujets du PLUiHM.

Mon territoire idéal en 2050, il ressemble à quoi ?



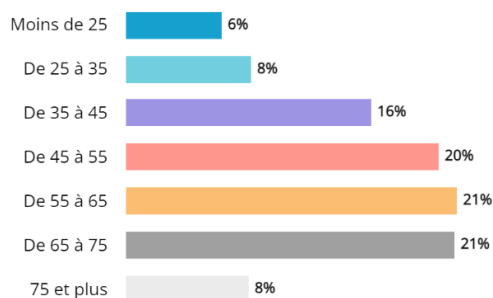
Quelles mobilités pour un territoire moins tourné vers la voiture ?

Que faudrait-il pour développer la pratique de la marche, du vélo, l'utilisation des transports en communs sur le territoire ?

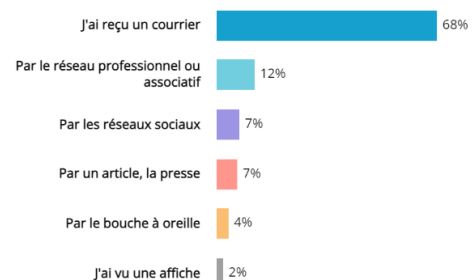


Exemples de questions posées lors de l'enquête terrain

Répartition par âges des répondants



Comment avez-vous entendu parler de cette enquête ?



Éléments d'analyse du profil des répondants



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

Le premier atelier grand public le 18 octobre 2023

Le premier atelier grand public s'est déroulé à l'espace culturel d'Appoigny le mercredi 18 octobre 2023, de 18h30 à 21h30.

Au total 92 habitant(e)s étaient présents, invités et informés par le biais des différents modes de communication et mobilisation précités.

Les objectifs de ce premier atelier étaient de présenter en synthèse les résultats de l'enquête, et d'échanger sur les enjeux et les questions que posent la construction d'un PLUiHM.

Cet atelier s'est déroulé en trois temps :

- Introduction et rappel de l'ambition de la démarche du PLUiHM par M. Le Vice-Président de la CAA, Christophe Bonnefond, puis présentation du contexte, contenu et calendrier du PLUiHM par Swann Berneau, chargé de mission planification urbaine à la CAA. Mathilde Chocat (Palabreo), termine l'introduction en présentant les engagements de la concertation, le planning de celle-ci et la synthèse des résultats de l'enquête
- Travail par table, lors duquel les participants, répartis par table de 5 à 8, devaient répondre collectivement à des questions relatives à une thématique attribuée. Après avoir répondu à cette thématique, ils pouvaient s'ils le souhaitent traiter une autre thématique. Les 6 thématiques traitées étaient : habitat et urbanisme ; environnement ; mobilités ; développement économique, tourisme et patrimoine ; agriculture et campagne ; équipements, services et cadre de vie.
- En fin d'atelier, affichage des contributions, échanges informels et conclusion



Les objectifs

De la concertation du grand public...

- ✓ Pour éclairer la décision en tenant compte des ressentis, du subjectif, de l'image que l'on se fait du territoire
- ✓ Pour permettre la projection dans un destin commun et renforcer la capacité à prendre et mettre en œuvre les décisions ultérieures

... et de l'atelier de ce soir

- ✓ Étape importante de la démarche de concertation avec le Grand Public
- ✓ Présenter une synthèse des résultats de l'enquête
- ✓ Échanger sur les enjeux et questions que posent la construction d'un PLUiHM

THEMATIQUE 1 : Habitat et urbanisme

Éléments de diagnostic

Dans l'enquête, les répondants se sont montrés très sensibles à la préservation des terres naturelles et agricoles, mais aussi à la préservation des services et équipements scolaires notamment des communes. Ils ont également fortement évoqué le manque d'habitat accessible sur le territoire.

Au-delà de l'intention et d'une volonté partagée d'accueillir des familles, quelles seraient vos propositions, idées... pour faciliter à l'avenir la construction de logements collectifs ou individuels denses et permettre à tous de se loger sur le territoire ?

80% Des logements collectifs
Après un logement individuel
C'est-à-dire un logement collectif
C'est-à-dire un logement individuel

60% Des logements collectifs
Après un logement individuel
C'est-à-dire un logement collectif
C'est-à-dire un logement individuel

2/3 Des logements collectifs
Après un logement individuel
C'est-à-dire un logement collectif
C'est-à-dire un logement individuel

A.A. Quelles conditions la construction de nouveaux logements collectifs ou individuels dense serait acceptable pour vous ? Y compris des logements aérés / locatifs (à destination des jeunes ménages, familles, personnes âgées...) ? (n'hésitez pas à imaginer que cela se passe à côté de chez vous !) A quoi cela pourrait ressembler ?

B. Quel(s) type(s) de logements développer en priorité pour loger tous les publics (jeunes ménages, seniors...) ? Et où prioriser les constructions ?

C. Pour limiter l'extension urbaine, pensez-vous qu'il serait intéressant de faire de la « densification à la parcelle » en incluant les propriétaires à vendre une partie de leur terrain pour y construire un ou des nouveaux logements (par ex. scinder une parcelle de 800m² en 2 parcelles de 400m²) ? Si oui comment leur donner envie, comment les accompagner ?

D. Et si on interdisait définitivement et à court terme toute nouvelle extension/construction sur des espaces naturels, forestier et agricoles pour protéger l'environnement, les ressources naturelles et la biodiversité ? Comment cela peut être envisagé ? Quels leviers, quels freins ? Comment convaincre ?

Le second atelier-débat grand public le 13 décembre 2023

Le second atelier grand public, dit « jeu du PLUiHM », s'est déroulé à l'espace d'animation des Joinchères à Venoy, le mercredi 13 décembre 2023, de 18h30 à 21h30.

Au total 62 habitant(e)s étaient présents, invités et informés par le biais des différents modes de communication et mobilisation précités, mais également réinvités suite à leur participation au 1^{er} atelier.

Les objectifs de ce second atelier étaient de spatialiser les enjeux identifiés au premier atelier en tenant compte des possibilités offertes par le PLUiHM, d'informer sur ce qui entre dans le cadre du document ou non, tout en réfléchissant à l'aune des spécificités du territoire.



Cet atelier s'est déroulé en trois séquences principales :

- Introduction pour rappeler les grands principes de la démarche d'élaboration du PLUiHM, par Christophe Bonnefond, Vice-Président chargé des infrastructures, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'aménagement et des travaux, puis rappel de la démarche de concertation (par Marie-Catherine Bernard, Palabreo), avant une présentation de quelques éléments de contexte sur les différentes thématiques abordées, par Swann Berneau (CAA)
- Puis travail par table, lors duquel les participants, répartis en 9 tables de 4 à 7 participants, ont travaillé, sur plan, autour d'enjeux thématiques (environnement et agriculture pour 3 tables, habitat, urbanisme et mobilités pour 3 autres, et équipements, services, cadre de vie et développement économique, tourisme, patrimoine pour les 3 dernières).
- En fin d'atelier, affichage des plans de chaque table, échanges informels et conclusion

Le troisième atelier-débat grand public le 11 mars 2025

Le troisième atelier grand public, s'est déroulé à l'espace d'animation des Joinchères à Venoy, le mardi 11 mars 2025, de 18h00 à 21h00.

Au total 60 habitant(e)s étaient présents, invités et informés par le biais des différents modes de communication et mobilisation précités, mais également réinvités suite à leur participation au 2 premiers ateliers.

Les objectifs de ce troisième atelier étaient de faire un habitants un retour sur le PADD et comment les deux premiers ateliers sont venus nourrir le travail sur le PLUiHM. Il devait permettre également de rappeler les fondamentaux des documents d'urbanisme et de l'application du droit des sols et de réfléchir collectivement aux éléments à prendre en compte pour l'élaboration des outils réglementaires.



Cet atelier s'est déroulé en trois séquences principales :

- Introduction pour rappeler les grands principes de la démarche d'élaboration du PLUiHM, par Christophe Bonnefond, Vice-Président chargé des infrastructures, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'aménagement et des travaux, puis rappel de la démarche de concertation (par Mathilde Chocat, Palabreo), avant une présentation de quelques éléments de contexte sur les différentes thématiques abordées, par Swann Berneau et Nadège Sylvestre-Baron (CAA)
- Puis travail par table, lors duquel les participants, répartis en 9 tables de 4 à 7 participants, ont travaillé, sur des planches thématiques (zones N, zones A, zones U).
- En fin d'atelier des échanges informels autour des débats s'étant tenus sur chaque table et conclusion



TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U		1/2
<p>EXISTANT DE LA TYPOLOGIE « BOURG ANCIEN ET PATRIMONIAL »</p>  <p>TABLE 6 Précisions sur le bourg ancien et patrimonial : éléments de contexte et de vocabulaire</p> <p>Cette typologie correspond aux bourgs ou centres-bourgs (voire au centre-ville d'Auxerre) du territoire, disposant d'un bâti ancien, traditionnel et ayant une valeur esthétique et patrimoniale. La constructibilité est souvent limitée dans cette typologie aux extensions et modification de l'existant (véranda, bâtiment de petite taille, percement de nouvelles ouvertures...), surélévations, ou constructions ponctuelles dans les « dents creuses », voire en démolition/reconstruction.</p> <p>Dans cette typologie, comment concilier préservation du patrimoine et travaux neufs ? Attention certains secteurs sont soumis à avis de l'architecte des bâtiments de France.</p>		
<p>Vos choix d'images, précisions et arguments :</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;">  <p>Extension préservant le style de l'habitat tout en apportant une touche contemporaine → Bonne intégration du bâti → Architecture raisonnée</p> </div> <div style="width: 45%;">  <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et valoriser le patrimoine ancien - Travailler sur l'entassement des câbles électriques et des réseaux - Travailler sur l'isolation du bâti (climatiseur externe) </div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 10px;"> <div style="width: 45%;">  <p>Travail sur les couleurs Réfléchir sur les ouvertures Transformation des espaces pour optimisation</p> </div> <div style="width: 45%;">  <p>Recherche esthétique Optimisation des espaces</p> </div> </div>		
<p>Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;">  <p>L'architecture doit s'intégrer à l'environnement et au bâti patrimonial</p> </div> <div style="width: 45%;">  </div> </div>		
<p>VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES</p> <div style="border: 1px dashed black; height: 40px; width: 100%;"></div>		

Les modalités de participation des acteurs institutionnels et des élus

Les modalités de participation des acteurs et institutionnels

Quatre ateliers thématiques ont été organisés en septembre et octobre 2023. Le but était de pouvoir échanger avec les acteurs du territoire sur les éléments, perceptions, obstacles et projets de chacun sur l'Auxerrois.

- **Le 11 septembre 2023 à Auxerre**, Atopia (BE urbanisme) a mené un atelier sur l'urbanisme, l'économie et le patrimoine
- **Le 21 septembre 2023 à Auxerre**, Cittanova (BE Environnement) a mené un atelier sur l'environnement et plus particulièrement sur les éléments de la trame verte et bleue (TVB) ainsi que la thématique de l'eau. Il a été suivi par la présentation de la prise en compte environnemental dans le PLUiHM, lors de la commission environnement.
- **Le 27 septembre 2023 à Gurgy**, Espacité (BE Habitat) a mené un atelier Habitat, en lien avec le Programme Local de l'Habitat voté en 2022 et le travail en cours sur l'étude pré-opérationnelle sur le parc privé.



- **Le 12 octobre 2023 à Appoigny**, Item (BE Mobilités) a mené un atelier Mobilité présentant notamment la démarche de plan de mobilité et son articulation avec le PLUiHM.
- **Le 7 décembre 2023 à Irancy**, Cittanova (BE environnement) a mené un atelier sur l'environnement et plus particulièrement sur les énergies renouvelables et les liens environnement/agriculture.



- **Le 6 mars 2024 à Monéteau**, la Chambre d'Agriculture a présenté aux professionnels et élus, le résultat du diagnostic agricole.
- **Les 7 et 8 mars 2024 à Venoy, Escolives-Sainte-Camille, Perrigny, et Vallan**, Atopia (BE urbanisme) a mené quatre ateliers par groupe de communes sur les questions foncières et en particulier les espaces disponibles au sein des enveloppes urbaines.
- **Le 13 mars 2024 à Lindry**, Atopia (BE urbanisme) a mené un atelier sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).



- **Le 20 mars 2024 à Vallan**, Item (BE Mobilités) a mené un atelier sur la stratégie mobilités de la CAA et sur la mise en place du Plan de Mobilités dans le cadre du PLUiHM.
- **Le 23 mai 2024 à Coulanges-la-Vineuse**, les principaux bureaux d'études : Atopia (BE urbanisme), Cittanova (BE Environnement), Item (BE Mobilités) et la Chambre d'agriculture, ont animés un atelier sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).



- **Le 6 février 2025 à Vallan**, les principaux bureaux d'études : Atopia (BE urbanisme), Cittanova (BE Environnement), Item (BE Mobilités) et la Chambre d'agriculture, ont animés un carrefour multithématique portant sur

les outils réglementaire et en particulier le règlement écrit.



- **Les 13 février 2025 et 18 février 2025 à Saint-Georges-sur-Baulche et Perrigny**, les principaux bureaux d'études : Atopia (BE urbanisme), Cittanova (BE Environnement), Item (BE Mobilités) et la Chambre d'agriculture, ont animés un carrefour multithématique portant sur les outils réglementaire et en particulier les Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP thématiques).
- **Les 13 mars, 27 mars, 2025 à Auxerre et Escolive-Sainte-Camille**, Espacité (BE Habitat) a mené deux réunions d'échanges en lien avec le Programme Local de l'Habitat voté en 2022 et le bilan à mi-parcours du document.



- **Les 23 et 24 avril 2025**, Atopia (BE urbanisme) a mené quatre ateliers par groupe de communes sur le règlement graphique (zonage).

Bilan quantitatif

Grand public

Au total, plus de **1050 personnes** différentes ont participé à la démarche de concertation grand public :

- **1029 répondants à l'enquête grand public**, dont 858 pour l'enquête en ligne et 171 pour l'enquête de terrain,

348 répondants à l'enquête en ligne mobilités (salariés),

- **92 participants lors du 1^{er} atelier grand public** du 18 octobre 2023,
- **62 participants lors du second atelier grand public** (jeu du PLUiHM) du 13 décembre 2023.
- **60 participants lors du troisième atelier grand public** du 11 mars 2025.

Acteurs institutionnels

- **11 participants se sont rendus à l'atelier du 11 septembre 2023** qui portait sur des questions d'urbanisme.
- **17 participants** étaient présents lors de l'atelier acteurs institutionnels sur le sujet de l'environnement du **21 septembre 2023**.
- **17 également lors de l'atelier** acteurs institutionnels sur le même thème du **7 décembre 2023**.
- **13 participants** étaient présents pour l'atelier sur le sujet des mobilités du **12 octobre 2023**.

- **17 participants** étaient présents pour l'atelier sur l'environnement le **7 décembre 2023**.
- **10 participants** étaient présents pour l'atelier sur les mobilités le **20 mars 2024**.
- **33 participants** étaient présents pour l'atelier sur les mobilités le **6 février 2025**.
- **28 participants** étaient présents pour l'atelier sur les outils réglementaires le **13 février 2025**.
- **27 participants** étaient présents pour la réunion d'échange sur l'habitat le **13 mars 2025**.

Elus

Pour la plupart des ateliers, l'ensemble des élus étaient invité à participer. Pour quelques ateliers, seul le Maire et les adjoints à l'urbanisme étaient conviés.

- Lors des ateliers fonciers organisés les 7 et 8 mars 2024, **42 élus représentant 24 communes** de l'Agglomérations étaient présents.

- **40 personnes (professionnels agricoles et élus)** étaient représentés lors de la restitution du diagnostic agricole le **6 mars 2024**.
- **L'ensemble des communes** étaient représenté lors des ateliers par groupes de communes les **7 et 8 mars 2024**.
- **30 élus** représentant 19 communes de l'agglomération étaient présents le **13 mars 2024**.



- **22 élus** représentant 12 communes de l'agglomération étaient présents **le 20 mars 2024.**
- **34 élus** représentant 21 communes de l'agglomération étaient présents **le 23 mai 2024.**
- **39 élus** représentant 23 communes de l'agglomération étaient présents **le 6 février 2025.**
- **48 élus** représentant 24 communes de l'agglomération étaient présents **les 18 février.**
- **34 élus** représentant 16 communes de l'agglomération étaient présents **le 27 mars 2025.**
- **L'ensemble des communes** étaient représenté lors des ateliers par groupes de communes **les 23 et 24 avril 2025.**
- **31 participants** à la réunion portant sur le PLH **le 28 mai 2025.**

4. Synthèse des avis exprimés



Synthèse des avis du grand public

Préambule

Tous les avis émis entre le 30 mars 2022 et le 10 novembre 2025 ont été pris en compte dans le processus de concertation et lors de l'élaboration du bilan de la concertation.

L'ensemble des comptes-rendus des différents temps d'échanges et de contribution grand public est disponible en annexe :

- Synthèse de l'enquête réalisée en ligne et sur le terrain auprès de la population (sept. 23)
- Synthèse de l'enquête réalisée en ligne auprès des salariés.
- Compte-rendu du 1^{er} atelier grand public du mercredi 18 octobre 2023 ;
- Compte-rendu du 2^{ème} atelier grand public (jeu du PLUiHM) du mercredi 13 décembre 2023 ;
- Compte-rendu du 3^{ème} atelier grand public du mardi 11 mars 2025 ;

Ces synthèses et compte-rendu ont été mis en ligne, sur les pages dédiées au PLUiHM, au fur et à mesure de l'élaboration du document.



Avis et demandes émises lors de la période de concertation.

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des avis et demandes reçu par la collectivité sur l'adresse électronique dédiée et des contributions inscrites dans les registres disponibles en communes et transmises par elles.

COMMUNE	DEMANDE	REPONSE
Appoigny	Demande de classement en constructible des parcelles CL248, CL249, CL250, CL254, CL255 et CL256	Le périmètre de la zone U a été mis en cohérence intégrant les parcelles CL248, CL 249 et CL 250. Les parcelles CL 254 à 256 étant plus éloignées des constructions existantes, elles sont laissées en zone N
Appoigny	Demande de révision du périmètre des Espaces boisés Classés en limite des constructions existantes sur la parcelle AN373	Le périmètre de la zone U est ajusté afin d'intégrer un zonage Nj autour de la construction en question, l'Espace Boisé Classé est ajusté afin de laisser une marge autour du bâtiment existant
Auxerre	Demande de suppression des éléments classés au titre du petit patrimoine (maison et jardin).	Ces éléments sont retirés de la liste du petit patrimoine protégé.
Auxerre	Demande de changement des destinations possible sur la zone couvrant les parcelles BK 430 et BK 602 pour laisser la possibilité d'avoir des bâtiments d'entrepôt.	La zone en question couvrant un quartier mixte d'habitat proche de la gare et compte tenu des possibilités de transformation que cela engendrerait, il n'est pas souhaitable que la destination entrepôt, accepté sous conditions et limitations, soit étendue sur ce secteur.
Auxerre	Demande de classement en zone constructible des parcelles DS21, DT44 et DT257.	Compte tenu de la localisation de ces parcelles et au regard des obligation imposées par la loi ZAN, et compte tenu de l'usage actuel, il a été fait le choix de classer ces espaces en zones A et N.
Auxerre	Demande de classement en zone U constructible de la parcelle DT18.	Cette parcelle fait partie d'un groupe de parcelles boisées, faiblement construite participant à une coupure urbaine entre les urbanisations d'Auxerre et de Saint-Georges-sur-Baulche et qui accompagne la coulée verte. La collectivité souhaite préserver cet espace de respiration.
Auxerre – Les Chesnez	Demande de mise en cohérence des parcelles HP197 et HP226, actuellement	Le PLUiHM a intégré les usages de ces deux parcelles en les intégrant dans un secteur Nj.

	en zone A mais d'usage de jardin privatif et d'espace de jeux ouvert aux habitants du quartier.	
Auxerre	Demande de passage en zone constructible des parcelles HZ38 et HZ133	Compte tenu de la localisation de ces parcelles, des usages actuels et des obligations au titre de la loi ZAN, ces parcelles ont été intégrées aux zones N.
Auxerre - Laborde	Demande d'ajustement de la zone U sur la parcelle ZK204 afin d'intégrer la construction existante et la possibilité d'entretien et d'extension de celle-ci	Le zonage U a été mis en cohérence afin d'intégrer des marges d'évolution de l'existant sur ce secteur.
Auxerre - Laborde	Interrogation sur le maintien ou non des parcelles AM9 et AM437 en zone constructible	Ces parcelles ont bien été laissées dans une zone constructible
Auxerre - Vaux	Demande d'intégration de projet de constructions agricoles sur les parcelles ZE58, ZE 59 et ZH168, ZH169	Ces parcelles ont été intégrées dans un secteur Ac permettant la réalisation de bâtiments agricoles.
Auxerre – Les Chesnez	Indication que les parcelles HP49, HP230 et HP251 sont des friches qui n'ont pas vocation à être urbanisé et devrait passer en zone N	Ces parcelles sont situées au cœur ou en limite d'urbanisation et sont actuellement constructible. Compte tenu de leur position et de leurs tailles, ces terrains sont laissés en U et pourront, au besoin, participer à la densification des espaces bâtis existants.
Auxerre – Les Chesnez	Indication que la parcelle HP247 a été achetée par un particulier pour en faire un verger et qu'il devrait être classé en secteur de jardin	Cette parcelle est située en zone agricole, ce qui permet au propriétaire d'en faire un verger.
Branches	Demande d'ajustement de la zone U sur la parcelle C 1489 afin d'intégrer la construction existante et la possibilité d'entretien et d'extension de celle-ci	Le zonage U a été mis en cohérence afin d'intégrer des marges d'évolution de l'existant sur ce secteur.
Chevannes	Demande d'ajustement de la zone U sur la parcelle AK53 afin d'intégrer la construction existante et la possibilité d'entretien et d'extension de celle-ci	Le zonage U a été mis en cohérence afin d'intégrer des marges d'évolution de l'existant sur ce secteur.
Chevannes	Demande de passage de la parcelle AK 146 pour	Compte tenu de la localisation de la parcelle et des enjeux, en particulier

	permettre la réalisation de construction liées au tourisme et à l'hébergement touristique	lié au ruissèlement sur le secteur, il n'est pas souhaitable de permettre des constructions à cet endroit. La parcelle a été laissée en zone N.
Chevannes	Demande de passage de la parcelle AK 128 pour permettre la réalisation de construction liées au tourisme et à l'hébergement touristique	Compte tenu de la localisation de la parcelle, il est possible d'envisager une constructibilité limitée à destination d'hébergement touristique. Cette parcelle a été intégrée en secteur Nt.
Chevannes	Demande de passage de la parcelle ZP40 pour permettre la réalisation de construction liées au tourisme et à l'hébergement touristique	Compte tenu de la localisation de la parcelle, il est possible d'envisager une constructibilité limitée à destination d'hébergement touristique. Cette parcelle a été intégrée en partie en secteur At.
Chevannes	Demande d'intégration de la parcelle A461 dans un zonage permettant le développement d'un projet de parc lié à l'élevage de cerf	Compte tenu de la localisation de la parcelle dans un espace très forestier, en couloir de trame Verte et Bleu et de l'impact d'un tel projet, il n'est pas souhaité ouvrir cette possibilité.
Chevannes	Demande d'ajustement du règlement de la parcelle AE304 Afin de permettre des changements de destination des bâtiments existant	S'agissant de bâtiments agricoles anciens à usage d'habitat, de qualité, situé en zone N, proche du Bourg, il a été indiqué en « surzonage » et dans le règlement la possibilité de changer de destination pour ces bâtiments, afin de permettre leur maintien et leur rénovation.
Chevannes	Observations et interrogations concernant le PADD	<i>Cette demande est accompagnée d'un document détaillé, il est traité dans le détail ci-dessous.</i>
Chevannes	Demande de passage de la parcelle AE099 dans un zonage permettant le développement de constructions touristique de type SPA, piscine... liés aux hébergements du château situé sur les parcelles voisines	Compte tenu de la configuration des lieux et de cette parcelle (prairie arborée, présence d'un ru entre les constructions existantes et ladite parcelle, environnement pas ou très peu bâti autour, et prenant en compte les projets affichés de constructions en dure, sans précision quant à leur localisation, taille... Il n'a pas été souhaité permettre un tel développement sur cette parcelle. Les autres parcelles de cette propriété ont en revanche été classées en secteur Nt qui permet un développement de ce type d'activité.

Chitry	Demande d'ajustement du périmètre des Espaces Boisés Classés sur la parcelle ZP 56 afin de permettre des aménagements de sol liés aux activités agricole	Au vues d u tracé de l'Espace Boisé Classé à cet endroit, de la faible qualité de la végétation et de l'inadéquation du tracé à l'existant, le périmètre de l'Espace Boisé Classé est ajusté de manière très marginale sur le secteur.
Chitry	Interrogation sur la constructibilité possible de la parcelle AB40 compte tenu du relief et de la végétation. En particulier dans la partie haute.	Bien que situé en zone U la parcelle AB40 n'est constructible que sur la partie haute. En effet, la partie basse est couverte par un « sur-zonage » de protection de type paysager compte tenu de l'usage historique comme jardin potager. La partie haute est quant à elle constructible depuis de longues années, située dans des reliefs comparables aux constructions existante à proximité et desservie par le chemin rural n° 19.
Chitry	Interrogation sur le passage en zone constructible de la parcelle AB41, alors qu'elle est inondable.	Bien que située dans une zone U cette parcelle est couverte par un « sur-zonage » de protection de type paysager compte tenu de l'usage historique comme jardin potager. Cette protection interdit de fait la réalisation d'une maison d'habitation. En revanche, les données disponibles et notamment le PPR de Chitry, n'identifie pas cette parcelle comme particulièrement exposée au risque inondation.
Chitry	Interrogation sur la parcelle AB15 passé en inconstructible pour cause d'inondation alors que des aménagements ont été réalisés et que le terrain n'a jamais été inondable	Cette parcelle est située à proximité d'un fossé/ru qui recueille les ruissellements venant de part et d'autre. Elle est par ailleurs située dans une zone rouge du PPR de 2010 encore en vigueur. Quel que soit son classement elle reste, de fait inconstructible indépendamment du zonage dans lequel elle se trouve.
Escamps	Demande de mise en cohérence du zonage sur la parcelle ZP 245 dont la construction est coupée en deux, entre la zone U et la Zone N	Le zonage a été mis en cohérence afin d'intégrer l'ensemble de la parcelle en U.

Escamps	Demande de mis en place d'un zonage et d'un règlement permettant le développement d'hébergement touristique sur les parcelles OE951 -952	Considérant les constructions existantes et leurs usages ainsi que le projet, cette propriété a été couverte par un secteur Nt permettant le développement d'un projet de ce type.
Escamps	Interrogation quant à l'absence de constructibilité de la parcelle ZR71	Compte tenu de la localisation de ces parcelles, du faible nombre d'habitation existante à cet endroit. Considérant également la volonté de ne pas développer les écarts et hameaux, et des obligations liées à la loi ZAN, ces parcelles sont laissées en zone N permettant une évolution limitée des construction existantes sans pouvoir créer de nouvelles habitations.
Escamps	Demande de passage de la parcelle AB 20 en zonage constructible.	Compte tenu de la localisation de la parcelle, de son usage actuel et de la proximité d'activité agricole, il n'est pas souhaité permettre le développement de l'urbanisation à cet endroit. Cette parcelle est laissée en zone A.
Escamps	Demande de passage de la parcelle AB 19 en zone constructible	Compte tenu de la localisation de cette parcelle et de sa proximité avec des construction existante et de l'organisation du bourg, cette parcelle a été intégrée à la zone U
Escamps - Sémilly	Demande d'extension de la constructibilité sur l'arrière de la parcelle YA 216	Compte tenu de la localisation de la parcelle et du souhait de ne pas avoir d'extension urbaine, en particulier en second rideau à cet endroit, il a été fait le choix de laisser l'arrière des parcelles du secteur en zone N
Escolives-Sainte-Camille	Demande de passage en zone constructible de la parcelle AH71.	Compte tenu des propriétés et construction existante à proximité, cette parcelle est intégrée à la zone U.
Lindry	Demande de passage de la parcelle ZK76 en zonage constructible compte tenu de la proximité de l'urbanisation existante	Compte tenu de la localisation, la taille et l'usage de la parcelle, et considérant les obligations liées à la loi ZAN, il a été fait le choix de laisser cette parcelle en zone A
Lindry	Demande de mise en cohérence de la parcelle G309 afin d'assurer une constructibilité liée au stationnement et au jardin de la propriété existante	Compte tenu de la localisation et de l'usage de cette parcelle, celle-ci a été couverte par un secteur Nj permettant une constructibilité limitée permettant le développement de ces projets.

Lindry	Demande que l'ensemble de la parcelle G286 reste en zone U.	Le zonage a été adapté afin de maintenir l'ensemble de cette parcelle en zone U.
Monéteau	Demande d'extension de la constructibilité sur l'arrière des parcelles AR2 et AR3	Compte tenu de la localisation, de la taille de ces parcelles et de la volonté de ne pas permettre le développement de nouveaux logements à cet endroit, le zonage U a été mis en cohérence sans intégrer le fond de ces parcelles.
Perrigny	Demande d'extension de la constructibilité de la parcelle AI384 afin de permettre l'extension de l'activité existante	Compte tenu de la localisation de la parcelle et du projet associé, il a été fait le choix d'étendre le périmètre de la zone U afin de permettre l'extension de l'activité existante sur place.
Perrigny	Demande d'ajustement du zonage actuel de la parcelle AE397 afin de mettre en cohérence avec les propriété foncière et usage de ces parcelles	Compte tenu de la situation des parcelles sur ce secteurs, les parcelles actuellement en zone A constituant des jardins des propriété voisine, il a été ajouté un secteur Nj permettant le plein usage des jardins de ces propriétés.
Saint-Georges-sur-Baulche	Demande d'extension de la constructibilité sur l'arrière de la parcelle AZ 120	Il n'est pas souhaité développer la constructibilité à cet endroit, en particulier en second rideau.
Saint-Georges-sur-Baulche	Demande de simplification et de facilitation de l'installation de panneaux solaire en toiture, le règlement actuel imposant des contraintes dissuasives.	Le règlement a été adapté afin de favoriser et d'inciter au recours aux énergies renouvelable. Des prescription on toutefois été conservés afin de favoriser une intégration harmonieuse de ce type d'équipement dans le paysage.
Saint-Georges-sur-Baulche	Demande de passage en secteur Nj de la parcelle AK31 afin d'y développer des aménagements de loisir	Cette parcelle est largement boisée et protégé au titre des Espaces Boisés Classés. Compte tenu de leur localisation, de leur usage et des protection existantes, il n'est pas souhaité voir s'y développer des aménagements. La parcelle a été laissé en zone N
Saint-Georges-sur-Baulche	Demande de réorganisation du zonage sur les parcelles BC 20a et BD 54 actuellement en UE pour permettre le développement de projet d'habitat	Compte tenu de l'éloignement de ces constructions, du souhait de ne pas développer les écarts et hameaux et compte tenu des obligations de la loi ZAN, il a été fait le choix de passer l'ensemble du secteur en zone A, permettant l'extension limité de l'existant sans permettre le

		développement de nouveaux logements.
Saint-Georges-sur-Baulche	Demande d'information sur le calendrier de mise en œuvre et de publication du PLUiHM.	Le calendrier au moment de la demande prévoit : <ul style="list-style-type: none"> • un arrêt du projet en novembre 2025, • la consultation des communes et des PPA fin 2025 – début 2026, • une enquête publique après l'été 2026, • une approbation fin 2026.
Vincelles	Demande de mise en place d'un zonage adapté sur le château de Vincelles compte tenu de son rachat et de l'évolution du projet de valorisation du site	Le zonage a été adapté au projet en intégrant en zone U les bâtiments existants, permettant les travaux et changement de destination et la mise en zone Nj des stationnement s et espaces libres proche du bâtiment principal et en zone N pour les parties les plus boisées.
Venoy	Souhait de laisser l'espace actuellement en AU situé au hameau d'Égriselles entre les rues de la Grande Pièce et de Laborde en constructible.	Compte tenu notamment des obligations au regard de la loi ZAN, cette zone AU a été réduite de moitié pour n'être constructible que dans sa partie Sud, au plus proche des constructions existantes.
Venoy	Dossier de demande de classement en Espaces Naturel Sensible de la vallée du ru de Sinottes.	Le classement en Espace Naturel Sensible est une procédure particulière indépendante des procédures concernant les documents d'urbanisme. Il n'appartient pas au PLUiHM d'inscrire ces espaces comme Espaces Naturels Sensibles. Il est à noter toutefois qu'une grande part des espaces repérés par cet administré sont situés dans le projet de PLUiHM dans des zones A ou N.
Champs-sur-Yonne	Demande de reclassement des parcelles situées le long de la route de Petit Vaux en parcelles constructible, suite à la révision du PPRi de l'Yonne.	Le périmètre de la zone U autour de cette voie a été ajusté afin de prendre en compte les habitations existantes les plus proches de cette voie.

Observations déposées par M. BRODARD :

La contribution électronique de cet habitant est accompagnée d'un dossier d'observation sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable. S'agissant d'un document portant sur les grandes orientations politiques du PLUiHM, les possibilités de prise en compte restent limitées.



Observations :

1/ Prise en compte de l'infrastructure « LISA » dans l'ensemble du PADD

La première remarque concerne le PADD dans son ensemble. La plupart des cartes présentées dans le PADD (Pièce n°2 Projet d'Aménagement et de Développement Durable - Version 2.4 – 27 septembre 2024) ne font pas figurer le projet routier de contournement Sud d'Auxerre (LISA). Seule la carte sur les mobilités fait figurer ce tracé.

Ce projet, dont les travaux sont actuellement en cours, impacte significativement l'organisation et l'armature territoriale de l'Auxerrois.

- Est-il possible d'intégrer ce tracé sur l'ensemble des cartes ?
- Dans quelle mesure peut-on considérer que cette infrastructure est bien prise en compte dans les enjeux dans l'ensemble des axes stratégiques ?
- Dans quelle mesure peut-on considérer que les orientations et le PADD le prennent en considération ?
 - sur l'axe 2 de confortement des leviers d'attractivité de l'Auxerrois pour son développement futur ? (cf cartes page 28 et 29)
 - sur l'axe 3 de réponse aux besoins en logements des ménages ? Sur cet axe, aucune carte n'est présentée. Quelles orientations et répartitions territoriales des efforts de construction au regard de LISA ?

Réponses de la collectivité :

Le projet de contournement Sud (LISA) est un projet d'envergure qui aura un impact important. Sa prise en compte s'est faite tout au long de l'élaboration du PLUiHM et du PADD. Toutefois son impact le plus direct et significatif se fera au niveau des mobilités, en particulier en centre-ville d'Auxerre par le report de la circulation de transit, notamment des Poids Lourds.

Ainsi l'axe 2 et les cartes pages 28 et 29 portent sur les atouts, équipements et lieux d'attractivité. Si la LISA permettra de faciliter les déplacements et l'accessibilité à certains de ces sites, cette infrastructure n'entre pas directement dans les catégories des pôles d'attractivité tels que le site archéologique d'Escolives-Sainte-Camille, les vignobles et bourg typiques ou les zones d'activités de Monéteau ou Appoigny par exemple.

De même l'axe 3 s'appuie largement sur le Programme Local de l'Habitat 2022-2027, si la LISA va avoir une influence sur les circulations et l'accessibilité des lieux de vie, en particulier au Sud de l'agglomération, il ne s'agit pas d'un équipement entrant directement dans la politique de l'habitat portant plutôt sur les objectifs en matière de réhabilitation et construction de logement, d'amélioration de l'habitat...

2/ AXE 3 - VOLET HABITAT

La 2^{de} remarque concerne l'AXE 3 - VOLET HABITAT.

L'orientation première de l'AXE 1 du PADD vise à « *mettre en place les principes d'aménagement et de rationalisation durable et équilibrée des espaces* ». Cette orientation est décomposée en plusieurs objectifs hiérarchisés à la page 13 dans cet ordre :

- *Maîtriser le développement urbain par la priorisation et l'optimisation du tissu urbain, la reconquête des friches (urbaines, industrielles, délaissés, etc...), la réaffectation du bâti existant, la recomposition foncière des tènements sous-occupés ;*
- *Rénover le parc de logements existants, luttant ainsi contre la vacance et améliorer la performance énergétique des logements, participant ainsi à la décarbonation et améliorant le confort d'habiter ;*
- *Construire des logements*

Or, la première orientation (n°3.1 : *Développer une production de logements afin d'accompagner les dynamiques économiques et démographiques*) vise à prioriser l'objectif de production de 1500 nouveaux logements en 6 ans (250/an).

Réponses de la collectivité :

Ces deux éléments ne sont pas contradictoires : le terme « production » doit être entendue au sens large et recouvre tout autant la rénovation de logements, la remise sur le marché de logements vacants, la reconquête de friches, la densification d'espaces déjà urbanisés ou la construction neuve.

Le sujet de la réhabilitation des logements ne figurent qu'en 3^{ème} et 4^{ème} positions sur les orientations (n°3.3 et 3.4).

L'objectif de « *reconquête des logements vacants, la réaffectation du bâti existant, la recomposition foncière des tènements sous-occupés* » ne sont absolument pas évoqués dans ce chapitre.

Avec plus de 4228 logements vacants sur le recensement INSEE de 2021, et un taux de vacance anormalement élevé de 11% du parc de logement, ce sujet devrait être un enjeu prioritaire. Des objectifs spécifiques et des dispositifs opérationnels adéquates nécessitent d'être mis en œuvre. Il apparaît donc opportun de le stipuler dans ce document.

Réponses de la collectivité :



Par facilité de lecture, l'ensemble des orientations sont organisées et numérotées mais elles ne sont pas hiérarchisées au sens de priorités de mise en œuvre. Ainsi, même si elle apparaisse en 3^{ème} et 4^{ème} position, ces actions sont menées en parallèle de l'ensemble des actions mise en œuvre par le Programme Local de l'Habitat (PLH) et qui sont reprise dans le Programme d'Orientat

Par ailleurs, la résorption des logements vacants peut être longue et complexe en fonction des situations. En revanche, les études menées par la collectivité ont montré une surestimation par les données de l'INSEE de la quantité de logement vacants sur le territoire. Les actions mises en place par la collectivité, avec l'appui de ses partenaires, ont permis la remise sur le marché de 965 logements vacants entre 2021 et 2024.

Toutefois il est normal de ne pas voir apparaitre d'objectifs spécifiques et dispositif opérationnels dans le PADD. Ces derniers sont fixés dans les autres documents du PLUiHM et en particulier le Programme d'Orientat

La production de 1500 nouveaux logements apparaissent aujourd'hui dans ce PADD comme peu caractérisés :

- Quelle est la proportion quantitative entre cette production en construction neuves et en réhabilitation de l'existante ou de transformation des friches ?

Si ces 1500 nouveaux logements venaient à être exclusivement axés sur des nouvelles constructions, cela serait de nature à ne pas répondre à l'objectif de sobriété foncière de l'AXE 1.

Au contraire, cela serait susceptible d'annihiler les efforts et possibilités de reconquérir le parc de logement existant ; voir de contribuer à augmenter la vacance s'il n'y a pas de dispositif incitatif ou coercitif visant à faciliter la reconquête ou la réhabilitation des logements anciens.

Réponses de la collectivité :

Comme indiqué plus haut, le terme « production » doit être entendue au sens large et recouvre tout autant la rénovation de logements, la remise sur le marché de logements vacants, la reconquête de friches, la densification d'espaces déjà urbanisés ou la construction neuve. Le territoire met bien l'accent aujourd'hui sur l'amélioration de l'existant :

- par les opérations de renouvellement urbain (NPNRU et Batardeau-Montardoins par exemple),
- par la reconquête des bâtis en centres anciens (Dispositif ACV avec ses partenaires et mise en place d'un Fonds de redynamisation des centres anciens sur fonds propres)
- par le soutien aux dispositifs nationaux (Pacte territorial) pour la rénovation énergétique du parc privé ainsi que la mobilisation des fonds régionaux pour la rénovation énergétique du parc public.

Sur la 1^{ère} orientation de cet AXE 3, il est indiqué l'objectif de « *Définir une stratégie foncière* ». En l'absence de carte présentant l'organisation territoriale de cet axe stratégique, comment est imaginée cette stratégie ?

Par ailleurs, comment le projet LISA est-il pris en compte dans cette stratégie de répartition territoriale :

- des objectifs de production de nouveaux logements ?
- de reconquête des logements vacants ?
- de reconquête des friches ?

Réponses de la collectivité :

La stratégie de maîtrise foncière est actuellement conduite afin de permettre la mise en œuvre des projets identifiés au Projet de Territoire « Transformons l'Auxerrois – 2021-2031 ». Elle devra s'adapter à l'échelle de la Communauté d'Agglomération et des Communes afin de permettre également la mise en œuvre des orientations déclinées dans le POA Habitat.

Les orientations politiques de la politique de l'habitat s'appuient sur l'armature territoriale tout en permettant à chaque commune du territoire de participer, à son échelle, à la mise en place de la politique de l'habitat sur l'Auxerrois. La LISA va permettre d'améliorer les circulations sur le Sud d'Auxerre et de l'Auxerrois, il va permettre la recomposition urbaine en cœur de ville par le report modal et faciliter les mobilités entre l'Est et l'Ouest ; cette infrastructure va certainement renforcer ou faciliter certaines opérations mais elle n'intervient pas directement dans la mise en œuvre de la politique de l'habitat.

3/ AXE 4 - VOLET MOBILITE.

La 2^{de} remarque concerne l'AXE 4 - VOLET MOBILITE.

La 1^{ère} orientation indique l'enjeu de « À l'échelle des communes rurales, structurer les mobilités autour de pôles d'intermodalité, de mobilité collective et de liaisons douces intercommunales ».

Il y a fait état de la « mise en oeuvre progressive de nouveaux services de mobilité ». Concernant notamment le sujet des « vélos en libre-service » et « plateforme et aire de covoiturage ».

A ce titre, il est indiqué que « La LISA est l'outil d'aménagement du territoire incontournable pour que l'Auxerrois réussisse sa transformation et prenne le virage de la transition écologique [...] nécessaire à la mise en place d'une stratégie de mobilité décarbonée, à la multimodalité en intégrant les enjeux de partage et de pacification ».

Or, je voudrais savoir si l'objectif que « Les principaux nœuds routiers positionnés le long des axes départementaux majeurs et les futures connexions avec la LISA accueilleront des points de rencontre de covoiturage » correspond à une spatialisation de ces zones multimodales exclusivement au droit des intersections entre les Routes Départementales dites « MAJEURES » et la ligne de contournement ; ou si l'emplacement de ces zones seront également envisagées à chacune des intersections de la LISA avec une route départementale.

A titre d'exemple, est-ce que l'implantation d'une telle plateforme multimodale (Offre vélo libre-service + aire de stationnement) sera bien envisagée sur une route départementale telle que la RD1 reliant Chevannes à Auxerre ? Ainsi que sur toutes les intersections avec les RD (Axe Majeur ET non majeur), sans exception ?

La carte de la page 37 (le seul document cartographique du PADD où figure la LISA) indique seulement en légende de « saisir l'opportunité de la LISA » pour « encourager le covoiturage », tel que sur les extraits ci-dessous.

Réponses de la collectivité :

La LISA et les intersections et points de connexion entre les axes majeurs du territoire seront des lieux privilégiés pour créer des lieux multimodaux et points de rencontre, notamment pour le covoiturage. Une carte des secteurs pressentis est disponible dans la fiche action n°12 du POA Mobilités relative aux aires de covoiturage.

Il serait par ailleurs appréciable que ces zones puissent également disposer de « parking à Vélo sécurisés » pour permettre aux usagers disposant de leur propre vélo de le stationner en toute quiétude. Il pourrait s'agir de prévoir également quelques bornes électriques de recharge pour VAE permettant d'encourager ces usages et modes de déplacement doux et vertueux.

Réponses de la collectivité :

Les principes de dimensionnement et d'aménagement selon la typologie des aires sont détaillés dans la fiche action n°12 du POA Mobilités relative aux aires de covoiturage.

Plusieurs remarques ont également été déposées ou inscrite directement dans les registres mis à disposition dans chacune des mairies du territoire :

Commune d'Appoigny

Vos remarques et suggestions

Enjeux de l'urbanisme et aménagement du territoire de l'Agglo Auxerroise

Il serait bien de respecter

le style Bourgguignou et dans les années futures

de demander au Lauréat écoles d'architectes de proposer

Mobilité et transports leur point de vue avec les matériaux du moment - les colombages en bois ont beaucoup de charme et de résistance -
- - Economie locale -

Réponses de la collectivité :

Le PLUiHM a déterminé des zones (UA et Uap) où une exigence en matière de qualité architecturale est imposée. Le document a par ailleurs repéré un certain nombre de construction et de vues, dont la valeur patrimoniale impose une attention particulière.

Il existe par ailleurs de nombreux secteurs couverts par des périmètres liés aux Monuments Historiques dans lesquels, tous les projets sont soumis à l'avis de l'architecte des Monuments Historiques.

Habitat et logement

Ne pas densifier l'habitat RURAL

Réponses de la collectivité :

Compte tenu des obligations imposées au titre de la loi ZAN et des besoins des collectivités, en particulier rurales, pour maintenir le dynamisme et l'accès aux services et équipements publics. Il est nécessaire de permettre une densification des espaces déjà bâtis, y compris ruraux.

Environnement et qualité de vie

Le bonheur est dans le pré mais
-aussi dans l'attitude et dans la
bonne éducation des administrés'.

Réponses de la collectivité :

Le PLUiHM met en place des orientations et des règles liées en particulier aux constructions individuelles, à ce titre, il peut imposer ou préconiser des règles liées à l'occupation ou aux constructions. En revanche, il ne gère pas les usages et mauvais comportement des administrés.

Commune de Chevannes

OBSERVATIONS DU PUBLIC	
25/02/15	
Modification zonages derrière château de la Motte	
de zone N en VA	
	: la barbotière de zone N en VA
	: Ferme de ribouddin de zone A en VA

Réponses de la collectivité :

Cette demande manque de précision quant aux objectifs et besoins liés à cette demande.

- ⇒ Les deux châteaux en question ont toutefois fait l'objet d'un classement en At et Nt permettant le changement de destination et le développement de projet liés au tourisme et à l'hébergement touristique.

Commune d'Escamps

Valérie ARONOVICI - SCI La Ferme du Toulon, lieu dit le Toulon
 8 - MARS 2025 de Brie, Escamps. demande de possibilité d'installer
 des logements insolites du type roulotte ou cabane
 en bois dans l'objectif d'accueil touristique et
 social.

Réponses de la collectivité :

Cette demande a également été déposée par courriel et correspond aux parcelles OE951 -952.

⇒ Voir le tableau ci-avant.

22 MARS 2025 J'ai été très surprise, depuis le dernier PLUHM
 ce a été révisé.
 M^{me} Maharewicz Concernant la parcelle cadastrée ZR71 située
 Jeanine 1 rue sur la commune d'Escamps dans le hameau
 de la Terrière Le Haut Leneau, qui était classée en terrain
 constructible au paravent et qu'il ne l'est plus
 89240. Thévenues actuellement.
 Le terrain se trouvant d'un côté, sur chemin
 agricole, et de l'autre 2 pavillais.
 Alors pourquoi ?
 Merci de me donner des explications.

J. Maharewicz

Réponses de la collectivité :

Cette demande a également été déposée par courriel et correspond aux parcelles ZR71.

⇒ Voir le tableau ci-avant.

Perrot Camille Observations concernant terrain AB20 au
Semilly bourg d'Escamps.
Escamps Courrier et plan en annexe dans le cahier
des observations du Public.

Objet : Plan local d'urbanisme intercommunal
Commune d'Escamps

Monsieur le Président,

La commune d'Escamps est soumise à un PLU récent, qui a été approuvé en juin 2022. Document qui a été élaboré, piloté et validé par les élus de l'agglomération d'Auxerre.

En décembre 2024, je suis devenue propriétaire d'une parcelle de terrain cadastrée AB 20 sur la commune d'Escamps. Une partie de ce terrain d'une superficie de 3646 m² est actuellement constructible dans le PLU d'Escamps.

A la fin de mes études, je projette de faire construire ma résidence principale dans mon village natal et précisément sur cette parcelle AB 20.

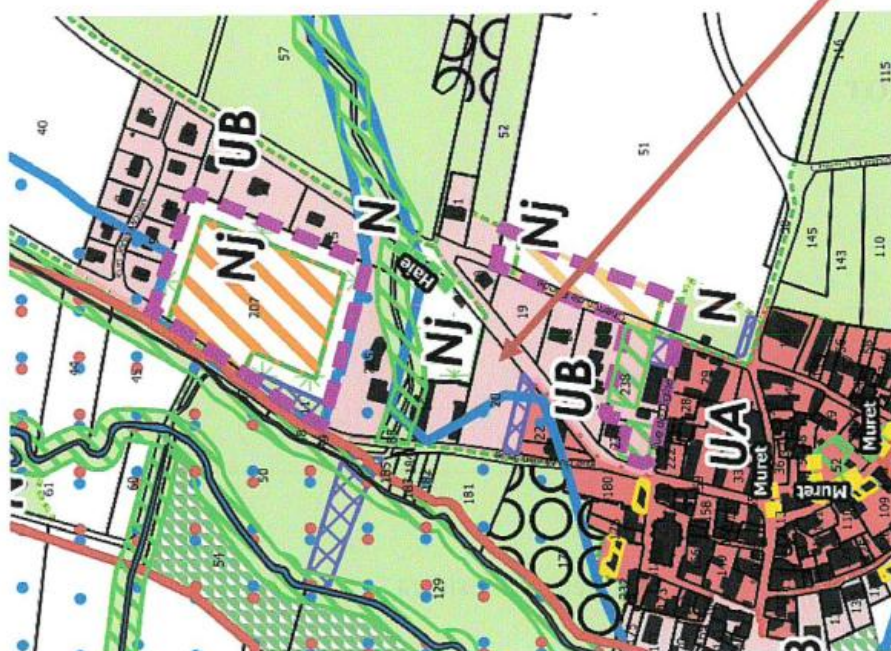
Faisant suite à votre publicité concernant l'exposition itinérante sur l'élaboration du prochain plan local d'urbanisme intercommunal habitat mobilité, j'ai consulté le projet et j'ai constaté à ma grande surprise que mon terrain serait susceptible de devenir un terrain agricole.

Comme vous pouvez le constater, la parcelle AB20 dispose de toutes les infrastructures à proximité (électricité, gaz de ville, assainissement, eaux ...) Des constructions jouxtent ce terrain de gauche et de droite.

Par cette présente, je vous prie Monsieur le Président de la commission de l'urbanisme de l'agglomération d'Auxerre d'étudier la possibilité de maintenir ce terrain constructible comme cela était prévu dans le PLU communal approuvé en juin 2022.

En espérant que ma doléance retiendra toute votre attention. Je vous prie Monsieur le Président de la commission de l'urbanisme de l'agglomération d'Auxerre, d'accepter mes sentiments respectueux.

Plan de localisation décrit dans le PLU d'Escamps



Camille PERROT

Réponses de la collectivité :

Cette demande a également été déposée par courriel et correspond aux parcelles AB20.

⇒ Voir le tableau ci-avant.

Commune de Lindry

M^{me} CHANTEMILLE ANNIE
2, rue des Houches
89240 LINDRY

Fait à LINDRY, le 08/02/2024



Monsieur,

Je suis propriétaire de la parcelle cadastrée
ZK0076 qui se situe rue du Bréau sur la
commune de LINDRY.

Elle est actuellement classée en zone A du PLU
de LINDRY mais se trouve entre deux groupes d'
habitations et je souhaiterais, dans le cadre de
l'élaboration du PLU, qu'elle soit reclassée
en zone U ou AU, totalement ou juste partiellement.

En vous souhaitant bonne réception,

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations les
plus respectueuses.

Chantemille

Réponses de la collectivité :

Cette demande a également été déposée par courriel et correspond aux parcelles ZK76.

⇒ Voir le tableau ci-avant.



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

Mairie de LINDRY
18 rue du 14 Juillet
89240 LINDRY

FAYOLLE Elodie
NAVARRO Stephane
11 rue des vignes
89240 LINDRY

Objet: Demande de modification du PLU

Monsieur le Maire,

Par la présente nous souhaitons faire une demande de viabilisation de notre terrain.
Porteur d'un projet d'aménagement nous souhaiterions construire sur notre terrain situé aux 11 rue des vignes d'une superficie de 1 747m2 une piscine, un appentis pour stationner nos véhicules a l'abri ainsi qu'un abri de jardin pour ranger notre matériel, il s'agit d'un terrain partiellement agricole, d'ou notre présente demande pour transformer ce statut en terrain constructible.

Notre terrain se décompose de la façon suivante:

- parcelle G 308 déjà viabilisé
- parcelle G 309 classé en zone agricole que nous souhaiterions viabilisé.

Pour plus de précision, nous joignons une copie de l'extrait de cadastre relatif au terrain en question.

Nous vous remercions pour l'attention que vous porterez à notre demande,
nous vous prions d'agréer Monsieur le Maire nos respectueuses salutations.

Réponses de la collectivité :

Cette demande a également été déposée par courriel et correspond aux parcelles G309.

⇒ Voir le tableau ci-avant.

Commune de Perrigny

OBSERVATIONS DU PUBLIC

Bonjour,
 Je suis Patrick PETIT, propriétaire depuis 2004
 via la SCI des Arcènes, des terrains des champs des Arcènes
 pour une surface total d'environ 5 hectares (50000 m²),
acquis en terrains constructibles et depuis le passage
 de Pos en PLU en fin 2017, déclassé en NON constructible
 (malgré deux demandes de permis de construire en début 2017,
 - Je suis également actionnaire de la société
 Expert Jardin, qui cette dernière se trouve le
 long des dits terrains, Champ des Arcènes.

Par la présente, je vous sollicite pour le
 reclassement en constructible de tout ou partie
 de mes terrains dans le cadre du développement
 de l'activité Expert Jardin nommé ci-dessus,
 car cette dernière voit sa croissance limitée
 par sa surface d'accueil réduite.

Dans l'attente de votre retour que
 je fère rapide. Sincères Salutations.

Voici mes coordonnées
 Patrick.Petit@SCOMAS.FR
 06.08.52.23.07

Petit

Réponses de la collectivité :

Cette demande a également été déposée par courriel et correspond aux parcelles A1384.

⇒ Voir le tableau ci-avant.

le 22 Mars 2024
 Monsieur Loiseau Jean-Christophe
 1 Allée du Taste Vin
 83000 Perrigny

Parcelle AE 397

Je souhaite que la parcelle AE 397
 fasse partie du nouveau plan d'urbanisme.
 Ceci dans le but de coturer normalement
 afin que mon petit chien ne fasse en l'espace
 du grillage. A ce jour, j'ai une autorisation
 de coturer à 30 cm de hauteur du sol.
 Cette parcelle est adjacente à mon
 habitation et je souhaiterais que l'
 ensemble des parcelles soient d'un seul
 tenant.

Réponses de la collectivité :

Cette demande a également été déposée par courriel et correspond aux parcelles AE397.

⇒ Voir le tableau ci-avant.

Commune de Saint-Georges-sur-Baulche

Mr Diftar Ismail
6 rue du Pindt
89000 Auxerre
06-51-35-67-94

ARRIVÉE LE :
23 FEV. 2023
MAIRIE de SAINT GEORGES


Le 20.02.2023 à Auxerre
20878

Mairie de Saint Georges sur Baulche
37 Grande rue,

Madame le Maire

Je suis actuellement propriétaire
AK 31 lieu dit Tenes Vignes Vierge de celle.
Cette parcelle est en zone N du PLU communal
de St Georges. Dans le cadre de l'élaboration du
PLU intercommunal je souhaiterais que ce
terrain soit placé en zone Nj de ce nouveau
règlement, pour pouvoir l'aménager en terrain de loisirs.
En espérant que ma demande soit acceptée

Veuillez agréer Madame mes salutations distinguées.



Réponses de la collectivité :

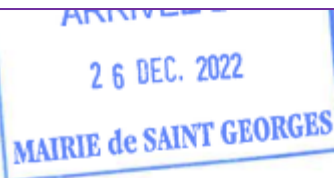
Cette demande a également été déposée par courriel et correspond aux parcelles AK31.

⇒ Voir le tableau ci-avant.



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

VEZEL Fanny
549 rue des Champs de St Eusèbe
89000 ST GEORGES SUR BAULCHE
Tél : 06.27.78.54.54



Mairie
37 grande rue
89000 ST GEORGES SUR BAULCHE

Objet : Demande de terrain constructible

Madame le Maire,

Actuellement propriétaire d'un terrain sur la commune de ST GEORGES SUR BAULCHE – Hameau de MONTMERCY, je vous sollicite pour apporter une modification au Plan Local d'Urbanisme.

Je souhaiterais modifier mes parcelles

- BC 20.a
- BC 54

Situées rue des cailloux, et actuellement en zone urbaine destinée aux équipements collectifs ou de services publics.

En effet, avant mon achat en décembre 2021, l'ensemble appartenir au Conseil Général de l'Yonne. A ce jour, nous l'avons acquis en tant que résidence principale à usage d'habitation.

Dorénavant, n'étant pas concerné par un usage à destination d'équipements collectifs ou de services publics, nous souhaiterions que la partie côté « rue des cailloux » devienne une zone constructible et le reste devienne une zone agricole.

A l'appui de ma demande, je vous transmets un plan de situation du terrain avec la partie concernée par ma demande.

Vous remerciant pour l'intérêt que vous porterez à ma demande, je vous prie d'agréer, Madame Le Maire, mes sincères salutations.

Réponses de la collectivité :

Cette demande a également été déposée par courriel et correspond aux parcelles BC20 et BC54.

⇒ Voir le tableau ci-avant.



Soulaïna DAROUQI
40 rue des Mésanges 89000 Auxerre
07 53 95 16 12
Soukaina.darouqi@outlook.fr

MAIRIE de SAINT GEORGES

22362

A Auxerre, le 05/04/2025

Objet : Demande de construction terrain situé LES VIGNES DE STE GENEVIEVE SAINT GEORGES SUR BAULCHE, parcelles AL n°47-50

Madame, Monsieur,

Je me permets de solliciter votre bienveillance concernant un projet personnel qui me tient particulièrement à cœur. En effet, je suis propriétaire d'un terrain situé sur notre commune actuellement classé non constructible, mais que j'ai pris le soin de faire borner récemment.

Après mûre réflexion, j'aimerais pouvoir y faire construire ma maison, dans le respect des règles de l'environnement qui caractérise notre belle commune. Je suis consciente des contraintes liées à cette demande et des procédures nécessaires, mais je suis pleinement disposée à collaborer avec vos services pour explorer les solutions possibles, en tenant compte des enjeux urbanistiques et environnementaux. Ce projet représente pour moi un véritable engagement à long terme, et je vous serais infiniment reconnaissante de bien vouloir examiner ma demande avec bienveillance.

Si cela est nécessaire, je suis bien entendu à votre disposition pour vous fournir tous les documents nécessaires et pour échanger davantage sur ce sujet.

Dans l'espoir que ma requête puisse trouver une issue favorable, je vous prie d'agréer, l'expression de mes salutations respectueuses.



Réponses de la collectivité :

Ces terrains font partis d'un ensemble de parcelles de jardin contribuant à une respiration urbaine entre les constructions situées sur les communes d'Auxerre et de Saint-Georges-sur-Baulche.

⇒ La collectivité souhaite préserver cette respiration.



Mme LOISY Claudine
64 Avenue d'Auxerre
89000 SAINT GEORGES SUR BAULCHE

ARRIVÉE LE
- 7 NOV. 2023
MAIRIE de SAINT GEORGES

21401

Et

Mr LOISY Claude
36 Val Des Castagnins
06500 MENTON

MAIRIE de
SAINT GEORGES SUR BAULCHE
SERVICE URBANISME

Objet : demande modification PLU

Madame, Monsieur,

Nous sollicitons la modification du PLU concernant notre parcelle, sise Allée des Grandes Raves, référence cadastrale AP406, zone 1AUd afin de la réintégrer dans la zone UB.

Notre terrain est en vente depuis environ 2 ans. Les retours que nous avons de la part d'éventuels acquéreurs traduisent la complexité de construction en raison de la haute densification d'habitations, ce qui implique un chemin d'accès sur toute la longueur (141 m) avec sa raquette pompiers, la façade de ce terrain n'étant que de 18,30 m et uniquement accessible par le chemin des Grandes Raves. Par ailleurs, nous soulevons aussi le fait que la nécessité du nombre d'assainissements individuels doit correspondre à la densification de la zone 1AUd.

Le passage en zone UB faciliterait la construction d'un ou deux pavillons.

Nous espérons que ce courrier retiendra votre attention et que vous donnerez une réponse positive à notre requête.

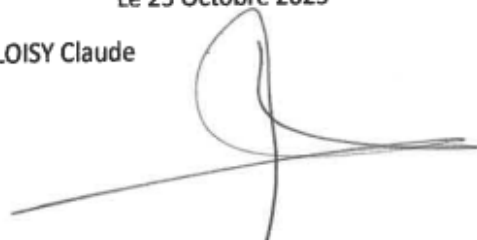
Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

A Saint Georges Sur Baulche

Le 23 Octobre 2023

Mme LOISY Claudine

Mr LOISY Claude

Réponses de la collectivité :

- ⇒ Le zonage a été adapté afin d'intégrer une partie en U le long de la voie tout en conservant le fond de parcelle boisé.

PROJET D'EXTENSION DE BÂTIMENT A USAGE D'HABITATION PERSONNELLE INDISSOCIABLE DU PROJET PROFESSIONNEL

46 rue de la Paix à Saint Georges sur Baulche

Maud LEVALLOIS, Tom VERNOTTE et leurs 2 enfants, propriétaires des parcelles 125-127-129-130 référencées comme tel sur le plan cadastral (ci-joint), sur la commune de SAINT GEORGES SUR BAULCHE, vous présentent leur projet professionnel.

Originaire de Saint Georges sur Baulche, Tom VERNOTTE réalise son apprentissage paysagiste au sein même du parc OASIS sus-référencé. Puis Auto-entrepreneur durant une dizaine d'années dans l'évènementiel sur toute la France, il décide de se sédentariser au profit de sa vie de famille, en occupant un poste salarié de technicien à Auxerreexpo. Aujourd'hui, une nouvelle dynamique s'offre à lui et sa famille, l'acquisition du site ex OASIS pour, à terme, y développer une nouvelle activité, celle de la location du domaine à des fins commerciales de réception (cérémonies, mariages, réunions de famille, séminaires, congrès, expositions ...).

Ainsi, la mise à disposition par la privatisation du lieu correspondrait à l'accueil de l'évènement, aussi bien en termes de réception des festivités (inauguration, vernissage, vin d'honneur, cocktails d'entreprise...) que d'animations (photos, jeux, DJ...) dans le parc arboré et jonché de bassins aquatiques pour un retour aux sources, un moment nature inoubliable.

En s'inscrivant dans le tissu local et associatif, l'objectif du projet est de s'appuyer sur les ressources du territoire et plus précisément celles de la commune : traiteurs, photographes, gîtes...Offrir des prestations issues du terroir !

Au regard de l'état actuel du site (laissé à l'abandon depuis plus de 7 ans), un temps certain d'aménagement des espaces verts et de réhabilitation des infrastructures, est estimé à environ 2 ans, avant d'ouvrir les portes et d'accueillir les évènements.

Pour mener à bien ce projet et le faire vivre (une fois en activité), cette organisation requière une présence permanente sur site, tant pour la réhabilitation qu'une fois en activité : coordination et réception, réponse réactive aux clients, sécurité du site, gardiennage, maintenance (chauffage, eau, électricité...), intendance et entretien au quotidien (bâtiment et parc). Le site n'offrant pas aujourd'hui la possibilité d'habiter sur place (Zone UX), nous sollicitons :

- **Une extension de l'existant à des fins privés, indissociable du projet professionnel**

De plus, l'enjeu écologique est un facteur clé de réussite du projet : se fondre dans la nature en préservant au mieux l'écosystème !

Pour cela, la construction de l'extension d'habitation d'environ 130m² en ossature bois à toit plat, répondrait aux normes d'isolation naturelle et à la Réglementation Thermique RT 2020 et demanderait **une modification d'une zone UX en zone UB**.

Cette extension d'habitation rattachée aux bâtiments existants dans lesquels se trouveraient le lieu de réception et le siège social, ferait partie intégrante du site pour le bon fonctionnement du projet professionnel. Son lieu d'implantation implique également le déplacement d'un garage en tôle. (Voir PJ : Plans et esquisse)

Il nous tient à cœur de mener à bien ce projet de vie, qui donnerait du sens à nos valeurs de partage et de respect de l'environnement. A cela s'ajoute notre volonté de devenir ou redevenir Baulchois et de s'investir dans la vie de la commune et sa dynamique, en lien avec la mairie.

En espérant que notre demande reçoit un avis favorable de votre part et donne lieu à une autorisation de construire cette extension, nous vous prions de trouver en pièces jointes les plans et nous vous remercions par avance de l'intérêt porté au projet.

Restant à votre disposition nous vous prions de croire à nos salutations distinguées,

Maud LEVALLOIS et Tom VERNOTTE

Réponses de la collectivité :

- ⇒ Le règlement projeté du PLUiHM permettra dans les zones d'activité la réalisation sous conditions d'un logement de fonction/gardiennage, associé à l'activité.



Commune de Venoy

Venoy, le 27/10/2025

Remarque apportée à l'élaboration du PLUi
concernant le PLU de Venoy Description du Bâti

N°1

Dans un souci de protection et de valorisation du patrimoine et de l'histoire de la commune de Venoy, je souhaite que **le lieu dit Pontagny** soit nommé et décrit comme tel afin de corriger la description figurant actuellement sur le PLU de Venoy

Page 26 du Rapport de présentation du PLU:

« - Pontagny est situé au sud-est de la commune et correspond à un corps de ferme. »

Dans la réalité Pontagny correspond à un domaine, il est muni d'un **château du 18^e siècle** bâti le plus imposant de la commune, d'un **pigeonnier** et d'un **corps de ferme**, ses archives remontent au 16^e siècle, c'est **une demeure historique**.

Ce domaine est un écosystème témoin d'un mode de vie rurale en auto suffisance des 17^e et 18^e et 19^e siècles

Il témoigne depuis le 16^e siècle d'un pan de l'histoire sociale des Auxerrois et des Venoisiers ayant été la propriété durant 5 siècles de la famille **Robinet de Pontagny**, exemple de l'ascension sociale des commerçants de la ville devenant des notables administrateurs puis devenus **Maires de la Ville d'Auxerre**

Dans un dossier sur Pontagny réalisé par la délégation de l'Yonne de la SPEEF (Société pour la Protection des paysages et de l'Esthétique de la France) on peut lire :

« Malgré les bouleversements il subsiste en France quelques propriétéscependant les plus nombreuses sont celles qui ont été démembrées. Les belles maisons ont été rejointes par l'urbanisation, dénaturées pour finir . Dans l'Yonne en particulier il reste peu de ces domaines »

J'avais demandé en 2013 lors de l'élaboration du PLU à ce que son descriptif corresponde à la réalité, demande réitérée lors de l'enquête publique pour la modification simplifiée n°2 de janvier 2024, mais elle demeure à ce jour incomplète :

Isabelle Klobukowski
Domaine de Pontagny
89290 Venoy
klobuko@yahoo.fr

Remarque N°1 de Isabelle Klobukowski.
Déposée en Mairie de Venoy
le 30.10.2025

Réponses de la collectivité :

- ⇒ Le diagnostic du PLUiHM regroupe les grands éléments thématiques sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération. Toutefois il n'entre pas dans ce niveau de détail.



Venoy , le 27/10/2025

Remarque apportée à l'élaboration du PLUi *N°2*

Demande de fermeture à la circulation du Chemin rural à Venoy ancien tronçon de la route nationale 65 reliant Bonny sur Loire à Neufchâtel

Le chemin rural situé à Venoy 89290 partant de la D965 (au niveau de l'embranchement de la route d'accès à l'Hotel Ibis et de l'aire de service de l'A6) et rejoignant la route de Montallery est devenu l'objet de nombreux trafics

Ce chemin à l'abri de la circulation, longeant des bois, est propice à toutes sortes de trafics : drogue, lieu de rencontre, prostitution, trafic de voitures , dépôts sauvages, etc....

Il donne accès directement à mon habitation qui est isolée et située en cul de sac.

Il traverse uniquement des terres (pré, bois) dont je suis propriétaire et ne dessert aucune autre maison ou terrain.

Aussi, je demande par mesure de sécurité et afin que cessent ces trafics, que ce chemin soit fermé à la circulation des voitures, mais maintenue pour les cyclistes et piétons.

Isabelle Klobukowski
Domaine de Pontagny
89290 Venoy
klobuko@yahoo.fr

*Remarque N°2 d'Isabelle Klobukowski
déposée en Mairie de Venoy le
30.10.2025*



Réponses de la collectivité :

⇒ Le PLUiHM n'a pas pour vocation de répondre à ce type de problématique.

Annexes

Liste des annexes

<i>Affichage d'information – ouverture de l'enquête en ligne.....</i>	<i>68</i>
<i>Articles de presse.....</i>	<i>69</i>
<i>Exemple de communication sur les sites internet et réseau sociaux</i>	<i>73</i>
<i>4 pages d'information</i>	<i>85</i>
<i>Panneaux d'information de l'exposition itinérante</i>	<i>86</i>
<i>Synthèse de l'enquête auprès des habitants</i>	<i>90</i>
<i>Synthèse de l'enquête mobilités auprès des salariés</i>	<i>105</i>
<i>Compte rendu de l'atelier public n° 1 – 18 octobre 2023</i>	<i>115</i>
<i>Compte rendu de l'atelier public n° 2 – 13 décembre 2023</i>	<i>127</i>
<i>Compte rendu de l'atelier public n° 3 – 11 mars 2025</i>	<i>139</i>



Annexes

Affichage d'information – septembre 2023



PLUIHM
Communauté de l'Auxerrois
Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Habitat - Mobilité

Ensemble, transformons l'Auxerrois !

Répondez à notre enquête en ligne
du 4 au 24 septembre 2023
en scannant le QR code ou
en vous rendant sur www.agglo-auxerrois.fr

Vous avez le pouvoir de façonner l'avenir de votre commune !

Participez activement à la mise en place du PLUIHM en partageant vos idées.
Exprimez votre opinion en répondant à notre enquête en ligne.



Je participe au PLUIHM !



Article de l'Yonne Républicaine – 11 septembre 2023

Auxerre → Agglomération

DÉVELOPPEMENT ■ Dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal habitat et mobilité

PLUiHM, les habitants invités à s'exprimer

Enquête en ligne ouverte à tous, échanges dans les communes : l'Agglo de l'Auxerrois lance une démarche participative en vue d'élaborer son plan local d'urbanisme, en ce mois de septembre.

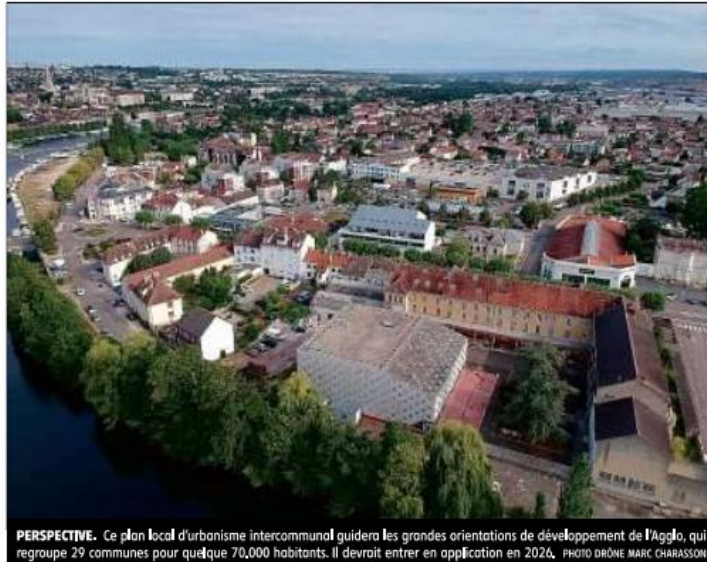
Christophe Pacalet
christophe.pacalet@centrefrance.com

« **C**adrer notre développement pour les vingt prochaines années. » C'est tout l'enjeu du futur PLUiHM (plan local d'urbanisme intercommunal habitat et mobilité) de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, résume son vice-président en charge de l'urbanisme et de l'habitat, Christophe Bonnefond.

Sur les rails depuis que le conseil communautaire a prescrit son élaboration en mars 2022, ce plan d'urbanisme a encore un long chemin à parcourir avant de s'appliquer dans les 29 communes de l'agglo.

De nombreux enjeux

Après un travail préliminaire au cours duquel toutes ont pu présenter « leurs particularités et projets, on entre maintenant dans la construction de ce document structurant. On envisage de terminer le diagnostic en cours fin 2023, le PADD (projet d'aménagement et de développement durable, document pivot) pour l'été 2024 et l'ensemble du PLUiHM pour l'été 2025 », indique Christophe Bonnefond.



PERSPECTIVE. Ce plan local d'urbanisme intercommunal guidera les grandes orientations de développement de l'Agglo, qui regroupe 29 communes pour quelque 70,000 habitants. Il devrait entrer en application en 2026. PHOTO DRÔNE MARC CHARASSON

Maîtrise de l'étalement urbain, préservation de la biodiversité, dynamisme économique, développement de l'offre de services (santé, loisirs, enseignement), transition énergétique... Sur la base du projet de territoire de l'Auxerrois 2021-2031, de nombreux enjeux ont néanmoins déjà été identifiés, auxquels devra répondre ce PLUiHM.

« Document de référence en matière de planification, d'amé-

nagement, de gestion d'occupation des sols », ce plan – qui fixe « les grandes orientations de développement portées par les collectivités et les règles d'urbanisme permettant d'instruire les demandes telles que les permis de construire ou les déclarations préalables de travaux » – guidera également les politiques de l'agglo en matière de logement et de déplacements. Il intégrera en effet le plan local de l'habitat

adopté en 2022 (qui fixe notamment les objectifs en terme de production de logements) et un plan de mobilité en cours d'élaboration.

Dans le cadre de cette première phase de diagnostic, l'Agglo lance une démarche participative et invite les habitants à « contribuer à façonner le futur du territoire ». Via une enquête en ligne ouverte à tous sur son site, depuis le 4 et jusqu'au

RENDEZ-VOUS

CONCERTATION

ENQUÊTE EN LIGNE. Du 4 au 24 septembre. Ouverte à tous les plus de 18 ans, résidant ou non sur le territoire, accessible sur le site agglomerauxerrois.fr. Compter 10 à 15 minutes pour répondre au questionnaire.

ÉCHANGES. Du 13 au 16 septembre. Des représentants du bureau d'études Palabrea, qui assiste l'Agglo dans l'élaboration de ce PLUiHM, viendront à la rencontre des habitants : le 13 à Champs-sur-Yonne et Vincelles (centre-bourg et commerces) à partir de 15 heures ; le 14 à Charbuy (centre-bourg, salle des sports) et Chevannes (centre-bourg, commerces et salle polyvalente) à partir de 15 heures ; le 15 à Auxerre (marché de l'Arquebuse) le matin dès 9 heures ; le 16 à Monéteau (centre-bourg et marché) et Venoy (centre-bourg et commerces) le matin dès 9 heures, à Auxerre (centre-ville) à partir de 15 heures.

ATELIERS PUBLICS. Le 18 octobre et le 13 décembre. Le lieu de ces ateliers reste à déterminer.

REGISTRES ET MAÎLS. Jusqu'en 2025. Les habitants peuvent faire part de leurs attentes et réflexions sur des registres disponibles dans toutes les mairies de l'Agglo. Ou par mail à l'adresse dédiée : pluihm-auxerrois@auxerre.com.

24 septembre. Via aussi des temps de rencontre, du 13 au 16 septembre à Auxerre et dans six autres communes, où un bureau d'études viendra au devant des habitants. Et enfin via deux ateliers publics ces prochains mois, sans compter des registres à disposition dans les mairies.

Autant d'occasions de s'exprimer avant l'enquête publique qui précèdera l'approbation du PLUiHM, attendue en 2026. ■

Article de l'Yonne Républicaine – 7 décembre 2024

CHEVANNES

Le projet d'aménagement de développement durable à l'étude

Lors de sa dernière réunion, l'essentiel des discussions du conseil municipal de Chevannes a porté sur le projet d'aménagement de développement durable. Swann Berneau, chargé de mission à la planification urbaine pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, l'a présenté aux élus. Ce document, qui contient les grandes orientations et projets pour le territoire, est une étape dans l'élaboration du futur PLUiHM

(Plan local d'urbanisme intercommunal habitat et mobilité) de l'agglomération. Il est le fruit d'une démarche engagée en 2022, qui aboutira en 2026 et concernera les vingt-neuf communes.

Après avoir présenté le diagnostic territorial, Swann Berneau a exposé les axes sur lesquels les élus devront se pencher. « Maintenant, il vous faut réfléchir à ce que vous voulez voir sur votre territoire. » ■



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

Une stratégie plus large grâce au PLUiHM

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) et le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Mobilité (PLUiHM) sont deux outils de planification qui sont complémentaires et interdépendants. Le PLH a pour objectif de répondre aux besoins en logement d'un territoire donné, tandis que le PLUiHM a pour but de définir les règles d'urbanisme applicables sur ce même territoire. Pour renforcer la coordination des politiques publiques et inscrire le territoire dans une démarche de développement durable, le document intégrera le Programme Local de l'Habitat et le Plan de Mobilité. Le PLUiHM définira les grands projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire pour les 15 à 20 prochaines années. Il fixera également

les règles d'occupation et d'utilisation des sols s'imposant aux permis de construire et autres demandes d'urbanisme. Initié par la communauté d'agglomération de l'Auxerrois en mars 2022, assistée par des bureaux d'études spécialisés, son élaboration devrait s'achever en 2026. Il devra également prendre en compte les objectifs nationaux, notamment au travers du Zéro Artificialisation Net (ZAN) qui fixe une ambition forte en matière de préservation des espaces naturels et agricoles, tout en associant l'ensemble des acteurs du territoire, dont ses habitants. |

CI-contre plan de Chevannes.



Juin 2023

LA QUESTION DU MOIS |

SWANN BERNEAU

Chargé de mission
planification en charge
du PLUiHM



Pourquoi le PLUiHM concerne tous les habitants de l'Auxerrois ?

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Mobilités (PLUiHM) est LE document réglementaire en matière d'urbanisme. À l'issue du travail que nous engageons actuellement, il s'imposera à tous, en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme. Dans un premier temps, une analyse fine de l'Auxerrois a débuté. Elle va permettre d'établir un état des lieux du cadre de vie, de l'habitat, de l'économie, des mobilités, de l'agriculture, des espaces naturels... Les grandes orientations, objectifs thématiques et les moyens de les atteindre seront ensuite fixés. Ce PLUiHM va donc nous permettre d'organiser l'avenir du territoire pour les 20 prochaines années, et ce en concertation avec les habitants et les acteurs du territoire des 29 communes de l'agglomération. En effet, les habitants de l'Auxerrois vont être invités à participer, à travers des enquêtes et des ateliers, à partager leur vision du territoire et donner leur avis sur les orientations thématiques et l'aménagement de l'Auxerrois. |

En savoir plus sur : www.agglo-auxerrois.fr

septembre 2023

EN BREF...

CONTRIBUEZ AU PLUiHM !

La Communauté de l'Auxerrois lance une enquête afin de recueillir l'avis des habitants en vue de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat Mobilité (PLUiHM). L'objectif est de construire ensemble un territoire qui reflète les attentes et les besoins de chacun. Du 4 au 24 septembre, une enquête en ligne sera ouverte à tous. Cette démarche constitue une opportunité de donner son avis. Chaque contribution est essentielle pour éclairer les décisions et créer un environnement harmonieux en adéquation avec les différentes aspirations. Du 11 au 16 septembre, des personnes du bureau d'étude Palabréo seront présentes sur le territoire afin de venir à votre rencontre pour échanger et recueillir directement vos idées et observations. | Informations sur le site de la communauté d'Agglomération



Décembre 2024

BIENTÔT UN SEUL DOCUMENT D'URBANISME POUR LES 29 COMMUNES

Fin novembre, le conseil municipal d'Auxerre a débattu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et a formulé des remarques à la Communauté d'agglomération qui pilote actuellement le document d'urbanisme à l'échelle des 29 communes de l'agglomération : le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Mobilité (PLUiHM), qui établira bientôt les règles de construction et d'utilisation du sol pour tout le territoire. « Comme nous nous inscrivons dans un projet de territoire qui englobe l'ensemble de notre bassin de vie, il est cohérent de définir des règles d'urbanisme dans un seul document commun à toutes nos communes. Et les élus se rencontrent d'ailleurs régulièrement autour d'ateliers préparatoires pour co-construire ce document », explique Dominique Avrillault, conseillère municipale d'Auxerre.

Le futur PLUiHM va assurer un développement équilibré et harmonieux de notre territoire, tout en anticipant les besoins de demain, en respectant les évolutions légales et en répondant aux aspirations locales. À ce titre, les habitants et les acteurs locaux sont invités à s'exprimer dans les registres de concertations disponibles dans chacune des mairies de l'agglomération et sur le site internet de l'agglomération. |

Infos : www.agglo-auxerrois.fr



Articles de la presse institutionnelle des communes

Monéteau - octobre 2023

Monéteau
MAGAZINE www.moneteau.fr #108 octobre 2023

Elaboration du PLUiHM :
Ensemble, transformons l'Auxerrois

MONÉTEAU

ZOOM SUR...

Elaboration du PLUiHM

Ensemble, transformons l'Auxerrois !

Le PLUiHM, qu'est-ce que c'est ?

Le PLUiHM, ou Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat et Mobilité, est un outil de planification et de gestion du territoire que met en place la Communauté de l'Auxerrois. L'objectif de ce document est de définir, pour les 20 ans à venir, les grandes orientations en matière d'urbanisme, d'habitat et de déplacements à l'échelle des 29 communes de l'agglomération. Il permet d'anticiper et de répondre aux besoins de notre territoire en termes de logements, d'infrastructures et de mobilité, tout en préservant notre environnement et notre cadre de vie.

Un travail complexe et ambitieux
S'inscrivant à l'échelle locale, le PLUiHM doit prendre en compte et respecter l'ensemble des éléments existants à une échelle plus large. Il doit ainsi répondre au code de l'urbanisme et aux diverses lois, notamment celles portant sur l'adaptation au changement climatique ou le développement des énergies renouvelables ; ainsi qu'aux divers documents et plans mis en place à des échelons supérieurs tels que le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) ou le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Le PLUiHM a la lourde tâche de faire la synthèse de tous ces éléments, tout en portant les projets et ambitions de développement des communes et de la communauté d'agglomération.

Quel impact pour les administrés ?
Actuellement, la commune de Monéteau possède un Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui définit des zones constructibles ou non, avec pour chacune, un règlement spécifique. Ces règles sont appliquées notamment dans le cadre des autorisations d'urbanisme (construction de maisons, d'habits de jardin, pose de clôtures, modification des façades, etc...) et régissent par exemple l'implantation des constructions ou les couleurs des matériaux. L'élaboration du PLUiHM va non seulement mettre en place un nouveau règlement, mais aussi parfois, rendre inconstructibles certains terrains. Ce dernier point est une obligation imposée aux collectivités par la loi Climat et Résilience de 2021 avec notamment la déclassement des zones d'habitat individuel (ZAN).

Un travail partagé au long cours
Pour réaliser ce travail, la Communauté d'agglomération a missionné des bureaux d'études spécialisés. Elle travaille en étroite collaboration avec les communes et mobilise les acteurs du territoire (services de l'État, chambres consulaires, associations, entreprises...). Le PLUiHM sera également élaboré en concertation avec les habitants, afin que chacun puisse contribuer à façonner l'avenir de notre commune et participer à la construction d'un cadre de vie harmonieux et adapté à nos besoins. Un cahier de concertation est ouvert dans chaque mairie de l'Auxerrois.

Dès mars 2022 et l'annonce du lancement du PLUiHM, les élus et services de la commune de Monéteau ont débuté un travail interne autour des différents thématiques du PLUiHM (habitat, environnement, agriculture, développement économique, mobilité et équipements). Il s'agit d'être force de proposition et de répondre à la question : Quelle vision de Monéteau d'ici 20 ans ?

Pourquoi participer à l'élaboration du PLUiHM de la Communauté de l'Auxerrois ?

- Mieux comprendre les enjeux d'urbanisme, d'habitat et de mobilité du territoire et de notre commune
- Exprimer vos idées, préoccupations et besoins spécifiques
- Contribuer à façonner les quartiers, espaces publics, transports...
- Penser ensemble l'Auxerrois de demain

Monéteau magazine - octobre 2023

ZOOM SUR...

Les grandes étapes à venir

Le travail a déjà débuté et s'inscrit dans un calendrier ambitieux avec l'objectif d'une approbation en 2026. Une enquête en ligne s'est tenue tout le mois de septembre, elle s'est accompagnée d'une enquête sur le terrain. Deux ateliers publics, en octobre et un prochain le 18 décembre permettront d'échanger et de travailler avec les habitants sur les enjeux du PLUiHM et l'avenir de l'Auxerrois.

Tout le monde peut participer !
Rejoignez-nous et participez activement au processus d'élaboration du PLUiHM !
Votre voix compte pour façonner l'avenir de notre communauté.
Exprimez vos idées, partagez vos préoccupations et contribuez à la construction d'un environnement inclusif et accessible pour tous.

Comment contribuer et/ou poser vos questions :

- Sur le registre disponible dans votre mairie (7) et au siège de la communauté d'agglomération (Direction Stratégie, Aménagement du Territoire et Mobilité, 6 bis place du Marché Leclerc, entrée par la salle des fêtes, 17° étage)
- Par courrier en adressant l'objet « Plan Local d'Urbanisme Habitat et Mobilité » à votre Maire et/ou au Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois - 6 bis place du Marché Leclerc - 89158 - 89010 Auxerre Centre
- Par courrier électronique à l'adresse dédiée : pluihm-auxerre@auxerre.com
- En participant aux animations et réunions publiques qui sont proposées.

Pourquoi le PLUiHM concerne TOUS les habitants de l'Auxerrois ?
Réponse de Swann Borneau Chargé de mission planification en charge du PLUiHM à la Communauté de l'Auxerrois
Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat et Mobilité (PLUiHM) est le document réglementaire en matière d'urbanisme. À l'issue du travail que nous engageons actuellement, il s'inscrira à l'échelle de l'agglomération dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme. Dans un premier temps, une analyse fine de l'Auxerrois a été menée. Elle va permettre d'établir un état des lieux du cadre de vie, de l'habitat, de l'économie, des mobilités, de l'agriculture, des espaces naturels... Les grandes orientations, objectifs thématiques et les moyens de les atteindre seront ensuite fixés. Ce PLUiHM va donc nous permettre d'organiser l'avenir du territoire pour les 20 prochaines années, et ce en concertation avec les habitants et les acteurs du territoire des 29 communes de l'agglomération. En effet, les habitants de l'Auxerrois vont être invités à participer, à travers des enquêtes et des ateliers, à partager leur vision du territoire et donner leur avis sur les orientations thématiques et l'aménagement de l'Auxerrois.

Pour en savoir plus sur le PLUiHM de l'Auxerrois, rendez-vous sur www.agglo-auxerrois.fr

Monéteau magazine - octobre 2023



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

Perrigny – mai 2024

PLUIHM - PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL HABITAT MOBILITÉ

Le **Plan Local d'Urbanisme**, en cours d'élaboration, est le document de référence en matière de planification, d'aménagement et de gestion d'occupation des sols à l'échelle des communes.
 Il fixe les grandes orientations de développement portées par les collectivités et fixe les règles d'urbanisme permettant d'instruire les demandes telles que les permis de construire ou les déclarations préalables de travaux.

Pour contribuer
à l'élaboration du PLUIHM :



PERRIGNY INFOS - N°132 - Mai 2024 - 3


Exemple de pages de sites internet :



Site de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois



[Informations](#)
[Ecoles](#)
[Centre de loisirs "Ô CAMILLOU"](#)
[Communication](#)
[Evènements sur la commune](#)
[Tourisme](#)
[Urbanisme / environnement](#)


[Commerces et entreprises](#)

[Accueil](#) > [Toutes les actualités](#) > [Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat Mobilité](#)

actualité

PLU

INTERCOMMUNAL



Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat Mobilité

Le PLUHM, ça me concerne !

Organiser l'avenir du territoire pour les 20 prochaines années, c'est maintenant, et en concertation avec les habitants et les acteurs du territoire des 29 communes de l'agglomération.

Comment ça se passe ?

Une analyse fine de l'Auxerrois a débuté. Elle permettra un état des lieux du cadre de vie, de l'habitat, de l'économie, des mobilités, de l'agriculture, des espaces naturels...

Les grandes orientations, objectifs thématiques et les moyens de les atteindre seront ensuite fixés. Vous serez invités à participer par des enquêtes et ateliers à partager votre vision du territoire et donner votre avis sur les orientations thématiques et l'aménagement de l'Auxerrois.

Le PLUHM, c'est quoi ?





Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Mobilités est LE document réglementaire en matière d'urbanisme. À l'issue du travail il s'imposera à tous, en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme.

pluihm-auxerrois@auxerre.com

<https://www.agglo-auxerrois.fr/Missions/Urbanisme/PLU/PLUHM-Plan-Local-d-Urbanisme-intercommunal-Habitat-Mobilité>

← Retour à la liste des actualités

posté le 01/05/2023

Partagez sur :    

Site de la commune d'Escolives-Sainte-Camille



[ACTUALITÉS](#)
[DECOUVRIR LA COMMUNE](#)
[VIVRE À VALLAN](#)
[VIE MUNICIPALE](#)
[VOS DEMARCHES](#)
[ENFANCE ET JEUNESSE](#)






INFORMATIONS
MAIRIE



DÉMARCHES
EN LIGNE



COMPTES RENDUS
DE CONSEIL




FACBOOK
VALLAN



INSCRIPTION
NEWSLETTERS

LES ACTUALITÉS DE VALLAN



PLUHM
Communauté de l'Auxerrois
Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat Mobilité

PLUHM - Atelier Public
Inscription est ouverte pour le second atelier public
Le 12 décembre 2023 de 10h00 à 12h00 Salle des
Journées à Venoy Inscription obligatoire

[En savoir plus](#)

Site de la commune de Vallan



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

Coulanges la Vineuse LA VILLAGE EN VINOIS DÉCOUVRIRE COULANGES LA VINEUSE VIVRE À COULANGES LA VINEUSE

Accueil / Agenda / **CONTRIBUEZ AU PLUiHM**

CONTRIBUEZ AU PLUiHM

Participez à l'enquête en ligne : du 4 au 24 septembre




Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat, Mobilité

La Communauté de l'Auxerrois lance une enquête afin de recueillir l'avis des habitants en vue de l'élaboration du **Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat Mobilité (PLUiHM)**.

Le Plan Local d'Urbanisme est le document de référence en matière de planification, d'aménagement et de gestion d'occupation des sols à l'échelle des communes. Il fixe les grandes orientations de développement portées par les collectivités et fixe les règles d'urbanisme permettant d'instruire les demandes telles que les permis de construire ou les déclarations préalables de travaux.

La communauté d'agglomération de l'Auxerrois, compétente en la matière, a initié l'élaboration de ce document par une délibération votée en mars 2022. Afin de construire un projet de territoire global et cohérent, ce PLU sera intercommunal et portera donc sur l'ensemble du territoire des 29 communes.

Il comportera un volet Habitat en intégrant le Programme Local de l'Habitat (PLH) voté en 2022 et un volet Mobilité en intégrant un Plan de Mobilité Simplifié (PMS).

ENQUÊTE – Participez à l'élaboration du plan :

L'objectif est de construire ensemble un territoire qui reflète les attentes et les besoins de chacun. Du 4 au 24 septembre, une enquête en ligne sera ouverte à tous. Cette démarche constitue une opportunité de donner son avis. Chaque contribution est essentielle pour éclairer les décisions et créer un environnement harmonieux en adéquation avec les différentes aspirations.

Du 13 au 16 septembre, des personnes du bureau d'étude Palabre seront présentes sur le territoire afin de venir à votre rencontre pour échanger et recueillir directement vos idées et observations.

- Le 13 septembre 2023 après-midi - Vincelles
- Le 13 septembre 2023 après-midi - Chalmes-sur-Ronne

Un PLUiHM ça sert à quoi ?

Aujourd'hui, 26 des 29 communes sont couvertes par un Plan Local d'Urbanisme propre à ces communes, les 3 dernières étant soumises au Règlement National d'Urbanisme. La Communauté d'Agglomération a lancé l'élaboration de ce document unique et moderne afin de mieux répondre aux enjeux de demain. Il permet de coordonner les projets de chacun dans un effort cohérent et profitable à tous, et de répondre aux évolutions législatives. Il devra concilier les enjeux de développement (habitat, économie, équipements et services, agriculture, mobilité) et de protection (du patrimoine, de l'environnement) afin de fixer les grandes orientations stratégiques qui concerneront le territoire et ses habitants. Enfin, il définira les règles de constructions applicables à chaque parcelle du territoire des 29 communes.

Le travail a été initié par de nombreuses personnes : élus et techniciens des communes et de l'agglomération, bureau d'étude spécialisé, acteurs du territoire. Les habitants sont invités à participer tout au long de la procédure afin de proposer et donner leur avis sur le travail réalisé et le document. Nous ne sommes qu'au début de la démarche. La nature du Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Mobilité (PLUiHM) et les enjeux et objectifs qu'il devra prendre nécessitent de prendre le temps nécessaire à sa construction. Ainsi, différentes étapes se succéderont pour aboutir à une approbation en 2026.

Participez à l'enquête en ligne : du 4 au 24 septembre 2024

[Répondre à l'enquête](#)

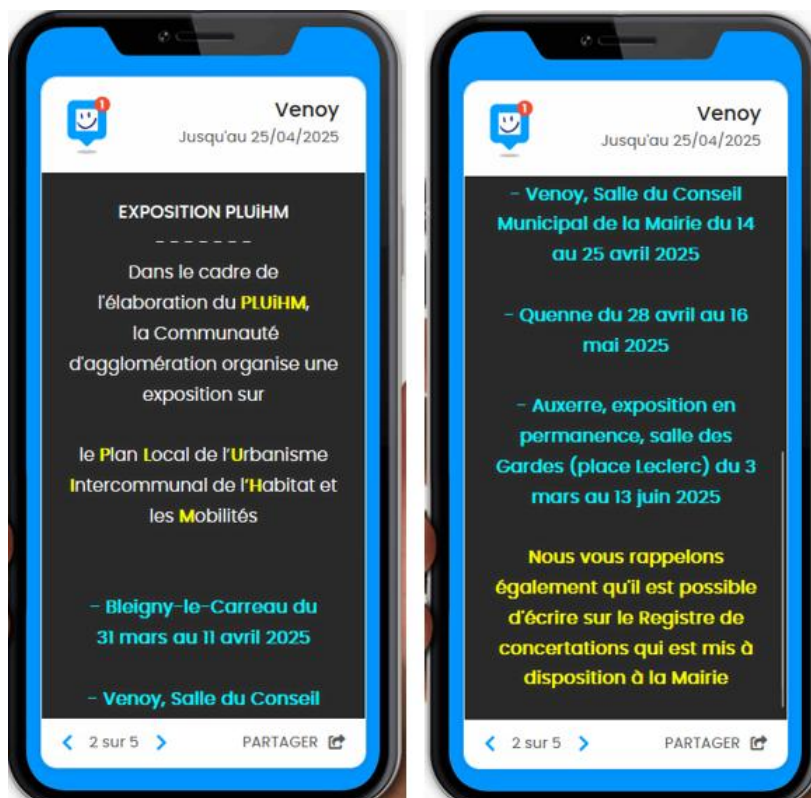
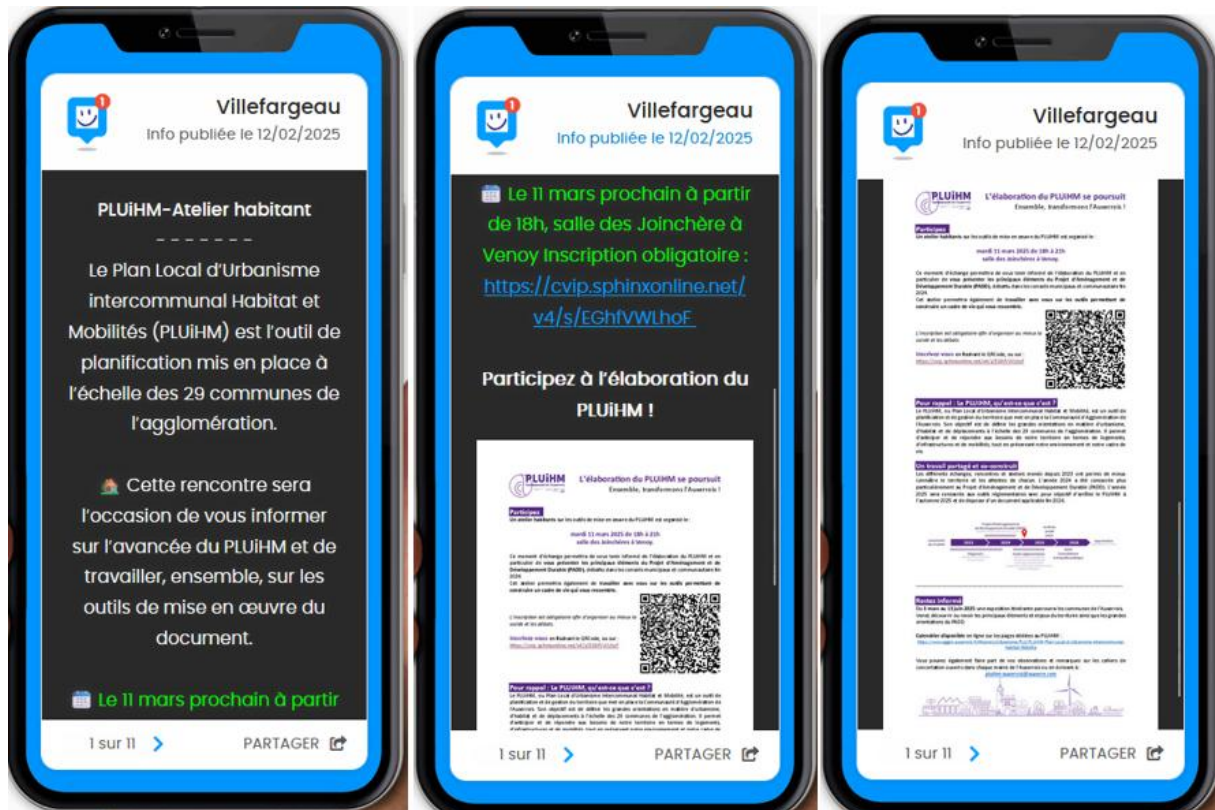
► Champs – vos prochains films

Concerts Musicauna ►

Site de la commune de Coulanges-la-Vineuse



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois



Exemple de communication via les réseaux sociaux :



Facebook de la Communauté d'Agglomération – septembre 2023





Facebook de la commune de Monéteau – septembre 2023



Facebook de la commune de Gurgy – septembre 2023



Facebook de la commune d'Auxerre – novembre 2023



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

7 février, 16:57 · 🌐

☀️ L'élaboration du PLUiHM se poursuit

Le 6 février, à Vallan, s'est tenu un atelier sur les règles d'aménagement et de construction lors de la commission générale organisée par la Communauté de l'Auxerrois.

Ce rendez-vous a permis à des habitants du territoire, membres de la commission générale, d'échanger avec les élus de l'Auxerrois des nouvelles réglementations qui s'appliqueront aux demandes d'urbanisme, telles que les permis de construire et les déclarations préalables dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat et Mobilité (PLUiHM) de l'Auxerrois.

Les différents échanges, rencontres et ateliers menés depuis 2023 ont permis de mieux connaître le territoire et les attentes de chacun avec pour objectif d'arrêter le PLUiHM à l'automne 2025 et de disposer d'un document applicable fin 2026.



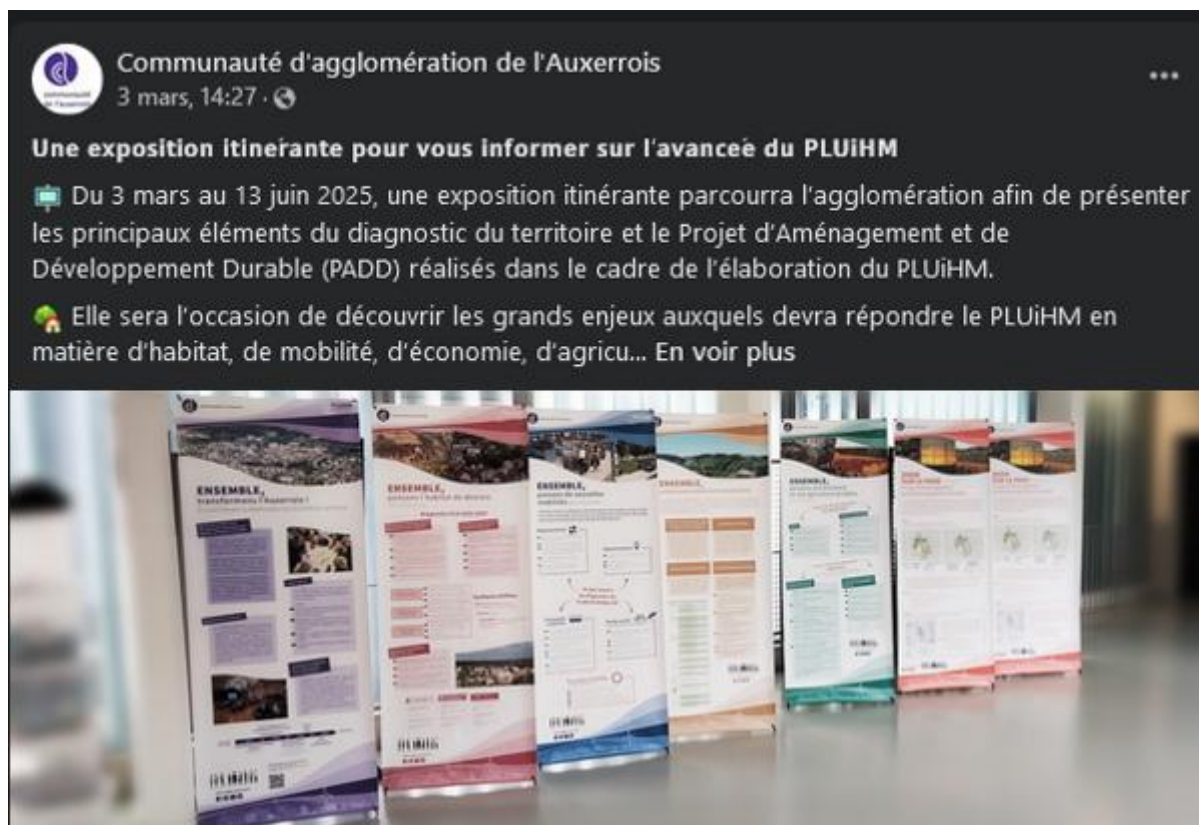
Facebook de la Communauté d'Agglomération – février 2025



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois



Facebook de la ville d'Auxerre – février 2025



Facebook de la Communauté d'Agglomération – mars2025

4 pages distribué sur l'ensemble des communes – mars 2025



communauté de l'auxerrois



PLUIHM
Communauté de l'Auxerrois
Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat et Mobilité

UNE EXPOSITION ITINÉRANTE

du 3 MARS au 13 JUIN pour vous informer !
pour s'informer sur l'avancée du PLUIHM

Une exposition itinérante parcourra le territoire de l'agglomération afin de présenter le diagnostic du territoire et le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) réalisés dans le cadre de l'élaboration du PLUIHM.

Elle sera l'occasion de découvrir les grands enjeux auxquels devra répondre le PLUIHM en matière d'habitat, de mobilité, d'économie, d'agriculture, d'environnement ou encore de patrimoine. Venez la découvrir !

Calendrier détaillé disponible sur les pages dédiées au PLUIHM sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Vous souhaitez avoir plus d'information sur le PLUIHM de l'Auxerrois, consultez la rubrique dédiée sur notre site internet en flashant le QR code ci-contre.



Pour toute question, vous pouvez nous contacter par mail à [pluihm-auxerre.com](mailto:pluihm-auxerrois@auxerre.com)

Vous pouvez aussi déposer vos remarques et observations sur le registre disponible dans votre mairie

www.agglo-auxerrois.fr





communauté de l'auxerrois



PLUIHM
Communauté de l'Auxerrois
Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat et Mobilité



ENSEMBLE, transformons l'Auxerrois !

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal se poursuit.

**Nous vous donnons rendez-vous
du 3 MARS au 13 JUIN
pour vous informer !**



Qu'est qu'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Mobilité (PLUIHM) ?

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Mobilités définit la vocation des différents espaces et régit l'utilisation des sols au sein d'un document unique qui intègre les politiques de l'habitat et des mobilités. Il s'appuie sur les particularités de notre territoire (centre urbain, villes, bourgs ruraux, espaces naturels, agricoles et viticoles) pour renforcer les actions et aménagements menés par les 29 communes dans un projet de territoire partagé. Il comportera un volet Habitat en intégrant le Programme Local de l'Habitat (PLH) voté en 2022 et un volet Mobilité en intégrant un Plan de Mobilité (Pdm).

lois : SRLE, Loi EAL, ALUR, ELAN, ACTE, LAM, APER...

SRADDET
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Équilibre des Territoires

documents cadres
SRCE, SDAGE, PGRI...

SCoT du Grand Auxerrois

conformité
compatibilité
prise en compte


PLU **PLH** **PDM**

PCAET

Autorisations d'urbanisme
permis de construire, permis d'aménager, déclaration de travaux...

Outil de planification, le Plan Local d'Urbanisme de l'Auxerrois doit intégrer les documents cadres des échelons territoriaux supérieurs (État, Région, Département). Il doit ainsi se référer aux documents suivants :

- SCoT :** Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document de planification stratégique qui détermine, sur le bassin de vie du Pôles d'Équilibre Territorial et Rural du Grand Auxerrois, les grandes orientations de développement du territoire.
- SRADDET :** Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Équilibre des Territoires établi par la Région Bourgogne Franche-Comté précise les orientations, objectifs et règles fixés par la Région dans plusieurs domaines de l'aménagement : gestion économe de l'espace, implantation d'infrastructures d'importance régionale, lutte contre le réchauffement climatique, préservation de la biodiversité, prévention et gestion des déchets...
- PLH :** Le Programme Local de l'Habitat est le document stratégique de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois en matière d'habitat. Il permet à l'intercommunalité de fixer des orientations et un programme d'actions afin de répondre aux besoins du territoire en matière de logement et d'hébergement.
- PDM :** Le Plan de Mobilités permet à une collectivité de se doter d'un document stratégique en matière de mobilité, adapté à son territoire.



Comment est-il élaboré ?

Le PLUIHM est élaboré par les élus communaux et intercommunaux, en concertation avec les habitants, associations et acteurs de l'Auxerrois.

Il s'appuie sur :

- un diagnostic du territoire et de ses politiques publiques sectorielles (habitat, mobilité, climat...)
- des échanges avec l'ensemble des habitants et des acteurs du territoire : élus, acteurs économiques, agricoles, associatifs...
- un travail réalisé par les élus du territoire, sur cette base, pour fixer les grandes orientations de développement du territoire

A quoi sert-il ?


Le PLUIHM, une fois voté, sera le document d'urbanisme et de planification de référence qui fixera les règles de construction et d'aménagement des 29 communes de l'agglomération.

Il vise à :

- Engager le territoire dans une démarche de transition énergétique et de développement durable
- Renforcer la qualité de vivre et d'habiter l'Auxerrois, ainsi que l'attractivité de notre territoire pour maintenir et conforter les entreprises et habitants présents sur le territoire et permettre l'installation de nouvelles entreprises et de nouveaux habitants.
- Construire les mobilités de demain, adaptées au territoire.


Quelles sont les prochaines étapes de son élaboration ?

La démarche lancée en 2023 vise une approbation du PLUIHM fin 2026.




Comment les habitants sont-ils associés à son élaboration ?

L'élaboration du PLUIHM s'inscrit dans une procédure encadrée favorisant la mobilisation des habitants et des acteurs du territoire. Des ateliers publics ont eu lieu en 2023, le prochain se tiendra le 11 MARS 2025 À VENOY



<https://cvi.sphinxonline.net/v4/s/EgHtWVhLf>





Panneaux de l'exposition itinérante – mars à juin 2025



ENSEMBLE, transformons l'Auxerrois !

En contribuant à l'élaboration du PLUHM du territoire

Qu'est qu'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal d'Habitat et Mobilité (PLUHM) ?

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat et Mobilité définit la vocation des différents espaces et réglemente l'utilisation des sols au sein d'un document unique qui intègre les politiques de l'habitat et des mobilités.

Il s'appuie sur les particularités de notre territoire (centre urbain, villes, bourgs ruraux, espaces naturels, agricoles et viticoles) pour renforcer les actions et aménagements menés par nos 29 communes dans un projet de territoire partagé.

Il doit tenir compte des documents déjà élaborés aux échelles territoriales supérieures comme les lois, les documents cadres, le SDODET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) Bourgogne Franche-Comté ou le SCOT (schéma de cohérence territoriale) du Grand Auxerrois.



A quoi sert-il ?

Le PLUHM, une fois voté, sera le document d'urbanisme de référence et de planification qui fixera les règles de construction et d'aménagement de notre territoire.

Il vise à :

- Renforcer la qualité de vivre et d'habiter l'Auxerrois pour maintenir la population existante et attirer de nouveaux habitants
- Développer l'attractivité de notre territoire pour permettre aux entreprises existantes de s'accroître et pour permettre l'installation de nouvelles entreprises
- Engager le territoire dans une démarche de transition énergétique et de développement durable
- Construire les mobilités de demain, adaptées au territoire

Comment est-il élaboré ?

Le PLUHM est élaboré par les élus communaux et intercommunaux, en concertation avec les habitants, associations et acteurs de l'Auxerrois. L'élaboration du PLUHM s'appuie sur un diagnostic du territoire et de son évolution au regard de plusieurs thématiques : environnement, agriculture, habitat, mobilité. Il intègre également les réflexions menées dans le cadre du plan d'aménagement et de développement durable (PADD), du plan local de l'habitat et du Plan de Mobilité (PdM).



Comment les habitants ont-ils été associés à son élaboration ?

L'élaboration du PLUHM s'inscrit dans une procédure encadrée favorisant la mobilisation des habitants et des acteurs du territoire. Son élaboration a été engagée en mars 2022 par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Depuis, les habitants et usagers du territoire ont été invités à participer à son élaboration via une enquête en ligne et des ateliers publics. Vous pouvez aussi déposer vos remarques et observations sur le registre disponible dans votre mairie.



www.agglo-auxerrois.fr



Vous souhaitez avoir plus d'information sur le PLUHM de l'Auxerrois, consultez la rubrique dédiée sur notre site internet ou contactez le 02 30 40 40 40.



ENSEMBLE, pensons l'habitat de demain dans l'Auxerrois

Diagnostic PLH 2022-2027

Des tendances démographiques qui invitent à rester vigilants :

- Une perte d'habitants accompagnée d'une hausse du nombre de ménages qui impacte les besoins en logement (besoin en logement plus petits, 9,4% de familles monoparentales)
- Un territoire qui perd de la population tout en attirant les habitants de la région parisienne
- Des situations très variées au sein du territoire de la CA avec une périurbanisation qui se développe aux pourtours extérieurs de l'agglomération
- Un vieillissement de la population qui va se poursuivre
- Une situation économique qui s'améliore

Les réponses apportées par le marché du logement

- Diminution globale des constructions, mais importance de la part de construction individuelle qui repart depuis 2020
- Disparition de la commercialisation de logements collectifs
- Achat dans l'ancien (maisons et appartements) dynamique
- Locatif privé disponible et accessible grâce notamment à la réhabilitation du parc ancien
- Importance du nouveau programme national de renouvellement urbain pour répondre aux spécificités de la demande de logement

Production de logement et planification spatiale	<ul style="list-style-type: none"> Résultats assez différents en fonction des périodes, des communes et des opérateurs Résultats quantitatifs inférieurs aux objectifs pour le logement social et l'accession libre Un marché qui a beaucoup évolué à la baisse
Amélioration du parc de logement existant	<ul style="list-style-type: none"> Résultats à la hauteur des objectifs (1^{er} programme logement durable) et des dépenses (pour le 2nd programme logement durable) Financement par la communauté d'agglomération de programmes d'amélioration pour le parc social
Logements des publics spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> Adaptation de l'offre d'hébergements pour les plus précaires et les jeunes en difficulté L'accueil des gens du voyage est un enjeu sur le territoire Bonne capacité d'accueil des jeunes

Quelques chiffres

220 logements construits par an sur le précédent plan local de l'habitat

50€/m² le terrain

150 000€ la maison à la vente (100m²)
Redémarrage de l'investissement immobilier privé

Les enjeux de la politique habitat 2022-2027

- Soutenir l'attractivité de l'Auxerrois, en valorisant sa qualité de vie et d'habiter
- Requalifier et rééquilibrer l'habitat social à l'échelle du territoire
- Promouvoir les centres anciens durables et renforcer l'attractivité du parc existant
- Conforter la prise en compte des publics vulnérables face au logement



PRODUCTION	AMÉLIORATION	PUBLICS SPÉCIFIQUES
Articulation développement de l'habitat et développement économique Requalification des bourgs Reinvestissement urbain à Auxerre et réajustement du parc social Mise en cohérence des différents projets urbains	Amélioration de la qualité énergétique des logements Maintien à domicile des personnes âgées Gestion des copropriétés à Auxerre et réajustement du parc social Requalification des bâtiments vacants des centres de ville...	Accompagner le vieillissement Prendre en compte les publics fragiles Accueillir les jeunes et les actifs au service du développement économique Accompagner la sédentarisation des gens du voyage



www.agglo-auxerrois.fr





ENSEMBLE, pensons de nouvelles mobilités pour l'Auxerrois

L'état des lieux sur la Mobilité a été alimenté par des enquêtes menées auprès des maires, des actifs, ainsi que par une analyse des informations RH de sept employeurs du territoire et une enquête de stationnement.

Déplacements

- 1 habitant sur 5 dégage des modes de transport alternatifs à la voiture
- L'équipement automobile des ménages est élevé
- Des déplacements domicile-travail et domicile-études importants internes et externes au territoire avec un usage dominant de la voiture
- Une circulation globalement fluide même en heures de pointe
- Le futur contournement sud d'Auxerre : un projet structurant pour les mobilités

Stationnement

- Un levier pour améliorer la mobilité et partager la voirie
- Un large panel de solutions
- Une perception plutôt favorable des conditions de stationnement

Ce qui ressort du diagnostic du PLAN DE MOBILITÉ

Transports collectifs

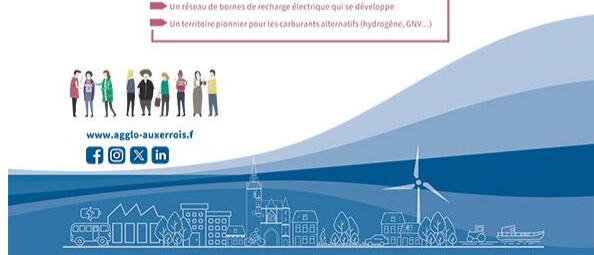
- Une faible utilisation des transports en commun, centrée sur le cœur urbain
- Une offre TER importante, mais impactée par les changements nécessaires à Sarcos/Migennes
- Un potentiel de 6500 actifs qui pourraient se reporter sur le train
- Une offre dédiée aux scolaires qui fonctionne
- Une évolution positive de la fréquentation du réseau Leo (nouvelle délégation de service public en 2024)
- Une offre de transports en commun globalement jugée inadéquate par les élus

Modes actifs (marche, vélo, trottinette, roller, skateboard...)

- Un territoire globalement adapté au vélo, mais une faible pratique chez les actifs notamment > un vrai potentiel de pratique
- Des aménagements cyclistes de qualité variable
- Avec, M le Vélo : un service de location innovant et plébiscité : 320 vélos et 43 stations
- La marche : une pratique à développer sur les déplacements courts : domicile/école notamment

Nouvelles mobilités (covoiturage, autopartage...)

- Des points de rencontre de covoiturage peu organisés
- Un vrai potentiel de développement du covoiturage
- Un réseau de bornes de recharge électrique qui se développe
- Un territoire pionnier pour les carburants alternatifs (hydrogène, GNV...)



ENSEMBLE, pensons une économie et une agriculture durables pour l'Auxerrois

Ce qui ressort du diagnostic ÉCONOMIQUE

EMPLOI

- Une stagnation du nombre d'emplois sur le territoire (35 660 emplois en 2020)
- Une économie tertiaire (services marchands et publics) porteuse d'emploi
- Une baisse des effectifs salariés du secteur privé
- Un taux de chômage de 6,6% en 2022 sur le territoire, mais disparate en fonction des communes

ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE

- Un patrimoine viticole et historique important
- Une capacité d'accueil liée à la déserte du territoire
- Un patrimoine historique majeur, portée par la ville centre
- Un patrimoine immatériel, ambassadeur d'un esprit tourné vers le « slow tourisme »
- L'entourisme : un pilier de l'attractivité touristique de l'Auxerrois
- Des activités tournées vers la nature

Ce qui ressort du diagnostic AGRICOLE

Des rendez-vous de concertation individuels ont été réalisés pour mener ce diagnostic, ainsi qu'une réunion d'information collective qui s'est tenue en avril 2023.

Les principaux enjeux pour l'agriculture de l'Auxerrois

- Maintenir une agriculture diversifiée pour créer de la valeur ajoutée aux exploitations et pour maintenir les paysages typiques de l'Auxerrois.
- Maintenir les céréales du sud du territoire, élément patrimonial de l'Auxerrois

EXPLOITATIONS

- Permettre le maintien des agriculteurs sur le territoire
- Accompagner l'installation de jeunes agriculteurs
- Créer des conditions favorables au recrutement d'un main d'œuvre qualifiée et saisonnière

PRODUCTION & DIVERSIFICATION

- Renforcer la résilience des exploitations via la relocalisation de l'alimentation, la création de valeur et le renforcement de la viabilité des territoires ruraux
- Favoriser la diversification des productions agricoles du territoire
- Favoriser une logistique qui diminue les distances parcourues par les aliments et les consommateurs
- Soutenir la création d'ateliers de transformation

ENVIRONNEMENT, EAU & BIODIVERSITÉ

- Intégrer très en amont les agriculteurs pour qu'ils soient partie prenante de la conception des projets de gestion de l'eau
- Maintenir des productions agricoles tout en permettant l'accès à l'eau pour les animaux et les cultures
- Optimiser les besoins en eau, notamment en période estivale
- Soutenir la mise en place de systèmes de culture résilients et d'innovation répondant aux enjeux de l'eau
- Favoriser l'implantation d'arbres et de couverts permanents
- Limiter l'artificialisation des sols
- Optimiser l'irrigation

L'activité agricole sur le territoire de l'Auxerrois est importante en termes de :

- Productions : 22085 ha,
- Filières : céréales, fruits et légumes, viticulture, polyculture, polyélevage élevage...
- Nombre d'exploitations : 279 entreprises agricoles (23,7% entre 2010 et 2020),
- Diversification : transformation à la ferme, diversification des productions, agribourse
- Signes de qualité : AOC viticoles, IGP Marc de Bourgogne, IGP Fromagères (Secumaintain, Brillat-Savarin), IGP Moutarde, IGP Volaille

Elle est également très diversifiée dans ses productions, ses modes de commercialisation et les formes d'exploitations présentes. Cette agriculture plurielle façonne les paysages de l'Auxerrois (vignes, vergers...).



www.agglo-auxerrois.fr





ENSEMBLE, préservons notre environnement

En matière environnementale, l'état des lieux fait ressortir plusieurs éléments à prendre en compte pour l'élaboration du PLUHM dans une optique de protection de l'environnement et de la biodiversité et de transition écologique du territoire.

UN RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE à prendre en compte en matière de biodiversité et de gestion du risque Inondation

Marqué par la présence de l'Yonne, qui traverse le territoire du Nord au Sud, le réseau hydrographique de l'Auxerrois se caractérise par de nombreux rus au débit relativement faible. Des zones humides, plans d'eau et marais jouent également un rôle important en matière de biodiversité, de ralentissement des ruissellements et de possibilité d'expansion des crues.

LES PAYSAGES DE L'AUXERROIS

Notre territoire propose des paysages variés et remarquables (vignobles, bocages, forêts, milieux humides...) et un relief vallonné qui permettent une diversification des activités économiques et agricoles. Ces paysages doivent être préservés et valorisés en pensant notamment une bonne intégration paysagère des nouvelles constructions.

DES MILIEUX ENVIRONNEMENTAUX

L'Auxerrois possède une grande diversité de milieux, qui sont les supports d'une biodiversité spécifique : milieux ouverts, semi-ouverts, boisés, humides... Chacun de ces milieux accueille une faune et une flore spécifiques qu'il faut veiller à préserver.

DES ZONES NATURELLES À PROTÉGER

Le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois possède un grand nombre de sites reconnus et protégés pour la qualité de leur patrimoine naturel. Il compte ainsi :

3 SITES NATURA 2000 :

- Les landes et la tourbière du bois de la Biche,
- Les pelouses, forêts et habitats à chauve-souris du sud de la vallée de l'Yonne et de ses affluents,
- Les cavités à chauve-souris en Bourgogne.

4 SITES CONCERNÉS PAR DES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX DE PROTECTION DE BIOTOPES (APPB)

- La Vallée de la Biche,
- La carrière souterraine de Beaux Cèdes,
- La carrière souterraine de Vincelles,
- La cave des Espagnols.

2 SITES DU CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE BOURGOGNE :

- La carrière souterraine de Bailly,
- Le Bois de la Biche.

DES ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)

14 ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

Thème	Objectif	Indicateur	Statut
Biodiversité	Préserver la biodiversité et les milieux naturels	Préserver les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)	✓
	Préserver les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)	Préserver les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)	✓
Espaces naturels	Préserver les espaces naturels	Préserver les espaces naturels	✓
	Préserver les espaces naturels	Préserver les espaces naturels	✓
Espaces naturels sensibles	Préserver les espaces naturels sensibles	Préserver les espaces naturels sensibles	✓
	Préserver les espaces naturels sensibles	Préserver les espaces naturels sensibles	✓
Espaces naturels d'intérêt	Préserver les espaces naturels d'intérêt	Préserver les espaces naturels d'intérêt	✓
	Préserver les espaces naturels d'intérêt	Préserver les espaces naturels d'intérêt	✓
Espaces naturels de protection	Préserver les espaces naturels de protection	Préserver les espaces naturels de protection	✓
	Préserver les espaces naturels de protection	Préserver les espaces naturels de protection	✓
Espaces naturels de gestion	Préserver les espaces naturels de gestion	Préserver les espaces naturels de gestion	✓
	Préserver les espaces naturels de gestion	Préserver les espaces naturels de gestion	✓
Espaces naturels de gestion	Préserver les espaces naturels de gestion	Préserver les espaces naturels de gestion	✓
	Préserver les espaces naturels de gestion	Préserver les espaces naturels de gestion	✓



www.agglo-auxerrois.fr

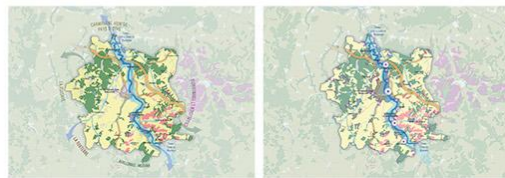


ZOOM SUR LE PADD de l'Auxerrois Projet d'Aménagement & de Développement Durable

Pierre angulaire du PLUHM, le PADD s'appuie sur les enjeux identifiés lors de la phase de diagnostic. Il fixe les grandes orientations pour l'avenir du territoire et présente les projets d'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacement, d'équipements, de protections des espaces naturels et agricoles...

Axe 1

Engager l'Auxerrois dans l'atténuation et l'adaptation aux effets du changement climatique dans le respect de sa patrimonialité plurielle



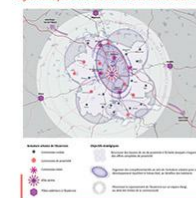
Dans un contexte d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, le territoire de l'Auxerrois doit s'organiser afin de faire face aux effets de ce changement climatique. Il est important de rationaliser les modes de vie et d'aménagement, mais aussi de développer une démarche d'urbanisme favorable à la santé, ainsi qu'une prise en compte forte de la qualité du cadre de vie. Il s'agit d'engager l'Auxerrois comme territoire où il fait bon vivre. La forte présence d'espaces naturels, agricoles et forestiers, porteurs de richesses, constitue également une opportunité dans les objectifs d'atténuation des effets du changement climatique sur les milieux comme sur les modes de vie.

Quelques exemples d'orientations :

- Préserver les populations des risques et des nuisances
- Permettre aux exploitations agricoles de se maintenir et de se développer
- Développer un urbanisme favorable à la santé
- Mettre la nature et les sols au cœur des projets d'aménagement
- Préserver l'identité du territoire
- Protéger les trames verte, bleue, brune et noire
- Préserver les ressources

Axe 2

Conforter les leviers d'attractivité de l'Auxerrois pour un développement dynamique ancré dans les valeurs locales



Cette ambition s'inscrit dans l'objectif d'affirmer la place stratégique de l'Auxerrois comme territoire intermédiaire entre les grandes polarités métropolitaines. Sa situation sur les axes autoroutiers Paris-Lyon et Paris-Dijon, combinée à des dessertes aériennes, ferroviaires et à la présence de services et fonctions administratives structurantes sont, avec le patrimoine naturel et architectural, le dynamisme culturel, les atouts d'un développement maîtrisé et ambitieux du territoire.

Quelques exemples d'orientations :

- Garantir un niveau d'équipements et de services adapté aux besoins
- Favoriser l'emploi et les activités économiques
- Prévenir le rayonnement de l'Auxerrois
- Diversifier les activités agricoles et viticoles
- Permettre un développement touristique encadré

www.agglo-auxerrois.fr





Axe 3

HABITAT – Répondre aux besoins des ménages et aux enjeux des transitions nécessaires pour un habitat résilient

PLH 2022-2027 :

LES BESOINS LIÉS À LA POPULATION :

- Croissance démographique : +0,07%/an, soit un gain de 49 habitants/an (chiffres SCAR)
- Desserment des ménages : -0,40%/an (poursuite de la tendance passée)

LES BESOINS LIÉS AUX LOGEMENTS :

- Un objectif de production de 250 logements par an

BESOINS LIÉS À L'EMPLOI :

- Un objectif d'ajouter 1 100 emplois à horizon 10 ans

Produire 1500 logements sur 6 ans soit 250 /an

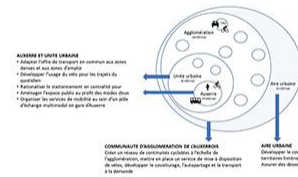
Le PLUHM de l'Auxerrois comporte un volet Habitat en intégrant, via son PADD, le Programme Local de l'Habitat (PLH) voté en 2023.

Quelques exemples d'orientations :

- Produire des logements afin d'accompagner les dynamiques économiques et démographiques
- Répondre aux besoins de habitants et assurer la mixité sociale avec une politique de logements à prix encadrés
- Offrir un habitat de qualité répondant aux aspirations des habitants
- Accompagner les transitions énergétiques et climatiques des logements

Axe 4

MOBILITÉ – Faire évoluer les pratiques de mobilités de l'Auxerrois



Le PLUHM de l'Auxerrois comporte un volet Mobilité en intégrant, via son PADD, le Plan de Mobilité (PDM). La politique des déplacements est au cœur du projet de développement de l'Auxerrois et apporte des réponses aux défis transversaux auxquels est confronté le territoire, qu'il s'agisse des enjeux environnementaux et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des défis de cohésion sociale et de santé publique ou de la nécessité de structurer le fonctionnement du territoire au quotidien.

Quelques exemples d'orientations :

- Faciliter le développement des mobilités durables
- Faire de l'Auxerrois un territoire favorable aux modes actifs
- Organiser un réseau de transport collectif hiérarchisé et unifié
- Valoriser l'axe ferroviaire et renforcer l'usage du train



Synthèse de l'enquête grand public



communauté de l'auxerrois



**Plan Local d'Urbanisme
intercommunal valant PLH & PDM
(PLUi HM)**

**Synthèse de l'enquête réalisée en
ligne et sur le terrain auprès
de la population**

www.agglo-auxerrois.fr



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

1.

Préambule méthodologique et contexte de l'enquête



communauté de l'auxerrois

2

Méthodologie d'enquête

L'enquête traitée dans ce rapport a été réalisée à la demande de la CA de l'Auxerrois dans le cadre de la démarche de concertation portant sur la révision du PLUIHM.

Le questionnaire d'enquête a été constitué par Palabreo et a donné lieu à de nombreux échanges impliquant la Communauté d'Agglomération

Elle a été réalisée entre le 4 et le 25 septembre 2023 et a donné lieu à un important processus de mobilisation comportant :

- L'envoi de plus de 7000 courriers individuels via un tirage au sort au prorata des inscrits sur les listes électorales des communes, comportant un dispositif de redressement en faveur des petites communes.
- La mobilisation en direct des acteurs du territoire pour qu'ils relaient le questionnaire, avec un envoi d'une information électronique à près de 650 associations présentes sur les communes et près de 940 institutions et entreprises afin qu'ils relaient l'information auprès de leurs adhérents et salariés.

- Une campagne de communication dans la presse communale et régionale avec un communiqué de presse relayé par un article et par le site de la Communauté d'Agglomération ainsi que de certaines communes, notamment via la plateforme « panneau poket ».
- À un travail de terrain réalisé du 13 au 16 septembre 2023 auprès de 171 personnes par deux intervenantes de Palabreo sur les communes de Champs sur Yonne, Vincelles, Charbuy, Chevannes, Auxerre, Monéteau, Venoy, et lors de la manifestation « Auxerre, 800 ans de liberté ».



Source : CA de l'Auxerrois

3

Méthodologie de traitement

- L'enquête en ligne comporte un nombre très important de questions qui n'a en rien limité le nombre de réponses puisque la quasi-totalité des répondants a complété toutes les réponses.
- Au regard du nombre important des répondants, il a été possible de réaliser une analyse en données relatives (pourcentage de répondants) pour la quasi-totalité des questions. Lorsque les effectifs étaient trop faibles, nous avons précisé les éléments en données absolues (effectif de répondants).
- Lorsque cela était pertinent, des tris croisés ont été réalisés, par exemple au regard de l'âge, des modes de déplacement...
- S'agissant de la question ouverte de l'enquête en ligne, celle-ci portait sur la vision du territoire en 2050 et sur les « futurs souhaités ». 813 personnes y ont répondu soit 95% de l'effectif. Mises bout à bout,

leurs réponses représentent un document de près de 70 pages. S'ajoute à ces points de vue, les contributions recueillies sur le terrain, sur la base de questions très larges incarnées dans des cartes thématiques. Nous avons fait le choix de réintégrer les sujets portés lors de l'enquête de terrain au sein des thématiques de la synthèse, au travers d'encarts spécifiques.

- Malgré le nombre très important de répondants - **1029, dont 858 pour l'enquête en ligne et 171 pour l'enquête de terrain** - et la bonne distribution sur le territoire, le résultat de cette enquête ne constitue toutefois pas un échantillon représentatif de l'opinion au sens qu'il lui est donné dans les sondages. Cela ne remet pas en cause l'intérêt des réponses apportées, traduisant pour partie une vision du territoire.

A noter que les résultats suivants reflètent la vision des répondants et non pas celle de l'ensemble des habitants du territoire.

4

Retour sur le contexte de l'enquête de terrain

L'enquête sur le futur PLUI HM de la CA de l'Auxerrois s'est déroulée du 13 au 16 septembre 2023, sous un format de demi-journées de terrain dans différentes communes de l'agglomération.

Elle a été menée auprès des passants, habitants et usagers, des membres d'associations et commerçants.

L'objectif était de recueillir l'avis des personnes interrogées sur plusieurs questions très larges, complémentaires de l'enquête en ligne, mais aussi de prendre note des sujets clivants sur le territoire de la CA.

Ces rencontres et échanges se sont fait notamment sur la base de cartes à tirer pour répondre à une ou plusieurs questions.

Deux intervenantes de Palabreo ont réalisé l'enquête de terrain sur les communes de Champs sur Yonne,

Vincelles, Charbuy, Chevannes, Auxerre, Monéteau, Venoy, et lors de la manifestation « Auxerre, 800 ans de liberté ».

Lors des 5 demi-journées de terrain menées par les enquêtrices de Palabreo dans 6 communes différentes, 171 personnes ont été rencontrées, dont 107 femmes et 64 hommes.

Les questions posées lors de l'enquête de terrain :



5

2. Le profil des répondants et vision du territoire

6

Le profil des répondants

1029 personnes ont répondu à l'enquête, dont :

✓ **858** en ligne (enquête ouverte du 4 au 25 septembre)

✓ **171** sur le terrain entre le 13 et 16 septembre

Globalement une **bonne parité** (en ligne 50% Hommes / 48% Femmes, sur le terrain 37% Hommes / 63% Femmes)

Une **présence importante des 25-55 ans** avec une légère sur-représentation des plus de 65 ans

Des répondants de l'ensemble des communes de la Communauté d'Agglomération (CA) de l'Auxerrois*, souvent installés depuis plus de 15 ans

78% n'ont jamais participé à une démarche de concertation

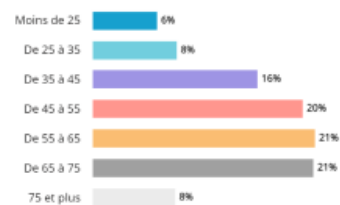
58% de répondants en activité

**Toutes les communes de l'agglomération ont au moins un répondant, mais l'on note une surreprésentation de la ville centre du notamment au différentiel de nombre d'habitants.*

professionnelle ou à la recherche d'un emploi, dont 79% travaillant sur le territoire, **36%** de retraités (soit un pourcentage proche de la répartition INSEE 2020 – 32,9%) et **3%** d'étudiants ou apprentis.

82% des répondants sont propriétaires de leur domicile, **11%** de locataires (3% d'un logement social), **5%** hébergés à titre gratuit

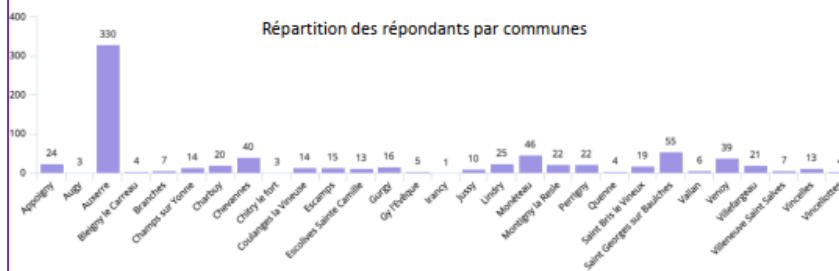
Répartition par âges des répondants



Comment avez-vous entendu parler de cette enquête ?



Répartition des répondants par communes



Les caractéristiques du territoire de la communauté d'agglomérations

Un territoire marqué par l'**Yonne**, le **patrimoine historique, gastronomique, le vin, le caractère agricole et rural**...

... où il fait bon vivre : **90%** des répondants sont satisfaits ou très satisfaits d'y habiter

74% recommanderaient à leurs proches de venir y habiter, et **47%** à leurs enfants d'y rester.

professionnelle ou personnelle, mais on retrouve également un fort attrait pour le cadre de vie. On note que le coût du logement constitue un élément d'attractivité pour 47% d'entre eux.

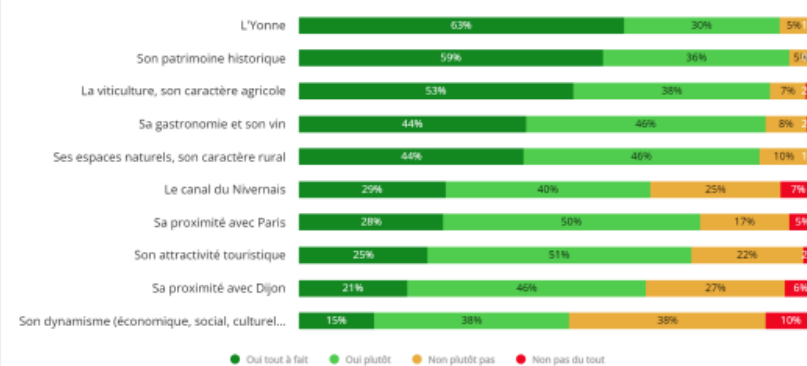
Un territoire rural, calme, agréable, de savoir-faire et structuré autour d'Auxerre

Retour du terrain

Pourquoi les répondants sont satisfaits d'habiter le territoire



Selon vous les propositions suivantes caractérisent-elles le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois ?



3. L'habitat

Lieux de résidence et accès au logement

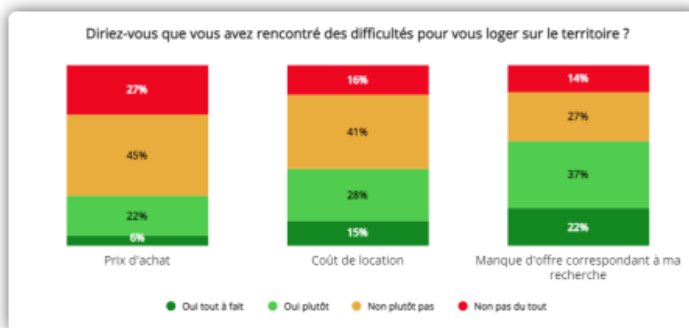
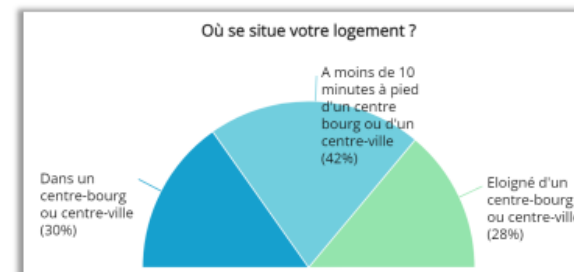
Des répondants qui résident à 72% dans ou à proximité d'un centre ville / centre bourg

Les répondants sont principalement des **propriétaires** à 82%, soit un pourcentage significativement supérieur à la moyenne INSEE de 57,6% et qui peut s'expliquer par la nature du sujet mis en discussion, le PLUIHM, mais également par une répartition des répondants sur l'ensemble du territoire.

Ils résident à 85% dans une maison.

Des difficultés d'accès au logement principalement liées à un manque d'offres

Parmi l'ensemble des répondants qui se sont exprimés à ce sujet et si on exclut ceux qui se sont estimés « non concernés » par la question, un pourcentage significatif des répondants évoque des **difficultés à se loger sur le territoire**, principalement, pour 59% d'entre eux du fait d'un manque d'offre, mais aussi pour 42% du fait du coût de location ou pour 28% du prix d'achat.



Le confort du logement et les sources d'énergie

Un relativement **bon confort thermique** (2 répondants sur 10 souffrent du froid en hiver, 11% de la chaleur en été)

Mais des **inquiétudes importantes sur le coût de l'énergie** (93% des répondants)

Et des **impacts sur la consommation d'énergie** : 69% l'ont réduite, 64% l'envisagent

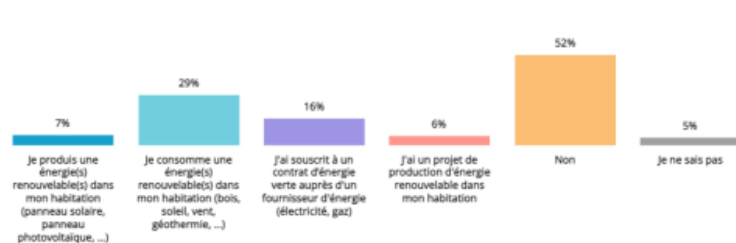
Que pensez-vous des affirmations suivantes concernant votre logement ?



Une **part importante d'utilisation des énergies renouvelables à domicile par les répondants.**

Un peu plus du tiers des répondants (36%) explique disposer ou avoir le projet de disposer d'énergies renouvelables dans leur habitation. 7% la produisent, 16% ont souscrit un contrat d'énergie verte et 6% qu'ils ont un projet de production.

Disposez-vous d'énergies renouvelables dans votre habitation ? (Plusieurs réponses possibles)



Les attentes en matière de logements

Des attentes fortes en matière de logements accessibles financièrement...

... et économes en foncier !

- ✓ Prioriser les logements accessibles à tous en termes de prix (91%)
- ✓ Et les logements de petite taille pour les jeunes, les familles monoparentales et les seniors (88%)

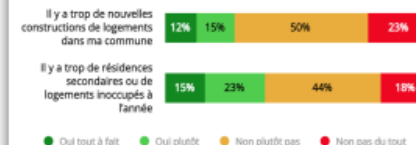
- ✓ Construire ou rénover dans les centres-villes/bourgs (91%)
- ✓ Privilégier les petits immeubles avec espaces partagés (74%)
- ✓ et les maisons mitoyennes avec des petits terrains (61%)

Une **volonté forte de maîtriser l'extension urbaine et la qualité de l'habitat**

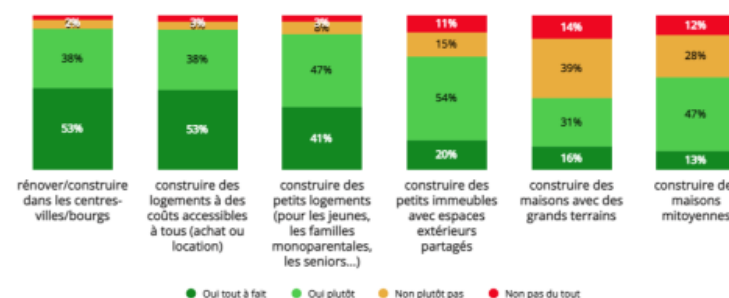
Retour du terrain

Construire en centre-bourg, centre-ville et à proximité des services du logement pour tous, réfléchir aux questions que pose le ZAN, échanges sur les projets communaux

Le regard sur la situation aujourd'hui



A l'avenir, selon les répondants, il faudrait...



LE ZAN: La loi Climat et résilience de 2021 a fixé un objectif de « zéro artificialisation nette » (ZAN) des sols en France à l'horizon 2050. Cette mesure vise à limiter la conversion d'espaces naturels, agricoles ou forestiers, en espaces urbanisés, en fixant un calendrier progressif de réduction de l'artificialisation. Les communes et intercommunalités sont tenues de prendre ces éléments en compte dans les plans et décisions prises dès 2023.

4. Les mobilités

Usage des différents modes

Le vélo est un mode utilisé par 7% des répondants

¾ des usagers du vélo se sentent en sécurité :

- ✓ Les cyclistes respectent les autres usagers de la route,
- ✓ mais les autres usagers ne les respectent pas.

Les usagers du vélo ont un regard critique sur les infrastructures :

- ✓ Manque de pistes et voiries cyclables
- ✓ Manque de stationnements vélo

Les principaux motifs de non -usage du vélo :

- ✓ Absence d'infrastructure sur la totalité de leur trajet, ou inadaptation de ce mode pour leur trajet,
- ✓ Manque d'équipement,

✓ Météo

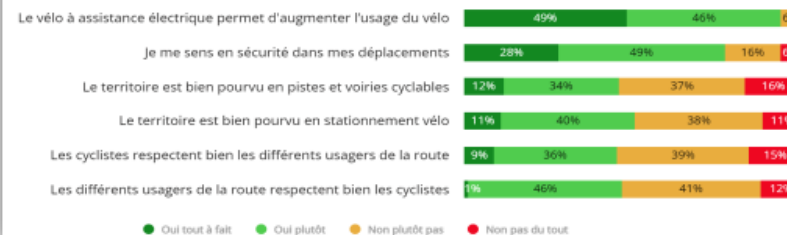
78%

Des répondants privilégient la voiture (passager ou conducteur) pour leurs trajets du quotidien

Seulement 2% des répondants utilisent les transports en commun quotidiennement. L'absence d'usage est expliquée par...

- ✓ ... Manque de desserte à proximité des habitations
- ✓ ... Manque de fréquence
- ✓ ... Les répondants n'en ont pas l'utilité
- ✓ ... Manque de rapidité, d'informations...

Diriez-vous que ...



● Oui tout à fait ● Oui plutôt ● Non plutôt pas ● Non pas du tout

Les motifs de non usage des transports collectifs ? Plusieurs réponses possibles



L'avenir des mobilités

Des répondants prêts à s'engager pour une mobilité plus durable :

- ✓ acquisition d'un moyen de transport moins polluant
- ✓ usage plus important des transports collectifs

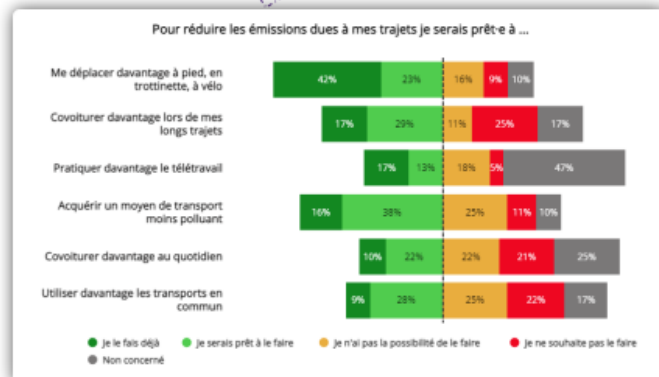
Des répondants en attente d'efforts sur les déplacements de proximité et la réduction des impacts de l'usage de la

voiture individuelle :

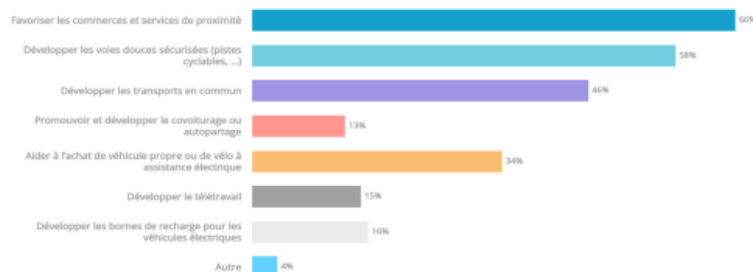
- ✓ Développer « la ville du quart d'heure »
- ✓ Développer les infrastructures cyclables et les transports en commun
- ✓ Aider à l'achat de véhicules propres ou Vélos à Assistance Electrique

Développer les transports collectifs et mobilités douces à destination des usagers du quotidien plutôt que des personnes de passage. Un service de transports à la demande inadapté aux usages.

Retour du terrain



Pour vous, quelles sont les actions à mener en priorité sur le territoire pour développer une mobilité durable ? (3 réponses maximum possibles)



5.

Activité économique, commerces, emplois, services et formation

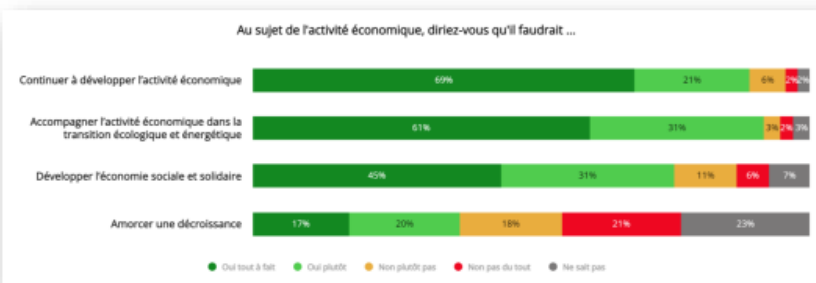
Activité des répondants et priorités pour l'activité économique

58% de répondants actifs, dont 79% sur le territoire.

Les répondants estiment, à 94%, qu'il faut accompagner la transition de l'activité économique, mais aussi à 90% qu'il faut continuer à développer l'activité économique. 76% appellent au développement de l'économie sociale et solidaire. La nécessité d'amorcer une décroissance n'est relevée que par 47% des répondants.

Retour du terrain

Donner envie de s'installer sur le territoire en développant les commerces de proximité et les services

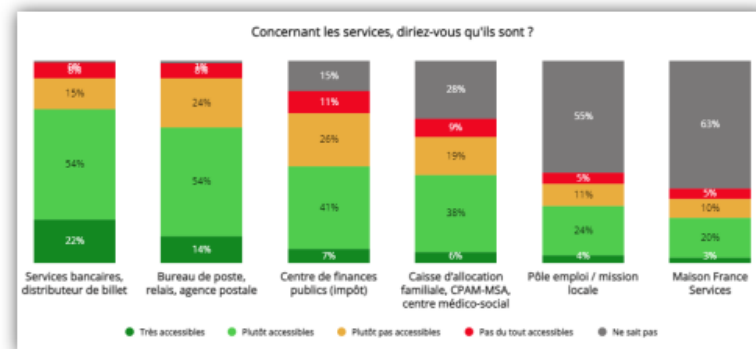


Les services et la santé

Une accessibilité qui dépend des services concernés, des équipements très utilisés.

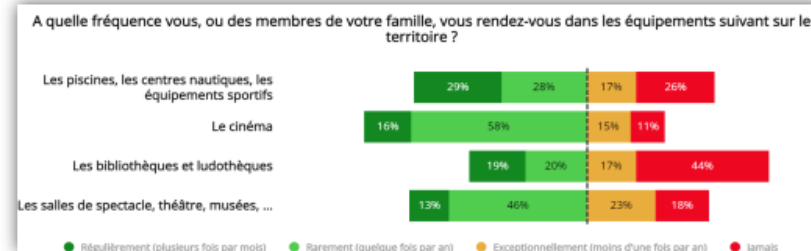
S'agissant des services quotidiens (banques, agences postales) le niveau d'accessibilité est considéré comme bon à très bon par environ ¾ des répondants. Ils sont près d'une moitié à estimer également que le centre de finances publiques est accessible.

Les avis sont plus partagés pour ce qui est d'autres services institutionnels (caf, CPAM-MSA et CMS). La maison France services pour ceux qui ont répondu est jugée plutôt accessible. Pôle emploi et la mission locale sont jugés plutôt accessibles, par ceux qui les connaissent.



Le niveau d'usage des équipements est variable selon les activités. Avec plus des deux tiers des répondants le fréquentant ponctuellement ou régulièrement, le cinéma apparaît comme un équipement très utilisé. Les piscines, centre nautique et équipements sportifs ont un niveau

important de fréquentation régulière ou ponctuelle. Les salles de spectacles sont également fréquentées. Les bibliothèques et ludothèques apparaissent un peu moins utilisées.



Les services et la santé

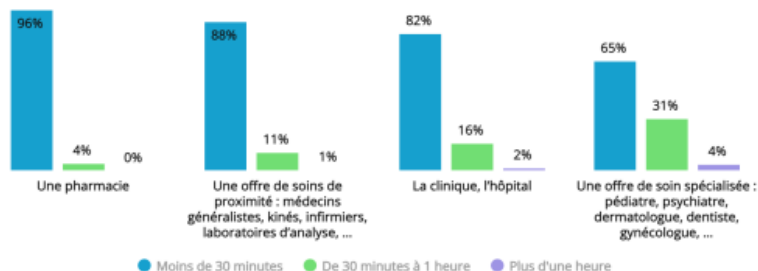
97% des répondants très préoccupés par l'accès aux soins, avec des attentes fortes de proximité

Le niveau d'attente relatif à la proximité de l'offre de soin apparaît très important. Ainsi en trajet aller-retour, les répondants estiment que le déplacement acceptable pour accéder à des soins de proximité ou à une pharmacie est de maximum 30min. Ils sont une forte majorité à considérer qu'il

en est de même pour l'offre de soin spécialisé et hospitalière.



Quelle est, selon vous, la durée de déplacement acceptable (trajet aller-retour) pour vous rendre chez les professionnel-le-s ou services de santé suivants :



Consommation et commerce

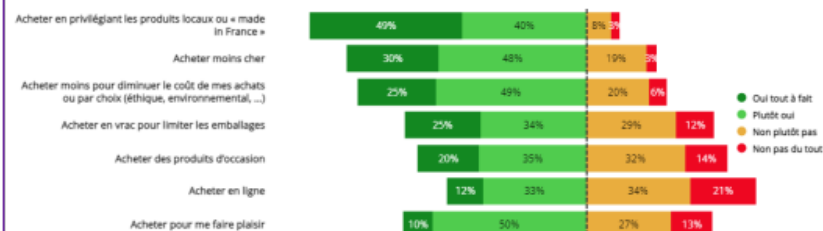
Un usage important des commerces de proximité

On note un niveau important de fréquentation des commerces de proximité indépendants, utilisés quotidiennement ou plusieurs fois par semaine par 83% des répondants. Ils sont également 76% à fréquenter des hyper ou supermarchés de façon régulière.

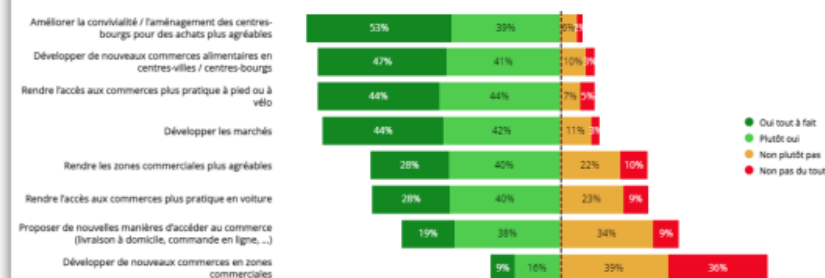
Ce qui compte dans les achats : acheter local, moins et moins cher.

Des priorités identifiées par les répondants : aménager des centres bourgs pour des achats plus agréables et développer les commerces dans les centres-villes et centres-bourgs

De manière générale pour vos achats, qu'est ce qui compte le plus pour vous ?



Si vous deviez faire des propositions pour améliorer l'offre commerciale du territoire de vie, pensez-vous qu'il faudrait ...



6. L'environnement

Environnement et changement climatique

94% Des répondants perçoivent le changement climatique comme dû à l'activité humaine*

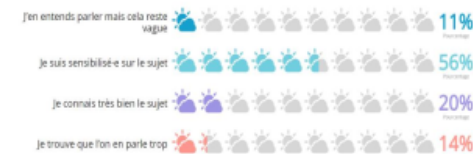
61% au niveau national en 2022

Pour 45%, il est dû principalement à un phénomène naturel. Pour 26% « on ne peut pas savoir »

76% des répondants se disent bien informés sur le changement climatique et ses conséquences

Pour 11%, cela reste vague. Pour 14% « on en parle trop »

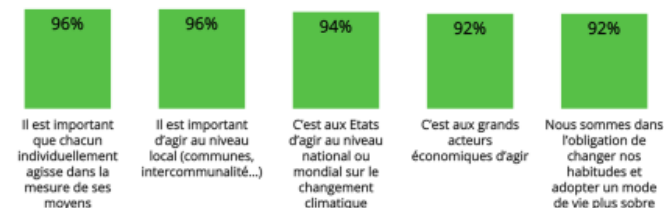
Pensez-vous être suffisamment informé-e sur le dérèglement climatique et ses conséquences ?
 (Une seule réponse possible)



Retour du terrain

Réduire les déchets, favoriser le tri et éviter les projets impactant les zones naturelles

Des responsabilités considérées comme partagées



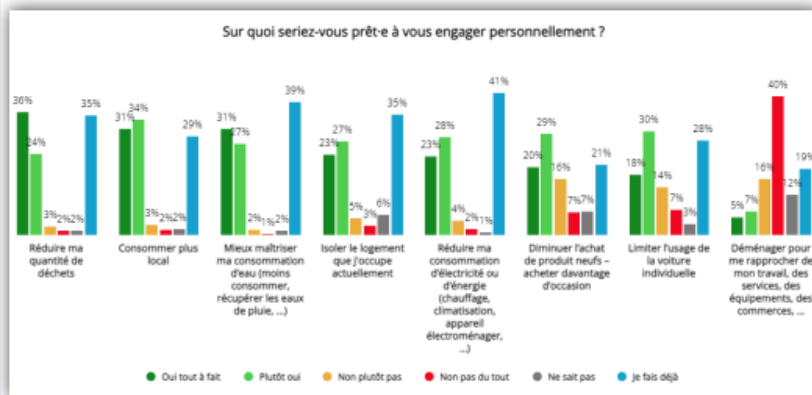
*Plusieurs réponses étaient autorisées dans le questionnaire.

Environnement et changement climatique

Une forte capacité d'engagement...

Les répondants se disent prêts à s'engager à une forte majorité si ce n'est à déménager pour se rapprocher de leur travail, des services ou des équipements.

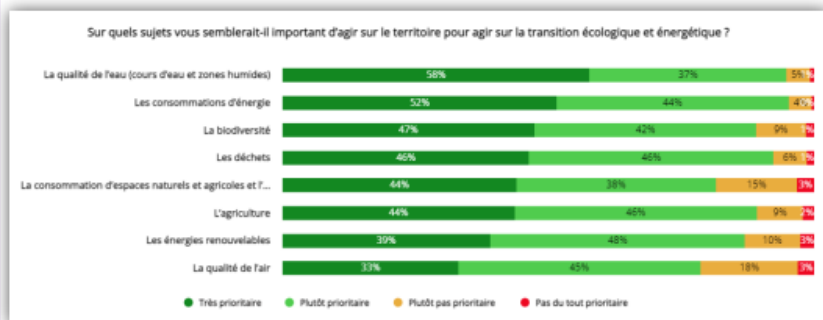
Ils sont nombreux à déjà agir, particulièrement pour réduire leurs consommations des ressources, ou leur déchet.



... Et des attentes d'actions ambitieuses

Les répondants font peu de distinctions entre les priorités d'action à l'échelle du territoire, la qualité de l'eau étant toutefois davantage mise en avant et la

qualité de l'air légèrement moins perçue comme un sujet prioritaire.



Environnement et énergies renouvelables

Des priorités qui diffèrent selon les modes de production :

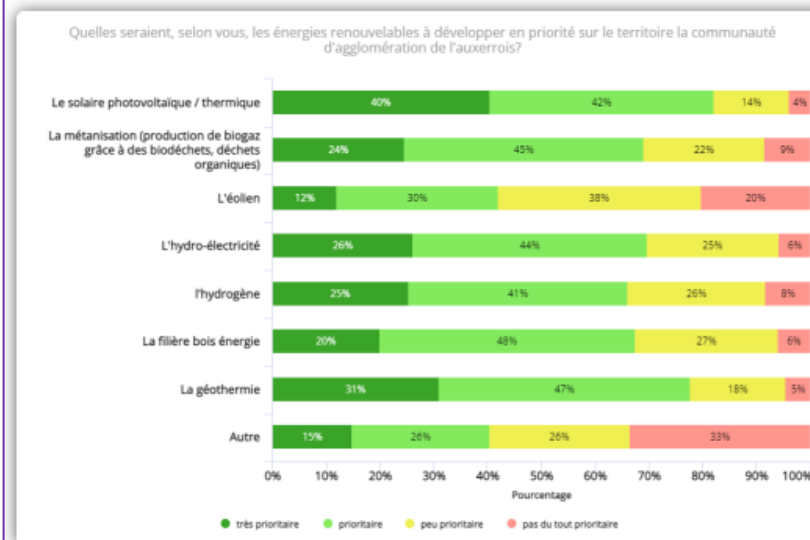
Une large adhésion concernant la production d'énergies photovoltaïque, solaire thermiques (82%), hydrogène (66%), géothermie (77%), filière bois énergie (67%), hydroélectricité et méthanisation (69%)

Mais un sujet qui divise, l'éolien terrestre :

- ✓ 42% estiment son développement très ou plutôt prioritaire
- ✓ 58% ont un point de vue contraire.

Retour du terrain

Majoritairement une opposition à l'énergie éolienne, mais un consensus pour le développement de l'énergie solaire sur le territoire



7. Tourisme, bourgs, campagne et agriculture

Le tourisme et les centres-bourgs

Le tourisme...

Est un atout pour le territoire (95%)
 Va continuer à se développer (79%)

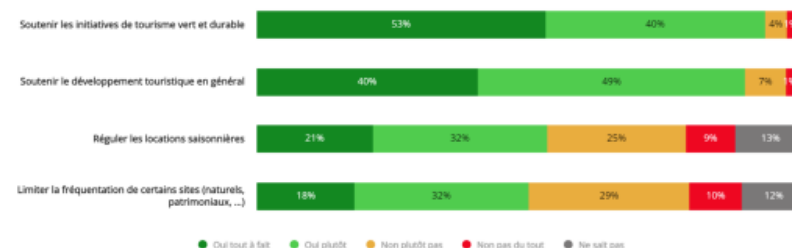
A un impact sur le quotidien des habitants (58%)
 A un impact négatif sur l'environnement (65%)

Retour du terrain

Préserver les paysages, proposer des activités, des commerces et de l'hébergement varié sur le territoire

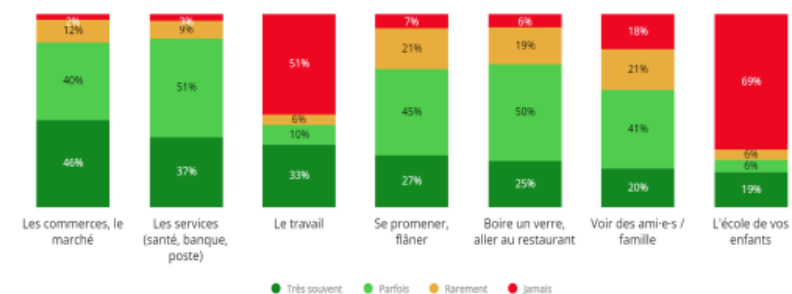
Aller vers un tourisme plus durable et un accompagnement du secteur touristique sur le territoire

Selon vous, quelles actions faudrait-il mettre en œuvre en matière touristique ?



Des centres-villes et centres-bourgs très fréquentés :

Parmi les propositions suivantes, pour quelles raisons allez-vous dans les centres-villes / centres-bourgs du territoire ?



Agriculture et campagne

La campagne, un espace à protéger pour 99% des répondants.

C'est aussi un espace où l'on trouve de beaux paysages, des petits villages, où l'on se balade et un espace naturel de biodiversité et fraîcheur. Les autres usages mis en avant sont la production agricole, le sport de pleine nature et le tourisme. 51%

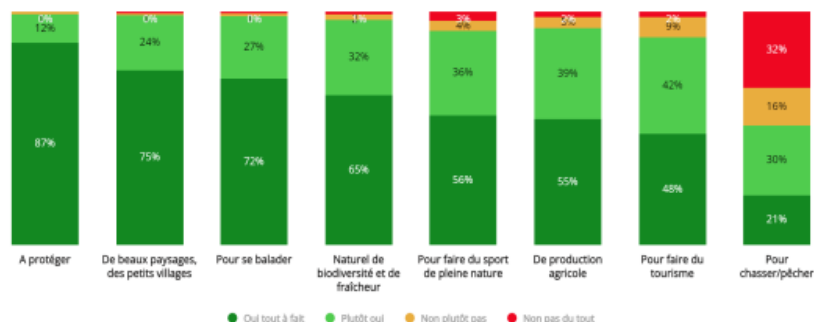
des répondants ajoutent également les activités de chasse et de pêche.

Retour du terrain

Accompagner l'agriculture et les agriculteurs vers un modèle plus vertueux, raisonné et local

Pour rappel, une majorité des répondants vit en centre-bourg ou à Auxerre

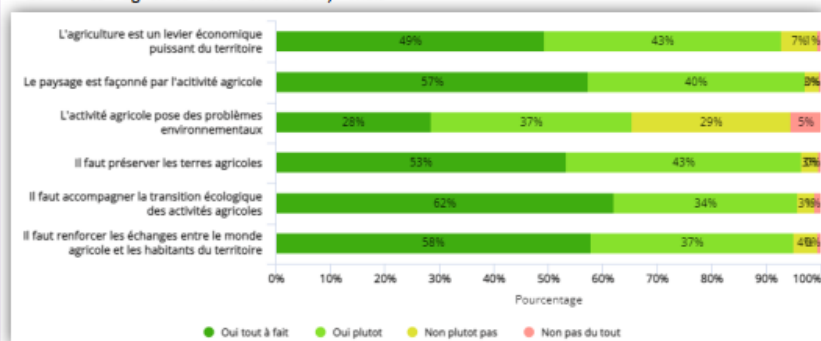
Pour vous, la campagne c'est un espace ...



L'agriculture, une activité essentielle et à protéger, mais source d'impacts environnementaux

Les répondants sont plus de 90% à penser que l'agriculture est un puissant levier économique du territoire, que la préservation des activités et terres agricoles est essentielle, mais

également qu'il est important de renforcer les échanges entre monde agricole et habitants du territoire. Pour plus de la moitié des répondant, l'activité agricole peut poser des problèmes environnementaux.



8.

Le territoire en 2050

Racontez-nous votre territoire en 2050

Même si les répondants étaient invités à exprimer leurs « futurs souhaités », il est toutefois important de noter que 63% des verbatims ont une connotation positive et que seuls 8% ont une coloration négative (le reste ne pouvant pas être qualifié

selon cette grille d'analyse).

Près de 40 000 mots et 70 pages de contributions !

La vision du territoire en 2050

- ✓ Des répondants très sensibles à l'évolution de leur cadre de vie
- ✓ En 2050, un territoire dynamique, des centres-bourgs et centres-villes vivants et attractifs, avec des commerces, des emplois, bien reliés entre eux
- ✓ Une offre de services publics dont de services de santé satisfaisante, notamment pour les personnes âgées
- ✓ De l'habitat pour tous, à un prix abordable, réhabilité et réparti dans le territoire

- ✓ Aller vers plus de mobilités douces, d'offre en TC et moins de voiture (ou décarbonées)
- ✓ Un territoire qui a préservé sa biodiversité, ses ressources en eau, espaces naturels et agricoles, tout en accompagnant l'agriculture vers des pratiques durables
- ✓ Un territoire riche en culture et patrimoine mais moderne avec le développement de la fibre pour le télétravail
- ✓ Un territoire à taille humaine, où on se parle, on se rencontre

Retour du terrain

Un territoire dynamique, numérique, écologique et rural



communauté de l'auxerrois

www.agglo-auxerrois.fr



Synthèse de l'enquête mobilités auprès des salariés



Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant PLH & PDM (PLUi HM) – Volet mobilité

www.agglo-auxerrois.fr



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

1. Les déplacements des actifs

Synthèse du questionnaire aux actifs

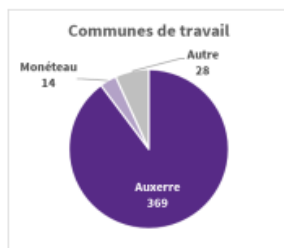


Introduction

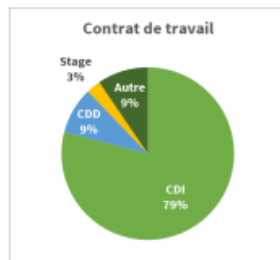
Un questionnaire diffusé en septembre 2023 aux employeurs du territoire de l'Auxerrois pour connaître les pratiques, les contraintes et les attentes des actifs pour leurs déplacements domicile-travail.

411 connexions au questionnaire ont été comptabilisées et 348 réponses complètes, soit 1,0 % des actifs du territoire.

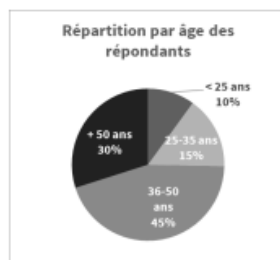
Le profil des répondants



Une surreprésentation des actifs travaillant à Auxerre : Selon l'INSEE (2020), 70 % des emplois sont à Auxerre.



Tous les types de contrats sont représentés.



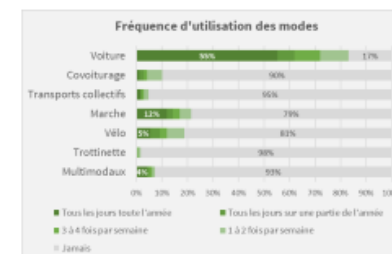
Toutes les tranches d'âges sont représentées.

La voiture dans les déplacements domicile-travail : une prédominance à nuancer

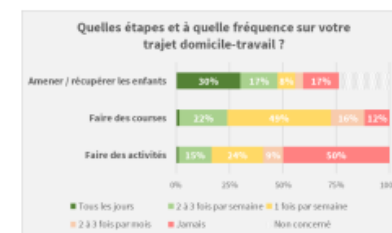
Le questionnaire aux actifs confirme l'hégémonie de la voiture mais nuance toutefois sa prépondérance. **La voiture est utilisée tous les jours par 55 % des répondants.** 35 % des actifs (en retirant les 10 % de personnes à temps partiel utilisant la voiture 3 à 4 fois par semaine) qui peuvent utiliser de temps en temps un autre mode.

Les modes de report semblent être principalement les modes actifs et le covoiturage. Attention toutefois cette enquête semble surévaluée le report vers les modes actifs : ici si 5 % des répondants utilisent le vélo tous les jours, ils ne sont qu'à peine 2 % selon l'INSEE.

65 % des répondants déclarent toujours utilisés le même mode de transport.



Les déplacements chainés¹, des déplacements motorisés



65 % des répondants déclarent effectuer régulièrement au

¹ Déplacement au cours duquel plusieurs étapes sont réalisées correspondant à des motifs différents

moins une étape (un déplacement « chaîné ») sur leur trajet domicile-travail :

- 48 % vont chercher leurs enfants à l'école au moins 2 fois par semaine ;
- 73 % effectuent des achats à minima 1 fois par semaine ;
- 56 % réalisent des activités au moins 1 fois par semaine.

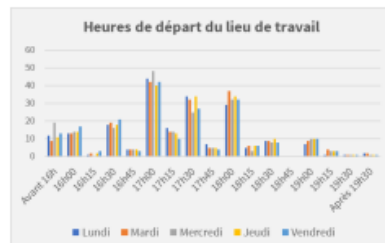
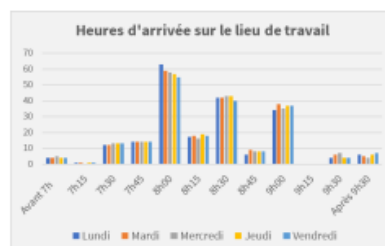
En moyenne par jour, **44 % des répondants effectuent un déplacement chaîné.**

A noter que les déplacements chaînés sont plus fréquents chez les personnes **motorisées** : 71 % d'entre eux réalisent au moins une étape. Les automobilistes rationalisent ainsi davantage leurs déplacements du fait notamment de distances souvent plus longues.

Les horaires de travail, un facteur de l'heure de pointe

Des horaires de travail concentrés sur l'heure de pointe...

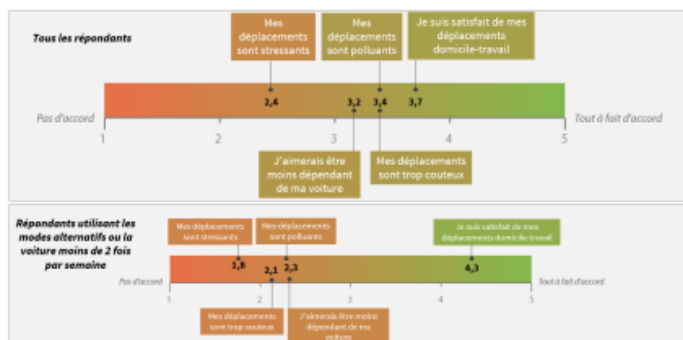
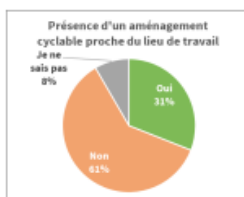
Sur un jour type, 80 à 85 % des répondants déclarent avoir des horaires de travail classiques (à savoir arrivée au travail entre 7h45 et 9h à et départ de 16h45 à 18h30) qui expliquent la circulation dense à ces horaires.



trop éloignés de leur lieu d'emploi pour être attractif.



31 % des répondants estiment qu'il y a un aménagement cyclable proche de leur lieu de travail. C'est un résultat assez élevé mais qui montre qu'il reste encore de nombreux secteurs à desservir.



Communauté de l'Auxerrois

Une perception plutôt négative des déplacements domicile-travail

Mais les déplacements sont perçus plus favorablement dès lors que les actifs utilisent fréquemment un mode alternatif à la voiture. On relève une satisfaction 16 % supérieure chez les personnes ayant recours à leur voiture moins de 2 fois par semaine.

Les dispositifs pour favoriser la mobilité durable

Le Plan de Mobilité Employeur, un document peu mobilisé

Les Plan de Mobilité Employeur (PDME) visent à l'amélioration des conditions de déplacement des salariés des entreprises ou administrations. À l'échelle de zones d'activités, on parle de PDMIE (Plan de Mobilité Inter-Employeurs), ce qui permet d'augmenter le volume de salariés concernés.

Très peu d'initiative ont été relevés sur l'Auxerrois. Seulement 4 % des répondants au questionnaire pour les actifs déclarent disposer d'un PDME dans leur entreprise.

Des dispositifs incitatifs en développement

- 30 % des actifs déclarent pouvoir bénéficier dans leur entreprise du **Forfait Mobilité Durable** ;
- 10 % peuvent disposer de **vélos de service** pour leurs déplacements professionnels (ce qui est souvent le cas des employeurs publics) ;

- 22 % peuvent avoir recours à une **plateforme de covoiturage** au sein de leur structure (ou à l'échelle de la zone) ;
- Et 30 % déclarent ne pas savoir si ces dispositifs leur sont proposés.

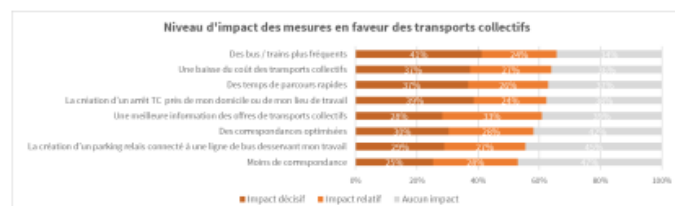
Spécifiquement sur le **stationnement vélos**, les ¾ des actifs disposent d'un tel équipement. La présence de stationnements vélos sécurisés est un levier majeur de report modal pour les actifs, allant de pair avec la présence d'aménagements cyclables pour venir sur site.



Communauté de l'Auxerrois

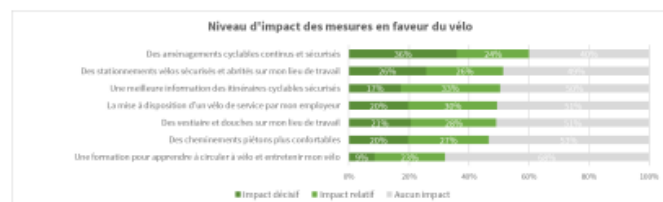
Les leviers et leurs impacts

Sur les transports collectifs, des actions d'amélioration de l'offre TC des collectivités :



Des impacts plus modérés sur le déploiement de services et aménagements vélo liés notamment au poids plus important de la distance dans le choix modal (moins de recours aux modes actifs).

On relève des actions importantes aussi bien de la part de la collectivité sur le déploiement d'un réseau cyclable sécurisé et une meilleure information, que sur les actions de la part des employeurs comme l'installation de stationnements vélos sécurisés, de douches/vestiaires et la mise à disposition d'une flotte de vélos de service.



Des impacts modérés à forts des mesures en faveur du covoiturage

Les actions en faveur du covoiturage doivent être menées conjointement entre la collectivité et les employeurs, que ce soit sur

les mesures financières incitatives, le déploiement d'outil de mise en relation et une meilleure information. La collectivité peut quant à elle travailler à une garantie retour et à signaler ou créer des lieux de rencontre pour covoitureurs.

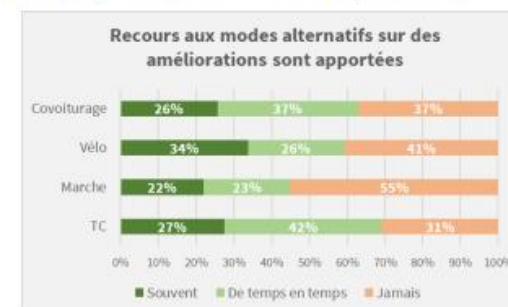


Des potentialités de report

En admettant des améliorations significatives des offres de mobilité, des potentialités de report important :

- vers les transports publics ;
- vers le covoiturage ;
- vers le vélo.

Mais des reports sur le long terme à confirmer car moins d'1 personne sur 3 pense modifier de manière quotidienne sa mobilité.



2. Les déplacements des actifs

Synthèse cartographique des déplacements domicile-travail des actifs de 7 employeurs de la CAA

Enseignements de l'analyse des base RH de 7 employeurs de l'Auxerrois

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a sollicité auprès des principaux employeurs de l'Auxerrois leur base RH anonymisée recensant l'adresse de leurs salariés/agents.

Cette analyse a pour objectif de mieux connaître les flux de déplacements des actifs et d'identifier les potentialités d'utilisation du covoiturage et déterminer les opportunités quant au développement de ce type de services.

7 employeurs ont répondu positivement, 3 employeurs privés et 4 employeurs publics, représentant 3 641 actifs :

- La MDRY ;
- Le lycée Jacques Amyot ;
- Le centre hospitalier ;
- Transdev ;
- Fruehauf ;

- HMY ;
- La DTT de l'Yonne.

Enseignements globaux



- **10,8 km** : la distance moyenne parcourue par les actifs des 7 établissements.



- **27 % habitent à moins de 5 km** de leur lieu de travail et 48 % à moins de 10 km, soit des distances réalisables à pied ou à vélo (sous réserve de la présence d'aménagements sécurisés).

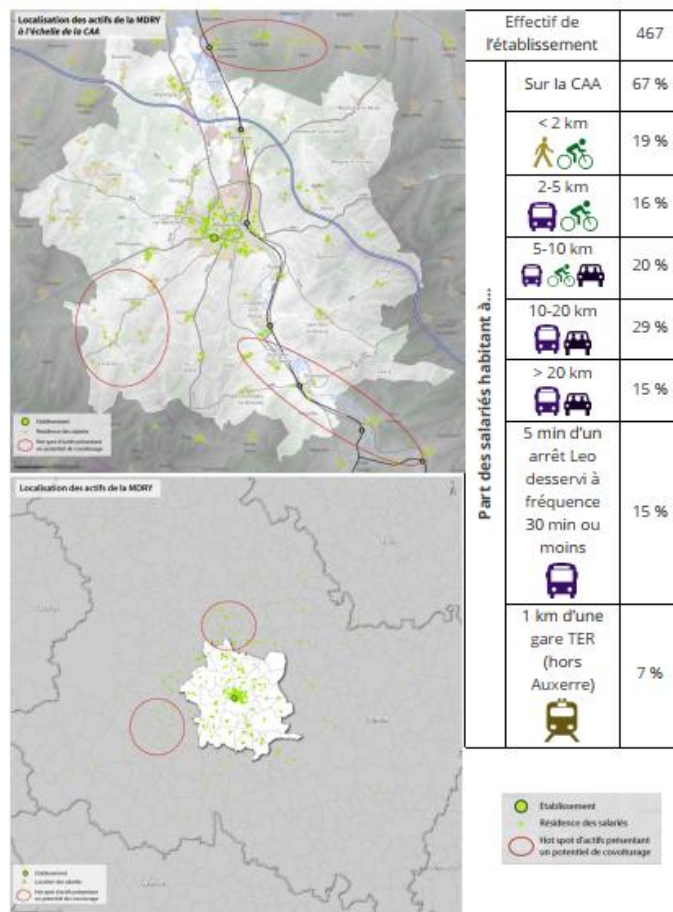


- **1855 €/an** : le prix moyen supporté par les actifs pour rejoindre leur lieu de travail en voiture (base PRK 0,35 €/km sur 220 jours par an en ne considérant que les trajets supérieurs à 2 km). Le simple coût du carburant est de 700 €.

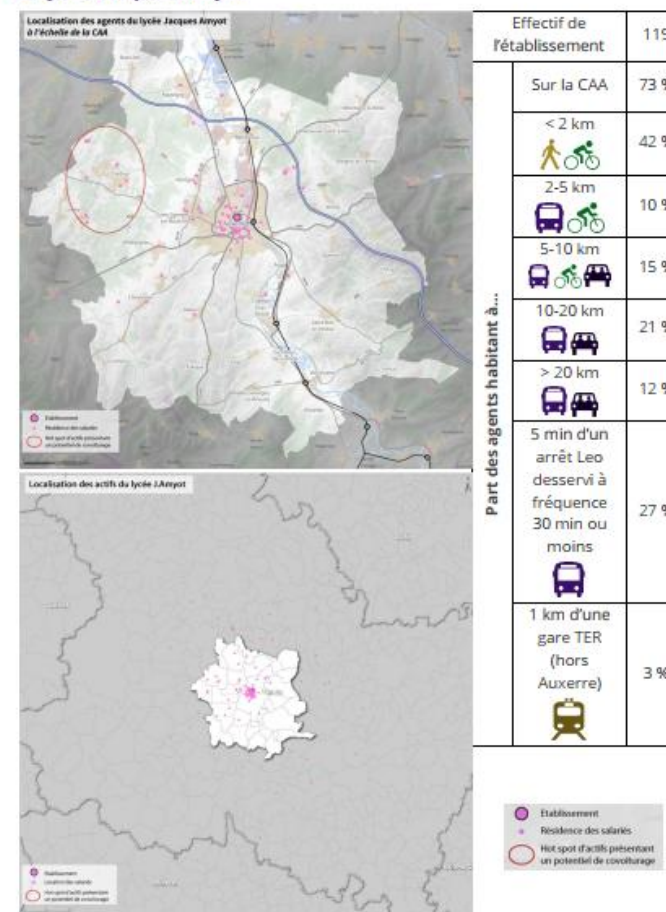


- **14 %** : habite à moins de 5 min à pied d'un arrêt Leo desservi toutes les 30 min

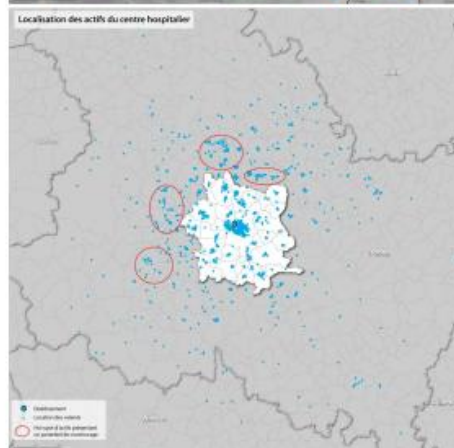
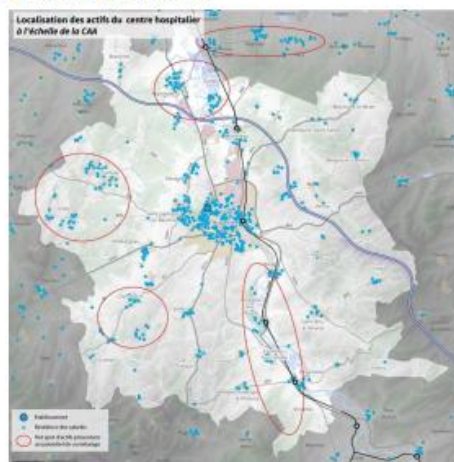
La MDRY



Le lycée Jacques Amyot

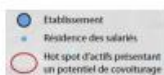


Le centre hospitalier

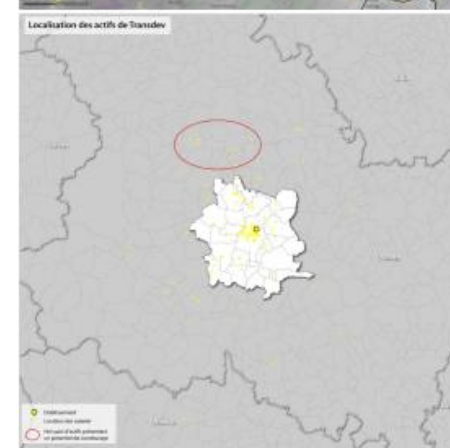
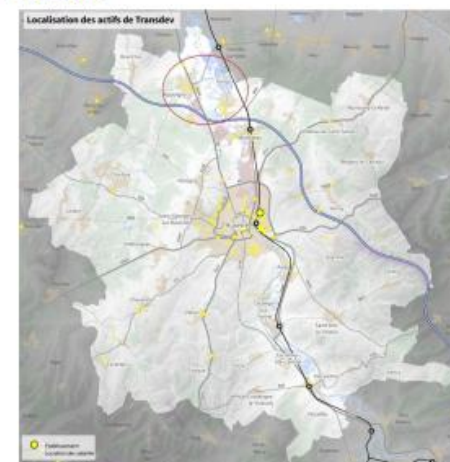


Effectif de l'établissement	1 747
Sur la CAA	56 %
< 2 km	12 %
2-5 km	15 %
5-10 km	20 %
10-20 km	32 %
> 20 km	21 %
5 min d'un arrêt Leo desservi à fréquence 30 min ou moins	13 %
1 km d'une gare TER (hors Auxerre)	6 %

Part des agents habitant à...

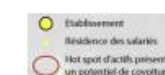


Transdev

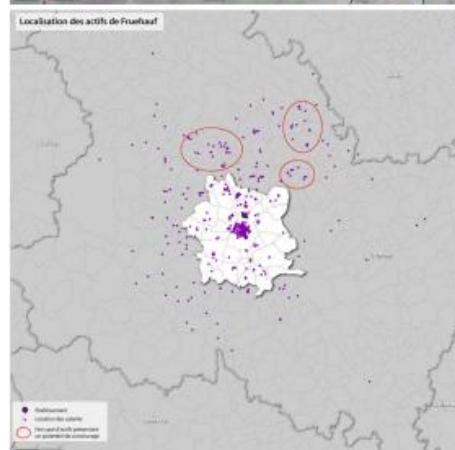
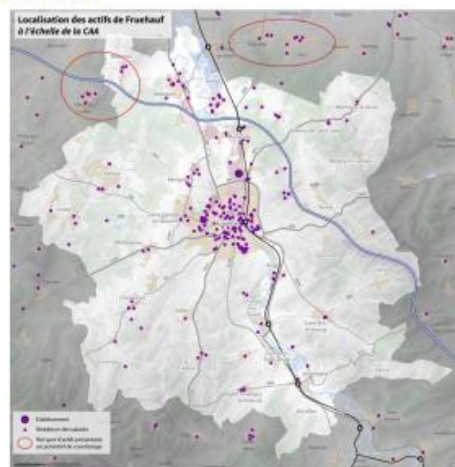


Effectif de l'établissement	111
Sur la CAA	74 %
< 2 km	17 %
2-5 km	28 %
5-10 km	14 %
10-20 km	23 %
> 20 km	17 %
5 min d'un arrêt Leo desservi à fréquence 30 min ou moins	24 %
1 km d'une gare TER (hors Auxerre)	5 %

Part des salariés habitant à...



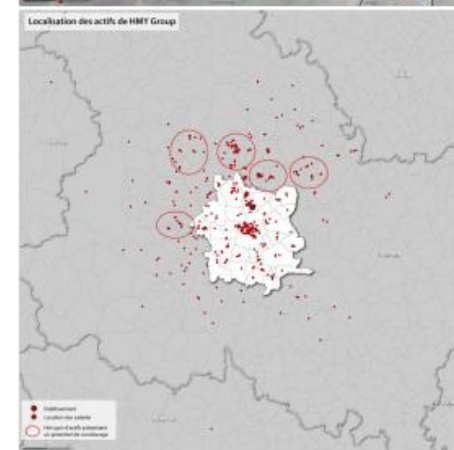
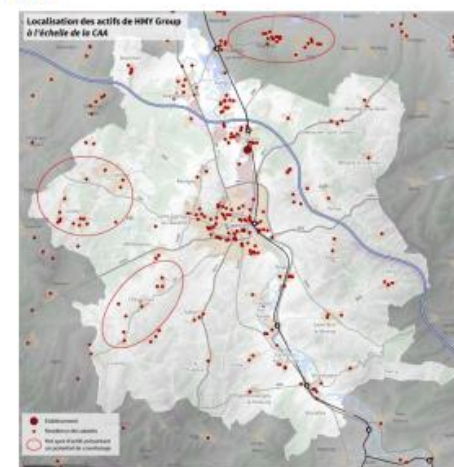
Fruehauf



Effectif de l'établissement	492
Sur la CAA	57 %
< 2 km	1 %
2-5 km	27 %
5-10 km	20 %
10-20 km	25 %
> 20 km	26 %
5 min d'un arrêt Leo desservi à fréquence 30 min ou moins	18 %
1 km d'une gare TER (hors Auxerre)	4 %



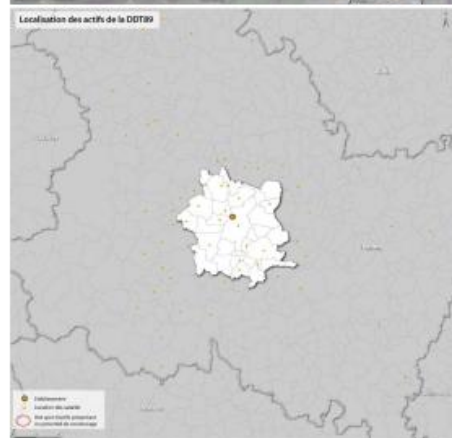
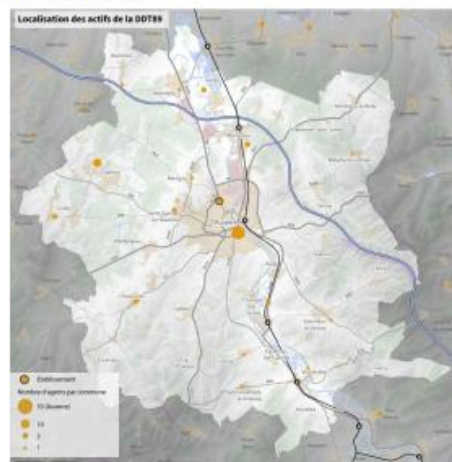
HMY



Effectif de l'établissement	566
Sur la CAA	50 %
< 2 km	4 %
2-5 km	9 %
5-10 km	27 %
10-20 km	33 %
> 20 km	28 %
5 min d'un arrêt Leo desservi à fréquence 30 min ou moins	9 %
1 km d'une gare TER (hors Auxerre)	9 %



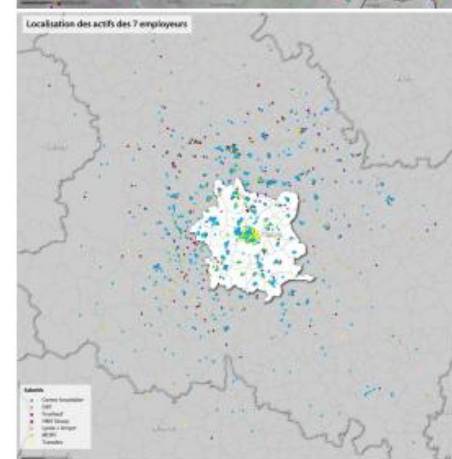
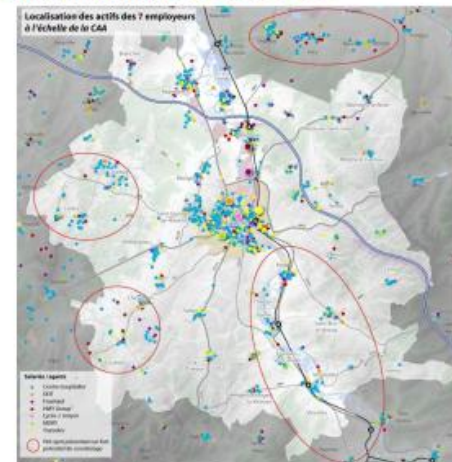
DDT de l'Yonne



Effectif de rétablissement	139
Sur la CAA	55 %
< 2 km	29 %
2-5 km	18 %
5-10 km	25 %
10-20 km	27 %
> 20 km	
5 min d'un arrêt Leo desservi à fréquence 30 min ou moins	
1 km d'une gare TER (hors Auxerre)	4 %

Attention : Pour la DDT, seule la commune de résidence figurait dans la base, l'adresse (rue) n'apparaissait pas. Il est alors impossible d'analyser la base lorsque l'on considère des petites distances (2 km). Sur la carte, un point signifie qu'il y a 1 ou plusieurs agents résidants dans cette commune.

Au global pour les 7 employeurs



Effectif global	3 641
Sur la CAA	58 %
< 2 km	11 %
2-5 km	16 %
5-10 km	21 %
10-20 km	30 %
> 20 km	22 %
5 min d'un arrêt Leo desservi à fréquence 30 min ou moins	14 %
1 km d'une gare TER (hors Auxerre)	6 %

Salariés / agents

- Centre hospitalier
- DDT
- Froehauf
- HMY Group
- Lychee & Arnyot
- MDRV
- Transdev
- Hot spot présentant un fort potentiel de covoiturage

Compte rendu de l'atelier public n° 1 – 18 octobre 2023



communauté de l'auxerrois

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant PLH & PDM

Compte rendu du 1^{er} atelier débat grand public – Mercredi 18
octobre 2023



Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

PLUI-HM de l'Auxerrois

Préambule méthodologique

Ce compte-rendu présente de façon synthétique les contributions des participants à l'atelier de concertation du 18 octobre 2023, organisé à l'espace culturel d'Appoigny, dans le cadre de la démarche de participation du public à l'élaboration du PLUIHM (Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat, Mobilité) de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Plus d'informations : <https://www.agglo-auxerrois.fr/Missions/Urbanisme/PLU/PLUIHM-Plan-Local-d-Urbanisme-intercommunal-Habitat-Mobilité>

Cet atelier vient nourrir le travail de prospective autour de l'élaboration du PLUIHM. La démarche de concertation a débuté par une enquête, principalement en ligne, ouverte à l'ensemble des habitants du territoire du 4 au 25 septembre 2023, mais également sur le terrain avec 2 enquêtrices présentes dans différentes communes du 13 au 16 septembre. Cette enquête portait sur l'ensemble des thématiques relatives à la construction du PLUIHM (urbanisme, habitat, environnement, mobilités, tourisme, agriculture...) et avait vocation à recueillir la vision des habitants de leur territoire en 2023 et pour l'avenir (à horizon 2050).

Suite à cette enquête, la démarche s'articule autour de 2 ateliers-débats ouverts au grand public, entre octobre et décembre 2023, avant un temps de restitution, au printemps 2024, qui

visera à rendre compte des premières phases du PLUIHM notamment le diagnostic et les grandes orientations retenues.

Pour ce premier atelier, les participants avaient été invités principalement suite à leur réponse à l'enquête en ligne ou sur le terrain, dans laquelle ils pouvaient laisser leurs coordonnées et leur souhait de participer aux ateliers, mais également par les différents leviers à disposition de la Communauté d'Agglomération (panneaux pocket, presse, site internet, réseaux sociaux, relais des communes...). Au total, 92 participants étaient présents.

A noter que les échanges retranscrits ci-après correspondent aux discussions, réflexions et propositions des 92 participants présents lors de l'atelier-débat du 18 octobre 2023 et n'engagent que ceux qui les ont tenus. Il ne s'agit en aucun cas d'un rendu exhaustif ou d'un échantillon représentatif de l'opinion de l'ensemble des habitants de la communauté d'agglomération.

Pour rappel, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois s'est engagée à étudier attentivement l'ensemble des propositions, mais elles ne pourront toutes être retenues (faisabilité technique, juridique, financière...). Les participants seront dans tous les cas informés des retours faites sur leurs propositions.

En dépit de la grande attention portée au traitement des contributions et à l'écriture de ce compte-rendu, quelques erreurs orthographiques peuvent subsister.

Une démarche accompagnée par : Palabreo



Page 2 sur 24

Pièce 1 – Diagnostic / État initial de l'environnement – Version 1.0

PLUi-HM de l'Auxerrois

Déroulé de l'atelier

En introduction de l'atelier, Christophe Bonnefond, Vice-Président de la CAA en charge du PLUiHM, expose l'ambition de la démarche du PLUiHM. Il est complété par Swann Berneau, chargé de mission planification urbaine à la CAA, qui présente le contexte du PLUiHM, son contenu et son calendrier. Puis Mathilde Chocat (Palabreo) présente les engagements de la concertation du grand public ainsi que le planning de la démarche, et revient sur la synthèse des résultats de l'enquête.

En fin d'introduction, elle précise la méthode de travail de la soirée : les participants (5 à 8 par table) disposent de 2 fiches de contribution présentant des questions relatives à la thématique qui leur a été attribuée, auxquelles ils doivent apporter des réponses collectives, après en avoir échangé. Après avoir répondu aux questions de cette thématique, ils peuvent s'ils le souhaitent répondre à d'autres questions sur les différentes thématiques. Ils disposent d'une heure et demie pour répondre aux questions sur des fiches de contribution collectives (les propos tenus à l'oral aux différentes tables n'ont pu être pris en compte dans le présent compte-rendu). Puis leurs contributions sont affichées et ils sont invités à aller découvrir les contributions des autres participants en discutant de façon informelle entre eux et autour de la collation, avant un temps de conclusion et le rappel de l'organisation du prochain atelier-débat le 13 décembre.

Au total, toutes les thématiques ont été traitées par au moins deux tables (trois pour la thématique environnement), avec des contributions complémentaires de certaines tables en deuxième partie d'atelier.



• Habitat, urbanisme :

- A quelles conditions la construction de nouveaux logements collectifs ou individuels dense serait acceptable pour vous ? Y compris de logements aidés / locatifs (à destination des jeunes ménages, familles, personnes âgées...) ? A quoi cela pourrait ressembler ? (n'hésitez pas à imaginer que cela se passe à côté de chez vous !)

- Quel(s) type(s) de logements développer en priorité pour loger tous les publics (jeunes ménages, seniors, ...) ? Et où prioriser les constructions ?
- Pour limiter l'extension urbaine, pensez-vous qu'il serait intéressant de faire de la « densification à la parcelle » en incitant les propriétaires à vendre une partie de leur terrain pour y construire un ou des nouveaux logements (par ex. scinder une parcelle de 800m² en 2 parcelles de 400m²) ? Si oui,

PLUi-HM de l'Auxerrois

comment leur donner envie, comment les accompagner ?

- Et si on interdisait définitivement et à court terme toute nouvelle extension/construction sur des espaces naturels, forestier et agricoles pour protéger l'environnement, les ressources naturelles et la biodiversité ? Comment cela peut être envisagé ? Quels leviers, quels freins ? Comment convaincre ?

• Environnement :

- Quels leviers pour accompagner les propriétaires, bailleurs et entreprises/administrations dans la rénovation thermique et énergétique des bâtiments ?
- Comment faciliter le développement local des différents types d'énergies renouvelables ? A quelles conditions peut-on trouver un consensus sur le développement des énergies renouvelables ? Comment s'y prendre en fonction des différents types d'énergies ?
- Comment améliorer et développer la nature en ville et centre bourg ?
- Comment impliquer les entreprises, espaces commerciaux et les collectivités locales dans la protection de la biodiversité sur leurs parcelles ? Doit-on renforcer leurs obligations ? A quelles conditions ?
- Quelles sont selon vous les priorités d'action concernant l'adaptation au changement climatique, la préservation des ressources naturelles et la protection de la biodiversité ?

• Développement économique, tourisme et patrimoine :

- Quelle stratégie d'accueil des entreprises sur le territoire ? Où accueillir de nouvelles entreprises (travail sur les centre-bourg, nouvelles zones d'activités, zones existantes...) ? Quels inconvénients, quels atouts ?
- Comment réinventer les zones commerciales périphériques de demain, pour les densifier

sans les étendre, pour les reconverter, pour accueillir des activités économiques, du logement ?

- Quelles idées, quelles actions mener pour promouvoir/soutenir un tourisme plus vertueux et respectueux de l'environnement ? En direction des touristes et des acteurs du tourisme (hébergeurs – restaurateurs – hôteliers – loisirs) ?

- Quelle mise en valeur et protection du patrimoine naturel (tourisme vert) et du patrimoine architectural ?

• Mobilités :

- Sans se limiter aux questions d'infrastructures (voies cyclables...), quelles actions concrètes pourriez-vous proposer pour inciter davantage à la pratique du vélo au quotidien ?
- Quels modes de déplacements devraient faire l'objet d'investissements conséquents de la part de l'Agglomération ? Pourquoi ?
- Quelles idées pour diminuer l'usage individuel de la voiture ? Pourrait-on un jour imaginer se passer de la 2^{ème} voiture ? Imaginer ne plus être propriétaire de sa voiture ? Quel développement possible de l'autopartage ?
- Quels développements envisager pour le transport collectif et le transport à la demande ?

• Agriculture, campagne :

- Y a-t-il des productions agricoles à préserver/développer ? Si oui, comment concilier protection et rémunération des agriculteurs ?
- Quelles orientations de la filière agricole (du producteur au consommateur) pour un territoire plus vertueux ? Quels impacts et efforts pour chacun des acteurs (agriculteurs, consommateurs, distributeurs...) ?

PLUI-HM de l'Auxerrois

- Quelles formes de diversification de l'activité des agriculteurs (agro-tourisme, agrivoltaïsme...) ?
- Comment garder attractifs les métiers de l'agriculture ?
- Equipements, services et cadre de vie :
- Comment imaginer demain des commerces et services de proximité de qualité et accessibles à tous (dont les ménages les plus modestes) ? Quelles idées, quelles pistes de développement pour assurer leur viabilité économique ?
- Etant entendu que l'on ne peut pas « mettre tout partout », et que le PLUIHM doit permettre l'évolution de l'Auxerrois entre 2026 et 2046, quels sont d'après vous les équipements, services ou activités qui manquent au territoire ?
- Quelles idées pour renforcer plus généralement l'attractivité et la dynamique des cœurs de bourg tout au long de l'année ?
- Quelles priorités pour l'adaptation des équipements scolaires (et périscolaires) aux besoins du territoire (groupements d'écoles, rénovation thermique des bâtiments, car scolaire...) ?
- Quelles priorités en matière de formation initiale et continue ?



PLUI-HM de l'Auxerrois

Compte-rendu des contributions par thématique

L'ensemble des contributions des participants, prises en note par les greffiers de chaque table, ont été reprises et analysées par thématique. Nous intégrons certains verbatims (les contributions écrites), afin d'illustrer de manière précise les réponses. Ils sont présentés en caractère *italique de couleur mauve*, chacun d'entre eux étant entouré de guillemets (« ... ») et séparé par une virgule (.). Malgré notre vigilance, il est possible que quelques erreurs de compréhension et de relecture subsistent dans le document.

Urbanisme et aménagement

Concernant la construction de nouveaux logements collectifs ou individuels denses, y compris des logements aidés ou locatifs, les participants soulignent notamment le besoin de limiter la hauteur de ces constructions (pour certains, pas plus de 3 étages). Ils évoquent la construction de maisons des services et de maisons de quartier, d'autres réfléchissent à la construction de logements intergénérationnels, incluant des services, sur le modèle de ce qui se fait dans les pays scandinaves. Ils partagent aussi leur souhait du respect des styles de constructions existants dans la région. La construction de maisons individuelles dans des villages, avec une accession à la propriété solidaire sur plusieurs années pour que les habitants en prennent soin, est aussi proposée par des participants. S'agissant de leurs localisations, ils pointent la pertinence de la préemption par exemple concernant des friches commerciales, à l'intérieur de la ville, mais aussi la nécessité de conserver la constructibilité des dents creuses sur tout le territoire.

Au-delà des nouvelles constructions, ils soulignent aussi le besoin de travailler sur l'existant : notamment pour réaliser des inventaires des logements vacants, afin de les réhabiliter et les adapter, en conservant par exemple les façades en centre-ville tout en adaptant les logements aux normes actuelles (économie d'énergie ...). Ces évolutions pourraient aussi être réalisées sur des logements se libérant afin de les moderniser et/ou les transformer en habitats intergénérationnels (ouverts aux primo-accédants et aux personnes âgées souhaitant rester dans la commune). Pour

favoriser la réhabilitation, les participants proposent de renforcer l'accompagnement (aides) mais aussi des moyens contraignants pour pousser les propriétaires à moderniser leurs biens. Pour certains, il faut penser à une meilleure répartition des habitats (en mixant des terrains plus ou moins grands), et mieux penser les zonages pour éviter le cloisonnement, faire muter l'existant et faciliter les accès aux services.

Pour permettre de loger tous les publics, y compris les jeunes ménages et les seniors, les participants proposent principalement la construction d'habitats partagés et/ou intergénérationnels, avec par exemple des services et espaces d'usages commun, tout en conservant des espaces privatifs, à proximité de commerces, de services et des transports. Ces logements pourraient être construits en priorité sur des friches, ou dans des logements vacants afin d'avoir une plus grande proximité des centres. Il pourrait s'agir de logements locatifs, ou d'accession à la propriété (ce qui pose la question pour certains de la gestion avec les constructeurs et les banques). Les participants évoquent aussi la construction de petites unités de « villages senior » pour les personnes âgées.

Plus largement, ils évoquent le besoin de faciliter la rencontre et les échanges, la vie associative, et de développer des lieux permettant d'accueillir des jeunes en stage, des apprentis, des jeunes travailleurs, de développer des formules pour du logement de court terme, et de l'accueil chez l'habitant.

Les participants souhaitent également poursuivre la réflexion sur la densité, la propriété du foncier, les concessions et la location long terme. Ils s'interrogent aussi sur l'utilisation

PLUI-HM de l'Auxerrois

moins importante du parc de bureaux avec le développement du télétravail.

Concernant la question portant sur la limitation de l'extension urbaine à travers le développement de la densification à la parcelle, les participants trouvent la solution pertinente si les propriétaires sont aidés et n'ont pas de préjudices financiers (biens dévalués à la revente), sur la base de leur accord et sans standardiser cela. Pour éviter des pertes financières, ils proposent de mettre en place un système d'exonération fiscale sur plusieurs années, et en laissant à la charge de l'acquéreur la remise en état du terrain. Ces extensions ou nouvelles constructions ne devraient pas dépasser 3 à 4 étages, et proposer des espaces végétalisés accessibles à tous plutôt que des jardins privés – ou alors sous la forme d'espaces partagés, des lieux d'échanges ou des jardins partagés. Plus largement ils soulignent le besoin de repenser la végétalisation des villes et des rues, pour les rendre plus attractives que les secteurs périphériques.

S'agissant de la perspective d'une interdiction définitive de toute nouvelle construction ou extension impactant les espaces naturels, forestiers et agricoles, s'ils partagent leur incompréhension face à la question car considérant que cela est déjà le cas. Ils évoquent par ailleurs le besoin de repenser l'attractivité du territoire en utilisant l'existant comme force, en tant que lieu d'accueil pour le tourisme et la villégiature, plutôt qu'en développant l'artificialisation des terres. Ils citent en ce sens Aux'R-Parc, et évoquent la ville à faibles distances comme outil de bien vivre. Ils souhaitent améliorer la valorisation de l'existant, y compris à travers les ZNIEFF et Natura 2000 pour réfléchir les aménagements et accès.

Enfin les participants formulent d'autres propositions, notamment pour penser l'habitat et l'urbanisme de façon plus large : en anticipant le vieillissement de la population et en proposant donc des solutions pour les personnes souhaitant vieillir et mourir chez elles, en préparant le personnel et l'habitat nécessaire au grand âge... mais aussi en réfléchissant l'habitat

en même temps que la mobilité et les commerces de proximité pour favoriser le développement et le dynamisme des villages. Ils évoquent aussi les questions touristiques, qu'ils souhaitent voir développées avec une offre variable selon les publics (premium, populaire, écologique, ...), en évitant un tourisme de masse et en réfléchissant à la cohérence de l'offre. Ils partagent leur souhait de voir évoluer la réglementation concernant les habitats insolites, et pour « penser une identité et une harmonisation nouvelle avec des règles d'urbanisme adaptées ».

Environnement

Afin d'accompagner les propriétaires, bailleurs, entreprises et administrations dans la rénovation thermique et énergétique des bâtiments, les participants proposent notamment d'améliorer la communication auprès des propriétaires et de rendre les informations plus accessibles, avec la mise en place d'un guichet dédié par exemple, et en indiquant les organismes et aides existants, pour faciliter le financement de leurs projets. Ils pointent le besoin d'adapter le financement aux travaux, ceux-ci devant se faire après un diagnostic du bâtiment permettant d'établir s'il vaut le coup d'être rénové, selon sa destination. Ils rappellent aussi le besoin d'accompagner à l'utilisation des équipements.

Soulignant l'urgence à agir en la matière pour que chaque logement soit isolé voire autonome, ils évoquent aussi des pistes d'action à des échelles plus collectives : en isolant et équipant (panneaux photovoltaïques) les zones commerciales, en facilitant les groupements d'entreprises pour rénover des bâtiments similaires, en facilitant la mutualisation de production d'énergie, en réfléchissant à des solutions collectives type biomasse pour le collectif voire pour des quartiers entiers, et en isolant également les bâtiments institutionnels.

Pour faciliter le développement local d'énergies renouvelables, les participants soulignent le besoin de développer différents types d'énergies (avec pour certains une volonté d'arrêter la construction de nouvelles éoliennes, jugées peu

PLUI-HM de l'Auxerrois

productives et destructrices de l'environnement), en gardant l'échelle locale de production qui peut permettre d'arriver à un consensus. Ils proposent de développer le photovoltaïque, la biomasse (chaudières pour les équipements publics), de développer des unités de production de quartier avec différentes sources, voire d'utiliser « la température de l'eau rejetée pour obtenir de l'énergie ». Plus globalement ils rappellent le besoin de faciliter la mise en place de ces différentes solutions, avec un guichet qui pourrait permettre d'évaluer les propositions faites par les installateurs, en allant directement vers les entreprises et particuliers en les informant davantage sur les primes existantes et en développant des remises (taxes carbone) pour les inciter à s'équiper, avec des aides des collectivités locales ... Ils pointent aussi le besoin de travailler sur l'existant pour réaliser des économies d'énergie, tout en assouplissant les règles en matière de préservation du patrimoine architectural. Certains imaginent la mise en place de « stations cyclables pour enseigner le principe de production d'électricité, afin de faire comprendre comment ça marche ».

Afin de développer, d'améliorer la nature en ville et centre-bourg, les participants mettent notamment en avant les enjeux de perméabilité et porosité du sol (de façon générale ou plus particulièrement en travaillant sur les trottoirs (pour éviter les inondations), sur les revêtements de parking (sol résillé, béton poreux), en retrouvant davantage d'herbe sur les espaces piétons, ...), ainsi qu'aux enjeux de chaleur (supprimer l'îlot de chaleur, préserver l'humidification de l'air en été pour mieux respirer, développer des ombrières végétales dans les rues, limiter le rayonnement de chaleur ...).

Les enjeux de mobilité sont également soulevés, dans la perspective du développement des liaisons douces vers la campagne, des voies vertes, ainsi que d'une réduction des trajets automobiles en développant les transports en commun s'ils sont bien organisés, avec des parkings relais piétonnisés et desservis par des navettes fréquentes, laissant davantage de place à la nature.

Ils évoquent aussi d'autres solutions, en réservant « une quote-part de la surface de construction ou de réhabilitation à la végétalisation », en favorisant la végétalisation des toitures, ou encore en limitant la pollution lumineuse nocturne.

S'agissant de la valorisation des déchets dans l'économie circulaire, les participants soulignent le besoin de faciliter la contribution des particuliers, en développant l'information sur l'existant, et en facilitant l'accès pour les personnes non motorisées aux déchetteries. Ils proposent le développement de nouvelles solutions locales : collecte et valorisation des déchets textiles en isolant, chaufferie biomasse par quartier ou villages, transformation des matériaux en fin de vie ...

Ils évoquent pour les déchets verts le besoin de les valoriser autrement qu'en compost, en réfléchissant par exemple à leur valorisation pour la construction ou l'agriculture ainsi qu'en énergie comme cela peut se faire à Reims par exemple. Certains indiquent que la méthanisation ne devrait pas autoriser « d'autres déchets que ceux des habitants particuliers et non les déchets végétaux provenant de l'agriculture intensive ».

Ils réfléchissent également à la limitation des emballages plastiques, ainsi qu'au retour des consignes de verre par exemple.

L'implication des entreprises, des espaces commerciaux et des collectivités locales dans la protection de la biodiversité sur leurs parcelles pourrait se traduire notamment par l'aménagement de leurs parkings (végétalisés et accueillant la biodiversité, avec des panneaux ombrelles) et la gestion des eaux de pluie (récupération sur les toitures, bassin d'orage, décanteur, traitement avant retour dans la nappe ...).

Ils évoquent aussi le besoin de faire respecter la législation, ce qui n'est aujourd'hui pas toujours le cas, par exemple s'agissant des livraisons en centre-ville, voire de la faire évoluer par exemple pour imposer « un pourcentage de terrain laissé

PLUI-HM de l'Auxerrois

en friche, sans tonte ». Ils proposent aussi d'accompagner les entreprises à faire évoluer leurs flottes de poids-lourds vétustes.

Plus globalement, les priorités d'action concernant l'adaptation au changement climatique, la préservation des ressources naturelles et la protection de la biodiversité doivent porter sur différents éléments :

- En matière de transport, ils souhaitent le développement du covoiturage avec une application dédiée, le développement de pistes cyclables (obligatoires à chaque intervention sur une voirie) et des livraisons en vélo. Ils réfléchissent aussi à la limitation des déplacements le midi par la mise en place de restaurants d'entreprises.
- En matière d'urbanisme et d'aménagement, ils citent le besoin d'identifier clairement les zones protégées ainsi que de faire évoluer les méthodes de construction
- Pour la ressource en eau, ils proposent de développer l'équipement des particuliers avec des récupérateurs d'eau pluviale, des pommeaux de douche indiquant la consommation d'eau, des mousseurs sur les robinets ...
- Plus généralement ils rappellent le besoin d'appliquer le principe de pollueur-payeur pour financer ces priorités.

Question : « combien de champs de photovoltaïques ou d'éoliennes pourraient être créés avec le budget de l'EPR qui ne fonctionne pas encore ? »

Développement économique, tourisme et patrimoine

S'agissant de l'accueil des entreprises sur le territoire, les participants considèrent qu'il faut à la fois permettre l'accueil sur les zones d'activités existantes (avec de l'emploi artisanal et pas

uniquement logistique) tout en maintenant voire en développant les commerces en centres-villes et centres-bourgs (aide à l'installation) notamment des commerces de bouche.

Ils mettent en avant le besoin d'une desserte suffisante de transport, à la fois sur le territoire (transports en commun entre les lieux de vie et les zones d'activités), et depuis l'extérieur (liaisons ferroviaires, bus, lien vers Paris et Orléans, fret ferroviaire ...).

Pour eux, il faut mettre en avant le territoire en faisant du lobbying présentant ses atouts (cadre de vie, situation géographique), et en préservant le cadre naturel (limitation de l'artificialisation des sols), afin d'attirer des habitants et des entreprises. Ils indiquent également le besoin de poursuivre le développement de l'offre de formation supérieure et des campus de l'agglomération.

Réfléchissant au futur des zones commerciales périphériques, pour les densifier sans les étendre, les reconvertir, les participants soulignent le besoin en parallèle de maintenir (voire redensifier) le commerce en centre-bourg. Pour les zones commerciales, ils proposent d'y aménager des logements par exemple pour les étudiants, mais avec une limite car cela pourrait entraîner la disparition des petits commerces des centres. Ils proposent également de repenser ces zones avec des espaces verts et des marchés pour développer les circuits courts. Les participants pointent l'intérêt de les densifier, en utilisant les friches qui y existent, et en aménageant des bâtiments d'au moins 2 étages. Ils imaginent également des zones de stationnement mutualisées pour économiser l'espace, avec des bornes de recharge, couvertes de panneaux photovoltaïques pour générer de l'électricité ... Il faudrait également y sécuriser les circulations douces.

Pour développer un tourisme plus vertueux et respectueux de l'environnement, les participants explorent différentes pistes :

Le développement du tourisme fluvial, en communiquant mieux dessus, en développant

PLUI-HM de l'Auxerrois

l'offre d'hôtellerie fluviale, en proposant par exemple des locations de bateaux au port, paddle ...

La conservation et la mise en valeur des espaces arborés et des espaces d'accueil des touristes, en limitant leur artificialisation, la préservation des centres-bourgs (esthétique) et des arbres, des espaces verts en général comme ce qui a été bien fait sur les quais de l'Yonne à Auxerre (avec des bancs pour permettre la rencontre)

Le renforcement de l'offre d'hébergement, par exemple en rénovant des logements inoccupés pour en faire des logements touristiques, en développant des auberges de jeunesse ou de l'hébergement de plein air

La mise en avant du patrimoine gastronomique du territoire (œnologie en circuit, gastronomie, s'appuyer sur la renommée des vins de l'Yonne ...)

La transformation du parking des Cordeliers en une place centrale qui pourrait favoriser le commerce et servir de lieu d'accueil des touristes comme des locaux (en prévoyant des navettes, et en réfléchissant au stationnement, un sujet qui fait débat pour les participants s'agissant de sa réduction)

D'autres propositions, comme l'aménagement d'une ligne de bus vers le centre-ville, l'aménagement d'itinéraires de randonnée bien balisés (en lien avec l'offre d'hébergement), ou encore l'idée de « centraliser les différentes manifestations (sportives, culturelles ...) et les rendre plus visibles sur tout le territoire »

Pour mettre en valeur et protéger le patrimoine naturel et architectural du territoire, les participants proposent notamment de mettre l'accent sur les villages viticoles, à valoriser (mise en lumière, espaces publics, végétalisation), y compris leurs églises et collégiales, les vignobles et les forêts comme celles du Thureau et de Branches. Ils réfléchissent plus largement à la préservation de l'existant et son entretien, le maintien de la ruralité et de l'agriculture (et des paysages qui vont avec), s'interrogeant sur la

possibilité de protéger le patrimoine naturel tout en installant des éoliennes. Ils proposent de développer un événement autour des ceriseraies de l'auxerrois. Le développement d'itinéraires de balades et de promenade, en prolongeant ceux existant et en les entretenant (y compris chemin de halage le long de l'Yonne et du canal), est également une piste qu'ils abordent.



Mobilités

En matière de mobilités cyclables, les participants soulignent le besoin de renforcer les pistes existantes en les sécurisant et en s'assurant de leur continuité, avec un réseau permettant de rejoindre les différentes communes, qui pourrait par endroit emprunter les anciennes lignes de tacot comme à Perrigny. Ils pointent aussi le besoin de davantage de sécurisation des stationnements pour éviter les vols, et de la circulation à vélo en général y compris hors des pistes notamment sur les ronds-points et carrefours – certains proposent des mises en situation pour les automobilistes afin qu'ils perçoivent mieux les difficultés des cyclistes. Il s'agit aussi pour eux de mieux faire connaître l'existant, à la fois le réseau (avec également plus d'indications) et le matériel

PLUI-HM de l'Auxerrois

comme les vélos en libre-service : ils proposent pour cela des journées découvertes, ou bien de proposer du matériel en prêt y compris des remorques pour les enfants ou pour animaux.

Ils proposent aussi de développer davantage de parcs relais pour éviter l'utilisation de la voiture et encourager l'usage du vélo.

S'agissant des investissements à réaliser sur les différents modes de déplacements, les participants réfléchissent à plusieurs pistes :

- Pour le vélo, ils rappellent le besoin de renforcer les aménagements sur les pistes cyclables, les carrefours et ronds-poids et pour les parkings à vélo
- Pour les transports en commun, ils évoquent le besoin de mieux informer de façon générale, la possibilité pour les bus scolaires et de ligne d'être prioritaires sur leur circuit pour fluidifier le trafic ; ils proposent aussi de réaménager certains carrefours comme celui de Perrigny/Saint Georges. Certains imaginent des transports en commun ludiques comme des transports scolaires en charrette.
- S'agissant du train, ils appuient l'idée d'un renforcement des déplacements vers Dijon et Paris pour qu'ils soient plus rapides et moins chers ; pour certains il pourrait s'agir d'une aide financière à l'utilisation du train (et du bus)
- Pour les déplacements en voiture, ils évoquent le développement du covoiturage, avec des parkings relais avec vidéoprotection pour les covoitureurs, ainsi que des voitures électriques et sans permis en autopartage par exemple à disposition sur place du village.
- Le transport à la demande pourrait être développé, en particulier pour faciliter les déplacements des travailleurs (y compris en horaires décalés)
- Certains rappellent le besoin de faciliter les déplacements à pied en améliorant les trottoirs.

Partageant leur regard sur la place de la voiture sur le territoire, les participants estiment que celle-ci prend trop de place, et qu'il est aujourd'hui compliqué de s'en passer du fait de la structuration du territoire. Pour autant, ils soulignent le besoin de réorganiser les aménagements pour permettre les déplacements notamment à vélo et à pied : pour eux, « l'argent mis dans les dispositifs pour faire ralentir les voitures pourrait être utilisé pour rétrécir les largeurs de chaussée et créer pistes cyclables ». Il serait aussi pertinent pour les participants de développer les horaires des bus, ainsi que le covoiturage, tout en aménageant des itinéraires poids lourds évitant les routes des villages qui ne sont pas prévues pour ces circulations.

Pour réduire l'usage de la voiture voire se passer d'une 2ème voiture, les participants mettent notamment en avant le développement du covoiturage (avec incitation financière, plateforme dédiée type blablacar local, communication, liste de lieux de travail communs pour faciliter l'organisation...) et du télétravail. De façon générale, cette diminution du recours à la voiture dépend pour eux d'une augmentation des coûts qui va de fait contraindre les automobilistes, mais qui pourrait être limité si les prix de l'habitat empêchent de se loger proche de son lieu de travail et des services et activités.

Ils imaginent aussi des incitations auprès des entreprises et des structures associatives et autres pour la mise en place du covoiturage et l'aménagement d'aires dédiées à celui-ci, ainsi que pour la mise en place de « transports inspirés du transport scolaire »

S'agissant de l'autopartage, les participants n'y sont pas opposés et imaginent la mise à disposition de voitures pour celui-ci, mais s'interrogent sur le nombre d'utilisateurs potentiels.

Ils proposent par ailleurs la mise en place de parkings relais gratuits, et pour les enfants de pédibus et de parkings à vélo dans les écoles pour sécuriser les enfants et tranquilliser les

PLUI-HM de l'Auxerrois

parents tout en réduisant le nombre de véhicules au niveau des établissements scolaires.

Réfléchissant à l'idée de ne plus être propriétaire de sa voiture, certains participants estiment cette possibilité difficile à mettre en place sans trop de contraintes notamment pour pouvoir se déplacer sans programmer.

Quant au développement du transport collectif et du transport à la demande, les participants imaginent plusieurs pistes de développement :

- La mise en place d'un système de taxi communautaire, qui pourrait fonctionner si les usagers acceptent d'être à plusieurs dans un véhicule et d'attendre un peu, et si le prix de la course est assez bas,
- Le développement de transports interentreprises,
- L'aménagement de davantage de zones de dépôts pour le transport à la demande,
- L'utilisation du ramassage scolaire pour des transports non scolaires.

De façon plus générale certains insistent sur le besoin de mieux faire connaître les dispositifs, avec par exemple des démonstrations et voyages tests, pour renforcer l'accompagnement des possibles utilisateurs de ces services. Une remarque qu'ils étendent à l'ensemble des services de mobilité (transport à la demande, Karos, ...) en dehors de ce qui est présent sur le site de la CAA.

Partageant d'autres idées sur les enjeux de mobilités, les participants soulignent l'intérêt de faciliter le déménagement des personnes âgées dans des quartiers plus adaptés pour ainsi réduire leur dépendance à la voiture, mais aussi les problématiques de déplacements liés à la mise en place des PAV, dont l'utilisation pourrait conduire à augmenter le nombre d'automobilistes réguliers (notamment pour les personnes âgées ne pouvant s'y rendre à pied).

Agriculture et campagne

Concernant les productions à préserver et/ou à développer, les participants évoquent notamment les cultures de céréales, surtout celles adaptées au changement climatique et peu gourmandes en eau, mais également le maraîchage, les arbres fruitiers, les cultures bio en général et la filière animale.

Ils souhaitent également favoriser la consommation locale, avec des produits sains issus d'une culture raisonnée et donc accessibles à tous, et la vente en direct, permettant d'assurer une rémunération aux agriculteurs. Le regroupement des agriculteurs pour diminuer leurs coûts serait également une piste pour eux.

Ils abordent également la possibilité d'avoir des « zones réservées dans le PLUI HM afin d'éviter l'éolien dans les champs de culture », de réglementer les marges des distributeurs et de faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs.

Ils imaginent, pour développer une filière agricole plus vertueuse, le développement de la vente de proximité, avec des points de vente dédiés, des marchés locaux, et en lien avec les distributeurs et dans les petits commerces. Ils proposent aussi d'imposer l'usage de produits locaux, par exemple dans les cantines scolaires, les maisons de retraite, etc. Plus largement ils souhaitent développer une agriculture raisonnée, et inciter à la consommation locale.

Pour diversifier l'activité des agriculteurs, les participants adhèrent à l'idée de l'agrotourisme, qui pourrait permettre de mieux faire connaître le territoire, avec l'organisation de week-end et vacances à la ferme (y compris avec stationnement de camping-car), de la vente directe, et davantage de communication. Ils imaginent aussi l'agrivoltaïsme comme une option permettant de générer des revenus supplémentaires tout en offrant une protection face au changement climatique, à condition de respecter le patrimoine.

Ils réfléchissent également à l'émergence de nouvelles productions, adaptées au climat, et à

l'encadrement de l'éolien « en fonction des habitations, des terres agricoles et des pâtures ».

Pour conserver l'attractivité des métiers de l'agriculture, les participants soulignent le besoin d'améliorer les revenus agricoles et les conditions de travail des agriculteurs (avec une charge de travail allégée par le biais de regroupements ou l'emploi d'apprentis par exemple), mais aussi de faire évoluer l'activité pour respecter l'environnement, développer des productions plus diversifiées ou la valorisation d'une production raisonnée par une bonne rémunération. Pour faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs, ils imaginent que les collectivités pourraient louer ou acheter des terres agricoles vacantes, en lien avec la SAFER.

Equipements, services et cadre de vie

Imaginant les commerces et services de proximité de demain, les participants mettent l'accent sur les enjeux d'accessibilité des services publics, pour les personnes âgées mais aussi de façon générale, avec notamment la mise en place d'un transport collectif régulier à des jours spécifiques, en ruralité. Ils évoquent aussi le besoin de points multi-services et multi-commerces qui pourrait être accompagnés par la CAA, mais aussi de garderies et de crèches, ou encore de services de santé notamment avec un maillage de spécialistes et de services à la personne pour favoriser le maintien à domicile (en développant la formation).

S'agissant des équipements, services et activités manquant sur le territoire, les participants partagent leurs attentes en matière de services de santé (avec des maisons de santé regroupant médecin, kiné, dentiste, infirmier ...), de transport (avec une meilleure desserte des communes), de commerces (avec une offre plus importante) et d'activité économique (en développant des entreprises dans l'énergie solaire, l'isolation des bâtiments, l'économie circulaire ou bien dans le tourisme).

Pour renforcer l'attractivité et le dynamisme des centres-bourgs, à l'année, les participants imaginent à la fois des temps spécifiques avec

l'organisation d'événements (par les commerçants ou les associations), des espaces accueillants (espace vert à la place du parking des Cordeliers à Auxerre, en général jardins publics, aires de jeux ou jardins partagés dans les hameaux), et des lieux de services et de vie (maisons France Service, maisons médicales, bar-restaurant accessible et abordable pour rassembler les gens).

Concernant l'adaptation des équipements scolaires et périscolaires, les participants soulignent l'importance d'une rénovation thermique et globale des bâtiments (voire l'installation de la climatisation), la végétalisation des cours et l'amélioration du ramassage scolaire. Ils demandent également la création de crèches et de haltes-garderies / garderies périscolaires.

En matière de formation initiale et continue, ils insistent sur le besoin d'enseignement en matière d'éducation civique et de respect, et souhaitent aussi développer l'apprentissage ainsi que les formations des IUT, pour faire venir des jeunes et contribuer ainsi au dynamisme du territoire.



Annexes : contributions brutes par tables

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des contributions formulées aux tables, et qui seront étudiées par l'Agglomération.

Thématique 1 : Urbanisme et habitat	
A. A quelles conditions la construction de nouveaux logements collectifs ou individuels dense serait acceptable pour vous ? Y compris de logements aidés / locatifs (à destination des jeunes ménages, familles, personnes âgées ...) ? A quoi cela pourrait ressembler ? (n'hésitez pas à imaginer que cela se passe à côté de chez vous !)	
Table 7	Mixer les habitats (petits et moyens terrains, éviter les ghettos) Recenser ce qui est non habité ou vétuste et ce qu'il est possible de faire dans ces logements Rénovation d'un bâti existant en centre-ville en gardant les façades mais peut-être en faisant derrière des lieux éco d'énergie et habitat actuel Accompagnement d'aide et de moyen de « contraindre » les propriétaires pour moderniser Préempter sur des zones, ex friches commerciales qui sont incluses dans l'enceinte de la ville Pour petites communes, trouver une organisation et un roulement pour réhabiliter des maisons libérées (perso âgées) et des habitats intergénération (primo accédants et personnes âgées souhaitant rester dans la commune) Réfléchir l'habitat faire muter le parc existant. Interpénétrer les zonages et éviter le cloisonnement Repenser les zonages, revoir les répartitions des lieux et des accès aux services. Construire maisons de services, maison de quartier sur les nouveaux logements collectifs
Table 5	Pas d'habitat vertical / limiter le nombre d'étage Rénovation des logements inoccupés vacants et adaptation Conserver la constructibilité des dents creuses dans l'agglomération
Table 1	Pas de logements de plus de 3 étages dans les plus grosses communes Pour les villages, un concept de maisons individuelles avec accession à la propriété (solidaire sur X années) ainsi les habitants prendraient soin des constructions Concernant les habitations vides, effectuer un inventaire des sites Idées : logements intergénérationnels (jeunes actifs/étudiants + seniors) avec services (médicaux, commerces de proximité, bus, jardins partagés) exemple modèle suédois / norvégien Veillez à respecter les styles de constructions de la région
B. Quel(s) type(s) de logements développer en priorité pour loger tous les publics (jeunes ménages, seniors, ...) ? Et où prioriser les constructions ?	
Table 7	Habitat partagé avec des îlots de service et commerces de proximité Permettre vie associative Construire habitat et lieu d'échange, de rencontre Construire habitat et service social Imaginer des lieux qui permettent d'accueillir : - Des apprentis, jeunes en stage - Des personnes présentes sur un court terme - Développer de l'accueil habitant - Jeunes travailleurs

PLUI-HM de l'Auxerrois

	Quelles gestions avec les constructeurs et banques pour la primo accessibilité ? Repenser densité propriété du foncier, concession, location long terme Quelle utilisation de parc bureaux moins utilisés avec le télétravail
Table 5	Mettre en place des nouvelles formules pour les personnes âgées : principe de petites unités de village senior Principe d'habitation pour les jeunes ménages avec des parties d'usage commun et des espaces privatisés en locatif ou en accès à la propriété
Table 1	Prioriser les logements intergénérationnels avec services et transports sur les anciennes friches industrielles ou sur le parc foncier existant (bâti vacants) à proximité des centres bourgs et centres villes
C. Pour limiter l'extension urbaine, pensez-vous qu'il serait intéressant de faire de la « densification à la parcelle » en incitant les propriétaires à vendre une partie de leur terrain pour y construire un ou des nouveaux logements (par ex. scinder une parcelle de 800m² en 2 parcelles de 400m²), en permettant ou en incitant les extensions verticales ? Si oui, comment leur donner envie, comment les accompagner ?	
Table 7	Aides des propriétaires Limiter le vertical entre 3 et 4 étages max Pas pour une standardisation Penser plus végétalisation des logements que jardin ou alors des espaces partagés (lieu d'échange ou jardins partagés) Végétalisation des rues Repenser la végétalisation des villes
Table 1	Oui mais sans préjudices financiers pour les propriétaires existants (au prix du marché du terrain constructible) avec leur seul consentement Comment : exonération fiscale sur un nombre d'années, remise en état du terrain restant aux propriétaires à la charge de l'acquéreur (clôtures, haies, viabilisation, portail, etc.)
D. Et si on interdisait définitivement et à court terme toute nouvelle extension/construction sur des espaces naturels, forestier et agricoles pour protéger l'environnement, les ressources naturelles et la biodiversité ? Comment cela peut être envisagé ? Quels leviers, quels freins ? Comment convaincre ?	
Table 7	Repenser l'attractivité de notre territoire : doit-il être attractif par l'artificialisation de terres (Aux. R. Parc) ou utiliser notre habitat comme force comme lieu d'accueil (tourisme, villégiature) Utiliser notre faible distance comme outil de bien vivre (+ service qu'économie) Travailler la valorisation de l'existant Valorisation ZNIEFF et Natura 200 autour éco tourisme : réfléchir les aménagements, les accès
Table 1	OK – pour interdire toutes constructions. Nous pensions que c'était déjà le cas. Nous ne comprenons pas le sens de cette question
Autres idées	
Table 7	Développer un tourisme à géométrie variable avec service adapté selon que l'on est premium et populaire et écologique Pas forcément tourisme de masse et choisi Quelle cohérence de l'offre de tourisme Revoir la réglementation habitat insolite Penser une identité et harmonisation nouvelle avec des règles d'urbanisme adaptées Face au vieillissement de nos populations, comment l'habitat collectif répond à son souhait de vieillir et mourir chez soi

PLUI-HM de l'Auxerrois

	Quelle préparation des personnels nécessaires, réfléchir à l'habitat rattaché à ce service (grand âge)
Table 1	L'habitat va de pair avec la mobilité/transports et les commerces de proximité (écoles) essentiel au développement de nos villages et à leur dynamisation

Thématique 2 : Environnement

A. Quels leviers pour accompagner les propriétaires, bailleurs et entreprises/administrations dans la rénovation thermique et énergétique des bâtiments ?	
Table 8	Définir la destination du bâtiment « super » diagnostic du bâti > le bâtiment vaut-il le coup d'être rénové ? Financement adapté pour les travaux Cas des zones commerciales : facilité d'améliorer les bâtiments (isolation, panneaux solaire ...) Création d'un guichet pour renseigner les propriétaires Faciliter le groupement d'entreprise pour la rénovation de bâtiments similaires Accompagner aux bons usages des équipements
Table 4	Travailler l'information sur le portail de l'agglo. Indiquer les organismes ou associations susceptibles d'accompagner l'ensemble des démarches et la recherche d'aides financières (ADIL, URBANIS, SOLIA, ANAH, ...) Faciliter la mutualisation de la production individuelle d'énergie
Table 15	Il y a urgence climatique : chaque pavillon, chaque immeuble doit être isolé individuellement + énergie solaire + réserve d'eau de ruissellement + éoliennes en toiture ou jardin. Les établissements institutionnels doivent être aménagés de la même manière + solution éco-collectives pour ériger les bâtiments collectifs ou des quartiers entiers (biomasse, etc.) Financement global en aide pour chaque projet pour que chacun puisse avoir une maison autonome (ma prime rénov accessible et plus intelligente)
B. Comment faciliter le développement local des différents types d'énergies renouvelables ? A quelles conditions peut-on trouver un consensus sur le développement des énergies renouvelables ? Comment s'y prendre en fonction des différents types d'énergies ?	
Table 8	Travailler sur les économies d'énergie sur l'existant Développer les chaudières biomasse pour alimenter les équipements publics Création d'un guichet permettant d'évaluer les propositions faites par les professionnels installateurs Développer le photovoltaïque
Table 4	Nous pensons qu'il faut arrêter la construction de nouvelles éoliennes (peu productives et destructrices de l'environnement) Faire des unités de production de quartier en électricité avec plusieurs sources différentes Utiliser la température de l'eau rejetée pour obtenir de l'énergie
Table 15	Faire des appels de fonds aux entreprises et aux particuliers qui bénéficieraient de prime d'énergie et qui auraient des remises sur les taxes carbone Aides de la part des collectivités locales Assouplir la réglementation y compris les bâtiments de France et patrimoine Produire local pour accepter le consensus

PLUI-HM de l'Auxerrois

	Question : « types d'énergie » ?! > Mixer toutes les énergies car aucune n'est viable toute seule, et rester local Anecdote : création de stations cyclables pour enseigner sur le principe de production d'électricité afin de faire comprendre comment ça marche
C. Comment améliorer et développer la nature en ville et centre bourg ?	
Table 8	Développer les voies vertes, liaison douce vers la campagne Protéger l'existant, la voie verte, les parcs ... Diminuer l'intensité lumineuse la nuit
Table 4	Réserver absolument une quote-part de la surface de construction ou de réhabilitation à la végétalisation Réaliser des ombrières végétales au-dessus des rues avec de la vigne par ex, glycine... Piétonniser avec parkings relais et navettes fréquentes pour laisser la place à la nature
Table 13	Rendre la ville perméable Supprimer l'îlot de chaleur
Table 15	Retirer les trottoirs bétonnés en façon de gouttières afin d'éviter de créer des inondations Retrouver de l'herbe sur les espaces non « roulables » Favoriser les toitures végétales et favoriser la perméabilité du sol, éviter le rayonnement de chaleur Création de parking en sol résilié et en béton poreux > perméabilité Sauvegarder l'humidification de l'air pour mieux respirer en été Réduire la circulation automobile au profit des transports en commun, à la condition d'être mieux organisés
D. Quelle valorisation des déchets dans l'économie circulaire ?	
Table 8	Méconnaissance de l'existant (comment trier et que deviennent les déchets) Filière de récupération des déchets verts Information sur l'état actuel de l'économie circulaire Communication sur ce qui existe ailleurs, ce que font les entreprises innovantes
Table 4	Valoriser les déchets verts autrement qu'en compost : - Matière sèche utile pour la construction et l'agriculture - Eau > agriculture - Gaz > énergie Ex : à Reims il existe une entreprise qui le fait (voir Mr Julien Mouchet) Valoriser les déchets textiles avec une collecte plus organisée et implanter une entreprise d'effilochage pour de l'isolant Faciliter la transformation locale des différents matériaux en fin de vie
Table 13	Faciliter les personnes non motorisées à contribuer / participer au recyclage en déchetterie (gros volume)
Table 15	Pas de méthanisation si elle autorise d'autres déchets que ceux des habitants particuliers et non les déchets végétaux provenant de l'agriculture intensive Chaudière biomasse par quartiers ou par villages : valorisation des déchets Éviter les industrielles (alimentaires et autres) de créer des emballages afin d'alimenter des sociétés de type PAPREC (ex. tous les produits doivent être emballés dans l'unique et même sachet plastique transparent juste avec une étiquette qui change) Favoriser le retour des consignes de verre recyclable éternellement Toutes ces actions devraient rester LOCALES
E. Comment impliquer les entreprises, espaces commerciaux et les collectivités locales dans la protection de la biodiversité sur leurs parcelles ? Doit-on renforcer leurs obligations ? A quelles conditions ?	

PLUI-HM de l'Auxerrois

Table 8	Construction de parkings : végétalisation et panneaux ombrelles Imposer un pourcentage de terrain laissé en friche, sans tonte Améliorer le traitement et la gestion des eaux pluviales (aménagements de bassin d'orage, décanteur, ...) > eaux propres à la sortie du réseau
Table 4	Accompagner la métamorphose des flottes de camions vétustes d'entreprises Faire respecter la législation pour les livraisons centre-ville
Table 15	Récupération d'eau obligatoire sur chaque toiture à partir d'un certain nombre de m² et traiter l'eau avant retour dans la nappe Végétaliser les parkings pour faire revenir les oiseaux et autres insectes Juste déjà leur faire respecter la loi car elle ne l'est pas encore aujourd'hui dans beaucoup de cas
F. Quelles sont selon vous les priorités d'action concernant l'adaptation au changement climatique, la préservation des ressources naturelles et la protection de la biodiversité	
Table 8	Actions sur le transport routier : - Plateforme de covoiturage (application) - A chaque intervention sur une voirie, obligation d'y mettre une partie cyclable - Développer la livraison en vélo - Limiter les déplacements le midi : création de restaurant d'entreprises Indiquer clairement les zones protégées Faire évoluer les méthodes de construction
Table 4	Ressource en eau : récupérer l'eau de pluie quand on a un jardin ; équiper les douches de pommeau de douche qui indiquent quelle conso ; mettre des mousseurs sur les robinets
Table 15	Se reporter ci-dessus ! Prendre de l'argent aux pollueurs pour payer les priorités (Question : combien de champs de photovoltaïques ou d'éoliennes pourraient être créés avec le budget de l'EPR qui ne fonctionne pas encore ?)

Thématique 3 : Développement économique, tourisme et proximité

A. Quelle stratégie d'accueil des entreprises sur le territoire ? Où accueillir de nouvelles entreprises (travail sur les centres-bourgs, nouvelles zones d'activités, zones existantes ...) ? Quels inconvénients, quels atouts ?	
Table 9	Maillage cohérent des transports publics entre les lieux de vie et les zones de travail Le transport doit également permettre le trajet depuis l'extérieur de l'agglomération (exemple : développer le ferroviaire / les lignes de bus ; aujourd'hui Paris-Auxerre et le reste de l'agglomération manque de desserte et de ponctualité) Liaison Orly à développer Fret ferroviaire Faire du lobbying pour présenter nos atouts = cadre de vie, voie de passage entre le Nord et le Sud Continuer à développer l'offre de formation supérieure et les campus de l'agglomération Aide à l'installation pour les commerces de centre-ville
Table 2	Accueillir les entreprises sur les zones existantes : avec emplois artisanaux locaux et non pas que de la logistique (cas d'Aux R Parc). Optimiser les zones existantes (les Macherins, Plaine des Isles, les Clairions, les Bréandes, Escolives/Champs ...) + St Siméon Réhabiliter les friches industrielles (verrues non utilisées)

PLUi-HM de l'Auxerrois

	<p>Limitier d'utiliser les terres agricoles (non artificialisation des sols), le département étant agricole (attirait pour les paysages, la vigne, le patrimoine) pour attirer de nouveaux habitants</p> <p>Maintenir les commerces en centre-ville d'Auxerre et centres-bourgs (Monéteau, Appoigny, Chevannes, Champs) dont les commerces de bouche</p>
	<p>B. Comment réinventer les zones commerciales périphériques de demain, pour les densifier sans les étendre, pour les reconvertir, pour accueillir des activités économiques, du logement... ?</p>
Table 9	<p>Réorienter les locaux commerciaux pour une autre utilisation : habitation, campus étudiant ...</p> <p>Y développer des marchés pour un circuit court</p> <p>Développer les bornes de recharge sur les zones commerciales</p> <p>Développer des espaces verts</p> <p>Utiliser les énergies renouvelables (couvrir les parkings de panneaux solaires)</p> <p>Sécuriser davantage la circulation pour les piétons et les mobilités douces</p> <p>Redensifier le commerce de centre bourg</p>
Table 2	<p>Doit-on associer les nouveaux logements auprès des zones commerciales ? Débat car cela risque de faire disparaître les plus petits commerces des centres-villes et des communes possédant aussi des commerces (Appoigny, Chevannes). Exemples : des commerces disparaissent à Monéteau (disparition du boucher)</p> <p>Mutualiser les places de stationnement dans les grandes zones commerciales > gagner de l'espace</p> <p>Utiliser les friches existantes dans ces zones (ex : les Macherins/Cora et les Clairions)</p> <p>Prévoir des zones en utilisant au moins 2 étages pour densifier</p> <p>Ne pas oublier de conserver un environnement paysager (arbres, espaces verts) pour maintenir la biodiversité (existe aujourd'hui aux Clairions le long de la voie D606)</p>
	<p>C. Quelles idées, quelles actions mener pour promouvoir/soutenir un tourisme plus vertueux et respectueux de l'environnement ? En direction des touristes et des acteurs du tourisme (hébergeurs – restaurateurs – hôteliers – loisirs) ?</p>
Table 9	<p>D'avantage de communication sur le tourisme fluvial existant (bateau électrique, paddle ...)</p> <p>Développer l'hôtellerie fluviale</p> <p>Location de bateau au port</p> <p>Transformer les maisons inoccupées des villages en logements touristiques</p> <p>Développer les auberges de jeunesse</p> <p>Proposer des itinéraires de randonnées bien balisés (étapes avec offres d'hébergement)</p> <p>Développer l'hébergement de plein air</p> <p>Centraliser les différentes manifestations (sportives, culturelles ...) et les rendre plus visibles sur tout le territoire</p> <p>Utiliser la renommée et la qualité des vins de l'Yonne</p> <p>Développer gastronomie et oenologie en circuit (s'inspirer de Chablis)</p>
Table 2	<p>Ne pas supprimer des espaces arborés et d'accueil des touristes en artificialisation des sols (exemple du camping d'Auxerre et son parc de 3 ha pour les Auxerrois et puits de carbone)</p> <p>Prévoir une ligne de bus qui mène au centre-ville</p> <p>Entretien et conserver l'esthétique des centres-bourgs mais en maintenant la biodiversité (hirondelles/chauve-souris) et maintien ou plantation d'arbres</p>

PLUi-HM de l'Auxerrois

	<p>Maintenir les parcs urbains végétalisés et les squares avec bancs d'accueil pour faciliter le relationnel entre les habitants et les touristes. Citons la belle réalisation sur les quais de l'Yonne dans Auxerre</p> <p>Faire du parking des Cordeliers une place centrale, lieu de vie pour l'accueil des touristes et des locaux pour favoriser le commerce du centre bourg > réfléchir aux stationnements en d'autres lieux extérieurs avec navettes pour les déplacements (débat par rapport à la réduction des stationnements !)</p>
	<p>D. Quelle mise en valeur et protection du patrimoine naturel (tourisme vert) et du patrimoine architectural ?</p>
Table 9	<p>Mettre en valeur les villages viticoles en jouant sur les lumières, l'espace (mise en valeur des places). Végétalisation</p> <p>Proposer des itinéraires de balades dans l'agglomération</p> <p>Peut-on installer des éoliennes et protéger le patrimoine naturel ?</p> <p>Valoriser davantage nos bois (Branches...)</p> <p>Inventer une manifestation autour de nos cerisiers</p>
Table 2	<p>Préserver l'existant et l'entretenir (voir idées soulevées au paragraphe précédent)</p> <p>Maintenir la ruralité et donc le maintien de l'agriculture (et des paysages)</p> <p>Maintenir et prolonger si possible les chemins de promenade et de halage le long de l'Yonne et du canal et bien entendu leur entretien</p> <p>Maintenir le patrimoine riche de la ville d'Auxerre mais mettre en valeur tous les villages de l'agglomération (églises, collégiales) en mettant l'accent sur l'intérêt des vignobles et des forêts (Thureau, Branches, ...)</p>

Thématique 4 : Mobilités

	<p>A. Sans se limiter aux questions d'infrastructures (voies cyclables, ...), quelles actions concrètes pourriez-vous proposer pour inciter davantage à la pratique du vélo au quotidien ?</p>
Table 13	<p>Mise en sécurité des cyclistes hors piste cyclable = ronds-points et carrefours</p> <p>Mettre l'automobiliste dans la situation du cycliste pour lui faire comprendre ses problèmes</p> <p>Problème de continuité entre les différentes parties cyclables</p> <p>Création d'un réseau de pistes cyclables entre les localités</p> <p>Réhabiliter des chemins ou lignes de tacot pour permettre le passage de cyclistes (ex : Perrigny)</p> <p>Développer les parkings de dissuasion pour centre-ville et centre-bourg pour que les automobilistes laissent la voiture et prennent un vélo</p>
Table 4	<p>Sécuriser les voies cyclables</p> <p>Mieux indiquer les voies</p> <p>Développer les VAE</p>
Table 5	<p>Sécuriser la circulation à vélo</p> <p>Sécuriser le stationnement des vélos (éviter les vols)</p> <p>Aide financière à l'acquisition de vélos électrique</p> <p>Organiser des journées de « sortie découverte » pour faire connaître les infrastructures (pistes cyclables) et le matériel (vélos en libre-service)</p> <p>Mieux informer sur les structures (pistes) existantes</p> <p>Prêter du matériel en test (« remorque » pour chiens / enfants)</p>
	<p>B. Quels modes de déplacement devraient faire l'objet d'investissements conséquents de la part de l'Agglomération ?</p>

PLUi-HM de l'Auxerrois

Table 13	Vélo : les pistes cyclables et aménagement des carrefours et ronds-points, augmenter le nombre de parkings à vélo Bus : rendre les bus « scolaires et de ligne » prioritaires sur leur circuit afin de fluidifier le trafic (ex : Appoigny, Monéteau), réaménagement de carrefour (ex : Perrigny – St Georges) Voiture : voiture électrique en autopartage & voiture sans permis, à disposition sur la place du village ; prévoir parkings relais pour accueillir les « covoitureurs » en toute sécurité avec vidéoprotection Villages : améliorer le bus à la demande > bus + réguliers aux heures de trajet travail Train : rendre le trajet pour Dijon et Paris plus rapide et moins onéreux pour les familles
Table 4	Développer le TAD Les déplacements hydrogène/électrique
Table 5	La marche : amélioration des trottoirs Transports en commun : mieux informer Covoiturage Aide financière à l'utilisation du train / bus Mis en place de transports en commun « ludiques » (ex : transport scolaire en charrette)
C. Que pensez-vous de la place prise par l'automobile sur le territoire de l'Agglomération ?	
Table 13	Comme partout, tout a été fait pour l'automobile. Maintenant, il faut réorganiser pour les piétons, les cyclistes et autres ... L'argent mis dans les dispositifs pour faire ralentir les voitures pourrait être utilisé pour rétrécir les largeurs de chaussée et créer pistes cyclables Camions : créer des itinéraires pour que les poids lourds desservent les zones artisanales et commerciales sans passer par des routes de villages qui ne peuvent les « supporter »
Table 4	Développer les horaires des lignes de bus et le covoiturage afin de diminuer la place de l'automobile
Table 5	Une place un peu trop grande mais difficilement évitable compte tenu du territoire
D. Quelles idées pour diminuer l'usage individuel de la voiture ? Pourrait-on un jour imaginer se passer de la 2ème voiture ? Imaginer ne plus être propriétaire de sa voiture ? Quel développement possible de l'autopartage ?	
Table 13	2ème voiture : oui car les coûts augmentent énormément. Non si l'habitat est trop cher pour être vers son lieu de travail, si les services et activités pour les jeunes sont trop loin. Cela rejoint le problème de la médecine de proximité Propriétaire de sa voiture : difficile car cela touche à la liberté d'agir et de se déplacer sans avoir à « programmer » Trajet des écoliers : principe du pédibus, parking à vélo dans les écoles > pour sécuriser les enfants, tranquilliser les parents et diminuer le nombre de voiture devant les écoles
Table 4	Le télétravail Le covoiturage L'entraide entre habitants Si les différentes mobilités sont développées la 2ème voiture pourra disparaître Mise à disposition de voiture pour l'autopartage
Table 5	Incitation financière au covoiturage Développement d'un outil facilitant le covoiturage « blablacar local » et/ou le prêt de voitures entre particuliers Mise en place de parkings relais gratuits Développer le télétravail Au niveau des communes, lister les lieux de travail communs pour faciliter l'organisation de transports communs (covoiturage ou autres)

PLUi-HM de l'Auxerrois

	Plus de communication = plus de covoiturage Inciter entreprises et autres structures (associations et autres) : - à organiser covoiturage et mettre en place aires de covoiturage, - à mettre en place des transports inspirés du transport scolaire Autopartage : pourquoi pas mais y a-t-il suffisamment d'utilisateurs potentiels ?
E. Quels développements envisager pour le transport collectif et le transport à la demande ?	
Table 13	Créer un système de taxi communautaire Possible si : - Accepter d'être à plusieurs dans le véhicule - Accepter d'attendre un peu pour avoir le taxi - Diminuer le coût de la course
Table 4	Transport interentreprises TAD : + de zone de dépôts
Table 5	Mieux accompagner les utilisateurs potentiels, leur faire découvrir le dispositif existant, organiser des démonstrations (voyages test) Utiliser le ramassage scolaire pour le non scolaire La méconnaissance des dispositifs existants nuit à leur utilisation
Autres idées	
Table 13	Permettre aux personnes qui vieillissent de déménager plus facilement dans un quartier adapté et abandonner ainsi plus facilement la voiture Problématique déplacements pour les déchets dans le projet de l'agglomération : augmentation des voitures = non durable
Table 4	Manque de communication des services mobilités (TAD, karos) autre que le site internet de la CAA

Thématique 5 : Agriculture et campagne

A. Y a-t-il des productions agricoles à préserver/développer ? Si oui, comment concilier protection et rémunération des agriculteurs ?	
Table 6	Préserver les cultures dites céréales et développer les cultures qui nécessitent le moins d'eau ainsi que les cultures bio, la filière animal, le maraichage (local) Mettre des zones réservées dans le PLUi HM afin d'éviter l'éolien dans les champs de culture Favoriser une consommation locale (vente directe) pour la rémunération et favoriser le regroupement des agriculteurs afin de diminuer les coûts
Table 12	Préserver des céréales compatibles avec le climat futur (blé, orge, céréales moins gourmands en eau), le maraichage, les arbres fruitiers Réglementer les marges des distributeurs Favoriser la production de cultures raisonnées pour obtenir des produits sains accessibles à tous Favoriser la vente en direct pour maintenir la rémunération des agriculteurs Favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs
B. Quelles orientations de la filière agricole (du producteur au consommateur) pour un territoire plus vertueux ? Quels impacts et efforts pour chacun des acteurs (agriculteurs, consommateurs, distributeurs, ...) ?	

PLUI-HM de l'Auxerrois

Table 6	Développer et favoriser la vente de proximité sur le territoire, les marchés locaux, les distributeurs Remettre les petits commerces de produits locaux Imposer les produits locaux dans les cantines scolaires
Table 12	Installer des points de vente de proximité des produits locaux Achat de produits locaux par les collectivités (cantines, maisons de retraite, etc.) Favoriser la culture raisonnée Motiver les habitants à consommer local
C. Quelles formes de diversification de l'activité des agriculteurs (agro-tourisme, agrivoltaïsme ...) ?	
Table 6	Agro-tourisme : - Week-end à la ferme - Vente directe de produit - + de communication de l'office du tourisme - Vacances à la ferme - Stationnement camping-car dans les lieux de l'agro tourisme Agrivoltaïsme : - Moyen de rémunération supplémentaire - Protection changement climatique
Table 12	Emergence de nouvelles productions en fonction du climat Développement de l'agrotourisme pour faire connaître le territoire Développer du photovoltaïque en respectant le patrimoine Encadrer l'éolien en fonction des habitations, des terres agricoles et des pâtures
D. Comment garder attractifs les métiers de l'agriculture ?	
Table 6	Améliorer les revenus des agriculteurs Alléger la charge de travail (regroupement, apprentis, ...)
Table 12	En respectant l'environnement En augmentant la diversification des productions sur place Valoriser la production de culture raisonnée par une bonne rémunération Que les collectivités puissent louer ou acheter des terres agricoles vacantes pour favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs en concertation avec la SAFER

Thématique 6 : Equipements, services et cadres de vie

F. Comment imaginer demain des commerces et services de proximité de qualité et accessibles à tous (dont les ménages les plus modestes) ? Quelles idées, quelles pistes de développement pour assurer leur viabilité économique ?	
Table 14	Point de vente multiservices, multi commerces, accompagné par la communauté de communes Garderies d'enfants, crèches ... Aide d'accessibilité au service public par la proximité, notamment pour les personnes âgées Favoriser le maintien à domicile en développant la formation d'aides à domicile (services à la personne)
Table 3	Avoir un transport collectif régulier, à des jours spécifiques en ruralité. Surtout pour les usagers qui ne peuvent plus se déplacer, car le transport à la demande actuellement proposé ne fonctionne pas correctement

PLUI-HM de l'Auxerrois

	Il faudrait un maillage de spécialistes de santé par rapport au nombre d'habitants dans les communes. Pas de médecins, pas de services publics équivalant à une fuite de la population
G. Etant entendu que l'on ne peut pas « mettre tout partout » et que le PLUIHM doit permettre l'évolution de l'Auxerrois entre 2026 et 2046, quels sont d'après vous les équipements, services ou activités qui manquent au territoire ?	
Table 14	La santé : maison de santé (médecin, kiné, dentiste, infirmier, ...) Transport : communes mieux desservies Magasins : plus d'offres
Table 3	Etant donné que l'on est dans l'ère de transition énergétique, il faudrait créer des entreprises dans le photovoltaïque, dans l'isolation des bâtiments, l'économie circulaire dans le recyclage ou réparation Développer les entreprises liées au tourisme
H. Quelles idées pour renforcer plus généralement l'attractivité et la dynamique des cœurs de bourg tout au long de l'année ?	
Table 14	Organiser des animations, par commerçants, par associations
Table 3	En milieu rural : - Avoir un bar-restaurant accessible et abordable économiquement pour rassembler les gens - Créer des maisons France services (poste, point interne, renseignements administratifs) et maisons médicales - Mettre des jardins publics ou aire de jeux dans les hameaux et/ou des jardins partagés A Auxerre : - Ralentir l'installation des banques, opticiens, assurances et favoriser les commerces de vie (restaurants, métiers de bouche, bars) - Avoir un joli espace vert en centre-ville à la place du parking des cordeliers
I. Quelles priorités pour l'adaptation des équipements scolaires (et périscolaires) aux besoins du territoire (groupements d'écoles, rénovation thermique des bâtiments, car scolaire ...) ?	
Table 14	Rénovation thermique et globale Ramassage scolaire Végétalisation des cours d'écoles Création de crèches et garderies périscolaires
Table 3	Rénover les bâtiments scolaires avec des isolations nouvelles, voire climatiser cause réchauffement climatique Créer des crèches et halte-garderie
J. Quelles priorités en matière de formation initiale et continue ?	
Table 14	Insister sur éducation civique Apprendre le respect Développer l'apprentissage
Table 3	Développer les IUT pour attirer des jeunes qui augmentera le dynamisme de la ville et d'une région

Compte rendu de l'atelier public n° 2 – 13 décembre 2023



communauté de l'auxerrois



PLUiHM
Communauté de l'auxerrois
Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Habitat, Mobilité



Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat, Mobilité

Compte-rendu du 2^{ème} atelier-débat du mercredi 13 décembre 2023

www.agglo-auxerrois.fr

Contexte et objectif

Contexte

Cet atelier-débat constitue la 2^{ème} rencontre grand public organisée dans le cadre de la démarche de participation du public à l'élaboration du PLUiHM (*Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat, Mobilité*) de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Plus d'informations : <https://www.agglo-auxerrois.fr/Missions/Urbanisme/PLU/PLUiHM-Plan-Local-d-Urbanisme-intercommunal-Habitat-Mobilite>

Il a été organisé à l'espace d'animation des Joinchères à Venoy, le mercredi 13 décembre 2023 de 18h30 à 21h30. 62 habitants y ont participé, répartis en 9 tables de 4 à 7 participants.

Objectifs

- ✓ Spatialiser les enjeux identifiés au premier atelier en tenant compte des possibilités offertes par le PLUiHM
- ✓ Informer sur ce qui entre ou non dans le cadre du PLUiHM
- ✓ Réfléchir à l'aune des spécificités du territoire

Déroulé de l'atelier

- Introduction pour rappeler les grands principes de la démarche d'élaboration du PLUHM, par Christophe Bonnefond, Vice-Président chargé des infrastructures, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'aménagement et des travaux
- Rappel de la démarche de concertation, par Marie-Catherine Bernard (Palabreo)
- Présentation de quelques éléments de contexte sur les différentes thématiques abordées, par Swann Berneau (CAA)
- Présentation du déroulé de la soirée et du travail par table, par Marie-Catherine Bernard
- Travail par table sur carte et sur les fiches contribution :
 - Tables 1, 4, 7 = Environnement et Agriculture :** Proposition de répartition d'espaces à préserver, d'implantation d'infrastructures de production d'énergie, de gestion des déchets, de productions agricoles ...
 - Tables 2, 5, 8 = Habitat/urbanisme et Mobilités :** Proposition de répartition des logements à construire (20 pictogrammes en tout sur les types de construction, au moins 8 pictogrammes « habitat à loyer accessible » et au moins 6 pictogrammes « rénovation de l'habitat »), de développement des infrastructures cyclables, de transports en commun, de covoiturage, ...
 - Tables 3, 6, 9 = Equipements/services/cadre de vie et Développement économique/tourisme/patrimoine :** Proposition de répartition de commerces, de services publics, d'équipements culturels, sportifs et de santé, d'entreprises industrielles ou de logistique, ...
- Exposition et échanges autour des contributions
- Conclusion



Les supports de contribution

Fiche prise de notes Table n°

Thématique B : Agriculture
 FICHE « PRISE DE NOTES » (2/2)
 Pour noter vos réflexions au fil de vos discussions. Si vous n'utilisez pas certains pictogrammes, vous pouvez le justifier ici.

Contexte général
 Le PLUHM fait un état des lieux du territoire dans des domaines très variés (environnement, économie, habitat, mobilités...). S'appuyant sur cette situation il identifie des enjeux, fixe des objectifs et met en place un règlement, des obligations et actions qui permettent de les atteindre. Toutefois, il ne peut pas tout et il est soumis à certaines obligations et aux autres échelles territoriales (Loi, Région, ...) qui peuvent le contraindre. Le PLUHM se veut intégrateur et transversal, chacune des thématiques traitées doit se réfléchir au regard de ses contraintes et exigences particulières mais également en interaction avec les autres thématiques.

Agriculture : étant étendu que...
 • Le PLUHM peut mettre en place certaines obligations ou actions favorisant certaines formes de production mais le choix revient à l'exploitant.
 • Une agriculture diversifiée (Céréaliers, polyculture/polyélevage au centre et à l'Ouest; viticulture à l'Est; un peu d'arboriculture au Sud)
 • Une couverture des besoins du territoire insuffisante pour les légumes (12 % des besoins), les fruits (45 %, raisin compris), et la viande (43 %) : une surproduction vis-à-vis des besoins du territoire pour les céréales et grandes cultures (540 %)
 • 66 exploitations en bio (14% des surfaces) mais une tendance à la déconversion liée aux difficultés économiques, et 53 exploitations en Haute Valeur Environnementale
 • Le développement d'activités complémentaires (accueil à la ferme, circuits courts, agrotourisme...)

Consignes de travail
 Discutez ensemble, notez vos réflexions sur la fiche de note. En vous projetant à 2050, en vous aidant des pictogrammes les espaces agricoles à maintenir ou développer et où : grandes cultures, maraichage, vergers, viticulture, élevage et pâturages... Commentez toutes vos réflexions sur des post-its, indiquez les objectifs, conditions de mise en œuvre, et toutes vos remarques (attention : sans post-it, votre plan n'est pas complet !)

Signification des pictogrammes

Retour sur les propositions atelier 1

Le dossier de contexte des thématiques A et B
 Environnement et agriculture
 Agriculture
 22 000 ha 19,1 % 53
 4 39 37,8 %
 359 23,1 % 37,8 %
 1 900 100 620 ha
 22 000 ha

Pensez à justifier vos pictogrammes par un post-it



Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Habitat - Mobilité



ANALYSE TRANSVERSALE

L'analyse suivante a vocation à faire la synthèse des différents points soulevés par les participants lors du jeu. Elle ne vient pas remplacer la lecture des contributions brutes et de leurs spécificités mais la compléter en relevant les points saillants et les éléments faisant consensus.

Environnement et agriculture

Espaces naturels et biodiversité

- En matière de protection de la biodiversité et des espaces naturels, les participants soulignent le besoin de préserver les forêts du territoire, avec une exploitation plutôt raisonnable et limitée, ainsi que les cours d'eau et leurs abords. Certains proposent d'aménager un plan d'eau artificiel qui pourrait servir aux oiseaux migrateurs, et à des activités touristiques écologiques et de loisirs.
- Concernant les exploitations forestières, une table n'en positionne aucune considérant que les forêts du territoire ne s'y prêtent pas. Les autres en positionnent 3 et 4, tout en rappelant le besoin de protéger ces espaces et « poumons verts » pour l'agglomération.

Energie et gestion des déchets

- Les participants sont plutôt favorables au développement du photovoltaïque (sur les toitures individuelles et collectives, les bâtiments professionnels, dans les exploitations agricoles avec de l'agrivoltaïsme ou encore le long des autoroutes, sur les parkings avec des ombrières, ...).
- A l'inverse, le développement de l'éolien leur paraît moins évident : une table ne positionne qu'un espace d'implantation d'éoliennes, rappelant les nuisances de celles-ci, en périphérie du territoire ; les deux autres tables en positionnent 4 et 6, plutôt en périphérie également, certains pointant le besoin d'un développement « raisonné ».
- Ils proposent de développer l'hydroélectricité le long de l'Yonne, avec des propositions variées de l'amont à l'aval.
- Deux tables positionnent des entreprises de collecte et de traitement des déchets ainsi que des recycleries, notamment au sud d'Auxerre en lien avec la future déviation (et pour certains avec des méthaniseurs), mais également au nord vers AuxR_Parc. S'agissant des méthaniseurs, si certains soulignent que les déchets ménagers seraient insuffisants, d'autres considèrent qu'ils pourraient servir pour les déchets viticoles – et qu'il faudrait donc les développer vers les vignobles.

Agriculture

- De façon générale, les participants appellent au maintien de l'existant, sans grande révolution : ils souhaitent préserver les cultures existantes et le patrimoine local, le paysage rural et bocager, et proposent plutôt de développer de l'agriculture de proximité et variée dans un souci d'alimentation locale, en développant pour certains davantage la polyculture ou l'élevage ovin. Certains souhaitent plutôt limiter le développement de l'activité viticole, et peut-être réduire les grandes exploitations agricoles.
- Certains évoquent les enjeux autour de la ressource en eau et s'interrogent sur les capacités d'approvisionnement mais aussi l'adaptation face au changement climatique, notamment pour les exploitations agricoles.

Ce qui fait consensus :

- Protéger la biodiversité des forêts, des cours d'eau
- Développer le photovoltaïque là où cela est pertinent ; une vigilance pour un développement raisonné de l'éolien ; développer l'hydroélectricité le long de l'Yonne
- Préserver le caractère rural et agricole du territoire tout en réfléchissant à la diversification des cultures et leur pérennité, avec une perspective d'alimentation locale

Habitat, urbanisme et mobilités

Urbanisme et habitat

- En lien avec le PLH qui identifie le besoin de produire 1500 logements d'ici 2050, les participants devaient placer 20 pictogrammes de constructions nouvelles : une table en position 11, une autre 14, et la dernière 21. Certains soulignent que l'objectif des 1500 logements leur apparaît insuffisant à l'horizon 2050.
- De façon générale, les participants soulignent le besoin de penser l'implantation de ces nouvelles constructions en lien avec la présence d'emplois, de commerces et de services (notamment pour l'habitat collectif, mais pas uniquement).
- Ils proposent de d'abord se concentrer sur la rénovation des logements dégradés (notamment bâti ancien des villages), la densification des bourgs en construisant dans les dents creuses, avec le souci de maintenir le dynamisme des villages et de les développer.
- Pour les nouvelles constructions, ils souhaitent développer de l'habitat individuel dans les villages, à la fois pavillonnaire et plus dense. Ils imaginent le développement d'habitat collectif (plutôt inférieur à 3 étages en général) à Auxerre mais aussi à Appoigny, Monéteau, Gurgy, Saint-Bris, Vincelles ou encore Saint-Georges, Villefargeau et Chevannes, selon les groupes. Pour certains, le type de logements doit dépendre de l'espace disponible dans la commune.
- Ils répartissent l'habitat à loyer accessible sur l'ensemble du territoire, à Auxerre comme dans les villages, avec le souci de pouvoir loger tous les habitants : jeunes, étudiants, personnes isolées dans les villages, ... A ce titre, certains pointent le besoin de penser des logements petits plutôt que T3/T4. Certains s'interrogent sur le niveau de logement social (pourcentage) des différentes communes.
- Certains recommandent par ailleurs de ne pas construire en zones inondables, et d'autoriser la division parcellaire pour permettre les nouvelles constructions dans les communes.

Mobilités

- Pour faciliter les déplacements, les participants proposent l'aménagement de pistes cyclables sécurisées, avec des aménagements à prévoir pour sécuriser les carrefours, afin de faciliter les déplacements domicile-travail ; certains imaginent ces pistes plutôt entre Auxerre et les villages. Ils réfléchissent par ailleurs à des solutions pour développer l'usage du vélo, avec une offre de location de vélos avec sacoche, vélos-cargos, ... tout en soulignant que le vélo restera peu pertinent au-delà de 5km pour certains.
- Ils positionnent des aires de covoiturage notamment près de la gare SNCF d'Auxerre mais aussi des zones d'activités (Auxerexpo, AuxR_Parc, ...) et des accès routiers (sortie 20, gare routière, LISA ...).
- En matière de transports en commun, si une table propose la création de nouvelles lignes de bus partant d'Auxerre vers les communes alentour, les autres soulignent plutôt le besoin de développer des transports à la demande et navettes, par exemple au niveau des aires de covoiturage ou vers les zones d'activités, et d'améliorer la régularité des lignes existantes. Certains proposent un tram suivant la voie ferrée, citant d'autres exemples comme Strasbourg, Colmar ou Valence.
- Certains partagent aussi des attentes concernant le train : l'implantation d'une gare grande vitesse à proximité d'Auxerre, ou la mise en place de trains entre Vincelles et Gurgy.
- D'autres s'interrogent sur le devenir de l'aérodrome de Branches.

Ce qui fait consensus :

- Penser les nouveaux logements selon la proximité à l'emploi et la présence de commerces et services, y compris dans les villages
- Rénover le bâti ancien et dégradé notamment dans les villages, s'assurer de leur dynamisme et développement
- Développer du collectif bas (moins de 3 étages)
- Prévoir des logements pour tous : logements sociaux, petits logements pour étudiants et personnes âgées, ...
- Sécuriser les déplacements en vélo avec des aménagements pertinents
- Développer les aires de covoiturage vers les gares, les zones d'activité
- Renforcer l'offre de transports en commun

Equipements, services, cadre de vie

Services, santé, commerces

- Les participants partagent leur attente du maintien de services et commerces en proximité, dans les villages, afin de les dynamiser. Certains réfléchissent à la création de « polarités » pour limiter les temps de déplacement, dans une logique de maillage général comportant les commerces, les services, les transports (y compris de proximité entre villages), l'emploi et les logements, dans les bourgs.
- Ils souhaitent notamment développer l'offre de soins, avec des maisons médicales bien réparties, voire pour certains un « dispensaire » à proximité de l'hôpital pour désengorger ses urgences. Certains évoquent aussi le besoin de maintenir le nombre d'écoles.
- Si certains expriment clairement leur volonté de limiter la création de nouvelles zones commerciales, ils sont favorables au développement de commerces et d'artisanat dans les villages selon les besoins locaux. Certains estiment qu'il y a déjà trop de commerces à Auxerre, ce qui conduit certains d'entre eux à fermer. De façon générale, certains s'interrogent sur l'attractivité et l'accessibilité des petits commerces selon les prix.
- Certains proposent par ailleurs de sortir la maison d'arrêt d'Auxerre, de prévoir l'accueil des gens du voyage à proximité de la future prison, et s'interrogent par ailleurs sur le manque de services pour le 4^e âge.
- D'autres réfléchissent à un caractère ambulant des différents services à développer sur le territoire.

Equipements culturels et sportifs, cadre de vie

- Pour favoriser les activités sportives, de plein air comme d'intérieur, certains soulignent le besoin de penser les infrastructures à proximité des écoles et lycées ; d'autres imaginent surtout des activités en fonction des différences géographiques du territoire notamment en lien avec les espaces naturels.
- Si certains estiment qu'il faut surtout favoriser les équipements culturels existants, d'autres pointent le besoin de développer des locaux pour les associations (notamment une salle des fêtes à Montigny pour une table, ou plus largement des maisons des associations) et des espaces hybrides de loisirs.
- Certains proposent par ailleurs de développer le spectacle vivant sur Auxerre et ses environs.

Ce qui fait consensus :

- Maintenir le dynamisme des villages en implantant des commerces, services (en lien avec les logements et emplois) dans une logique de polarité/maillage, pour répondre aux besoins locaux
- Renforcer l'offre de soins en proximité
- Limiter les zones commerciales et favoriser le commerce et l'artisanat dans les bourgs
- S'appuyer sur les équipements existants (sportifs, culturels), les compléter au besoin

Développement économique, tourisme, patrimoine

Activité économique et industrielle

- De façon générale, les participants anticipent un nouveau développement au sud d'Auxerre en lien avec l'aménagement de la future déviation LISA.
- Concernant les activités industrielles, les participants imaginent plutôt un développement autour d'Auxerre, soit en lien avec la future déviation, vers Auxerreexpo, ou encore à l'ouest (Saint-Georges/Perrigny) dans une logique de réindustrialisation, de développement de petites industries et de réhabilitation dans l'existant (Heudebert, Casimir, Sainte-Nitasse ...) – qu'il faut inventorier et valoriser. Certains proposent de prévoir de la réserve foncière pour de nouvelles industries. D'autres veulent accompagner le secteur hydrogène et les industries innovantes.
- Ils souhaitent développer l'activité artisanale dans les bourgs, là aussi avec une logique de réhabilitation de l'existant pour certains, et à proximité des logements.
- S'agissant des plateformes logistiques, deux tables indiquent leur opposition à leur développement, estimant qu'il y en a suffisamment sur le territoire. Une table en positionne 4, au nord d'Auxerre (Appoigny/Monéteau) ou vers la future déviation.
- Ils proposent également de construire des bureaux pour développer de l'activité tertiaire, à proximité de la gare et de la future déviation.
- Des participants évoquent également le besoin de développer des espaces de coworking, notamment le long des axes de circulation.

Tourisme et patrimoine

- Pour favoriser le tourisme, les participants souhaitent s'appuyer sur l'Yonne et le canal comme axes de développement, à la fois comme espaces d'activités (base de loisirs, port fluvial, base nautique, véloroute ...) mais aussi pour l'hébergement avec l'implantation d'un camping pour certains.
- S'agissant d'hébergement touristique, les participants sont partagés, certains estimant que le territoire en est suffisamment pourvu. Ils imaginent en développer plutôt au niveau d'Auxerreexpo, ou vers la route des vins.
- Ils souhaitent aussi mettre en avant le patrimoine, avec pour certains l'idée de faire d'Auxerre le « fer de lance » de cette attractivité, tout en renforçant l'existant (Saint-Germain avec un musée, mais aussi tourisme lié aux espaces naturels du territoire).
- Certains proposent de renforcer la vente directe, les circuits courts à travers tout le territoire

Ce qui fait consensus :

- Développer une activité industrielle légère pour réindustrialiser,
- Développer l'activité artisanale dans les villages
- Limiter l'implantation de nouvelles plateformes logistiques
- Construire des bureaux pour l'activité tertiaire, vers la gare d'Auxerre et la déviation
- Renforcer les activités touristiques le long de l'Yonne et du canal du Nivernais
- Compléter au besoin l'hébergement touristique (le long de l'Yonne, Auxerreexpo, route des vins)
- Mettre en avant le patrimoine historique et naturel



Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Habitat - Mobilité



RENDU BRUT DES PRODUCTIONS PAR TABLES

Les éléments suivants ont été recueillis lors des travaux par table. Les propos n'ont pas été modifiés, ni dans le fond ni dans la forme, mais ont été complétés par des éléments d'explication complémentaires issus des présentations du temps de restitution.



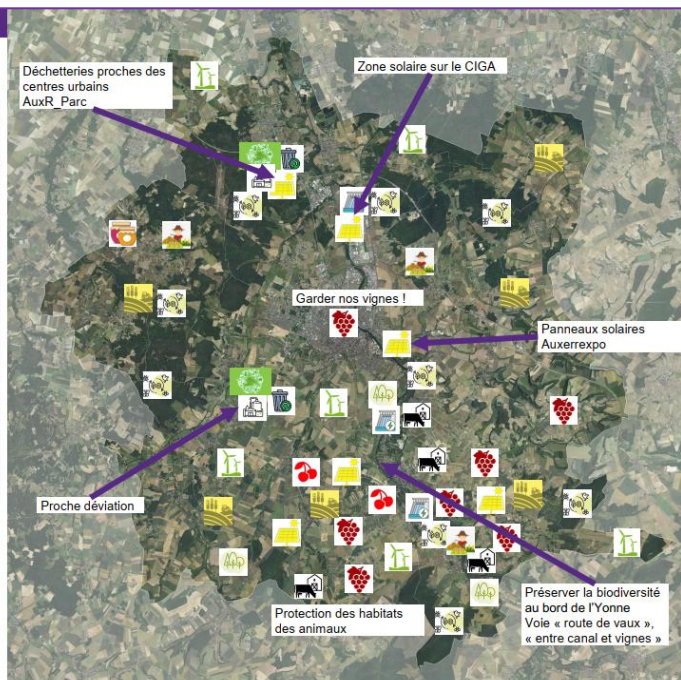
Table 1

Environnement :

Positionnement
déchetterie :

- sur le futur tracé de déviation sud pour une desserte du sud Auxerrois
- sur AuxR_parc pour le nord Auxerrois

Garder les poumons verts déjà existants (biodiversité) dans les communes en dehors d'Auxerre

**Agriculture :**

Préserver le patrimoine régional

ZAN+++

Conserver les principales zones de culture

Faciliter la reforestation

Table 2

Habitat, urbanisme :

Avant de placer les lieux d'habitat il faudrait placer les zones travail

Avant de construire de l'individuel il faut penser à résorber les mitages et les dents creuses

On ne construit qu'en zones non inondables

Rénovation habitat ancien avant construction neuve

Attention éloignement habitat social par rapport aux centres / zones de travail / commerces

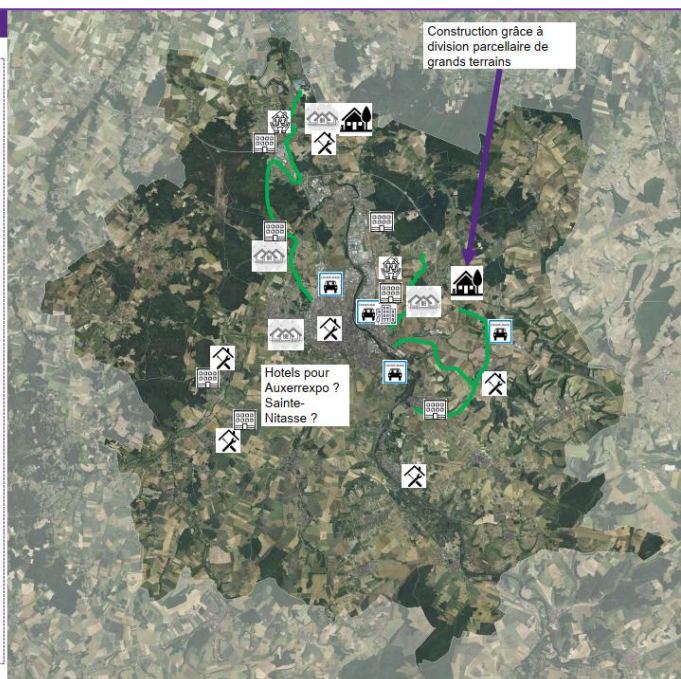
Est-ce que toutes les communes ont les 20% de locations sociales ?

Créer des logements étudiants

Rénovation dans toutes les communes

Habitat à loyer accessible pour toutes les communes

Division parcellaire autorisée pour toutes les communes

**Mobilités :**

Aires de covoiturage :

1. À la gare
2. A la sortie 20 (Auxerre-Chablis) : hub pour arrivée de cars/bus/navettes
3. Vers la gare routière des migraines
4. Pour les arrivées d'Avallon pour Auxerexpo et branchement LISA (si elle se fait)

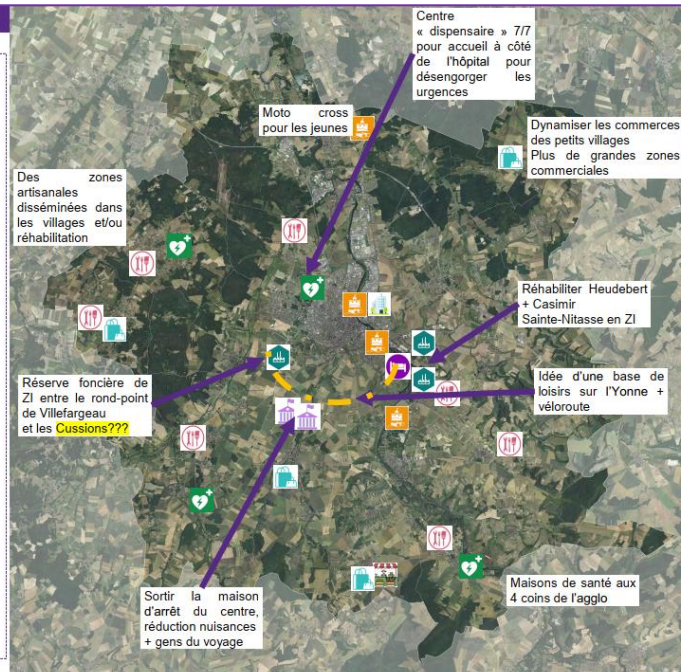
Travail-domicile-travail : créer des pistes cyclables ou voies partagées pour relier les villages à Auxerre. Points noirs à aménager pour la sécurité = ronds-points et carrefours

Lignes de bus : prévoir des navettes (TAD)/bus arrivant ou partant des aires de covoiturage ; mieux relier les grandes zones d'activité en utilisant le transport à la demande et les lignes régulières

Table 3

Equipements, services aux populations, cadre de vie :

Il manque les services des populations du 4^e âge
Où met-on les gens du voyage ?? > à côté de la future prison
Sortir la prison d'Auxerre ?
Pas de nouvelles zones commerciales
On dynamise l'existant, le centre-ville et les centres-bourgs
Centre de « bobologie » à proximité de l'hôpital pour désengorger les urgences et maisons de santé sur bourgs excentrés
Sport plein air/d'intérieur : il y a ce qu'il faut > à optimiser les infrastructures existantes des lycées entres autres
Lieux culturels : favoriser l'existant
Développer le parc Paul Bert en utilisant le jardin de la Trésorerie Générale

**Développement économique, tourisme, patrimoine :**

ZI : réhabiliter l'existant en priorité. Faire inventaire des friches industrielles.
> Venoy (RD965)
> Augy (RD606)
Profiter de la LISA pour implanter de nouvelles usines
ZA : les positionner sur village et développer l'existant, à disséminer. Réutiliser les locaux HP à Perrigny
Entrepôts logistiques : STOP / Suffisant
Tertiaire : faire venir les bureaux parisiens à proximité de la gare
Tourisme : Yonne et vélo route structurant : base de loisirs/base nautique, port fluvial
Vente directe : concilier zone de production et densité démographique
Hôtellerie : à proximité d'Auxerreexpo et favoriser Auxerre Sud

Les éléments d'explication complémentaires des tables 1 à 3 (1/2)

Ne pas faire de nouveaux centres commerciaux
Faire des bureaux près de la gare
Valoriser les autres bourgs pour de petites zones tertiaires
Vers Auxerre expo il faut un hôtel
Covoiturage à l'entrée et à la sortie de l'autoroute
Pouvoir faire de la division parcellaire : solution pour densifier de façon globale
Le petit collectif est possible mais pas trop éloigné d'Auxerre (pour les transports)
Coulanges-la-Vineuse : il y a 44 maisons vides dans le centre bourg, trouver le moyen de remettre ces maisons sur le marché de la location en les réhabilitant, ce sont des grandes maisons
Le ZAN est un atout : la réhabilitation est très coûteuse et la rareté des biens va permettre de valoriser les biens comme ces maisons
Equation difficile pour Domanys (bailleur social), le foncier est cher en ville.
Il faut des petits logements.
Du logement partagé entre jeunes et personnes âgées. Expérience à Chablis de logement partagé avec personnes âgées qui permet d'éviter l'Ephad
Réhabiliter ou construire sur les dents creuses des villages
Tout n'est pas adaptable, comme la patinoire
Densifier la ville et les bourgs : ne pas vider nos villages
Il manque du locatif
Maraîchage là où il y a de l'eau
Valoriser les déchets
Biodiversité sur les espaces boisés
Photovoltaïque à Gy-l'Évêque, lieu de la future déchetterie
Deux déchetteries c'est pas assez
Ok pour l'éolien là où il y en a déjà
Ancien CIGA = solaire

Les éléments d'explication complémentaires des tables 1 à 3 (2/2)

Aires de covoiturage connectable aux TC
 Proche bus, navettes et centre ville
 Développer le TAD
 Pistes cyclables ou voies partagées, sécuriser la totalité des pistes, carrefour et rond points
 Problème des chemins cyclables dans les chemins ruraux, difficile cohabitation vélo/moissonneuse batteuses

Zone industrielle en amont d'Auxerre (sud Auxerre)
 Valoriser les friches
 Prévoir de la réserve foncière pour les futures industries
 Faire des ZA dans les villages
 Du tertiaire près de la gare
 Prévoir dans les centre bourgs de plus de 1000 habitants des commerces de proximité
 Stop aux zones commerciales

Tourisme : axe structurant = canal nivernais, rivière, base nautique, pont fluvial
 Circuit court = à disséminer sur le territoire
 Hôtellerie autour d'Auxerre

Créer des équipements de services à la population pour le 4^{ème} âge

Table 4

Environnement :

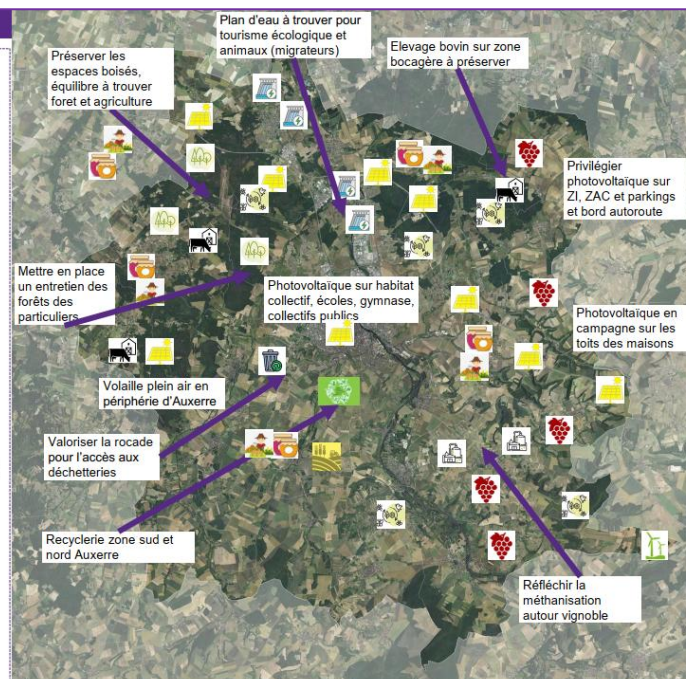
Eolien : groupe réticent sur ce type de développement. Réel danger pour la diversité et le paysage. Nuisances sonores et visuelles.

Solaire : privilégier le solaire sur toiture professionnelle (agricoles, commerciales, parking). Favoriser le solaire sur les maisons particulières. Développement des ombrières. Couvrir les bas côtés autoroute en éolien ou solaire. Implantation sur habitat social et collectif.

Hydro-électricité : implantation sur l'Yonne

Plan d'eau pour avoir un lieu de villégiature et la pose d'oiseaux migrateurs. Valoriser la voie rapide pour les accès déchetterie

Méthanisation sur la zone viticole (déchets viticoles)



Agriculture :

Il faut préserver des agricultures au regard des unités de collecte ou de transformation (Yoplait, 110B ...)

Il faut encourager la diversification des productions pour un approvisionnement plus local

Il faut peut être envisager des réserves foncières pour que de l'agriculture de proximité puisse exister

Comment s'intègre le réchauffement climatique dans l'implantation de productions ayant des besoins d'eau (maraichage) ?

Pourquoi ne réfléchir des réserves d'eau souterraines ?

Table 5

Habitat, urbanisme :

Le besoin de création de 1500 logements d'ici 2050 nous paraît un chiffre insuffisant.

Rénovations dans des villages comme Chitry, Irancy, ... des cœurs de hameaux ... Montallery
Maisons de village (abandonnées) où il n'y a pas de terrain pour s'étendre / redonner une dynamique aux villages

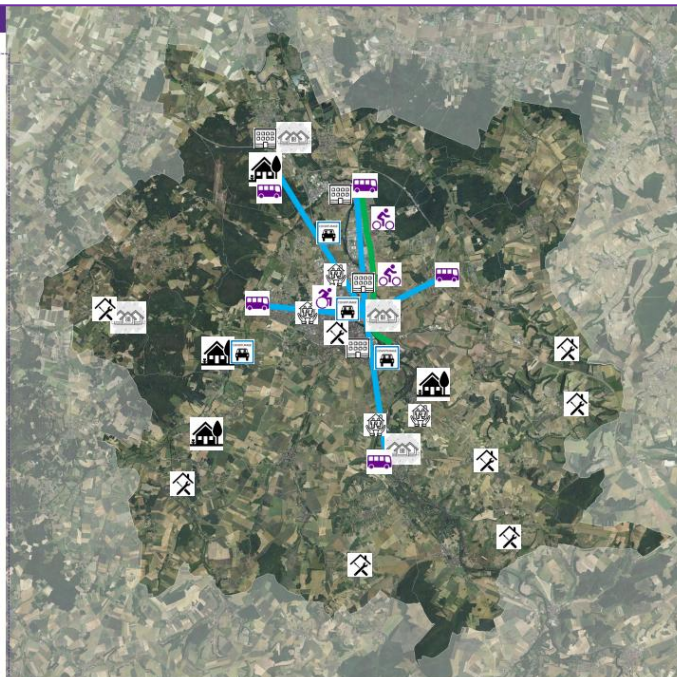
Habitat petit collectif < 3 étages : sur Auxerre, Appoigny, Monéteau notamment en vue du développement de l'offre d'études supérieures sur le territoire

Habitats pavillonnaires sur des communes autour d'Auxerre, secteurs recherchés par les familles : Villefargeau, Chevannes, Charbuy, Augy ...

Favoriser les habitations près des zones d'emplois

Habitat individuel dense : Champs-sur-Yonne, Appoigny, Auxerre, Lindry

Pas d'habitat petit collectif > 3 étages

**Mobilités :**

Adaptation à la circulation des PMR : cela concerne l'ensemble du territoire. Création d'un observatoire de la mobilité réduite qui s'assurerait que les personnes à mobilité réduite sont prises en compte.

Aire de covoiturage : près de la gare SNCF à Auxerre, près d'Auxerreexpo, AuxR_Parc.
Réaménagement du parking porte de Paris à Auxerre (-> Villefargeau)

Aménagements cyclables sécurisés : Monéteau <-> Auxerre via rondpoint de Jonches. Turgotine – jusqu'à la gare et IUT

Transports en commun organisés selon les horaires de travail (arriver sur Auxerre pour 8-9h et partir à 17-18h), gare d'Auxerre vers : St Georges, Champs-sur-Yonne, Laborde, Monéteau, Appoigny
Création d'une gare sur la ligne grande vitesse à proximité d'Auxerre

Reconsidérer le rôle de l'aérodrome de Branches dans le cadre de l'électrification de l'aéronautique

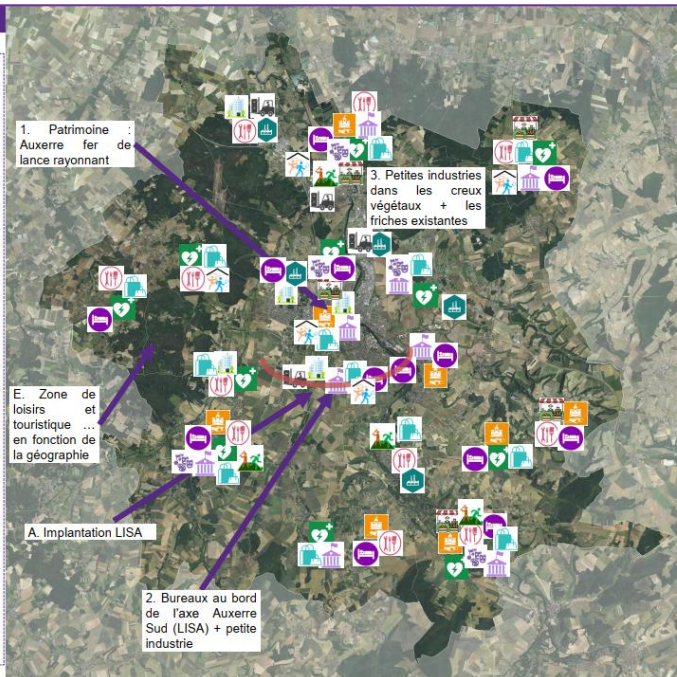
— Pistes cyclables

— Lignes de bus

Table 6

Equipements, services aux populations, cadre de vie :

- A. L'implantation de LISA va modifier le développement de Auxerre sur le Sud dans les zones non inondables et constructibles (dans la mesure de la loi sur l'artificialisation des sols)
- B. Nous avons « miter » le paysage de l'agglomération par des « maisons médicales/pôles de santé » en cohérence avec les distances acceptables pour toutes destinations
- C. Le placement des commerces a été réalisé en fonction des besoins sur les petites communes (besoins ruraux et petits commerces de proximité)
- D. Manque de centres culturels (hors St Germain/MJC/théâtre) : développer des maisons des associations et maisons hybride de loisirs
- E. Les zones de loisirs extérieurs ou intérieurs ont été implantées en rapport avec les sites géographiques logiques (les bords de l'Yonne Nord & Sud + les forêts ouest + ceintures de ZNIEFF et Natura 2000)

**Développement économique, tourisme, patrimoine :**

1. Sites touristiques + patrimoine : renforcer et développer les existants
2. Zone de déviation LISA : développement d'une zone de bureaux autour de l'axe nouveau (exemple : rocade de Dijon)
3. Industrie : hors végétaux, relocalisation de petites entreprises
4. Artisanats sera mité selon les plots de vie (là où la population vit, l'artisanat se développe)
5. Hôtels au bord des grands axes et les chambres d'hôtes au bord de la rivière Yonne > petits hébergements répartis sur les villages bourguignons
6. Nouveau camping municipal situé au bord de l'Yonne avec plage, implanté derrière usine ISBA (proximité Colruyt, Auxerreexpo)

Les éléments d'explication complémentaires des tables 4 à 6

Développement économique au Sud avec la déviation, différent du développement qui s'est fait par le Nord
Petites usines : bof, Auxerre et agglo est un territoire rural, agricole, ne pas révolutionner.

Développement en parallèle de l'autoroute

Ne pas réinviter ce qui existe > exemple St Germain qui marche. Renforcer le patrimoine existant : hébergement, artisanat, marché
Développement le long de l'Yonne

Vincelles avec services à la personne + services de sécurité

Développement Chevannes + Lindry (+ Charbuy ?) avec la déviation

Environnement : ne pas trop renforcer l'éolien, impacts existants sur la nature + nuisances bruits, vue ...

Priorité sur le solaire : agrivoltaïsme car territoire agricole mais bâti pas toujours adapté. Industrie : ombrières + toitures ; en bordure des autoroutes et sur celles-ci ...

Photovoltaïque sur l'habitat collectif et social

Hydroélectricité sur l'Yonne

Méthaniseur : vers la zone viticole

Accès déchetterie avec la rocade

1 plan d'eau quelque part pour tourisme écologique et oiseaux migrateurs ; pour l'irrigation : pas une bonne idée car évaporation => Question de l'alimentation en eau

Agriculture : territoire forestier = atout à préserver / zone verte, réchauffement ...

Elevage : garder le côté bocage du paysage

Maraîchage : agriculture et alimentation de proximité

Viticulture/grandes cultures : ne pas changer les grandes choses qui existent

Comment faire venir des gens ? > peut-être développement de petites industries.

Regrouper aérodrome site à évolution (avions électriques) > quid de l'aérodrome de Branches

Questions sur le développement de la LGV > avoir 1 arrêt TGV avec une gare serait bien, accès Paris/Dijon

Table 7

Environnement :

Préserver la biodiversité le long des cours d'eau :

- ru de Baulches
- ru de Sinotte
- l'Yonne amont/aval
- ru de Vallan

Préserver la biodiversité des pelouses calcaires de Coulanges-la-Vineuse

Préserver les étangs de la vallée de l'Yonne (Escolives/la Gravière, Gurgy, Vincelles, Appoigny)

Préserver les forêts et les exploiter raisonnablement

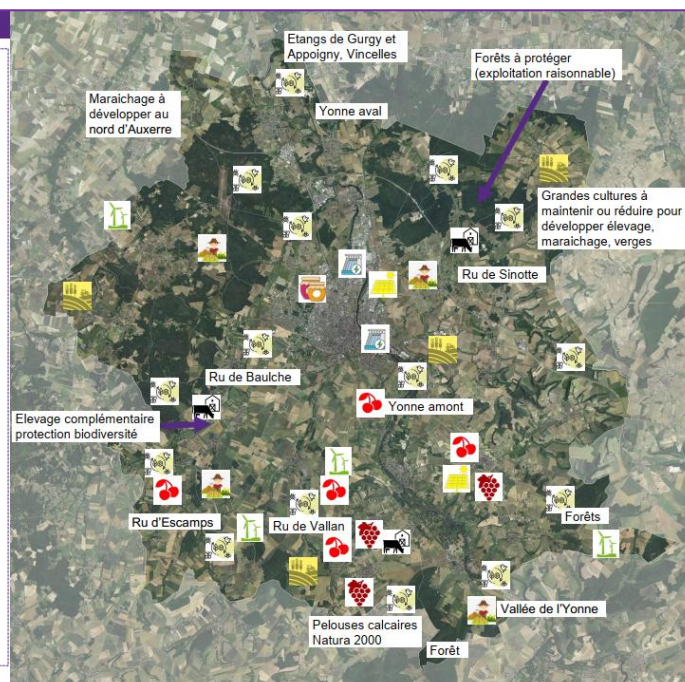
Les forêts de notre territoire ne sont pas suffisantes pour une installation d'exploitation forestière

Développement raisonné de l'éolien

Méthaniseur : non car il n'y a pas d'élevages suffisants sur le territoire

Panneaux solaires sur les toitures (surtout les grandes toitures) et au dessus des parkings, et au-dessus des zones agricoles à faible rendement (sud Auxerrois) = agrivoltaïsme

Hydroélectricité sur l'Yonne : batardeau et la Chainette



Agriculture :

Maraîchage sur les zones sableuses (Charbuy – Appoigny – Branches) + Sud (vallée de l'Yonne) – La boucle > répartir la production autour de l'agglo
Une légumerie vers Perrigny (mais production insuffisante)

Elevage sur les prairies le long du ru de Baulche et du ru de Sinotte + la Brosse (élevages bovins) > il faut produire de la viande et du lait sur le territoire. Développer l'élevage d'ovins sur les zones sud auxerroises (terres pauvres) + agrivoltaïsme

Verges : cerisiers au sud d'Auxerre, pommiers vers Escamps, développer la production de raisin de table (St Bris par ex)
Limiter le développement en stabilisant la production de vin

Grandes cultures : à maintenir ou à réduire au profit de la polyculture

Table 8

Habitat, urbanisme :

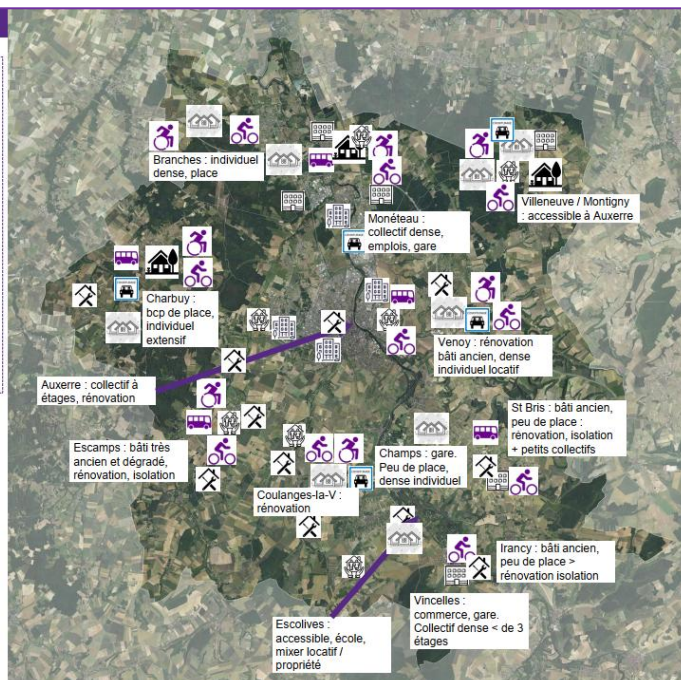
Comblers les dents creuses : petits logements T1/T2 en priorité, plutôt que T3/T4

Village ayant peu de place (vignes) : rénovation

Écoles à préserver

Taille des logements : petits logements plutôt que T3 et T4 pour accueil des jeunes et personnes isolées restant dans les villages

En collectif dense > écoles-commerce

**Mobilités :**

Frein du vélo + de 5km

Scenario 2050 : Auxerre a doublé de volume – les villages de l'Auxerrois sont rasés

- Éviter l'existence du déséquilibre ville-villages
- Train de Vincelles à Gurgy
- Réseau de navettes complémentaire (bus trop gros), navettes 9 places (TC)
- Vélo sécurisé sinon dangereux > sécuriser = le coup de peinture sur la route ne suffit pas
- Plan proposé concret

Table 9

Équipements, services aux populations, cadre de vie :

1^{ère} action : identifier les communes sur la carte, pouvoir s'orienter.

Création d'aires de stationnement pour covoiturage

Ecole/poste/commerce : 1/3 communes équipées > création d'écoles (menaces de fermeture par l'inspection académique), l'enfant ne devrait pas faire plus de 5km (en bus) pour aller à l'école, accompagnement avec garderie – cantine – centre de loisirs

Commerces sur Auxerre : les commerces actuels sont déjà trop nombreux, certains ferment, le développement devrait se faire sur quelques communes « centrales » par rapport aux communes voisines pour limiter les transports

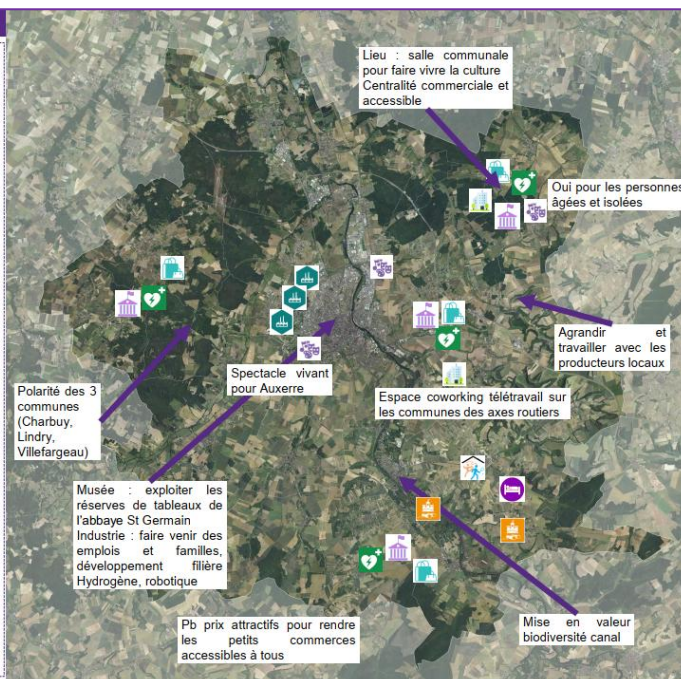
Santé : 1 maison de santé en polarité avec les commerces, définies dans les communes déjà déterminées

Culture : 1 salle des fêtes à créer à Montigny, fait actuellement défaut aux associations. Développer le spectacle vivant à Auxerre ou proche environ

Équipements sportifs : à favoriser près des écoles

Services : à amorcer également sur les pôles

Développement de toutes ces activités en formulation sur la mobilité > services ambulants

**Développement économique, tourisme, patrimoine :**

Réindustrialisation du secteur d'Auxerre : création d'emplois, habitants, équipements

Développement du secteur hydrogène en accompagnement du projet en cours. Accompagner les industries innovantes

Hébergements touristiques : à développer sur les routes des vins du département tel que Chitry-Irancy-Vincelles

A part cela, il semble que le secteur est bien fourni actuellement

Plateforme logistique : à ne pas développer, il y en a assez sur le secteur

Patrimoine : 1 musée capable d'exploiter les réserves du site de St Germain, à créer

Espaces de coworking à créer afin de remplacer le télétravail isolant la population, pour faire plus d'espaces de collaboration. A implanter sur les grands axes de circulation afin de limiter les déplacements

Les éléments d'explication complémentaires des tables 7 à 9

Thématique Environnement-agriculture

Améliorer l'entretien des forêts

Assurer un développement mesuré des éoliennes.

Le gisement de déchets ménagers pour la méthanisation est une ressource très marginale, avec plutôt une valorisation de compostage.

Prioriser le développement du photovoltaïque en toiture et en ombrière de parking, ainsi que sur les terrains agricoles à faible rendement.

Développer le maraichage avec un développement sur l'ensemble du territoire.

Choix d'installer une légumerie plutôt sur Perrigny avec une interrogation sur le potentiel capacitaire d'un tel équipement.

Favoriser l'élevage sur les prairies autour des rus et du développement ovin plutôt au sud du territoire. L'objectif est d'atteindre l'autosuffisance et de protéger la biodiversité et la ressource en eau.

Préserver les cerisiers et favoriser le développement d'exploitation de pommier plutôt sur Escamps (terrains mieux adaptés) et le raisin de table plutôt que le vin. Limiter le développement des vignobles.

Privilégier la polyculture.

Thématique habitat

Privilégier les petits logements (T1-T2) pour faciliter l'accessibilité des jeunes. => obliger à une proportion de ces petits logements dans les opérations.

Aller vers une logique de développements des villages et pas seulement d'Auxerre, avec une politique de rénovation pour certains villages comme Irancy.

Possibilité de développement de petit collectif à Saint-Bris, notamment en soutien des écoles. Développement des villages pour soutenir l'offre de commerces et de services.

Thématique Mobilité

Limite de 5 à 7 km pour le vélo, même avec l'électrique. Le vélo n'est pas forcément adapté à tous, ne pas tout miser dessus. Ne se sont pas interrogé sur le développement du réseau (itinéraire), celui-ci étant déjà validé. Imposer la séparation des flux avec de vrai piste cyclable et pas seulement un marquage au sol

Dans l'offre de service vélo, proposer des vélos avec panier et/ou sacoche et développer les vélo cargos.

Réfléchir à mise en place d'un tram sur la voie ferrée (exemple de Strasbourg, Colmar ou Valence).

Penser à la mise en place de plus de ligne de bus, avec des bus moins grand. Question se pose du financement, en particulier des chauffeurs.

Thématique Économie/tourisme/patrimoine

Pour le développement économique de type industriel => plutôt sur la proximité d'Auxerre.

Arrêter le développement logistique, déjà suffisamment présent sur le territoire

Développer la filière hydrogène, en lien avec les EnR.

Créer des espaces de co-working pour compléter le télétravail, sur les grands axes de circulation.

Interrogation sur le besoin en hébergement hôtelier et touristique, le groupe pense qu'il y en a suffisamment. Plutôt privilégier en lien avec la route des vins, au Sud-Est du territoire.

Créer un musée pour faire découvrir les éléments qui sont en réserve.

Compte rendu de l'atelier public n° 3 – 11 mars 2025



Contexte et objectifs

Contexte

Cet atelier-débat constitue la 3^{ème} rencontre grand public organisée dans le cadre de la démarche de participation du public à l'élaboration du PLUiHM (Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat, Mobilité) de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Plus d'informations : <https://www.agglo-auxerrois.fr/Missions/Urbanisme/PLU/PLUiHM-Plan-Local-d-Urbanisme-intercommunal-Habitat-Mobilit>

Il a été organisé à l'espace d'animation des Joinchières à Venoy, le **mardi 11 mars 2025 de 18h30 à 21h30**. **60 habitants y ont participé, répartis en 7 tables de 4 à 7 participants**. Une table réservée aux élus a également été formée, réunissant 8 élus.

Objectifs de l'atelier

- ✓ Faire un retour sur le PADD et la façon dont la concertation est venue le nourrir depuis 2022
- ✓ Rappeler ce qui entre dans le cadre du document ou non
- ✓ Affiner collectivement certains éléments concrets du PLUiHM: règles d'urbanisation des zones U, règles de protection des zones N (naturelles), réglementation des zones A (agricoles)...
- ✓ Réfléchir à l'aune des spécificités du territoire



Déroulé de l'atelier

- **Introduction pour rappeler les grands principes de la démarche d'élaboration du PLUiHM**, par Christophe Bonnefond, Vice-Président chargé des infrastructures, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'aménagement et des travaux
- **Rappel de la démarche de concertation**, par Mathilde Chocat (Palabreo)
- **Présentation de quelques éléments de contexte** sur les différentes thématiques abordées et **retour sur le PADD**, par Swann Berneau (CAA)
- Présentation de **l'instruction du droit des sols**, Nadège Sylvestre-Baron (CAA)
- **Présentation du travail par table**, par Mathilde Chocat :
Un travail en 3 temps pour :
 1. Réfléchir sur les réglementations et les éléments à appuyer dans le cadre du PLUI HM sur les zones A (agricoles)
 2. Réfléchir sur les réglementations et les éléments à appuyer dans le cadre du PLUI HM sur les zones N (naturelles)
 3. Travailler sur la bonne urbanisation en zone U, en fonction de typologies différentes et présentes sur le territoire (4 typologies étaient proposées mais les tables en ont étudié 2) : « bourg ancien et patrimonial » et « extension pavillonnaire » OU « zone d'activité » et « zone résidentielle de petit collectif (projet ou existant) ».
- Exposition, échanges informels et conclusion

Rappel du calendrier de la démarche grand public



Préambule

L'atelier habitants sur le PLUI-HM de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois s'est tenu le 11 mars de 18h30 à 21h30, réunissant 8 élus et 60 participants. L'objectif était de réfléchir aux réglementations et enjeux des zones A (agricoles), N (naturelles) et U (urbaines). Animé par Palabreo et la communauté d'Agglomération, l'atelier a débuté par une présentation du contexte et un rappel du PADD puis de la concertation, avant des travaux en petits groupes (5 à 10 personnes). Ce compte rendu synthétise les échanges écrits et oraux de la soirée.

Introduction de M. le 1^{er} Vice-Président

Le 1^{er} Vice-Président, M. Bonnefond ouvre la réunion en rappelant les grandes étapes du projet : après un diagnostic initial, un Plan d'Aménagement et de Développement Durable a été établi à l'automne dernier. Désormais, l'élaboration du règlement est en cours, et l'ensemble du processus devrait s'achever en mai 2025.

Il insiste sur l'importance de la participation citoyenne. Depuis 2022, des registres, à la fois physiques et dématérialisés, sont ouverts dans chaque commune pour recueillir les demandes des habitants concernant l'aménagement de leur territoire. Or, certains registres restent vides. Il rappelle donc aux élus locaux leur rôle dans l'incitation à la participation.

Il souligne que chaque demande sera étudiée, mais dans le cadre des lois en vigueur. L'évolution des documents d'urbanisme peut entraîner des changements significatifs, notamment en matière de constructibilité et de règles architecturales. D'où l'importance pour les habitants d'exprimer leurs attentes et préoccupations.

Enfin, il invite les participants à échanger librement lors des ateliers, en insistant sur la diversité des points de vue et l'absence de censure dans la concertation. Il conclut en remerciant l'assemblée et en rappelant son engagement, malgré des contraintes personnelles récentes.

Quelques éléments de contexte

Rappel des concertations passées

Mathilde Chocat de Palabreo revient brièvement sur les concertations menées entre septembre et décembre 2023. Elle rappelle que, depuis les derniers ateliers, un important travail a été réalisé en interne par les techniciens, les élus et les acteurs du territoire afin de préparer les échanges de la soirée et d'affiner les outils réglementaires. Depuis deux semaines, une exposition itinérante circule entre les communes pour présenter le diagnostic, le PADD et les étapes de construction du PLUI-HM. Elle souligne que l'objectif de la concertation est de prendre en compte les ressentis, les perceptions et les visions des habitants pour que la mise en œuvre du projet corresponde au mieux aux besoins du territoire. La réunion vise ainsi à faire un retour sur le PADD et à montrer comment la concertation l'a nourri. Elle permettra également d'affiner certains éléments du PLUI-HM, notamment les règles encadrant les zones naturelles (N), agricoles (A) et urbaines, en tenant compte des spécificités locales. Elle conclut en passant la parole à l'intervenant suivant, afin que chacun puisse disposer des mêmes informations sur le PADD avant de poursuivre les échanges.

Rappel des enjeux du PLUI-HM

La réunion s'est poursuivie sous la conduite de Sylvestre-Baron et Swann Berneau, chargé de mission planification urbaine, qui a rappelé les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat et de Mobilité (PLUI-HM) de l'Auxerrois. Cette rencontre avait pour but de faire un point sur l'avancement du projet, de recueillir les avis des acteurs locaux et de favoriser les échanges autour des enjeux prioritaires.

L'élaboration du PLUI-HM repose sur plusieurs enjeux majeurs. En matière d'aménagement du territoire, il s'agit de gérer l'urbanisation et de garantir le bon développement des équipements publics. Sur la question de l'habitat, l'objectif est d'assurer une diversification de l'offre de logements tout en répondant aux besoins spécifiques des différentes catégories de population. La mobilité constitue un autre axe essentiel, avec la nécessité d'améliorer les transports en commun et de développer les infrastructures cyclables. Enfin, la préservation de l'environnement et du cadre de vie demeure une priorité, notamment à travers la protection des espaces naturels et la gestion des risques environnementaux.



DONNEES DE
CONTEXTE ET
RETOUR SUR LE
PADD



LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL HABITAT ET MOBILITÉS

PLUi

Plan Local d'Urbanisme
intercommunal



H

Programme Local
de l'Habitat



M

Plan de Mobilité



Rapport de présentation

S'appuie sur le diagnostic territorial
fait un état des lieux au regard de l'environnement,
évalue le document au regard de l'environnement

PADD

exprime les grandes orientations et projets pour le territoire

OAP

précise la mise en œuvre de
certains projets

POA - H
POA - M

précisent les actions en matière
d'habitat et de mobilité,
et précisent leur mise en œuvre

Règlement

écrit et graphique
présente les obligations à suivre

Annexes

apportent des compléments qui peuvent s'imposer (servitudes) ou
à titre informatif

- diagnostic
- Situation environnementale
- Évaluation environnementale

- Projet d'Aménagement et de
Développement Durable

- Orientations d'Aménagement
et de Programmation
- Programme d'Orientation et
d'Aménagement
- Règles de constructions

- Par exemple : les zones
inondables

CALENDRIER



PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le PADD résulte aussi des volontés, ambitions et
besoins exprimés par les élus au cours des
réunions du PLUiHM, et ce depuis son lancement

Le PADD

- détermine les grandes orientations
d'aménagement du territoire à partir des
enjeux identifiés au sein du diagnostic
- coordonne les besoins des différentes
stratégies thématiques (habitat, mobilité,
équipements, etc.) et les besoins en matière
d'aménagement et d'urbanisme
- 4 lignes de force guident le PADD déclinées en
4 axes

Deux axes transversaux :

Axe 1 | Engager l'auxerrois dans l'adaptation aux effets du changement climatique dans le respect de sa patrimonialité plurielle

Axe 2 | Conforter les leviers d'attractivité de l'Auxerrois pour un développement dynamique et ancré aux valeurs locales

Deux axes thématiques :

Axe 3 | Volet HABITAT - Répondre aux besoins des ménages et aux enjeux des transitions nécessaires pour un habitat résilient

Axe 4 | Volet MOBILITÉS : Faire évoluer les pratiques de mobilité de l'Auxerrois

AXE 1 : Engager l'auxerrois dans l'atténuation et l'adaptation aux effets du changement climatique dans le respect de sa patrimonialité plurielle

**RATIONALISATION DURABLE DES
MODES DE VIE ET D'AMENAGER**
Orientation 1.1

**OPTIMISER LA RESILIENCE DES
ESPACES DE NOS VILLAGES ET NOS
VILLES**
Orientations 1.2 à 1.5

**DES ENSEMBLES PAYSAGERS ET
NATURELS DE QUALITE**
Orientations 1.6 à 1.9



AXE 2 : Conforter les leviers d'attractivité de l'Auxerrois pour un développement dynamique et ancré aux valeurs locales

GARANTIR UN NIVEAU D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICE ADAPTÉ AUX BESOINS DES HABITANTS ET DES USAGERS DU TERRITOIRE
 Orientation 2.1

Diversification et renforcement de l'offre culturelle
 Dynamiser / organiser l'offre de services, d'équipement, de commerce

PROMOUVOIR DES ACTIVITES ECONOMIQUES DIVERSIFIEES QUI SOUTIENNENT LA VITALITE DU TERRITOIRE
 Orientations 2.2 à 2.4

Développer / organiser l'emploi : Industriel, artisanal, tertiaire
 Diversifier les filières agricoles,

ASSEoir LA DESTINATION TOURISTIQUE AUXERROIS
 Orientations 2.5 à 2.7

Renforcer l'offre et la visibilité des sites touristique
 Développer l'offre en hébergement touristique

AXE 3 - Volet habitat : répondre aux besoins des ménages et aux enjeux des transitions nécessaires pour un habitat résilient

PLH 2022-2027 :

LES BESOINS LIÉS À LA POPULATION :
 • Croissance démographique : +0,57%/an, soit un gain de 49 habitants/an (chiffres SCOT)
 • Densification des ménages : +0,40%/an (pour suite de la tendance passée)

LES BESOINS LIÉS AUX LOGEMENTS :
 • Un objectif de production de 250 logements par an

BESOINS LIÉS À L'EMPLOI :
 • Un objectif d'ajouter 1 140 emplois à horizon 10 ans



Orientations 3.1 à 3.4

Développement de l'offre en matière d'habitat :
 offre en habitat social, typologies et répartition, offre spécifique (logement étudiants)
 L'accompagnement et la rénovation

Construire **1500** logements sur 6 ans soit 250 /an



AXE 4 - Volet Mobilité : Faire évoluer les pratiques de mobilités de l'auxerrois

FACILITER LE DÉVELOPPEMENT DES MOBILITÉS DURABLES POUR TOUS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

FAIRE DE L'AUXERROIS UN TERRITOIRE FAVORABLE AUX MODÈS ACTIFS

ORGANISER UN RÉSEAU DE TRANSPORT COLLECTIF HIÉRARCHISÉ ET UNIFIÉ

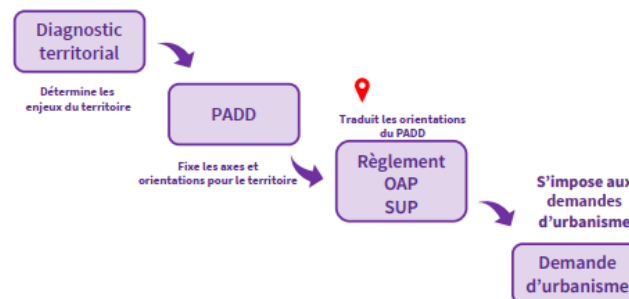
VALORISER L'AXE FERROVIAIRE ET RENFORCER L'USAGE DU TRAIN POUR LES DÉPLACEMENTS DU QUOTIDIEN

ADAPTER ET SÉCURISER L'USAGE ET LA PLACE DES DÉPLACEMENTS ROUTIERS AUX ENJEUX DE MOBILITÉ DURABLE

Orientations 4.1 à 4.6
 Offre en transport collectif, TAD
 Développement des modes actifs, Covoiturage, Réseau ferré



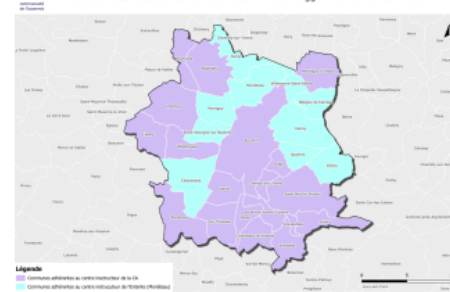
EN RÉSUMÉ



**ZOOM SUR
 L'INSTRUCTION DU
 DROIT DES SOLS**

QUI INSTRUIT LES DEMANDES D'URBANISME ?

L'instruction des actes d'urbanisme sur le territoire de l'agglomération de l'auxerrois



QUELLE DEMANDE D'URBANISME ?

LES DÉCLARATION PRÉALABLES

- Constructions/extensions de moins de 20 m² d'emprise au sol
- Transformation d'un garage en pièce habitable
- Clôture
- Piscine non couverte
- Modification de l'aspect extérieur :
 - Volets
 - Ouvertures / menuiseries
 - Pose de panneaux PV en toiture
- Changement de destination

LES PERMIS De construire - De démolir - D'aménager

- Constructions/extensions de plus de 20 m² d'emprise au sol
- Démolition
- Lotissement
- Piscine couverte
- Hangar agricole



QUELLES RÈGLES SONT APPLICABLES ?

Code de l'urbanisme



Documents d'urbanisme (PLUiHM)

OAP

présente les règles en matière de confort et de qualité de vie

Annexes

présentent des compléments qui permettent d'appréhender l'ensemble de la réglementation

Règlement

présente les obligations à suivre

Servitudes d'utilité publique (AC1 = Périmètre Monument Historique)



Défense Incendie (RDDECI de l'Yonne)



Autres avis obligatoires (UTR pour les voies départementales)



DRAC – Archéologie préventive



CD 89 – Voiries départementales



LE TRAVAIL PAR TABLES

1^{ère} séquence (45 min)

Zones A et N – 2 plateaux

Priorisez collectivement les critères de la réglementation

- Collez les cartes critères sur le plateau de jeu en fonction de leur importance :

1 = peu important

7 ou 8 = très important

- N'oubliez pas de noter vos arguments sur les post-it à votre disposition !
- Si vous le voulez, vous pouvez remplacer des critères par un Joker, en inscrivant le critère de votre choix.
- Vous avez la possibilité de spécifier la réglementation par secteur si vous le souhaitez à l'aide des cartes présentes dans les enveloppes

2^e séquence (45 min)

Zone U – 2 plateaux

Choisissez collectivement les images qui vous semblent les plus adaptées pour urbaniser chacune des 2 typologies qui vous ont été attribuées

- Vous pouvez en choisir 6 sur les 10 qui vous sont proposées
- Expliquez pourquoi vous avez (ou non) retenu les images, en collant des post-it sur le plateau

4 typologies différentes sont proposées, correspondant à 4 types de zone urbanisées que l'on pourrait trouver dans la CA de l'Auxerrois. Vous travaillerez sur 2 de ces typologies.

Vous pourrez également émettre vos recommandations pour végétaliser au mieux vos typologies.





SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS PAR TABLE

La synthèse analytique suivante ne se veut pas exhaustive mais permet de présenter les grandes tendances issues de l'atelier et a vocation à apporter une lecture transversale de celles-ci. Elle est nécessairement complémentaire des résultats « bruts » des travaux menés aux tables.



SYNTHÈSE ANALYTIQUE DES PRODUCTIONS SUR LA ZONE A (AGRICOLE)

Concernant la « zone A », le critère de réglementation « *On limite la constructibilité en zone/secteur A aux seuls bâtiments...* » a été jugé très important par la majorité des participants, avec quatre tables le classant en première position et une table en deuxième position. Les propositions incluent de **limiter la constructibilité en zone/secteur A aux habitations d'exploitants, et aux bâtiments agricoles uniquement** (pour limiter l'extension des réseaux), afin de stocker les récoltes ou le matériel. Une table a souligné la volonté de **ne pas implanter de bâtiments nuisibles**, tandis qu'une autre s'est opposée **aux éoliennes et a encouragé une taille limitée pour les bâtiments agricoles**.

Il en va de même pour les cartes « *On favorise la préservation des chemins ruraux et noues* » et « *On favorise la préservation ou la replantation des haies* », aussi jugées **prioritaires** dans une majorité des contributions. **La préservation et la replantation des haies sont justifiées par des arguments environnementaux**, tels que la gestion de l'eau (notamment pour la régulation des sols), la préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique de manière générale. **La préservation des chemins ruraux et des noues est encouragée afin de favoriser les mobilités douces et les voies vertes**, comme les pistes cyclables et les chemins de randonnée, tout en bénéficiant aux maraîchers. Leur entretien est recommandé pour garantir ces avantages.

Les critères « *On permet la transformation des bâtiments anciens, même vers d'autres destinations qu'agricole, afin de permettre leur préservation* » et « *On autorise la construction de bâtiments agricoles et d'équipements d'intérêt public sur toute la zone A* » apparaissent également **importants** pour une partie des participants. Une table de participants suggère de **transformer les bâtiments agricoles en logements ou commerces de proximité liés à l'activité agricole**, tandis qu'une autre propose que **la construction de nouveaux bâtiments soit validée par les riverains**. Un autre groupe met l'accent sur la **réhabilitation des bâtiments abandonnés et des friches, la préservation des terres agricoles et le développement du tourisme rural**.

« *L'autorisation de construction de bâtiments agricoles et d'équipements d'intérêt public en zone A* » est argumentée par trois groupes qui priorisent différentes considérations. Le premier groupe insiste sur **l'interdiction des éoliennes et des panneaux photovoltaïques au sol, la taille des exploitations en harmonie avec la zone agricole, l'interdiction de l'élevage intensif, l'absence de salles des fêtes et d'infrastructures routières**. Le second groupe priorise le **regroupement des constructions multiples pour éviter le « mitage » du territoire**. Tandis que le troisième groupe propose que cela soit **applicable uniquement si les réseaux techniques (eaux, électricité, etc.) de viabilisation existent déjà**.

Parmi les critères jugés les moins prioritaires, on trouve : « *On limite l'implantation des exploitations agricoles à proximité de celles existantes* » et « *On pose des obligations d'intégration paysagère des nouveaux bâtiments : précisez lesquelles* ». Selon une table, les nouvelles exploitations doivent **proposer des objectifs environnementaux et durables** si elles souhaitent s'implanter à proximité de zones agricoles existantes. Toujours concernant la **carte de l'implantation**, une autre contribution souligne **l'importance de préserver le fonctionnement hydraulique des sols en alternant plantations de bois, haies et bosquets avec des cultures nourricières**. Quant à la carte relative aux **obligations d'intégrations paysagères**, les participants proposent d'adapter **la hauteur, la couleur et la toiture du bâti** (1 table), de **planter des arbres et des haies en fonction de la taille des bâtiments** (2 tables), et plus globalement d'**harmoniser le bâti au contexte rural paysager et d'imposer des matériaux environnementaux**.

Les cartes **JOKER** sont considérées comme **peu importantes**. Les positions varient : une table propose de **favoriser l'agrotourisme avec la vente de produits locaux et des hébergements touristiques dans les bâtiments existants**, une autre table plaide pour **limiter au maximum l'agri-voltaïsme**, tandis qu'une troisième table suggère **l'interdiction de la construction d'équipements d'intérêt public**.

SYNTHESE ANALYTIQUE DES PRODUCTIONS SUR LA ZONE N (NATURELLE)

Concernant la « zone N », les critères de réglementation jugés unanimement les plus prioritaires sont ceux concernant : *la mise en place d'une réglementation spécifique pour protéger les plans d'eau et zones humides ET les forêts. L'interdiction de construire en zone N, la valorisation du patrimoine naturel et la mise en place d'une réglementation spécifique pour les espaces poumons verts en zone urbaine* sont aussi importants pour une plus petite partie des participants.

Concernant la *préservation des forêts*, deux tables apportent un point d'attention sur les coupes : « *Attention aux coupes sauvages en forêt privées* » et « *Autoriser l'entretien mais pas les coupes rases* ». Une des deux tables suggère également de *veiller à replanter les essences choisies* (pas forcément du bouleau ou sapin) par l'ONF.

En zones humides, une contribution encourage la *protection des mares* et propose de *prévoir des bassins d'orages*.

Les participants précisent leurs propositions concernant la *carte d'interdiction de construire en zone N* : aucune construction durable pérenne, ni éoliennes ni panneaux solaires, et aucune construction d'équipements d'intérêt public.

Un groupe de participants propose de profiter des *journées du patrimoine* ou encore de valoriser le *tourisme vert* pour *valoriser le patrimoine naturel*. Deux tables insistent sur la volonté de *préserver les espaces "poumons verts"* existants, de *développer de nouveaux espaces similaires* et d'*interdire toute construction sur ces zones*.

Parmi les critères jugés les moins prioritaires, la majorité concerne le *caractère constructible ou non dans la zone*, notamment *l'interdiction ou l'autorisation de construction, l'autorisation de constructions d'habitations légères de loisirs ou à destination de l'hébergement touristique, ainsi que la possibilité de modifier, étendre ou construire des annexes sur l'existant en zone N*.

Selon une table, *l'interdiction de construire* est trop restrictive. *L'autorisation de construire* est toutefois conditionnée par plusieurs critères selon les participants : *absence d'extension des réseaux routiers* (1 table), *intégration paysagère du bâti* (2 tables), *aménagements favorisant l'approche du vivant à vocation éducative et scientifique, comme un mirador* (1 table), *préservation du milieu naturel et paysager* (1 table) et *respect du code de l'urbanisme* (1 table).

L'autorisation de construire des habitations légères de loisirs ou des hébergements touristiques est également conditionnée par les participants : à condition de *préserver les végétaux et arbres existants*, d'*assurer une intégration optimale dans l'environnement du projet* (1 table) et, en l'absence de raccordement au réseau, de *prévoir des toilettes sèches* (1 table).

La *possibilité de modifier, étendre ou construire des annexes sur l'existant en zone N* repose sur plusieurs critères : *maintien des réseaux existants sans extension* (2 tables), *intégration paysagère* (1 table) et *interventions limitées aux améliorations environnementales, au confort ou à l'accessibilité, comme l'aménagement d'un accès PMR* (1 table).

Certaines *cartes Joker* proposent de nouvelles réglementations : *identifier clairement les zones protégées* (1 table), *interdire la construction d'axes routiers en zone naturelle* (1 table) et *créer les services et emplois nécessaires à la bonne gestion des zones N* (1 table).

SYNTHESE ANALYTIQUE DES PRODUCTIONS SUR LA ZONE U – TYPOLOGIE : « BOURG ANCIEN ET PATRIMONIAL »

Les images de référence les plus souvent choisies par les participants



- L'image 1 est appréciée car *l'extension est jugée contemporaine, les matériaux (bois) bien choisis et bien intégrée au paysage* par 3 tables.
- La seconde image est valorisée par une table pour *représenter des maisons rurales*, tandis qu'un autre groupe souligne que *les coûts de rénovation y sont plus raisonnables* par rapport aux autres maisons, dont les budgets sont jugés très élevés (matériaux coûteux comme le zinc).
- La 3ème photo est choisie pour ses *harmonies entre couleurs et matériaux* selon 2 tables. Une autre contribution souligne *le bon mixe entre existant et plus récent*.
- Pour les 3 groupes qui ont choisi cette image, *l'intégration de l'extension fonctionne*.

Les images de référence les moins souvent choisies par les participants



- La première photo est critiquée pour son *effet « hangar »* selon un groupe, mais aussi car *l'extension de la maison ne correspond pas au style existant* selon une autre table.
- La seconde image est pointée du doigt à cause d'un *mélange architectural non approprié* selon 3 tables.

* Tous les choix ne sont pas justifiés.

Selon une majorité de participants, un mélange entre ancien et contemporain est apprécié dans la typologie « Bourg ancien et traditionnelle », si celui-ci est réalisé de façon harmonieuse.

SYNTHESE ANALYTIQUE DES PRODUCTIONS SUR LA ZONE U – TYPOLOGIE : «RESIDENTIEL-HABITAT COLLECTIF»

Les images de référence les plus souvent choisies par les participants



X4



X3

- Les premiers bâtiments, présents sur la première image, sont plébiscités pour leur **toiture traditionnelle** (pentée) et **l'usage du bois**. Cependant, le **manque de végétalisation** et les **proportions du bâti (trop de hauteur)** sont également soulignés.
- Les autres images séduisent par **l'omniprésence du bois** et une **végétation foisonnante**. Les participants insistent sur l'importance de **limiter la hauteur des bâtiments** entre 2 et 4 étages. Une table met en avant l'intérêt d'un **équilibre entre commerces et habitats**, tout en appréciant **l'intégration harmonieuse** des bâtiments dans des communes de proximité.

Les images de référence les moins souvent choisies par les participants



X3



X4



X3

- Deux contributions estiment que l'immeuble de la première photo est **trop dense et trop haut**.
- L'architecture de la deuxième photo est jugée **dépassée**, et le **manque de végétalisation** est souligné. La taille du bâtiment est également critiquée, ainsi que son caractère **cubique**, perçu comme **difficile à entretenir**.
- Trois tables remettent en question la **hauteur et le style du bâtiment** de la troisième photo.

Une grande majorité des participants préconise l'utilisation du bois, la végétalisation (toits/façades/trottoirs végétalisés, plantations d'arbres, parcs, bancs) et une hauteur limitée pour les bâtiments dans la typologie « résidentiel-habitat collectif », afin d'assurer une intégration harmonieuse.

SYNTHESE ANALYTIQUE DES PRODUCTIONS SUR LA ZONE U – TYPOLOGIE : «ZONE D'ACTIVITE»

Les images de référence les plus souvent choisies par les participants



X4

X3

- Concernant la première image, trois tables valorisent la **production d'énergie** grâce aux **renouvelables**. Toutefois, la capacité à renouveler les matériaux qui les composent est questionnée.
- Le deuxième style est choisi pour sa **verdure** (deux tables) et la **diversité des matériaux** utilisés (une table). La **grandeur du site** est tout de même remise en question par un groupe.
- Sur la troisième photo, le **mélange de végétation, de commerces et d'habitat**, ainsi que **l'intégration du bâti dans l'espace**, est apprécié par la majorité des participants.
- Le dernier style est apprécié pour le **parement du bâtiment**, qui est jugé **bien intégré dans la ville**.

Les images de référence les moins souvent choisies par les participants



X4



X3



X3

- Sur la première image, un groupe estime que le **parking occupe une place excessive**, tandis qu'un autre souligne que ce type de zone d'activité **favorise la surchauffe**.
- La deuxième image est critiquée par deux groupes pour la **hauteur du bâtiment** et le **manque de végétation**, augmentant le risque de **surchauffe**.
- Quant à la troisième image, elle fait l'objet des mêmes critiques que la précédente. Un groupe juge également le **parking trop vaste**, tandis qu'un autre **accepterait ce type de zone uniquement dans le cadre d'un réaménagement (type halle Guilliet)**.

*Concernant la typologie « zone d'activité », la majorité des participants souhaitent un site **mesuré (pas trop grand)**, **intégré dans l'espace**, **végétalisé (toits/façades végétalisés, îlots de verdure, plantation d'arbres sur le parking, fleurissement)**, **usant des énergies renouvelables**. A contrario, ils ne veulent pas de **parking trop grand, ni d'îlots de chaleur**.*

SYNTHESE ANALYTIQUE DES PRODUCTIONS SUR LA ZONE U – TYPOLOGIE : « EXTENSION PAVILLONNAIRE »

Les images de référence les plus souvent choisies par les participants



- La première image est appréciée par deux groupes pour les **couleurs des pavillons**, et l'**ensemble harmonieux** est souligné dans deux autres contributions.
- Concernant les photos 1, 2 et 3, un autre groupe indique que ce style permet de **limiter l'artificialisation** tout en offrant des **espaces verts**. Mais aussi que l'architecture du bâti est perçue comme **bien adaptée à l'environnement naturel et culturel**, avec une **approche vertueuse en matière d'aménagement et de construction**, favorisant des matériaux durables et locaux lorsque possible.
- La dernière image présente une **extension harmonieuse**, où le toit plat s'intègre parfaitement avec l'édifice initial.

Les images de référence les moins souvent choisies par les participants



- La style de la première architecture est jugé **disgracieux car mal intégré** par 2 groupes. Un autre groupe la trouve **trop cubique**.
- Concernant la deuxième image, le **style cubique est critiqué** dans une contribution tandis que pour un autre groupe il y a **trop d'espace utilisé** (construction qui n'est pas assez concentrée et favorise l'étalement urbain).
- Le troisième style n'est pas souhaité car le **béton et le manque de finitions** sont relevés. Une table propose de **limiter la hauteur des clôtures**.

Sur d'autres images, qui ne figurent pas ici, les participants déplorent l'**uniformité de certaines architectures**, ou encore le **non-respect des ODD 2030**.

L'harmonie des couleurs, la végétalisation (haies à essences multiples par exemple) et l'adaptation à l'environnement sont majoritairement soulignées dans les contributions pour la zone « extension pavillonnaire ». En revanche, le style cubique, la perte d'espaces, l'excès de béton et les clôtures trop hautes sont à proscrire.

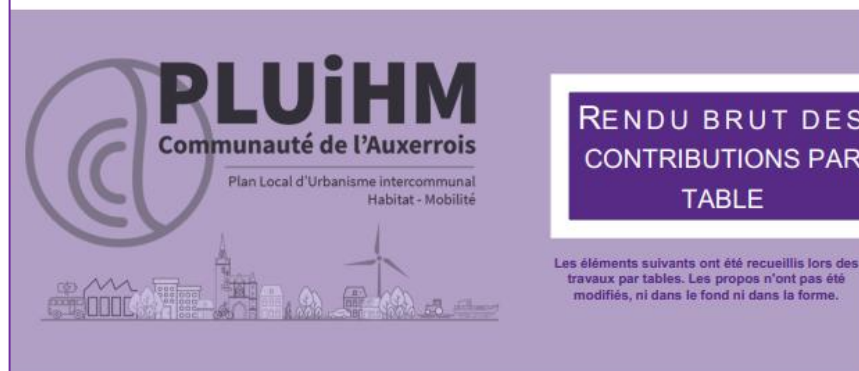


TABLE NUMERO 1

PREMIER PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES A

C'est quoi une zone A ?

La zone agricole (zone A) du plan local d'urbanisme est un zonage dédié à la préservation des apports du foncier agricole. Peuvent être classés en zone A les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Le classement en zone A est possible, que ces secteurs soient éparpillés ou non.

Les zones A sont généralement constructibles uniquement pour les bâtiments liés à l'exploitation agricole et les équipements publics.

Au sein d'une zone A, on peut trouver des secteurs où sont interdites les constructions de bâtiments agricoles, pour des raisons d'équipement (réseaux), de préservation des terres agricoles et/ou de perception paysagère (cône de vue).
 Il peut être autorisé ponctuellement d'autres destinations particulières (activités existantes, tourisme, transformation agro-alimentaire...) au sein de sous-secteurs spécifiques.

Quelles réglementations prioritaires pour les zones agricoles (A) ? – réglementation générale

7	On limite la constructibilité en zone/secteur A aux seuls bâtiments... Précisez	Bâtiments agricoles uniquement pour limiter les extensions réseaux (EDF, eau, etc.)
6	On favorise la préservation des chemins ruraux et noues	À préserver au maximum ... Intérêt pour les randonneurs et maraichers éventuellement → voies vertes
5	On favorise la préservation ou la replantation des haies	Intérêt hydraulique et de la biodiversité
4	On limite l'implantation des exploitations agricole à proximité de celles existantes	Autorisation en tenant en compte du numéro 7
3	On pose des obligations d'intégration paysagère des nouveaux bâtiments : précisez lesquelles	Hauteur, couleur, toiture
2	On permet la transformation des bâtiments anciens, même vers d'autres destinations qu'agricole, afin de permettre leur préservation.	Uniquement si réseau de viabilisation existant déjà
1	On autorise la construction de bâtiments agricoles et d'équipements d'intérêt public (vous pouvez préciser) sur toute la zone A	En fonction du genre d'équipement (éolienne – panneaux solaires – méthaniseur) Voir zonage existant – et loin des habitations

Pour les zones A, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou par secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à chaque secteur. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire des secteurs. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone A s'applique.

TABLE NUMERO 6

PREMIER PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES A

C'est quoi une zone A ?

La zone agricole (zone A) du plan local d'urbanisme est un zonage dédié à la préservation des apports du foncier agricole. Peuvent être classés en zone A les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Le classement en zone A est possible, que ces secteurs soient éparpillés ou non.

Les zones A sont généralement constructibles uniquement pour les bâtiments liés à l'exploitation agricole et les équipements publics.

Au sein d'une zone A, on peut trouver des secteurs où sont interdites les constructions de bâtiments agricoles, pour des raisons d'équipement (réseaux), de préservation des terres agricoles et/ou de perception paysagère (cône de vue).
 Il peut être autorisé ponctuellement d'autres destinations particulières (activités existantes, tourisme, transformation agro-alimentaire...) au sein de sous-secteurs spécifiques.

Quelles réglementations prioritaires pour les zones agricoles (A) ? – réglementation générale

7	On limite la constructibilité en zone/secteur A aux seuls bâtiments... Précisez	<ul style="list-style-type: none"> - Habitations pour exploitants - bâtiments agricoles uniquement - RIEN D'AUTRE
6	On permet la transformation des bâtiments anciens, même vers d'autres destinations qu'agricole, afin de permettre leur préservation.	<ul style="list-style-type: none"> - Réaffectations en logements - Commerce de proximité en lien avec l'activité agricole
5	On autorise la construction de bâtiments agricoles et d'équipements d'intérêt public (vous pouvez préciser) sur toute la zone A	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'éolienne - Pas de PV au sol. Photovoltaïque - Taille de l'exploitation en lien et en harmonie avec la zone agricole - Pas d'élevage intensif - Pas de salle des fêtes en zone A, ni d'infrastructures routières
4	On favorise/maintient la préservation ou la replantation et on replante des haies	INDISPENSABLE Pour climat biodiversité environnement
3	On favorise la préservation des chemins ruraux et noues	<ul style="list-style-type: none"> → Préservation → Entretien obligatoire → En lien avec mobilité douce
2	On pose des obligations d'intégration paysagère des nouveaux bâtiments : précisez lesquelles	<ul style="list-style-type: none"> → Harmoniser le bâti au contexte rural paysager → Végétaliser les abords → Imposer matériaux environnement
1	On limite l'implantation des exploitations agricole à proximité de celles existantes	<ul style="list-style-type: none"> → L'exploitation nouvelle doit proposer des objectifs environnementaux et durables → Concept difficile à traiter

Pour les zones A, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou par secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à chaque secteur. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire des secteurs. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone A s'applique.

TABLE NUMERO 7

PREMIER PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES A

C'est quoi une zone A ?

La zone agricole (zone A) du plan local d'urbanisme est un zonage dédié à la préservation des apports du foncier agricole. Peuvent être classés en zone A les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Le classement en zone A est possible, que ces secteurs soient isolés ou non.
 Les zones A sont généralement constructibles uniquement pour les bâtiments liés à l'exploitation agricole et les équipements publics.

Au sein d'une zone A, on peut trouver des secteurs ou sont interdites les constructions de bâtiments agricoles, pour des raisons d'équipement (réseaux), de préservation des terres agricoles et/ou de perception paysagère (cône de vue).
 Il peut être autorisé ponctuellement d'autres destinations particulières (activités existantes, tourisme, transformation agro-alimentaire...) au sein de sous-secteurs spécifiques.

Quelles réglementations prioritaires pour les zones agricoles (A) ? – réglementation générale

7	On limite la constructibilité en zone/secteur A aux seuls bâtiments... Précisez	A usage agricole et habitat de l'exploitant uniquement Exclusion : localif type ABandB Bâtiment photovoltaïque uniquement
6	On favorise la préservation et on replante des haies	
5	On favorise la préservation des chemins ruraux et noues	
4	On pose des obligations d'intégration paysagère des nouveaux bâtiments : précisez lesquelles	Plantation des haies
3	On permet la transformation des bâtiments anciens, même vers d'autres destinations qu'agricole, afin de permettre leur préservation.	
2	JOKER Limiter au maximum l'agrivoltaïsme	
1	JOKER Interdiction de construction d'équipements d'intérêt public	

Pour les zones A, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou par secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à chaque secteur. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire des secteurs. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone A s'applique.

TABLE NUMERO 4

PREMIER PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES A

C'est quoi une zone A ?

La zone agricole (zone A) du plan local d'urbanisme est un zonage dédié à la préservation des apports du foncier agricole. Peuvent être classés en zone A les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Le classement en zone A est possible, que ces secteurs soient isolés ou non.
 Les zones A sont généralement constructibles uniquement pour les bâtiments liés à l'exploitation agricole et les équipements publics.

Au sein d'une zone A, on peut trouver des secteurs ou sont interdites les constructions de bâtiments agricoles, pour des raisons d'équipement (réseaux), de préservation des terres agricoles et/ou de perception paysagère (cône de vue).
 Il peut être autorisé ponctuellement d'autres destinations particulières (activités existantes, tourisme, transformation agro-alimentaire...) au sein de sous-secteurs spécifiques.

Quelles réglementations prioritaires pour les zones agricoles (A) ? – réglementation générale

7	On favorise la préservation des chemins ruraux et noues	
6	On favorise la préservation ou la replantation des haies	• Voir n1 + et la reforestation compatible avec l'agriculture
5	On autorise la construction de bâtiments agricoles et d'équipements d'intérêt public (vous pouvez préciser) sur toute la zone A	En cas de constructions multiples regrouper les éléments afin d'éviter « le mitage ».
4	On pose des obligations d'intégration paysagère des nouveaux bâtiments : précisez lesquelles	
3	On permet la transformation des bâtiments anciens, même vers d'autres destinations qu'agricole, afin de permettre leur préservation.	Blockhaus anti-nucléaire ?
2	On limite la constructibilité en zone/secteur A aux seuls bâtiments... Précisez	Agricoles et équipements publics
1	On limite l'implantation des exploitations agricole à proximité de celles existantes	Pour préserver l'hydraulique des sols : alterner les plantations de bois/haies/boisquets et les cultures nourricières.

Pour les zones A, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou par secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à chaque secteur. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire des secteurs. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone A s'applique.

TABLE NUMERO 5

PREMIER PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES A

C'est quoi une zone A ?

La zone agricole (zone A) du plan local d'urbanisme est un zonage dédié à la préservation des apports du foncier agricole. Peuvent être classés en zone A les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Le classement en zone A est possible, que ces secteurs soient éparpillés ou non.

Les zones A sont généralement constructibles uniquement pour les bâtiments liés à l'exploitation agricole et les équipements publics.

Au sein d'une zone A, on peut trouver des secteurs ou sont interdites les constructions de bâtiments agricoles, pour des raisons d'équipement (réseaux), de préservation des terres agricoles et/ou de perception paysagère (cône de vue).
 Il peut être autorisé ponctuellement d'autres destinations particulières (activités existantes, tourisme, transformation agro-alimentaire...) au sein de sous-secteurs spécifiques.

Quelles réglementations prioritaires pour les zones agricoles (A) ? – réglementation générale

7	On limite la constructibilité en zone/secteur A aux seuls bâtiments... Précisez	Habitation nécessaire à l'exploitation agricole bâtiment de stockage de récolte de matériel agricole. Et les bâtiments n'entraînant pas de nuisance.
6	On favorise la préservation des chemins ruraux et noues	
5	On favorise la préservation ou la replantation des haies	
4	On pose des obligations d'intégration paysagère des nouveaux bâtiments : précisez lesquelles	Plantation d'arbres ou de haies en fonction de la taille des bâtiments
3	On permet la transformation des bâtiments anciens, même vers d'autres destinations qu'agricole, afin de permettre leur préservation.	
2	On autorise la construction de bâtiments agricoles et d'équipements d'intérêt public (vous pouvez préciser) sur toute la zone A	Limiter au seul bâtiment d'intérêt et d'exploitation public.
1	On limite l'implantation des exploitations agricole à proximité de celles existantes	

Pour les zones A, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou par secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à chaque secteur. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire des secteurs. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone A s'applique.

TABLE NUMERO 8

PREMIER PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES A

C'est quoi une zone A ?

La zone agricole (zone A) du plan local d'urbanisme est un zonage dédié à la préservation des apports du foncier agricole. Peuvent être classés en zone A les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Le classement en zone A est possible, que ces secteurs soient éparpillés ou non.

Les zones A sont généralement constructibles uniquement pour les bâtiments liés à l'exploitation agricole et les équipements publics.

Au sein d'une zone A, on peut trouver des secteurs ou sont interdites les constructions de bâtiments agricoles, pour des raisons d'équipement (réseaux), de préservation des terres agricoles et/ou de perception paysagère (cône de vue).
 Il peut être autorisé ponctuellement d'autres destinations particulières (activités existantes, tourisme, transformation agro-alimentaire...) au sein de sous-secteurs spécifiques.

Quelles réglementations prioritaires pour les zones agricoles (A) ? – réglementation générale

7	On autorise la construction de bâtiments agricoles et d'équipements d'intérêt public (vous pouvez préciser) sur toute la zone A	
6	On limite l'implantation des exploitations agricole à proximité de celles existantes	
5	On permet la transformation des bâtiments anciens, même vers d'autres destinations qu'agricole, afin de permettre leur préservation.	
4	On favorise la préservation ou la replantation des haies	
3	On pose des obligations d'intégration paysagère des nouveaux bâtiments : précisez lesquelles	
2	On favorise la préservation des chemins ruraux et noues	
1	JOKER Favoriser l'agrotourisme Vente de produits locaux hébergements touristiques dans les bâtiments existants.	

Pour les zones A, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou par secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à chaque secteur. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire des secteurs. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone A s'applique.

TABLE NUMERO 9

PREMIER PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES A

C'est quoi une zone A ?

La zone agricole (zone A) du plan local d'urbanisme est un zonage dédié à la préservation des apports du foncier agricole. Peuvent être classés en zone A les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Le classement en zone A est possible, que ces secteurs soient équilibrés ou non.
 Les zones A sont généralement constructibles uniquement pour les bâtiments liés à l'exploitation agricole et les équipements publics.

Au sein d'une zone A, on peut trouver des secteurs ou sont interdites les constructions de bâtiments agricoles, pour des raisons d'équipement (réseaux), de préservation des terres agricoles et/ou de perception paysagère (cône de vue).
 Il peut être autorisé ponctuellement d'autres destinations particulières (activités existantes, tourisme, transformation agro-alimentaire...) au sein de sous-secteurs spécifiques.

Quelles réglementations prioritaires pour les zones agricoles (A) ? – réglementation générale

Pour les zones A, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou par secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à chaque secteur. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire des secteurs. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone A s'applique.

7	On limite l'implantation des exploitations agricole à proximité de celles existantes	A étudier selon les cas : des exceptions pourraient être acceptées.
6	On limite la constructibilité en zone/secteur A aux seuls bâtiments... Précisez	AGRICOLES (pas d'éoliennes) et on limite la taille des bâtiments agricoles
5	On permet la transformation des bâtiments anciens, même vers d'autres destinations qu'agricole, afin de permettre leur préservation.	Préserver avant tout. Mais veiller à ce que la future destination soit validée par les riverains.
4	On favorise la préservation ou la replantation des haies	Sur l'ensemble de la zone A
3	On favorise la préservation des chemins ruraux et noues	Sur l'ensemble de la zone A
2	On pose des obligations d'intégration paysagère des nouveaux bâtiments : précisez lesquelles	Afin de s'intégrer dans le paysage
1	On autorise la construction de bâtiments agricoles et d'équipements d'intérêt public (vous pouvez préciser) sur toute la zone A	Il faut préciser les bâtiments = quels bâtiments, ou?

TABLE NUMERO 2

PREMIER PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES A

C'est quoi une zone A ?

La zone agricole (zone A) du plan local d'urbanisme est un zonage dédié à la préservation des apports du foncier agricole. Peuvent être classés en zone A les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Le classement en zone A est possible, que ces secteurs soient équilibrés ou non.
 Les zones A sont généralement constructibles uniquement pour les bâtiments liés à l'exploitation agricole et les équipements publics.

Au sein d'une zone A, on peut trouver des secteurs ou sont interdites les constructions de bâtiments agricoles, pour des raisons d'équipement (réseaux), de préservation des terres agricoles et/ou de perception paysagère (cône de vue).
 Il peut être autorisé ponctuellement d'autres destinations particulières (activités existantes, tourisme, transformation agro-alimentaire...) au sein de sous-secteurs spécifiques.

Quelles réglementations prioritaires pour les zones agricoles (A) ? – réglementation générale

Pour les zones A, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou par secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à chaque secteur. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire des secteurs. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone A s'applique.

7	On favorise la préservation ou la replantation des haies	Préserver l'eau et la biodiversité.
6	On favorise la préservation des chemins ruraux et noues	Favoriser les pistes cyclables et les randonnées
5	On permet la transformation des bâtiments anciens, même vers d'autres destinations qu'agricole, afin de permettre leur préservation.	Aller vers les réhabilitation des bâtiments abandonnés et des friches. Préserver des terres agricoles. Tourisme rural.
4	On autorise la construction de bâtiments agricoles et d'équipements d'intérêt public (indispensable (vous pouvez préciser) sur toute la zone A	
3	On limite la constructibilité en zone/secteur A aux seuls bâtiments... Précisez	
2	On limite l'implantation des du bâti exploitations agricole à proximité de celles existantes	
1	On pose des obligations d'intégration paysagère des nouveaux bâtiments : précisez lesquelles	

TABLE NUMERO 5

DEUXIEME PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES N

Quel niveau de protection avoir pour les zones naturelles (N) ?

8	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les plans d'eau et zones humides	
7	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les bois et forêt	
6	On met en place une réglementation spécifique pour les espaces poudrons verts en zone urbaine	Conserver les espaces poudrons vert et y interdire les constructions
5	On autorise la construction aux conditions suivantes : précisez	
4	On autorise la construction d'habitations légères de loisirs ou à destination de l'hébergement touristique sous certaines conditions – précisez	
3	On autorise des modifications, extensions, constructions d'annexes, de l'existant en zone N : précisez lesquelles	
2	On axe sur la valorisation du patrimoine naturel : sentiers, pédagogie, vues... (précisez)	
1	On interdit totalement la construction en zone N	

C'est quoi une zone N ?

Une « zone N » est une zone naturelle et forestière. Il s'agit d'un espace déterminé par la collectivité comme ayant un réel intérêt environnemental : une zone naturelle sensible (avec une faune ou une flore à protéger), une zone de végétation à préserver...

Le code de l'urbanisme précise que les secteurs qui peuvent être classés en zone naturelle et forestière sont des secteurs à protéger. Et ce en raison :

« a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
 b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
 c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. »

En principe, en zone N, c'est l'inconstructibilité qui prime. Et ce, dans un souci de sauvegarde et de préservation des espaces naturels et de l'environnement contre l'urbanisation et une occupation du sol néfaste. Le site concerné n'a donc pas vocation à être urbanisé. Plutôt à être conservé. Seules peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à :

« - l'exploitation agricole et forestière ;
 - des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »

Cependant, il est possible d'insérer des exceptions au sein du règlement du PLUi, mais aussi des contraintes/règlements spécifiques permettant de gérer l'existant et visant à une protection ou à une mise en valeur plus importante de certains espaces.

Pour les zones N, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou avec un secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à celui-ci. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire un secteur. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone N s'applique.



TABLE NUMERO 4

DEUXIEME PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES N

Quel niveau de protection avoir pour les zones naturelles (N) ?

8	On interdit totalement la construction en zone N	Y compris éoliennes et panneaux solaires
7	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les plans d'eau et zones humides	
6	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les bois et forêt	
5	On met en place une réglementation spécifique pour les espaces poudrons verts en zone urbaine	
4	On axe sur la valorisation du patrimoine naturel : sentiers, pédagogie, vues... (précisez)	
3	On autorise des modifications, extensions, constructions d'annexes, de l'existant en zone N : précisez lesquelles	
2	On autorise la construction d'habitations légères de loisirs ou à destination de l'hébergement touristique sous certaines conditions – précisez	
1	On autorise la construction aux conditions suivantes : précisez	

C'est quoi une zone N ?

Une « zone N » est une zone naturelle et forestière. Il s'agit d'un espace déterminé par la collectivité comme ayant un réel intérêt environnemental : une zone naturelle sensible (avec une faune ou une flore à protéger), une zone de végétation à préserver... Le code de l'urbanisme précise que les secteurs qui peuvent être classés en zone naturelle et forestière sont des secteurs à protéger. Et ce en raison : « a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ; b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ; c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. »

En principe, en zone N, c'est l'inconstructibilité qui prime. Et ce, dans un souci de sauvegarde et de préservation des espaces naturels et de l'environnement contre l'urbanisation et une occupation du sol néfaste. Le site concerné n'a donc pas vocation à être urbanisé. Plutôt à être conservé. Seules peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à :

« – l'exploitation agricole et forestière ; – des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »

Cependant, il est possible d'insérer des exceptions au sein du règlement du PLUI, mais aussi des contraintes/règlements spécifiques permettant de gérer l'existant et visant à une protection ou à une mise en valeur plus importante de certains espaces.

Pour les zones N, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou avec un secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à celui-ci. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire un secteur. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone N s'applique.

TABLE NUMERO 6

DEUXIEME PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES N

Quel niveau de protection avoir pour les zones naturelles (N) ?

8	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les bois et forêt	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les plans d'eau et zones humides	PRIORITES
7	On met en place une réglementation spécifique pour les espaces poudrons verts en zone urbaine	-> Conserver les espaces poudrons verts existants -> Développer de nouveaux espaces poudrons verts	
6	On interdit totalement la construction en zone N	-> Interdiction de construction en dur pérennes	
5	On autorise la construction aux conditions suivantes : précisez	-> Aménagement pour favoriser l'approche du vivant à vocation éducative et scientifique (ex : mirador)	
4	On axe sur la valorisation du patrimoine naturel : sentiers, pédagogie, vues... (précisez)	-> Valoriser et entretenir	
3	On autorise des modifications, extensions, constructions d'annexes, de l'existant en zone N : précisez lesquelles	-> Uniquement modification dans un cadre environnemental et de confort et d'accessibilité (ex : accès PMR)	
2	JOKER - On crée les services et les emplois nécessaires à la bonne gestion des zones N.		
1			

C'est quoi une zone N ?

Une « zone N » est une zone naturelle et forestière. Il s'agit d'un espace déterminé par la collectivité comme ayant un réel intérêt environnemental : une zone naturelle sensible (avec une faune ou une flore à protéger), une zone de végétation à préserver... Le code de l'urbanisme précise que les secteurs qui peuvent être classés en zone naturelle et forestière sont des secteurs à protéger. Et ce en raison : « a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ; b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ; c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. »

En principe, en zone N, c'est l'inconstructibilité qui prime. Et ce, dans un souci de sauvegarde et de préservation des espaces naturels et de l'environnement contre l'urbanisation et une occupation du sol néfaste. Le site concerné n'a donc pas vocation à être urbanisé. Plutôt à être conservé. Seules peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à :

« – l'exploitation agricole et forestière ; – des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »

Cependant, il est possible d'insérer des exceptions au sein du règlement du PLUI, mais aussi des contraintes/règlements spécifiques permettant de gérer l'existant et visant à une protection ou à une mise en valeur plus importante de certains espaces.

Pour les zones N, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou avec un secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à celui-ci. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire un secteur. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone N s'applique.

TABLE NUMERO 9

DEUXIEME PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES N

Quel niveau de protection avoir pour les zones naturelles (N) ?

8	On interdit totalement la construction en zone N	
7	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les bois et forêt	Attention aux coupes sauvages en forêt privées et veiller à replanter les essences choisies (pas forcément du bouleau ou du sapin) => bois classés ? ONF?
6	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les plans d'eau et zones humides	Protéger les mares. Prévoir des bassins d'orages.
5	On axe sur la valorisation du patrimoine naturel : sentiers, pédagogie, vues... (précisez)	
4	On met en place une réglementation spécifique pour les espaces pommiers verts en zone urbaine	
3	On autorise des modifications, extensions, constructions d'annexes, de l'existant en zone N : précisez lesquelles	
2	On autorise la construction aux conditions suivantes : précisez	Avec le respect du code de l'urbanisme
1	On autorise la construction d'habitations légères de loisirs ou à destination de l'hébergement touristique sous certaines conditions – précisez	

C'est quoi une zone N ?

Une « zone N » est une zone naturelle et forestière. Il s'agit d'un espace déterminé par la collectivité comme ayant un réel intérêt environnemental : une zone naturelle sensible (avec une faune ou une flore à protéger), une zone de végétation à préserver...
Le code de l'urbanisme précise que les secteurs qui peuvent être classés en zone naturelle et forestière sont des secteurs à protéger. Et ce en raison :
« a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. »

En principe, en zone N, c'est l'inconstructibilité qui prime. Et ce, dans un souci de sauvegarde et de préservation des espaces naturels et de l'environnement contre l'urbanisation et une occupation du sol néfaste. Le site concerné n'a donc pas vocation à être urbanisé. Plutôt à être conservé. Seules peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à :

« – l'exploitation agricole et forestière ;
– des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »

Cependant, il est possible d'insérer des exceptions au sein du règlement du PLUi, mais aussi des contraintes/règlements spécifiques permettant de gérer l'existant et visant à une protection ou à une mise en valeur plus importante de certains espaces.

Pour les zones N, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou avec un secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à celui-ci. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire un secteur. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone N s'applique.

TABLE NUMERO 7

DEUXIEME PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES N

Quel niveau de protection avoir pour les zones naturelles (N) ?

8	On axe sur la valorisation du patrimoine naturel : sentiers, pédagogie, vues... (précisez)	Tourisme vert Journées du Patrimoine Préservation de notre pommier
7	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les bois et forêt	
6	On met en place une réglementation spécifique pour les espaces pommiers verts en zone urbaine	
5	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les plans d'eau et zones humides	
4	On autorise des modifications, extensions, constructions d'annexes, de l'existant en zone N : précisez lesquelles	Avec maintien des réseaux existants Pas de création de réseaux
3	On autorise la construction d'habitations légères de loisirs ou à destination de l'hébergement touristique sous certaines conditions – précisez	Si raccordement réseau possible sinon toilettes sèches
2	On autorise la construction aux conditions suivantes : précisez	Préservation du milieu naturel et paysager Intégration dans le paysage
1	On interdit totalement la construction en zone N	

C'est quoi une zone N ?

Une « zone N » est une zone naturelle et forestière. Il s'agit d'un espace déterminé par la collectivité comme ayant un réel intérêt environnemental : une zone naturelle sensible (avec une faune ou une flore à protéger), une zone de végétation à préserver...
Le code de l'urbanisme précise que les secteurs qui peuvent être classés en zone naturelle et forestière sont des secteurs à protéger. Et ce en raison :
« a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. »

En principe, en zone N, c'est l'inconstructibilité qui prime. Et ce, dans un souci de sauvegarde et de préservation des espaces naturels et de l'environnement contre l'urbanisation et une occupation du sol néfaste. Le site concerné n'a donc pas vocation à être urbanisé. Plutôt à être conservé. Seules peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à :

« – l'exploitation agricole et forestière ;
– des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »

Cependant, il est possible d'insérer des exceptions au sein du règlement du PLUi, mais aussi des contraintes/règlements spécifiques permettant de gérer l'existant et visant à une protection ou à une mise en valeur plus importante de certains espaces.

Pour les zones N, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou avec un secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à celui-ci. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire un secteur. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone N s'applique.

TABLE NUMERO 7

DEUXIEME PATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES N

Quel niveau de protection avoir pour les zones naturelles (N) ?

8	On interdit totalement la construction en zone N	Y compris les constructions d'intérêt public.
7	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les plans d'eau et zones humides	
6	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les bois et forêt	Autoriser l'entretien mais pas les coupes rases.
5	JOKER Interdire la construction d'axes routiers en zone naturelle	
4	On met en place une réglementation spécifique pour les espaces poumons verts en zone urbaine	
3	On axe sur la valorisation du patrimoine naturel : sentiers, pédagogie, vues... (précisez)	
2		
1		

C'est quoi une zone N ?

Une « zone N » est une zone naturelle et forestière. Il s'agit d'un espace déterminé par la collectivité comme ayant un réel intérêt environnemental : une zone naturelle sensible (avec une faune ou une flore à protéger), une zone de végétation à préserver...
Le code de l'urbanisme précise que les secteurs qui peuvent être classés en zone naturelle et forestière sont des secteurs à protéger. Et ce en raison :
« a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. »

En principe, en zone N, c'est l'inconstructibilité qui prime. Et ce, dans un souci de sauvegarde et de préservation des espaces naturels et de l'environnement contre l'urbanisation et une occupation du sol néfaste. Le site concerné n'a donc pas vocation à être urbanisé. Plutôt à être conservé. Seules peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à :

« - l'exploitation agricole et forestière ;
- des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »

Cependant, il est possible d'insérer des exceptions au sein du règlement du PLUi, mais aussi des contraintes/règlements spécifiques permettant de gérer l'existant et visant à une protection ou à une mise en valeur plus importante de certains espaces.

Pour les zones N, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou avec un secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à celui-ci. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire un secteur. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone N s'applique.

TABLE NUMERO 2

DEUXIEME PATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES N

Quel niveau de protection avoir pour les zones naturelles (N) ?

8	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les plans d'eau et zones humides	
7	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les bois et forêt	
6	On axe sur la valorisation du patrimoine naturel : sentiers, pédagogie, vues... (précisez)	
5	On autorise la construction d'habitations légères de loisirs ou à destination de l'hébergement touristique sous certaines conditions - précisez	
4	On met en place une réglementation spécifique pour les espaces poumons verts en zone urbaine	
3	On autorise des modifications, extensions, constructions d'annexes, de l'existant en zone N : précisez lesquelles	
2	On autorise la construction aux conditions suivantes : précisez Aucune construction	
1	On interdit totalement la construction en zone N Trop restrictif. Pas d'accord.	

C'est quoi une zone N ?

Une « zone N » est une zone naturelle et forestière. Il s'agit d'un espace déterminé par la collectivité comme ayant un réel intérêt environnemental : une zone naturelle sensible (avec une faune ou une flore à protéger), une zone de végétation à préserver...
Le code de l'urbanisme précise que les secteurs qui peuvent être classés en zone naturelle et forestière sont des secteurs à protéger. Et ce en raison :
« a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. »

En principe, en zone N, c'est l'inconstructibilité qui prime. Et ce, dans un souci de sauvegarde et de préservation des espaces naturels et de l'environnement contre l'urbanisation et une occupation du sol néfaste. Le site concerné n'a donc pas vocation à être urbanisé. Plutôt à être conservé. Seules peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à :

« - l'exploitation agricole et forestière ;
- des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »

Cependant, il est possible d'insérer des exceptions au sein du règlement du PLUi, mais aussi des contraintes/règlements spécifiques permettant de gérer l'existant et visant à une protection ou à une mise en valeur plus importante de certains espaces.

Pour les zones N, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou avec un secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en collant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à celui-ci. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire un secteur. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone N s'applique.

TABLE NUMERO 8

DEUXIEME PLATEAU : LES REGLES POUR LES ZONES N

Quel niveau de protection avoir pour les zones naturelles (N) ?

8	On axe sur la valorisation du patrimoine naturel : sentiers, pédagogie, vues... (précisez)	
7	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les plans d'eau et zones humides	
6	On met en place une réglementation spécifique pour protéger les bois et forêt	
5	On met en place une réglementation spécifique pour les espaces poumons verts en zone urbaine	
4	On autorise la construction d'habitations légères de loisirs ou à destination de l'hébergement touristique sous certaines conditions – précisez	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver les végétaux et arbres existants. - Intégration optimale dans l'environnement du projet.
3	On autorise des modifications, extensions, constructions d'annexes, de l'existant en zone N : précisez lesquelles	Pour l'activité touristique.
2	On autorise la construction aux conditions suivantes : précisez	<ul style="list-style-type: none"> - Sans extensions de réseaux - Avec intégration paysagère
1	JOKER Identifier clairement les zones protégées	

C'est quoi une zone N ?

Une « zone N » est une zone naturelle et forestière. Il s'agit d'un espace déterminé par la collectivité comme ayant un réel intérêt environnemental : une zone naturelle sensible (avec une faune ou une flore à protéger), une zone de végétation à préserver...
 Le code de l'urbanisme précise que les secteurs qui peuvent être classés en zone naturelle et forestière sont des secteurs à protéger. Et ce en raison :
 « a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
 b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
 c) Soit de leur caractère d'espaces naturels. »

En principe, en zone N, c'est l'inconstructibilité qui prime. Et ce, dans un souci de sauvegarde et de préservation des espaces naturels et de l'environnement contre l'urbanisation et une occupation du sol néfaste. Le site concerné n'a donc pas vocation à être urbanisé. Plutôt à être conservé. Seules peuvent être autorisées les constructions et installations nécessaires à :

« - l'exploitation agricole et forestière ;
 - des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. »

Cependant, il est possible d'insérer des exceptions au sein du règlement du PLUI, mais aussi des contraintes/règlements spécifiques permettant de gérer l'existant et visant à une protection ou à une mise en valeur plus importante de certains espaces.

Pour les zones N, vous avez la possibilité de spécifier la réglementation de manière globale ou avec un secteur, en précisant le secteur (dites nous pourquoi vous choisissez de faire un secteur) et en citant dans les emplacements prévus les cartes de réglementation spécifiques à celui-ci. Vous n'êtes pas obligé de coller toutes les cartes, ni de faire un secteur. Sans secteur, la réglementation générale que vous choisissez pour la zone N s'applique.

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

1/2

TABLE ?

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE « BOURG ANCIEN ET PATRIMONIAL »



Précisions sur le bourg ancien et patrimonial : éléments de contexte et de vocabulaire

Cette typologie correspond aux bourgs ou centres-bourgs (voire au centre-ville d'Auxerre) du territoire, disposant d'un bâti ancien, traditionnel et ayant une valeur esthétique/touristique/patrimoniale. La constructibilité est souvent limitée dans cette typologie aux extensions et modification de l'existant (vérandas, bâtiment de petite taille, percement de nouvelles ouvertures...), surélévations, ou constructions ponctuelles dans les « dents creuses », voire en démolition/reconstruction.

Dans cette typologie, comment concilier préservation du patrimoine et travaux neufs ? Attention certains secteurs sont soumis à avis de l'architecte des bâtiments de France.

Vos choix d'images, précisions et arguments :

	Surélévation ???		
	Choix de cette maison car prend en considération les budgets pour des rénovations et les autres maisons présentent des budgets très élevés		

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?

			Lignes électriques apparentes à proscrire

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES.

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

1/2

TABLE 2

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE « BOURG ANCIEN ET PATRIMONIAL »



Précisions sur le bourg ancien et patrimonial : éléments de contexte et de vocabulaire

Cette typologie correspond aux bourgs ou centres-bourgs (voire au centre-ville d'Auxerre) du territoire, disposant d'un bâti ancien, traditionnel et ayant une valeur esthétique/touristique/patrimoniale. La constructibilité est souvent limitée dans cette typologie aux extensions et modification de l'existant (vérandas, bâtiment de petite taille, percement de nouvelles ouvertures...), surélévations, ou constructions ponctuelles dans les « dents creuses », voire en démolition/reconstruction.

Dans cette typologie, comment concilier préservation du patrimoine et travaux neufs ? Attention certains secteurs sont soumis à avis de l'architecte des bâtiments de France.

Vos choix d'images, précisions et arguments :





Belle intégration

Multitude de matériaux
Et volets roulants Ex disgracieux

Matériaux et couleurs s'intègrent mieux



Original



Beau mariage entre la pierre et le bois

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



Agrandissement ne correspond pas au style



Crampes des extérieurs visibles



lol



Ne correspond pas à l'environnement

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES.

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

1/2

TABLE 6

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE « BOURG ANCIEN ET PATRIMONIAL »



Précisions sur le bourg ancien et patrimonial : éléments de contexte et de vocabulaire

Cette typologie correspond aux bourgs ou centres-bourgs (voire au centre-ville d'Auxerre) du territoire, disposant d'un bâti ancien, traditionnel et ayant une valeur esthétique/touristique/patrimoniale. La constructibilité est souvent limitée dans cette typologie aux extensions et modification de l'existant (vérandas, bâtiment de petite taille, percement de nouvelles ouvertures...), surélévations, ou constructions ponctuelles dans les « dents creuses », voire en démolition/reconstruction.

Dans cette typologie, comment concilier préservation du patrimoine et travaux neufs ? Attention certains secteurs sont soumis à avis de l'architecte des bâtiments de France.

Vos choix d'images, précisions et arguments :



Extension préservant le style de l'habitat tout en apportant une touche contemporaine
→ Bonne intégration du bâti
→ Architecture raisonnée



- Maintien et valorisation du patrimoine ancien
- Travailler sur l'enfouissement des câbles électriques et des réseaux
- Travailler sur l'isolation du bâti (climatiseur externe)



- Travail sur les couleurs
- Réfléchir sur les ouvertures
- Transformation des espaces pour optimisation



- Recherche esthétique
- Optimisation des espaces

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



L'architecture doit s'intégrer à l'environnement et au bâti patrimonial



VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES.

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

1/2

TABLE 1

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE « BOURG ANCIEN ET PATRIMONIAL »



Précisions sur le bourg ancien et patrimonial : éléments de contexte et de vocabulaire

Cette typologie correspond aux bourgs ou centres-bourgs (voire au centre-ville d'Auxerre) du territoire, disposant d'un bâti ancien, traditionnel et ayant une valeur esthétique/touristique/patrimoniale. La constructibilité est souvent limitée dans cette typologie aux extensions et modification de l'existant (vérandas, bâtiment de petite taille, percement de nouvelles ouvertures...), surélévations, ou constructions ponctuelles dans les « dents creuses », voire en démolition/reconstruction.

Dans cette typologie, comment concilier préservation du patrimoine et travaux neufs ? Attention certains secteurs sont soumis à avis de l'architecte des bâtiments de France.

Vos choix d'images, précisions et arguments :



Extension en bois bien intégré au paysage



Restauration de maison existante de village ou hameau de petite taille



Corniches conservées pour l'habitat des oiseaux
Revoir implantation pompe à chaleur et réseau électrique



Mélange des matériaux et couleurs bien utilisés



Belle réalisation bien intégrée dans son environnement, discrète



Originale mais réservée en zone urbaine

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



On en veut pas effet verrière !



Mélange d'architecture inapproprié au vu de l'angle de prise de vue



Effet hangar

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

1/2

TABLE 4

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE « RESIDENTIEL-HABITAT COLLECTIF »



Précisions sur le résidentiel-habitat collectif : éléments de contexte et de vocabulaire

« Un logement collectif (appartement) fait partie d'un bâtiment dans lequel sont superposés plus de deux logements distincts et dont certains ne disposent pas d'un accès privatif. » Cette typologie concerne les quartiers (souvent récents) ou résidences de petit collectif (2 logements et plus).

Dans cette typologie, il est possible de préciser des lieux d'implantation sur le territoire pour les images proposées, mais aussi d'indiquer le nombre d'étages, les formes de bâtis, les matières, la qualité de l'insertion de nouvelles construction...

Vos choix d'images, précisions et arguments



R+2 MAXI



Construction style bois - 4 étages maximum en zone très urbaine



Construction en bois avec toitures traditionnelles
2 étages maximum



Construction simples (voire cheap!)



Mêmes remarques ci-dessous mais constructions trop hautes (3eme étage)



Collez ici l'image de ce que vous souhaitez voir construit

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



CUBIQUES
Basse pourtant mais ce type de construction vieillit vite



Cubique = entretien difficile
Deconstructiviste (Géhry) 1970



VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

1/2

TABLE 9

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE «RESIDENTIEL-HABITAT COLLECTIF»



Précisions sur le résidentiel-habitat collectif : éléments de contexte et de vocabulaire

« Un logement collectif (appartement) fait partie d'un bâtiment dans lequel sont superposés plus de deux logements distincts et dont certains ne disposent pas d'un accès privatif. » Cette typologie concerne les quartiers (souvent récents) ou résidences de petit collectif (2 logements et plus).

Dans cette typologie, il est possible de préciser des lieux d'implantation sur le territoire pour les images proposées, mais aussi d'indiquer le nombre d'étages, les formes de bâtis, les matières, la qualité de l'insertion de nouvelles construction...

Vos choix d'images, précisions et arguments



Original à taille humaine
Végétalisé, bonne intégration des terrasses pour tous



Petit simple efficace



Bien près des forêts



Bon en zone urbaine



Attention aux proportions



Sympathique et moderne

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



Trop haut
Trop massif



Trop compliqué



Trop haut



Trop massif
Pas bien intégré

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

- Toits végétalisés
- Ou façades
- Plantations d'arbres + clots de verdure
- Trottoirs végétalisés
- + parcs + bancs + nature

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

1/2

TABLE 8

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE «RESIDENTIEL-HABITAT COLLECTIF»



Précisions sur le résidentiel-habitat collectif : éléments de contexte et de vocabulaire

« Un logement collectif (appartement) fait partie d'un bâtiment dans lequel sont superposés plus de deux logements distincts et dont certains ne disposent pas d'un accès privatif. » Cette typologie concerne les quartiers (souvent récents) ou résidences de petit collectif (2 logements et plus).

Dans cette typologie, il est possible de préciser des lieux d'implantation sur le territoire pour les images proposées, mais aussi d'indiquer le nombre d'étages, les formes de bâtis, les matières, la qualité de l'insertion de nouvelles construction...

Vos choix d'images, précisions et arguments



- Hauteur limitée
- Plus pour communes de proximité
- Mixité commerce/logement



- Intégration teinture solaire
- Hauteur limitée
- Amélioration matières à prévoir (bois ou autre...)
- Communes de proximité (rural)



- Ville centre + communes périurbaines
- Densité logement
- Végétalisation



- Intégration du bâtiment dans le paysage
- Très bonne végétalisation (intégrée au bâtiment)
- Toiture végétalisée
- Communes le + peuplées (+3000 hab)



- Mixité commerce/logement/stationnement
- Densité logement
- Ville centre + communes périurbaines
- Végétalisation



- Ressemblance indiv. (toiture traditionnelle)
- Quartiers Ville centre
- Meilleure végétalisation à prévoir

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



Hauteur bâtiment (Dubai!)
Au style futuriste



- Trop denses (habitant)
- Idée parement bois à retenir pour communes de proximité (rural)



Peu adapté à la typologie des habitats de l'Yonne
(-> Plutôt montagne)



- Un peu dépassé comme architecture
- Aucune végétalisation

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

1/2

TABLE 5

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE «RESIDENTIEL-HABITAT COLLECTIF»



Précisions sur le résidentiel-habitat collectif : éléments de contexte et de vocabulaire

« Un logement collectif (appartement) fait partie d'un bâtiment dans lequel sont superposés plus de deux logements distincts et dont certains ne disposent pas d'un accès privatif. » Cette typologie concerne les quartiers (souvent récents) ou résidences de petit collectif (2 logements et plus).

Dans cette typologie, il est possible de préciser des lieux d'implantation sur le territoire pour les images proposées, mais aussi d'indiquer le nombre d'étages, les formes de bâtis, les matières, la qualité de l'insertion de nouvelles construction...

Vos choix d'images, précisions et arguments













Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?









VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

2/2

TABLE 9

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE «ZONE D'ACTIVITE»



Précisions sur la zone d'activité : éléments de contexte et de vocabulaire

« Une zone d'activité ou encore une zone d'activité économique (ZAE) est, en France, un site réservé à l'implantation d'entreprises (industrielles, commerciales, artisanales, portuaires, logistiques...) dans un périmètre donné. » Cette typologie est présente sur le territoire de l'Auxerrois sous plusieurs formes, plus ou moins étendues et/ou aménagées.

Il s'agit de réfléchir aux ZAE existantes, leur développement, leur mise en valeur, voire leur changement de fonction.

Il peut ainsi être proposé de mixer les fonctions (habitat + ZAE); de végétaliser, de rénover, reconstruire, réaménager ces zones en réfléchissant à leur bonne insertion paysagère par exemple : hauteur des bâtiments, toitures, production d'électricité...

Vos choix d'images, précisions et arguments :













Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?









VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

Toits ou façades végétalisés.
 Ilots de verdure, Plantation d'arbres sur le parking.
 Fleurissement

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

2/2

TABLE 4

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE «ZONE D'ACTIVITE»



Précisions sur la zone d'activité : éléments de contexte et de vocabulaire

« Une zone d'activité ou encore une zone d'activité économique (ZAE) est, en France, un site réservé à l'implantation d'entreprises (industrielles, commerciales, artisanales, portuaires, logistiques...) dans un périmètre donné. » Cette typologie est présente sur le territoire de l'Auxerrois sous plusieurs formes, plus ou moins étendues et/ou aménagées.

Il s'agit de réfléchir aux ZAE existantes, leur développement, leur mise en valeur, voire leur changement de fonction.

Il peut ainsi être proposé de mixer les fonctions (habitat + ZAE); de végétaliser, de rénover, reconverter, réaménager ces zones en réfléchissant à leur bonne insertion paysagère par exemple : hauteur des bâtiments, toitures, production d'électricité...

Vos choix d'images, précisions et arguments :

Gribouillis non reproductible

CE QUI NA PAS ENCORE TE CREE !
LES JEUNES ARCHITEXTES ET AUTRES MAITRES D'OUVRAGE JUGERONT



Cheminement doux
Zones végétalisées



Parking végétalisé et toitures barres à pentes.

Cliquez ici l'image de ce que vous souhaitez voir construit



OMBRIERES OK! Car au lieu de remplir la zone de goudron... autant qu'elle serve d'espace énergétique

Cliquez ici l'image de ce que vous souhaitez voir construit

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



- Aucun végétal
- Risque de chauffe



Zone chaude et de surchauffe
Construction trop haute



Cubes métalliques

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

2/2

TABLE 5

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE «ZONE D'ACTIVITE»



Précisions sur la zone d'activité : éléments de contexte et de vocabulaire

« Une zone d'activité ou encore une zone d'activité économique (ZAE) est, en France, un site réservé à l'implantation d'entreprises (industrielles, commerciales, artisanales, portuaires, logistiques...) dans un périmètre donné. » Cette typologie est présente sur le territoire de l'Auxerrois sous plusieurs formes, plus ou moins étendues et/ou aménagées.

Il s'agit de réfléchir aux ZAE existantes, leur développement, leur mise en valeur, voire leur changement de fonction.

Il peut ainsi être proposé de mixer les fonctions (habitat + ZAE); de végétaliser, de rénover, reconverter, réaménager ces zones en réfléchissant à leur bonne insertion paysagère par exemple : hauteur des bâtiments, toitures, production d'électricité...

Vos choix d'images, précisions et arguments :



Pour des commerces de proximités



Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



Sauf réaménagement



Cliquez ici l'image de ce que vous souhaitez voir construit

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

2/2

TABLE 8

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE «ZONE D'ACTIVITE»



Précisions sur la zone d'activité : éléments de contexte et de vocabulaire

« Une zone d'activité ou encore une zone d'activité économique (ZAE) est, en France, un site réservé à l'implantation d'entreprises (industrielles, commerciales, artisanales, portuaires, logistiques...) dans un périmètre donné. » Cette typologie est présente sur le territoire de l'Auxerrois sous plusieurs formes, plus ou moins étendues et/ou aménagées.

Il s'agit de réfléchir aux ZAE existantes, leur développement, leur mise en valeur, voire leur changement de fonction.

Il peut ainsi être proposé de mixer les fonctions (habitat + ZAE); de végétaliser, de rénover, reconvertir, réaménager ces zones en réfléchissant à leur bonne insertion paysagère par exemple : hauteur des bâtiments, toitures, production d'électricité...

Vos choix d'images, précisions et arguments :



- Mixte commerce + habitat + végétal



- Construction de faible hauteur (+ rural)



- Production NRJ renouvelables



- Toiture parement +



- Diversité matériaux



- Toiture parement divers

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



Trop parking



Coût construction démesuré



Parking abondant

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

2/2

TABLE ?

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE «EXTENSION PAVILLONNAIRE»



Précisions sur l'extension pavillonnaire : éléments de contexte et de vocabulaire

La typologie « extension pavillonnaire » correspond à un bâti de pavillons ou de petites maisons implantées dans un jardin. Il s'agit, généralement, de zones de lotissements formées de petits bâtiments isolés plus ou moins anciens. Cette typologie est souvent plus récente que le bourg ancien et apporte plus d'espaces verts privatifs à ses résidents.

Dans cette typologie, les possibilités de construire sont également plus importantes car en plus des extensions/modifications de l'existant, il peut être imaginé des divisions parcellaires, constructions en fond de parcelle, ou sur des parcelles à proximité par exemple.

Vos choix d'images, précisions et arguments



Rationalisation de l'espace



Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



Manque les finitions



Cubes disgracieux



Cubes disgracieux
Mélange des genres

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

2/2
TABLE 1EXISTANT DE LA TYPOLOGIE
« EXTENSION PAVILLONNAIRE »

Précisions sur l'extension pavillonnaire : éléments de contexte et de vocabulaire

La typologie « extension pavillonnaire » correspond à un bâti de pavillons ou de petites maisons implantées dans un jardin. Il s'agit, généralement, de zones de lotissements formées de petits bâtiments isolés plus ou moins anciens. Cette typologie est souvent plus récente que le bourg ancien et apporte plus d'espaces verts privatifs à ses résidents.

Dans cette typologie, les possibilités de construire sont également plus importantes car en plus des extensions/modifications de l'existant, il peut être imaginé des divisions parcellaires, constructions en fond de parcelle, ou sur des parcelles à proximité par exemple.

Vos choix d'images, précisions et arguments



Clôture basse en pierres.
Belle harmonie de matériaux. Arboré ++.



Classique mais sympa.
Bonne végétalisation.



Une touche de modernité
avec extension réussie.



Lotissement coloré. La
couleur apporte de
l'originalité. Ensemble
aéré. Petit jardinet.



Extension harmonieuse
Le toit plat s'intègre bien
avec celui initial.



Quand les arbres vont
être grands, le lotissement
sera plus agréable.

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



Effet caserne



Uniformité austère



Effet caserne



Extension ne convient pas
avec origine

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

2/2
TABLE 6EXISTANT DE LA TYPOLOGIE
« EXTENSION PAVILLONNAIRE »

Précisions sur l'extension pavillonnaire : éléments de contexte et de vocabulaire

La typologie « extension pavillonnaire » correspond à un bâti de pavillons ou de petites maisons implantées dans un jardin. Il s'agit, généralement, de zones de lotissements formées de petits bâtiments isolés plus ou moins anciens. Cette typologie est souvent plus récente que le bourg ancien et apporte plus d'espaces verts privatifs à ses résidents.

Dans cette typologie, les possibilités de construire sont également plus importantes car en plus des extensions/modifications de l'existant, il peut être imaginé des divisions parcellaires, constructions en fond de parcelle, ou sur des parcelles à proximité par exemple.

Vos choix d'images, précisions et arguments



- Limiter l'artificialisation (vers ZAN)
- Aménager des espaces verts individuels et/ou collectif participatifs
- Adapter l'architecture du bâti à l'environnement naturel et culturel
- Être vertueux en matière d'aménagement et de construction (matériaux durables et si possible locaux)



→ Privilégier les extensions
raisonnées dans un cadre
environnementale et durable



→ Extension valorisée
dans l'occupation des
espaces et l'emploi des
matériaux

Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



Trop d'espace utilisé



Trop de vis-à-vis



Trop de béton



Ne correspond plus aux normes
environnementales (ODD 2030)



Trop classique

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

TROISIEME PLATEAU : TYPOLOGIE DE LA ZONE U

2/2
TABLE 2

EXISTANT DE LA TYPOLOGIE « EXTENSION PAVILLONNAIRE »



Précisions sur l'extension pavillonnaire : éléments de contexte et de vocabulaire

La typologie « extension pavillonnaire » correspond à un bâti de pavillons ou de petites maisons implantées dans un jardin. Il s'agit, généralement, de zones de lotissements formées de petits bâtiments isolés plus ou moins anciens. Cette typologie est souvent plus récente que le bourg ancien et apporte plus d'espaces verts privatifs à ses résidents. Dans cette typologie, les possibilités de construire sont également plus importantes car en plus des extensions/modifications de l'existant, il peut être imaginé des divisions parcellaires, constructions en fond de parcelle, ou sur des parcelles à proximité par exemple.

Vos choix d'images, précisions et arguments









Trop cubique
Bien = les couleurs différentes





Vous n'avez pas choisi ces images, pourquoi ?



Association architecturales illogiques





lol



Fort Knox?
Hauteurs clôture à limiter.

VOS RECOMMANDATIONS POUR VEGETALISER CETTE TYPOLOGIE URBAINE EN RESPECTANT SES SPECIFICITES

Haies à essences multiples